هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 13727 **4,50 F** Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine JEUDI 16 MARS 1989

Un défi à Damas

Beyrouth offre à nouveau son visage des plus mauvais jours. Depuis six mois — et malgré de nombreuses difficultés quotidiennes — ses habitants profitaient, après quatorze ans de guerre, d'une relative accalmie. Certes, de féroces et sporadiques combats éclataient encore, mais à l'intérieur de chaque « camp » — entre chiites ou entre maronites, comme à la mi-février — et sans trop frapper la population civile.

Certes, l'impasse politique restait entière, dans ce pays bicéphale et incapable de se choisir un président, mais la mission de bons offices confiée au Koweït sous les auspices de la Ligue arabe laissait envisager une reprise du dialogue entre dirigeants chrétiens et musulmans. La flambée de violence qui a embrasé Beyrouth, mardi 14 mars, la pire depuis cinq ans — trente-cinq morts — ruine ce fragile équilibre entre les épreuves et l'espoir.

En quelques heures d'aveugles bombardements, le pays du Cèdre a réveillé ses vieux démons. Plus grave encore : cette nouvelle crise s'est transformée très vite en une épreuve de force entre la Syrie et le général Michel Aoun, chef de l'armée et du gouvernement chrétiens. Depuis quelques semaines, le général Aoun cherchait à étendre son autorité à l'intérieur comme à l'extérieur du camp chrétien. Ainsi a-t-il tenté à Beyrouth-Est, mais sans réussir totalement, de mettre au pas les Forces libanaises de Samir Geagea. Poussant son avantage, il a ensuite voulu — au nom d'un Etat libanais devenu pourtant fictif — restaurer un contrôle sur les recettes portuaires qui alimentent le pactole des diverses milices. C'en était trop pour Damas et ses alliés musulmans. L'affrontement devenait inévitable.

L'attitude du général Aoun, laisse perplexe. Internationalisant délibérément la crise, le chef chrétien, qui a le verbe haut, a en effet critiqué mardi la Syrie avec une virulence à laquelle on n'était plus habitué depuis la mort, il y a sept ans, de Béchir Gemayel. Lancé dans un véritable réquisitoire contre « l'hégémonie et l'occupation syriennes », il a appelé ses compatriotes à une « guerre de libération », exhorté les musulmans à déclencher une « révolte des pierres » pour se débarrasser des trente-cinq mille soldats de Damas — en qualifiant au passage Beyrouth-Ouest de « Cisjordanie du Liban » — et accusé l'armée syrienne d'avoir fomenté mardi un attentat « terroriste » contre sa personne.

Ce faisant, le général Aoun a pris de gros risques. On ne défie pas impunément la puissance syrienne au Liban. Son audace de ton est un affront au président Assad. Réagissant sans tarder, la radio syrienne a dénoncé dès mardi le « pouvoir illégal » du général chrétien, baptisé « chef d'une clique liée au projet sioniste de partition du Liban ».

Sur le fond du problème, la tentative du général Aoun d'étendre son autorité au-delà du réduit chrétien est inacceptable pour Damas. Le jeu de la Syrie consiste, au Liban, à diviser pour régner. Ainsi a-t-elle discrètement cherché à torpiller ces dernières semaines les laborieuses négociations de la Ligue arabe. Contesté par une partie des chrétiens, le général Aoun ne semble pas de taille à secouer la tutelle syrienne.

(Lire nos informations page 4 et page 2, « Geôles de l'oubli », par JEAN-PAUL KAUFFMANN.)

Malgré quelques accords avant le second tour des municipales

La droite s'est attachée à maintenir l'isolement du Front national

Le second tour des municipales donnera lieu, dimanche 19 mars, dans les villes de plus de trente mille habitants, à dix-sept quadrangulaires, cinquante-sept triangulaires et quarante-sept duels.

Dans l'ensemble, à gauche comme à droite, les consignes nationales ont été respectées et le Front national se retrouve isolé.

Le maire de Béziers, M. Fontès, a été suspendu par le RPR pour s'être allié avec le Front national.

LIRE

- L'écologie à la française.
- Les accrocs à gauche.
- Les consignes de vote du Front national.
- Les reportages à Aix-en-Provence, Arles, Dreux et Metz.

PAGES 11 à 16

Première à Lyon

Une greffe « in utero »

La première greffe *in utero* de cellules fœtales a été effectuée à l'Hôtel-Dieu de Lyon par les équipes des professeurs Jean-Louis Touraine et Daniel Raudrant. Réalisée en juin 1988 sur un fœtus de vingt-huit semaines atteint d'un déficit immunitaire mortel, cette transplantation illustre une double évolution de la médecine.

Elle est significative d'une tendance à intervenir le plus tôt possible, fût-ce *in utero*. Les progrès actuels de la médecine et de la chirurgie anténatales ont en effet permis d'accomplir certains progrès dans le traitement de pathologies diverses : hydrocéphalies, hydronéphroses, hernies diaphragmatiques, etc.

Lié à la mise au point de nouvelles méthodes de diagnostic anténatal, le développement de cette nouvelle médecine pose cependant des problèmes juridiques et éthiques ayant trait en particulier au statut et au droit du fœtus. La transplantation réalisée à Lyon met en évidence d'autre part l'utilisation croissante en thérapeutique de tissus de fœtus ou d'embryons humains.

(Lire page 18 l'article de FRANCK NOUCHI.)

Les profits des nationalisées

Tous les groupes ont fait des bénéfices en 1988

PAGE 41

Le budget britannique 1989-1990

Pas de diminution d'impôts

PAGE 43

L'URSS de Gorbatchev, an V

III. — *Le vertige du vide*

PAGE 3

L'ENQUÊTE

La Colombie en proie à l'instabilité et à l'insécurité

PAGES 8 et 9

Bateaux-bus sur la Seine

L'expérience commencera le 1er mai entre l'Hôtel-de-Ville et la tour Eiffel

Page 40

Le sommaire complet se trouve page 48

Un entretien avec M. Théo Braun

« Il n'y a pas d'âge de la retraite, il faut imaginer un système progressif »

Le conseil des ministres du mercredi 15 mars a approuvé un projet de loi préparé par M. Théo Braun, ministre délégué chargé des personnes âgées, organisant l'accueil des gens âgés ou handicapés adultes dans des familles autres que la leur.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Braun pense qu'« il n'y a pas d'âge de la retraite » et explique les autres points forts de la politique qu'il préconise.

« Pourquoi un projet de loi pour réglementer une pratique banale n'intéressant qu'un nombre limité de personnes ?

— Le problème posé n'est pas mince. Le nombre des personnes âgées dépendantes et des handicapés augmente dans notre société. La plupart souhaitent rester à domicile. Grâce aux aides ménagères, aux auxiliaires de vie, aux aides soignantes, cela est possible. Mais les personnes ainsi assistées restent seules durant la plus grande partie de la journée, notamment à la campagne.

» Nous nous demandons si la seule solution pour éviter cet isolement et assurer leur sécurité est le placement dans des maisons de retraite, qui sont d'ailleurs encore en nombre insuffisant. Dans les faits, sur le terrain, une autre solution a été trouvée : le placement familial. Quelques milliers de familles accueillent déjà des personnes âgées. Ces placements sont en général satisfaisants, mais des situations scandaleuses, relevées l'été dernier dans un certain nombre de départements, nous ont alerté.

Propos recueillis par
MARC AMBROISE-RENDU
et GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 18.)

Graves revers d'Addis-Abeba en Erythrée et au Tigré

Deux guêpiers en Ethiopie

Les maquisards érythréens et tigréens mènent avec succès des offensives dans le nord du pays contre les forces gouvernementales dont la combativité laisse à désirer.

L'URSS viendrait de décider d'évacuer de l'Erythrée tous ses ressortissants, selon un diplomate occidental en poste à Addis-Abeba. Essentiellement conseillers militaires et autres « experts », leur nombre est évalué à un millier par le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE). Si cette décision se confirmait dans les prochains jours, elle indiquerait que Moscou a rapidement tiré des conclusions radicales de la succession de défaites militaires subies par Addis-Abeba (*le Monde* du 8 mars).

L'ampleur de la déroute de l'armée gouvernementale, considérée comme la première de l'Afrique sub-saharienne — Afrique du Sud exclue — est impressionnante. Depuis le début de l'offensive du FPLE au printemps dernier, Addis-Abeba aurait perdu au bas mot cinquante mille hommes, selon les chiffres donnés par le FPLE et le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), chiffres que les observateurs estiment plausibles.

La combativité des troupes régulières semble très problématique, puisqu'il se confirme que des unités entières, voire une garnison de près de dix mille hommes à Makale, capitale du Tigré, se sont débandées sans pratiquement tirer un coup de feu. Dès lors, sur quelle force militaire Addis-Abeba peut-il aujourd'hui s'appuyer pour faire face à deux ex-guérillas devenues des armées quasi régulières, d'une puissance sans précédent sur le continent africain ? Sous le mot d'ordre omniprésent de *« tout pour le Front »*, le régime central enrôle tant et plus. Mais des rumeurs persistantes font état d'unités entières refusant de monter en ligne.

Ainsi, hormis pour quelques villes d'Erythrée, le pouvoir central a perdu le contrôle de toute la partie de l'Ethiopie située au-delà d'un parallèle passant *grosso modo* à 300 kilomètres au nord d'Addis-Abeba, y compris celui d'une capitale provinciale — Makale.

RENÉ DAMIEN.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES
« Rain Man », un film de Barry Levinson
Le Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou
La rétrospective Malevitch à Amsterdam
Pages 21 à 23
CAMPUS
Les élections aux CROUS
Les ingénieurs à l'heure européenne
Pages 29 à 33

Immobilier : *une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.* Pages 37 à 39.

(Publicité)

embrasse-moi

UN FILM DE
MICHÈLE ROSIER

avec
Sophie Rochut
Dominique Valadié
Patrick Chesnais
Yann Collette
Philippe Clevenot
Isabelle Sadoyan
Anouk Grinberg

"Sur le fil de l'émotion, ce portrait à vif de Louise l'incomprise, est ce que le cinéma nous a donné de plus juste et de plus clair, depuis la Drôlesse de Jacques Doillon."
Michel Boujut

"Le voyage, le film qui atteint, inoubliable, c'est Embrasse-moi, c'est lui. Image magique. Gaieté de coeur. Ma parole. Votre enfance. Quand le cinéma accroche plus que la vie."
Michel Cournot

"Jamais, de l'intérieur, le cinéma n'avait ainsi atteint au sourire d'une petite fille exprimant tant de choses variées, comiques, émouvantes ou tristes."
Gilles Deleuze

Le Saint Germain des Prés
Les 3 Balzac
Le Convention Saint Charles

M 0147 - 03160 - 4,50 F
3790147004500 03160

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

Débats

ÉCONOMIE

La rigueur gaspillée

par ANDRÉ GRJEBINE (*)

L'EMBELLIE que connaît l'économie française marque un temps d'arrêt, sinon une rupture, dans la politique d'austérité suivie depuis plus de cinq ans. La rigueur est pourtant plus que jamais nécessaire. Notre déficit commercial s'est élevé à 33 milliards de francs en 1988. Le solde des échanges industriels est devenu négatif en 1987, alors que son excédent atteignait encore 97 milliards de francs en 1984. En 1988, le déficit industriel a atteint 42,2 milliards de francs et plus de 60 milliards si on ne prend pas en compte l'armement. Les ventes d'Airbus ne pourront masquer longtemps cette dégradation.

Contre la facilité

Le choix de la rigueur a été fait par M. Barre, puis renouvelé par le gouvernement socialiste en 1983, sous la pression de la contrainte extérieure, mais aussi en réaction contre la « politique de facilité » qui avait prévalu auparavant. Dans les années 60 et pratiquement jusqu'en 1976, les politiques de croissance plaçaient les producteurs en position de force face à une demande en expansion rapide. Les conflits sur le partage des fruits de la croissance étaient résorbés par des augmentations de salaires. L'impact de cette inflation salariale sur la balance commerciale était neutralisé par des dévaluations. De nombreuses entreprises ont pu ainsi esquiver les adaptations.

Pendant les premières années de la crise, les gouvernements se sont acharnés à protéger les salariés contre les licenciements et les grandes entreprises contre les pressions qui les auraient contraintes d'abandonner les secteurs en déclin et de se moderniser. A la fin des années 70, et surtout après la rapide dégradation du solde extérieur en 1981-1982, les dirigeants français ont pris conscience que la mutation de l'économie ne pouvait plus être différée. Les compressions de personnel ont été acceptées, sinon encouragées. Un critère de bonne gestion d'un dirigeant d'entreprise publique est devenu son savoir-faire en matière de licenciement.

L'échec de la relance de 1981 a ancré dans les esprits l'idée que la contrainte extérieure était incontournable et qu'il n'y avait pas d'autre solution que la rigueur. Les salariés ont donc accepté, sans récriminations excessives, une quasi-stagnation de leur pouvoir d'achat. Cette résignation a été d'autant plus remarquable que l'austérité est loin d'avoir été également partagée : le prix des logements a connu une nouvelle flambée ; la libération des prix a permis aux travailleurs indépendants, notamment aux petits commerçants, d'augmenter leurs marges ; les détenteurs de capitaux ont bénéficié d'une forte augmentation de leurs dividendes et d'une réduction des taxations auxquelles ils étaient soumis. L'austérité, qui était acceptable en période de croissance lente, ne l'est plus quand celle-ci s'accélère.

L'échappatoire

La rigueur est donc remise en question sans que les résultats escomptés aient été obtenus. En plaçant les entreprises le dos au mur, les promoteurs de la rigueur espéraient les forcer à se réorganiser. Ces espoirs ont été déçus. Pour qu'il en fût autrement, il n'aurait pas fallu leur offrir une échappatoire en allégeant les contraintes sociales auxquelles elles étaient soumises : suppression de l'autorisation administrative de licenciement, développement du travail temporaire et de la sous-traitance.

A défaut de pouvoir compter sur les coups de pouce que leur prodiguaient jadis les dévaluations, les entreprises se sont rabattues sur les possibilités de dégraissage qui leur étaient ouvertes pour assurer tant bien que mal leur compétitivité-prix. Un climat d'insécurité sociale peu propice à l'esprit d'initiative et à la mobilisation des salariés s'est ainsi instauré. Les réformes qualitatives ont de nouveau été éludées, à l'exception des lois Auroux.

Faute d'avoir été canalisée vers une réforme des entreprises, la rigueur a eu pour principal effet de dégarnir l'économie française et de dissuader les entreprises d'investir, sans pour autant les contraindre à s'attaquer à leurs faiblesses chroniques. Elle a ainsi favorisé une adaptation quantitative.

Des entreprises qui auraient pu prospérer dans un environnement plus favorable ont été acculées au dépérissement, parfois à la faillite. Des pans entiers de notre économie ont été abandonnés aux importations. La modération de la demande a provoqué un tassement des investissements. Il s'est ensuivi un vieillissement de l'appareil de production et une détérioration de sa compétitivité. Enfin, la surévaluation du franc a rendu plus difficiles les exportations et avivé la concurrence des produits étrangers sur le marché intérieur. Cette politique brutale a multiplié les laissés-pour-compte et donc le nombre d'assistés.

La reprise des investissements depuis 1985 et la stabilisation du chômage depuis 1988 ne doivent pas faire illusion. Elles résultent principalement d'une conjoncture internationale favorable et du relâchement de la rigueur qui a précédé les élections. Mais la balance commerciale demeure fragile. De ce fait, le rétablissement d'une politique de plus grande rigueur ne peut être exclu à plus ou moins brève échéance. La progression des investissements risque ainsi d'être freinée, sans que les retards précédemment accumulés aient été rattrapés.

Cette évolution est d'autant plus préoccupante que le marché unique devrait accélérer l'uniformisation des conditions de production au sein de la Communauté européenne.

Un sursis

L'accalmie actuelle ne doit pas être interprétée comme une convalescence qui va se poursuivre spontanément, mais bien comme le calme qui précède la tempête. La reprise des revendications salariales est déjà perceptible. Mais surtout la prochaine entrée en vigueur de l'Acte unique européen va rendre impitoyable la stratégie de la terre brûlée, dont la politique de rigueur a déjà fourni une première illustration. L'aisance financière retrouvée et la modération salariale héritée de cinq ans d'austérité donnent aux entreprises un sursis pour se réformer. Mais l'amélioration même de la situation réduit les pressions qui s'exercent en ce sens. Il incombe donc au gouvernement d'orchestrer ces réformes que ses prédécesseurs n'ont pas su susciter.

Cette adaptation qualitative de notre économie passe sans doute par une association et un intéressement des salariés à la gestion. Il s'agit, selon toute vraisemblance, du moyen le plus efficace à long terme pour consolider la désinflation. De plus, les performances obtenues par les firmes japonaises, allemandes ou suédoises montrent que la qualité des productions résulte, en premier lieu, d'une bonne intégration des salariés. Enfin, la compétitivité dépend pour une bonne part des capacités d'adaptation des travailleurs. Or celles-ci ne peuvent être développées que par des stratégies de longue haleine combinant la concertation, la gestion prévisionnelle des emplois et un recyclage de la main-d'œuvre.

Rendre possible une adaptation permanente de la population devrait être le leitmotiv de la réforme du système éducatif entreprise. La plupart de ceux qui en sortent souffrent d'une instruction de base insuffisante qui ne les prépare guère à la mobilité. En même temps, les futures élites reçoivent trop souvent une formation qui privilégie la reproduction des schémas de pensée et des idées dominantes de leurs prédécesseurs. L'imagination et les capacités d'innovation de nombreux diplômés, trop longtemps bridées, ne peuvent plus s'épanouir dans la vie professionnelle. Enfin, en instaurant des cloisonnements étanches entre les catégories sociales, ce système éducatif ne prépare guère au dialogue social.

La mise en œuvre d'une telle stratégie de réformes suppose en général des circonstances exceptionnelles. La cogestion a été introduite en Allemagne, dans les années d'après-guerre, sous la pression des Etats-Unis. *A contrario*, même le général de Gaulle, au début de son premier mandat, n'est pas parvenu à imposer les réformes de structure préconisées par le comité Armand-Rueff. De plus, les socialistes ont été échaudés par leurs erreurs de 1981-1982 et éprouvent une compréhensible réticence pour lancer des projets de grande envergure.

Il n'en demeure pas moins qu'on ne peut à la fois s'imposer une contrainte draconienne en s'interdisant de recourir à des mesures jugées laxistes comme la dévaluation et ne pas s'engager sur la voie difficile que cette contrainte impose. Entre une politique de facilité et une politique de rénovation de grande ampleur, il n'y a de place que pour une asphyxie progressive de notre économie.

(*) Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherches internationales.

OTAGES

Geôles de l'oubli

par JEAN-PAUL KAUFFMANN (*)

LORSQUE, le 4 mai, mes ravisseurs m'ont extrait de ma cellule pour me libérer, j'y ai laissé un compagnon otage comme moi. Nous fûmes assujettis pendant de longs jours à la même chaîne. Cet ami américain est toujours détenu au Liban. Après ma délivrance, j'avais voulu taire son identité pour ne pas lui nuire, car nos geôliers nous avaient défendu de révéler nos véritables noms, interdiction au demeurant fort sotte car rien au monde ne peut empêcher deux hommes attachés aux mêmes fers de se connaître.

Le souvenir de Frank Reed – c'est son nom – enlevé en septembre 1986 m'obsède, tout comme celui d'un autre captif, Thomas Sutherland, que j'aimais comme un frère. Marcel Fontaine, lui, fut enchaîné pendant les six derniers mois de sa détention avec Terry Anderson, le plus ancien prisonnier occidental du Liban. Je ne puis m'empêcher de penser qu'ils ont en ce moment même les yeux bandés, qu'ils n'ont vu ni le soleil ni la lumière du jour depuis trois années. Quand les premières chaleurs surgiront dans quelques semaines, ils suffoqueront dans leurs cachots totalement hermétiques. Dans ce monde souterrain de Beyrouth où croupissent les corps de toute une humanité gémissante, le pire n'est pas l'isolement absolu, ni la faim ni même les mauvais traitements, mais le sentiment d'avoir été abandonné.

Damnés de l'Occident

Il est choquant que les mêmes pays qui s'indignent de la condamnation à mort de Salman Rushdie soient indifférents au sort de leurs ressortissants pourtant menacés quotidiennement. Laisser aller vers la mort des innocents est tout aussi révoltant que la parodie de jugement contre l'auteur des *Versets sataniques*.

La vérité est que les otages du Liban sont devenus aujourd'hui les damnés de l'Occident. Sans espérance d'être sauvés, emprisonnés dans le silence et la nuit, privés de la vue du monde des vivants, oubliés, ils ne représentent plus rien. Cette absence de sens est le pire châtiment qu'on peut infliger à un être humain. Le plus tragique est que ce supplice leur est administré aussi bien à l'extérieur par les Etats et les opinions indifférents à leur sort qu'à l'intérieur par leurs ravisseurs qui s'emploient aux aussi à les rendre *insignifiants* en tant qu'hommes. Je puis témoigner que, dans cet univers figé et vertigineux qui fut le mien pendant trois années, tout le système de domination du Djihad islamique visait à nous enlever toute existence en tant qu'êtres humains. Il nous avait condamnés à la chaîne, il nous avait rendu aveugles pour mieux nous faire plier afin de nous asservir. Il fallait que nous devenions des choses. Un otage est avant tout un paquet, ce qui est logique puisqu'il est l'objet d'un troc.

Mais aujourd'hui, en croyant dévaluer par l'abandon et le silence les otages considérés par eux aussi comme des marchandises, Londres et Washington leur donnent le statut de non-existants. « *Le pire fardeau pour un homme est de vivre sans exister* » a dit Victor Hugo. Les otages occidentaux n'existent plus pour personne, sauf pour leurs familles. Ils sont devenus aujourd'hui une dérision de l'homme.

Constatons froidement les choses. Ces Etats ont voulu démonétiser leurs otages. Peut-être croyaient-ils que de guerre lasse nos ravisseurs finiraient par les relâcher. Mais ce calcul s'est révélé faux. Leur détachement n'a pas fait plier ; chaque jour au contraire ceux qui les détiennent se font plus intraitables. C'est parce que la France tenait à ses otages qu'elle a obtenu leur délivrance. On sait à présent que l'insensibilité et le mutisme ne paient pas. C'est l'élan de solidarité des Français qui a entraîné la volonté politique du gouvernement. Grâce à cette dernière, nous avons été délivrés de nos fers.

La mobilisation de l'opinion et la détermination officielle sont absentes en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Je puis témoigner que le Djihad islamique a tout son temps. Ses hommes sont résolus, insensibles et patients. Ils sont sûrs d'eux parce qu'ils ont un pays derrière eux, l'Iran, qui les soutient. Le pouvoir de mettre en liberté mes compagnons enchaînés est du seul ressort de la République islamique, laquelle a décidé de nous relâcher en mai 1988. Remarquons que ce pays, qui s'appuie sur le Coran pour prononcer un arrêt de mort sur Rushdie, use à son aise de l'enseignement du Prophète, lequel interdit formellement l'enlèvement et la détention d'êtres innocents.

A cette utilisation pour le moins sélective du Coran correspond l'indignation tout aussi choisie des gouvernements mobilisés par cette affaire. Les seules victimes de cette hypocrisie sont les otages qui, plus que jamais, remplissent ici pleinement leur fonction, celle de payer pour les autres.

Déshonneur

Interdits de rentrer au pays, niés en temps qu'êtres humains, ils sont aujourd'hui les bannis absolus des sociétés démocratiques. Il semble que ces dernières oublient étrangement l'exigence égalitaire qui implique aussi qu'on s'identifie à celui qui souffre. Quand donc ces pays se rendront-ils compte que l'humiliation et le déshonneur sont bien plus grands encore pour eux dès lors qu'ils laissent leurs concitoyens mourir à petit feu ? Si, avec Rushdie, on en est pour l'heure au stade des menaces, les otages, eux, sont dans l'antichambre de la mort. L'un d'entre nous, mon ami Michel Seurat, que nous avons vu agoniser, fut victime de la cruelle indifférence de nos geôliers, mais aussi des atermoiements du ministère des affaires étrangères de l'époque.

Les anciens captifs du Djihad islamique portent au poignet un bracelet sur lequel est inscrit le nom de leurs frères encore enchaînés. Figure aussi cette mention : « *Hébreux, XIII, 3* ». Voici à quoi cette référence correspond : « *Souvenez-vous de ceux qui sont en prison, comme si vous étiez prisonniers avec eux ; de ceux qui sont maltraités, puisque, vous aussi, vous avez un corps.* »

Cette compassion qu'Hannah Arendt estimait plus que jamais nécessaire pour la démocratie en de « *sombres temps* » semble ne pas toucher les derniers otages français du Liban, Jacqueline Valente et son bébé. Après la libération de ses deux petites filles, tout le monde en France s'est félicité du *happy end*, en oubliant la mère. Certains ont même décrété qu'elle refusait de rentrer, alors que personne jusqu'à ce jour n'a eu le moindre contact avec elle. On a laissé tomber les otages étrangers du Liban. A présent on se donne des arguments pour abandonner Jacqueline Valente.

« *Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé* », affirme avec une belle et rigoureuse simplicité la Déclaration des droits de l'homme. Dans cette « *entremangerie universelle* » chère à Hobbes, qui peut faire respecter ce principe sinon les ultimes Etats démocratiques de la planète ?

(*) Journaliste.

SVM SCIENCE & VIE MICRO
SE/30
LE NOUVEAU MACINTOSH AU BANC D'ESSAI
L'irrésistible montée en puissance.
ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :
• Dossier : à quoi servent les logiciels de présentation ?
• Avant-première : Atari PC Pocket, le compatible IBM PC de poche
• Banc d'essai : Vectra RS/25C, le géant de Hewlett-Packard
N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE SA
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Imprimerie de « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-89-61

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 390 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
_____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
1 DMM 18

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

L'URSS de Mikhaïl Gorbatchev, an V

III. – *Le vertige du vide*

Dans deux précédents articles (*le Monde* des 14 et 15 mars), notre correspondant à Moscou a dressé un tableau des changements de mentalités intervenus en URSS et de la crise d'identité dont souffre le Parti communiste lui-même. Il décrit aujourd'hui le trouble que ces changements et cette crise ont créé dans les esprits.

MOSCOU
de notre correspondant

Il n'y a pas que les dirigeants conservateurs qui s'en plaignent. Il y a aussi des Messieurs Tout le monde, nullement fanatiques de Léonid Brejnev ou nostalgiques de la terreur stalinienne, qui estiment, et le disent, que la presse en fait trop dans la critique du passé.

Pourquoi, demandait récemment un chef d'atelier au cours d'une réunion à laquelle assistaient, à Kharkov, des membres du bureau politique, « *pourquoi*, demandait Arnold Korolenko, la cinquantaine et sans-parti, *écrivait-on, avant, dans la presse que tout allait bien chez nous et que tout allait mal chez eux et pourquoi est-ce aujourd'hui tout le contraire : tout va mal chez nous et tout va bien chez eux ?* »

« *Je ne serai jamais d'accord avec ça ! Vous pouvez me faire fusiller, je n'y croirai jamais* », ajoutait-il tout indigné, en précisant qu'il n'était pas un « *exalté du patriotisme à lunettes roses* ». Bien au contraire, pour avoir habité, depuis 1944, dans une cave et venir seulement d'accéder à un appartement avec balcon (le « *rêve de ma vie* »), il sait que l'URSS n'est pas une vallée de miel. Il le sait, mais avec cette « *tendance de la presse à n'écrire sur nous que des choses toutes plus cinglantes les unes que les autres* », il est « *vexé* », humilié à l'égard de ces jeunes gens qui n'ont pas vécu la guerre, jamais « *fait la queue des jours entiers pour du pain* » et qui viennent dire à leurs pères qu'ils n'ont « *été que des jouets entre les mains de Staline* ».

Trou noir

C'est dur, car « *la seule chose qu'on avait, c'était ce sentiment d'avoir honnêtement travaillé et brusquement on nous dit : « Tu t'es » démené en vain, l'abeille : t'as » vécu une époque d'erreurs et de » désenchantements perpétuels »* [et] *nous nous retrouvons sans histoire* ». Autrement dit, sans identité. Le paradoxe de cette remise en question de l'Histoire, du grand dévoilement de l'horreur stalinienne, est qu'il laisse effectivement un peuple sans passé. De l'industrialisation, des « grands bonds » de la production, des progrès sur tous les fronts, de tous les mythes, il ne reste que l'effroyable litanie du sang et un bilan de totale faillite, le trou noir de générations immolées.

Même pour ceux qui ont leur vie devant eux, il n'est pas facile de s'en accommoder, mais pour ceux dont ce fut la vie, c'est le vertige, un vertige qui pousse certains à la haine de la glasnost puisqu'il y a des moments où l'on hait les miroirs. Ceux-là ne sont pas la majorité. La majorité, ce sont les grappes humaines devant les panneaux d'affichage des *Nouvelles de Moscou*, les kiosques à journaux dévalisés dès l'aube, le tirage d'*Ogoniok* doublé en quatre ans tandis que quadruplait celui de *Novy Mir*.

Mais même pour cette majorité, c'est dur. Dur par exemple pour cette jeune journaliste, cheville ouvrière de la perestroïka, d'avoir réalisé il y a peu ce que seraient, le jour venu, les premiers vrais témoignages sur la guerre d'Espagne. « *L'Espagne*, dit-elle, *c'est tout ce qui nous restait de vraiment beau* » – absolument tout en effet et les Soviétiques finiront par apprendre la prolongation, jusque là-bas, de la terreur d'ici.

Or si l'on ne peut pas construire sur le mensonge, on le peut moins encore sur le vide. Le mensonge est battu en brèche, les faits s'amoncellent, mais l'URSS aurait maintenant besoin de commencer à comprendre où a commencé la tragédie, car sans conscience de ce qui s'est passé, sur quelles bases reconstruire ?

Il faudrait pouvoir reprendre le fil de l'Histoire, se retrouver, retrouver une identité, mais après soixante-dix ans de soviétisme, il n'y a pas de gens à même de faire revivre des traditions politiques. En Hongrie, en Pologne, dans d'autres démocraties populaires plus discrètement, les courants et partis qui se reconstituent en ce moment s'inscrivent dans des filiations directes. En URSS au contraire, s'il y a de plus en plus de gens pour déclarer que la Révolution a été un malheur, il n'y en a pour ainsi dire pas qui sachent à quel système de valeurs se raccrocher. Il n'y a pas de monarchistes, de sociaux-démocrates ou de libéraux. En dehors du parti, comme dans le parti, il n'y a qu'une nébuleuse où tout se redécouvre, tout se discute mais rien ne s'impose encore – sauf deux choses : l'écologie et le nationalisme.

Cela c'est simple, c'est clair et cela se retrouve, aux quatre coins de l'Union, le plus souvent étroitement mêlé dans un même rejet global du système. En défendant l'environnement, on s'en prend en effet aux diktats économiques et industriels de Moscou, à cette volonté de tout unifier que traduisaient les grands projets de détournement de fleuves, et à un modèle de développement qui a privilégié jusqu'à maintenant une industrie lourde, archaïque, polluante et dévoreuse de toutes les ressources.

« Désigner l'ennemi »

En manifestant contre une centrale nucléaire ou une cheminée d'usine crachant le cancer, on manifeste contre la toute-puissance de Moscou, pour le droit de décider chez soi, pour la prééminence de la nation sur l'Union, pour l'affirmation de nations que le soviétisme condamnait à se fondre dans un « melting-pot » russe. Il y a crise d'identité et c'est tout naturellement que s'affirme d'abord l'idée mobilisante, mais dramatiquement courte, de nation.

Car une fois qu'on a dit qu'on voulait l'autonomie culturelle ou l'indépendance totale, on n'a pour autant pas dit quel visage on souhaiterait donner à l'Estonie ou à la Moldavie de demain. En Lituanie, il y a ainsi, aux côtés du mouvement de soutien à la perestroïka, la très puissante organisation nationaliste connue sous le nom de Sajudis, un minuscule parti indépendantiste.

Ses membres sont des radicaux, au demeurant très pacifistes, qui entendent, eux, « *désigner l'ennemi* », c'est-à-dire ne pas composer avec le parti. Intransigeants, ils veulent rompre avec le passé, notamment rendre la terre aux paysans. Mais demandez-leur si cette terre il faut la redistribuer gratuitement, la vendre, n'en céder que le droit d'exploitation et si l'on pourrait ou non la léguer, et c'est la confusion la plus totale.

Déjà puissants, les nationalismes soviétiques n'en sont qu'à leurs premiers pas. C'est d'eux que renaîtront les mouvements d'idées, c'est en leur sein et en fonction d'eux que se définiront les forces de demain, mais ils sont, pour l'heure, encore loin de s'être trouvés – et notamment pas le nationalisme russe.

De tous, c'est à la fois le moins organisé et le plus important, le plus connu et le plus difficile à cerner. A eux seuls, les Russes représentent la moitié de la population soviétique. Leur république est plus vaste que les quatorze autres réunies. Ce qui se passera en Russie décidera largement des évolutions futures de l'URSS mais la seule chose sûre, c'est que les Russes sont excédés.

Soixante-dix ans de généreux bienfaits

Puisqu'ils sont le coeur de l'empire et les héritiers de la Sainte-Russie, ils sont, pour toutes les autres nations, responsables de tous les maux. Puisqu'ils sont l'URSS, puisqu'ils étaient la préfiguration d'une future nation unique et sans doute aussi parce que leur force est en elle-même inquiétante, ils sont les seuls à n'avoir ni parti ni Académie des sciences à eux – pas de voix propre donc. Et parce que les autres, aux frontières méridionale et occidentale, sont ouverts sur l'extérieur, ont le soleil ou des traditions européennes incomparablement plus affirmées, ils sont, à bien des égards, les plus mal lotis.

S'ils émigrent, en quête d'un meilleur climat, de meilleures conditions de vie, d'un peu moins de contraintes, ils sont reçus comme les colons qu'ils sont et on ne se prive pas de leur dire qu'ils sont de trop. Et puis enfin, si les Baltes peuvent rêver d'indépendance, eux ne peuvent que s'interroger sur le futur de la Russie, leur place dans le monde, et leur « existence en tant que nation ».

Alors il y a ceux qui voudraient souhaiter bon vent aux autres républiques car elles ne feraient que sucer le sang de la Russie et ceux pour lesquels il est au contraire temps de faire rembourser soixante-dix ans de généreux bienfaits. Il y a ceux qui se raidissent dans l'hostilité aux changements, et ceux pour qui les changements devraient d'abord signifier l'affirmation de la Russie. Il y a ceux qui recherchent une identité nationale, manifestent pour la préservation de la nature et des vieux monuments et n'ont pour autant nullement envie d'accuser Arméniens, Azéris et autres juifs de tous leurs malheurs.

Outre que c'est ici que l'enjeu est le plus important, c'est ici aussi que *nales afin de barrer la route à la propagande des goûts occidentaux* ».

Tout récemment publié dans un journal local, ce texte commence par expliquer que « *la Russie est la Cendrillon des peuples de l'URSS* » se cherche une alliance qui pourrait peser lourd – celle des conservateurs de l'appareil et des slavophiles, anti-occidentalistes, autoritaristes, xénophobes et antisémites. Les premiers comme les seconds haïssent tout autant la démocratie, le rock et la liberté d'expression.

On s'entend bien. On s'épaule, et c'est ainsi qu'un groupe d'écrivains russes d'Irkoutsk s'adressait au gouvernement soviétique, à la veille de la conférence du parti, en juin 1988, pour demander en particulier le « *renforcement du contrôle du comité central sur la radio, la télévision et la presse, l'interdiction par la loi de la narcomanie musicale et la promotion des traditions nationales afin de barrer la route à la propagande des goûts occidentaux* ».

C'est vrai, citrons et oranges ne poussent pas en Sibérie, leurs prix sur les marchés privés les font vendre à la pièce et suit un fatras mêlant vrai et faux, faits et fantasmes. Le travail des femmes et la mortalité infantile semblent relever d'un complot anti-russe, on déplore que la croissance de la population ne tienne qu'à l'assimilation d'étrangers prenant des noms russes et on lit qu'« *il y va de notre avenir, de l'avenir du peuple héritier (...) de Roublev, Pouchkine, Tolstoï, Tchaïkovsky (...) et Lénine, de l'avenir du peuple qui, par trois fois, a sauvé l'Europe en se sauvant lui-même de la Horde d'or, de Napoléon et d'Hitler, du peuple qui a su réaliser le rêve de justice sociale de l'humanité et créé le régime socialiste le plus progressiste du monde*C'est tout ?

Non. Il y a encore cette « *nationalité* (les juifs, bien sûr) *dont les effectifs ne représentent que 0,69 % de la population* » et qui trusterait 45 % des diplômes scientifiques, bien d'autres délires effarants et ce passage : « *Habilement dirigée par les forces de la réaction internationale à la tête de laquelle se tiennent les relais de l'agression impérialiste que sont les sionistes, une russophobie est développée contre la Russie, comme porte-drapeau du communisme.* »

De même qu'il y eut un national-socialisme, cela pourrait s'appeler du national-communisme. Cela plaît à beaucoup de gens. Publiquement ou en sous-main, des écrivains respectés et populaires soutiennent et l'appareil de Moscou, par exemple, d'ordinaire si réticent à permettre le moindre rassemblement, autorise sans difficulté des meetings de trois mille personnes où l'on dénonce la « tel-avision » – jeu de mots limpide sur Tel-Aviv et la télévision.

Comme dans toute période de fracture et de désarroi, les plus terribles basculements sont possibles. Ils ne sont pour autant pas certains car si le vide politique est le meilleur terreau des vieux démons, il a aussi l'avantage de laisser un peu de temps et de marge de manoeuvre à M. Gorbatchev.

BERNARD GUETTA.

Prochain article :

LE CHAOS CRÉATEUR

Comment se déroula il y a seize mois le « procès » de Boris Eltsine devant le comité central

Un important plénum du comité central du Parti communiste soviétique consacré aux réformes dans l'agriculture s'est ouvert mercredi matin 15 mars à Moscou.

Ce plénum, dont les travaux dureront deux jours, doit également élire les cent personnalités du Parti communiste qui représenteront le PC au Congrès des députés du peuple. Ces candidats avaient été sélectionnés le 10 janvier dernier lors d'une autre réunion du comité central.

MOSCOU
de notre correspondant

Peut-être, peut-être seulement, les attitudes ont-elles changé en seize mois, et peut-être la réunion plénière du comité central qui s'ouvrait mercredi 15 mars pour débattre de questions agricoles ne sera-t-elle pas empreinte du même esprit stalinien. Peut-être, puisque bien des choses ont changé depuis en Union soviétique, mais on n'en reste pas moins le souffle court à lire le compte rendu sténographique de ce plénum du 21 octobre 1987, à la suite duquel Boris Eltsine avait perdu son siège de suppléant au bureau politique.

On avait dit – et fait circuler des textes pour le prouver – qu'il s'en était personnellement pris au secrétaire général, qu'il avait, pis encore, attaqué Raïssa Gorbatcheva, et dénoncé dans le saint des saints les privilèges de la Nomenklatura.

Cela n'avait pas peu contribué à sa légende, mais tout cela était faux. Maintenant qu'on peut juger sur pièce en lisant le numéro 12 des *Nouvelles du comité central*, ce qui frappe surtout, c'est le courage inouï de l'ancien premier secrétaire de Moscou, car l'important n'est pas tant ce qu'il dit que les réactions des membres du comité central, horrifiés d'entendre pour la première fois l'un des leurs dire ce qu'il pense.

« Enthousiasme » et « incertitude »

Dans une langue hachée, précipitée, M. Eltsine intervient pour attaquer d'emblée M. Ligatchev, chef de file des conservateurs et toujours à l'époque numéro deux du parti. Il lui reproche de n'avoir pas changé son « *style de travail* », d'en être resté aux « *engueulades* » et de violer, ce faisant, les « *normes léninistes* ».

Et puis il met en garde le comité central contre les dangers de « *désillusion* » de la population si on continue à lui laisser croire que les problèmes seront résolus sous deux ans. L'« *enthousiasme* » des débuts de la perestroïka a déjà « *décliné* » et fait place à l'« *incertitude* », dit-il. Et il parle de la bureaucratie qui continue à proliférer, s'inquiétant surtout de voir croître le niveau de la flagornerie prodiguée « *par quelques membres permanents du bureau politique envers le secrétaire général* ».

Son travail au bureau politique, dit-il encore, « *ne tourne pas rond* », en raison notamment du « *manque de soutien du camarade Ligatchev* ». En conclusion, M. Eltsine annonce qu'il a remis sa démission du bureau politique et que ce sera au comité du parti de Moscou de trancher pour ce qui est de ses fonctions de premier secrétaire de la capitale.

Mentalité d'assiégés

C'est très court et s'ensuivent près de quatre heures atroces où un comité central déchaîné lui reproche avec un vocabulaire de procureur des années 30 d'avoir compromis l'unité des communistes et d'avoir osé insinuer que le peuple pourrait douter de son parti. On est en plein dans cette « *mentalité d'assiégés* » que ne cessent de dénoncer les discours de la perestroïka. « *Faut-il insister*, demande M. Gromyko, *sur le fait que nos ennemis de classe voudraient avant tout que la force dirigeante de notre société ne soit pas unie et compacte ?* »

Quelques subtils comme M. Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada, se félicitent qu'on puisse désormais exprimer des critiques, mais pour mieux assassiner le coupable sur le fond. Le très intelligent premier ministre, M. Ryjkov, se contente de fustiger les ambitions personnelles de M. Eltsine et d'opposer les réunions du bureau politique sous Leonid Brejnev (« *quinze minutes*, dit-il ; *on ressortait brisé* ») à celle d'aujourd'hui (« *sept à huit heures, brisantes elles aussi, mais de fatigue* »).

Un orateur, un seul, défendra le travail accompli à Moscou par M. Eltsine. M. Ligatchev estimera – accusation extrêmement grave – que « *toute la politique du parti est remise en cause* », alors que « *je sens de tout mon cœur*, dit-il, *que le peuple nous soutient* ».

Quant à M. Gorbatchev, il est visiblement furieux de cette sortie, pas loin d'accuser Boris Eltsine de fractionnisme. C'est pourtant lui qui arrête la curée et redonne la parole à un homme effondré et qui sombrera bientôt dans la dépression – avant de resurgir au début de l'été dernier, populaire comme personne et visiblement ivre de vengeance.

B. G.

Election d'un nouveau mufti en Asie centrale

Les représentants des mosquées et des conseils islamiques des Républiques soviétiques d'Asie centrale, réunis en congrès à Tachkent (Ouzbékistan), ont élu, mardi 14 mars, Mohamed Sadik Mamaïoussoupov, trente-six ans, mufti (chef religieux) des musulmans d'Asie centrale, a annoncé l'agence Tass.

Mohamed Sadik Mamaïoussoupov, recteur de l'Institut islamique de Tachkent, avait été nommé temporairement à cette fonction en février dernier, après le renvoi de Chamsoutdine Bakhanov, contraint à démissionner à la suite de protestations de croyants, l'accusant notamment de mœurs dissolues et de corruption (*le Monde* du 10 février).

Le nouveau mufti, qui dirigera la plus importante des quatre directions spirituelles islamiques d'Union soviétique, a remercié le gouvernement ouzbek pour sa décision de remettre en activité « *dans un avenir proche* » plusieurs mosquées fermées jusqu'alors. A l'occasion de ce congrès, le gouvernement ouzbek a d'ailleurs remis aux autorités musulmanes un Coran du septième siècle, déposé dans un musée de Tachkent après la Révolution de 1917. Cette restitution a donné lieu à une manifestation publique d'une ferveur religieuse rarement vue en URSS, selon les responsables du conseil des affaires religieuses du gouvernement. – (*AFP, AP.*)

Alain
FINKIELKRAUT

La mémoire vaine

Du crime contre l'humanité

GALLIMARD nrf

● **Manifestation russe à Tallinn.** – Une manifestation rassemblant essentiellement des Russes – 20 000 à 40 000 personnes selon les estimations – s'est déroulée, mardi 14 mars à Tallinn, la capitale de la République soviétique d'Estonie, pour protester contre le nationalisme estonien, a indiqué, mercredi par téléphone, un journaliste local. Les manifestants, répondant à l'appel du mouvement Interdvijenie, qui rassemble les russophones de la République, a-t-on expliqué de même source, ont exprimé leur désaccord avec l'évolution des événements en cours en Estonie. – (*AFP.*)

Europe

Décédée en Suisse

L'ancienne impératrice Zita aura des funérailles d'Etat à Vienne

VIENNE
de notre correspondante

Zita de Habsbourg-Bourbon-Parme, dernière impératrice d'Autriche et reine de Hongrie, qui s'est éteinte mardi 14 mars en Suisse à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans (*nos dernières éditions du 15 mars*), aura des funérailles d'Etat à Vienne le 1er avril, jour anniversaire de la mort de son mari, en 1922, et sera enterrée dans la crypte des Capucins où reposent tous les membres de la famille Habsbourg.

Le vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock, a annoncé qu'il ferait tout pour garantir à l'ancienne impératrice *« le respect de la République que mérite cette grande personnalité historique ayant appartenu à une des plus importantes dynasties de l'Europe. Il est bon pour le pays de s'identifier avec les grands personnages de son histoire »*, a dit M. Mock.

La municipalité de Vienne semble décidée à exploiter à fond ces funérailles à des fins touristiques et veut faire repeindre à cette occasion les carrosses impériaux. Il ne fait pas de doute que le 1er avril, la grande noblesse d'Europe se donnera rendez-vous à Vienne.

Zita, interdite de séjour en Autriche après la chute de la monarchie, et après avoir suivi son mari Charles Ier en exil en 1918, a dû attendre soixante-trois ans pour pouvoir revenir. Installée définitivement à l'abbaye de Zizers, dans les Grisons, depuis 1962, l'ancienne impératrice qui avait toujours refusé de signer une déclaration de loyauté à la République — comme l'ont fait d'autres membres de la maison Habsbourg, notamment son fils aîné Otto — n'a pu effectuer sa première visite en Autriche qu'en 1982, à la suite d'une intervention du roi Juan Carlos d'Espagne auprès de l'ancien chancelier socialiste Bruno Kreisky.

A l'occasion de ses visites ultérieures au château de Walstein en Styrie où vit sa fille cadette Elisabeth de Liechtenstein et notamment lors d'une visite à Vienne où elle assistait pour son 90e anniversaire à une messe à la cathédrale de Saint-Etienne, des milliers d'Autrichiens sont venus applaudir *« leur impératrice »*.

WALTRAUD BARYLL

L'inspiratrice d'une négociation manquée

Il y a une dizaine de jours, la dernière impératrice d'Autriche, reine de Hongrie et de Bohême, Zita, appelait à son chevet, au couvent de Zizers, son fils Otto, et son petit-fils Karl, pour prendre congé d'eux avant son départ, en disant qu'elle y était prête. Tout comme les années de sa vie, les préparatifs de la mort de Zita se déroulaient selon le cérémonial hérité d'Espagne par les Maisons de Bourbon et de Habsbourg, qui s'étaient rencontrées dans sa personne, cérémonial austère et digne. Deux jours après ces adieux, auxquels ses enfants se refusaient à croire, l'ex-impératrice tombait dans le coma pour s'éteindre le 14 mars sans souffrir.

Née le 9 mai 1892 à Pianore, Zita, princesse de Bourbon-Parme, épouse en 1911 l'archiduc Charles de Habsbourg (vingt-quatre ans), petit-neveu de François-Joseph, et dont l'attentat de Sarajevo — les enfants de François-Ferdinand, nés d'un mariage morganatique, ne pouvant hériter du trône — le fit son dauphin. Zita contait, plus tard, que lors d'une visite qu'elle avait rendue avec son époux à François-Ferdinand dans son château de Belvédère, en 1913, celui-ci leur avait prédit qu'il serait assassiné.

D'après des témoignages unanimes, le jeune couple — ses sympathies pro-françaises n'étant pas ignorées — ne fut pas associé aux discussions qui conduisirent, en juillet 1914, à la déclaration de guerre à la Serbie et à la première guerre mondiale. *« Charles ne fut qu'un observateur »*, écrivait dans ses Mémoires le chef de l'état-major, Konrad von Hötzendorf.

Unis dans la même méfiance à l'égard de l'Allemagne de Guillaume II, unis aussi dans leur perception des forces centrifuges qui menaçaient l'empire, Charles et Zita ne sortirent de leur rôle de spectateurs sans pouvoir qu'après la mort de François-Joseph, en 1916. Sans doute, Zita avait-elle un tempérament plus énergique, un esprit plus vif et plus mûr que Charles, homme de qualité et de bonne volonté, mais dont le serment, prêté, lors de son couronnement un peu précipité, à la Constitution de la Hongrie, avait lié les mains. C'est à juste titre, semble-t-il, que les historiens attribuent à Zita l'initiative d'utiliser la présence, dans la France en guerre, de ses deux frères, Sixte et Xavier, mais surtout Sixte, pour inciter son époux à entamer des négociations secrètes avec l'Entente, en vue d'une paix blanche ou, au cas où l'Allemagne ne renoncerait pas à l'Alsace-Lorraine, en vue d'une paix séparée.

Conduites dans des conditions extrêmement difficiles, au milieu de l'exaspération réciproque des deux camps adverses, ces longues négociations contrariaient les projets des exilés séparatistes et les revendications des alliés italiens et roumains. Elles étaient aussi constamment perturbées par les manœuvres et intrigues des milieux militaristes allemands et austro-hongrois, et finirent par échouer. En cas de réussite, elles auraient sauvé non seulement la double monarchie mais aussi des millions de vies humaines et prévenu des décisions qui, par le démembrement d'un grand Etat, allaient créer un vide militaire et politique en Europe centrale.

Quand les projets, conçus conjointement par Charles et Zita en vue d'une réforme politique et sociale, favorisée par les mouvements autonomistes et libéraux et la social-démocratie montante, reçurent un commencement d'exécution, il était trop tard. L'opinion a prévalu, chez les futurs vainqueurs — et, notamment, en France — que l'Autriche-Hongrie, devenue un anachronisme, comme l'Empire ottoman, devait céder la place à des Etats prétendument nationaux.

Les nombreux descendants de Zita et les sujets de l'ancienne monarchie conservent d'elle le souvenir d'une *« femme cultivée, sensible, et surtout bonne »* : le mot est de son petit-neveu, Siméon de Habsbourg, citoyen autrichien résidant en France.

FRANÇOIS FEJTO.

Proche-Orient

LIBAN : nouvelle flambée de violence à Beyrouth

Trente-cinq morts en quelques heures dans les bombardements entre le secteur chrétien et le secteur musulman

Beyrouth. — Dans un cercle d'à peine 100 mètres, un enchevêtrement de cadavres, de cartables d'écoliers, de chaussures, de morceaux d'acier tordu et de verre jonche l'un des principaux carrefours de Beyrouth-Ouest, le secteur musulman de la capitale libanaise : ici, mardi matin 14 mars, ont été tués douze des quelque trente-cinq victimes des échanges d'artillerie — les plus violents depuis plusieurs années — qui ont, une nouvelle fois, ensanglanté Beyrouth. Près de cent cinquante personnes ont, en outre, été blessées.

En dix minutes, deux salves d'obus de 155 et 120, ont transformé le carrefour de l'UNESCO en cimetière, tandis que d'autres quartiers résidentiels de Beyrouth étaient touchés. Mais c'est dans le secteur musulman que l'on compte le plus grand nombre de victimes des combats qui se sont poursuivis tout au long de la journée de mardi entre les régions musulmanes sous contrôle syrien et le « pays chrétien », après avoir commencé par le bombardement des ports chrétiens de Beyrouth et de Jounieh.

Au soir de cette hécatombe, le chef du gouvernement chrétien, le général Michel Aoun, s'en est pris directement à Damas, affirmant notamment que *« la guerre de libération vient de commencer »* contre la Syrie. *« Mon gouvernement*, a-t-il dit lors d'une conférence de presse, *a décidé de prendre toutes les mesures pour chasser immédiatement les forces syriennes du Liban. »*

Avec la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), le général Aoun contrôle une enclave de 1 500 kilomètres carrés au nord et à l'est de Beyrouth. Selon l'un de ses porte-parole, il dispose de vingt mille hommes (soldats chrétiens de l'armée libanaise), tandis que les FL sont fortes de trois mille cinq cents miliciens pouvant être appuyés par quelque six mille supplétifs. En face, environ trente-cinq mille soldats syriens sont déployés sur les deux tiers du territoire libanais.

Une « guerre d'extermination »

Accusant les forces de Damas d'avoir engagé une *« guerre d'extermination »* contre les Libanais, le général Aoun a affirmé que la guerre était *« fondamentalement entre la Syrie et le Liban »* et que lui-même avait engagé une *« bataille ouverte contre la Syrie »*. *« L'occupation par la Syrie est la pire des occupations »*, a-t-il déclaré, car ce pays *« prétend être un frère et un ami, mais sème la dissension »*. Quant à l'avenir, *« nous n'avons qu'un seul objectif : la libération de notre territoire »*, et la fin des combats dépend d'un cessez-le-feu à négocier entre *« les deux Etats »*, syrien et libanais.

Il semble, selon des sources concordantes à Beyrouth-Est, que l'escalade de mardi ait coïncidé avec une brusque tension entre l'armée chrétienne du général Aoun et les FL. A la mi-février, des combats avaient opposé ces deux forces « alliées » pour la suprématie militaire et politique sur le camp chrétien. Ce regain de tension s'est matérialisé par l'apparition, lundi, de barrages de l'armée dans certains quartiers de Beyrouth-Est, immédiatement suivie par le déploiement de miliciens autour de leurs casernes. Le conflit a été momentanément désamorcé lundi soir, quelques heures avant que ne débutent les échanges d'artillerie entre l'est et l'ouest de la capitale.

Parallèlement, le « comité de bons offices », créé par la Ligue arabe pour tenter de trouver une solution à la crise libanaise, a été mis à contribution, mardi, par les responsables du gouvernement musulman et du gouvernement chrétien. Tant le chef du premier, M. Selim El Hoss, que le général Aoun ont demandé au ministre koweïtien des affaires étrangères, le cheikh Ahmed El Sabah, qui préside ce comité, d'intervenir afin de faire cesser les combats. Mardi soir, bien qu'aucune négociation n'ait encore été engagée entre les belligérants, Beyrouth ne résonnait plus que par intermittence des coups sourds de l'artillerie. — *(AFP.)*

● **Un appel du cardinal Decourtray.** — Mgr Albert Decourtray, président de la conférence des évêques de France, demande aux catholiques français de *« prier, à l'occasion du jeudi saint* [le 23 mars prochain], *pour le Liban, ce peuple frère qui a de plus en plus besoin de notre soutien spirituel et affectif »*. *« Que l'Eglise de France*, ajoute-t-il, *soutienne en vérité l'espérance du peuple libanais. »* Il demande une contribution financière exceptionnelle à verser au Comité Notre-Dame du Liban, 15, rue d'Ulm, 75005 Paris ou au 5, place Saint-Irénée — 69006 Lyon.

Diplomatie

La Conférence islamique de Ryad en quête d'une formule de compromis sur l'affaire Rushdie

RYAD
de notre envoyée spéciale

Les sessions ministérielles de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ont leur rythme, et l'actualité n'y change rien. En raison du très long et traditionnel débat sur les minorités turques musulmanes en Bulgarie, ce n'est que mercredi 15 mars que la commission politique de l'OCI devait débattre des deux principaux sujets à son ordre du jour : l'« affaire » Salman Rushdie et l'Afghanistan.

Interrogé à de nombreuses reprises sur le premier point, le prince Saoud Al Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères et porte-parole de la conférence, a tenu mardi à dépassionner le débat. *« Nous, musulmans*, a-t-il dit, *n'avons pas peur des menaces contre notre religion. L'islam n'est pas une proie facile. Nous sommes conscients des passions déclenchées par la publication de ce livre parmi les peuples musulmans. L'OCI cherche la coopération des autres pays pour prévenir les calomnies contre l'islam et résoudre l'affaire amicalement. »*

Dans son discours en séance plénière, Cheikh Sabah Al Ahmad Sabah, ministre koweïtien des affaires étrangères, a sans doute donné le ton de ce que devrait être la résolution finale sur ce point en proposant trois mesures : l'interdiction de la publication et de la diffusion de ce livre dans les pays musulmans ; le boycottage des maisons d'édition qui l'ont imprimé et l'engagement de poursuites judiciaires ; enfin, des démarches auprès des autres pays pour leur demander d'interdire son impression, sa publication et sa diffusion, ainsi que celles de tout autre ouvrage similaire.

Cette proposition constitue un net durcissement de la position koweïtienne mais ressemble fort à un compromis dans le but de satisfaire Téhéran. Un délégué iranien à Ryad a d'ailleurs jugé *« bonne »* l'attitude koweïtienne. Les conversations qui avaient eu lieu samedi à Koweït entre les autorités de l'émirat et l'ayatollah Jannati, envoyé spécial du gouvernement iranien, ont sans doute permis la mise au point de ce compromis.

En lutte ouverte avec l'Occident, Téhéran paraît vouloir ménager ses rapports avec les pays islamiques et en particulier les pays du Golfe avec lesquels ses relations se sont nettement améliorées depuis la fin de la guerre Iran-Irak. Sans renoncer à la condamnation à mort de l'écrivain britannique, l'Iran, se sachant complètement isolé sur ce point, semble avoir renoncé à tenter d'entraîner derrière lui l'OCI. Tout en réaffirmant que *« l'exécution de Salman Rushdie incombe à tout musulman où qu'il se trouve »* l'ayatollah Jannati a souligné que *« Téhéran souhaitait l'amélioration de ses relations avec l'Arabie saoudite et les pays arabes du Golfe »*.

Autre manifestation de la volonté iranienne de ne pas envenimer ses relations avec Ryad — qui multiplie de son côté les gestes de bonne volonté, — Téhéran n'a pas déposé de résolution pour dénoncer la limitation du nombre des pèlerins à La Mecque, problème qui avait provoqué à Amman, en 1988, le départ de la délégation iranienne de la session ministérielle de l'OCI.

En attendant la résolution sur l'Afghanistan, dont le gouvernement intérimaire n'a été reconnu que par trois pays (l'Arabie saoudite, le Soudan et Bahrein), le Pakistan, par la voix de son ministre des affaires étrangères, a invité les membres de l'OCI à attribuer au gouvernement intérimaire le siège de l'Afghanistan, vacant depuis la suspension de ce pays en 1980 à la suite de l'invasion soviétique.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Sérieux remous à l'Académie suédoise

STOCKHOLM
de notre correspondante

L'Académie suédoise, qui décerne chaque année le prix Nobel de littérature, est confrontée à une situation exceptionnelle : deux de ses dix-huit membres élus à vie, Mme Kerstin Ekman et M. Lars Gyllensten, ont déserté leur fauteuil pour protester contre l'absence de prise de position ferme de la part de leur institution dans l'affaire Rushdie.

L'Académie, après avoir, dans un premier temps, refusé de s'associer à la pétition des Gens de lettres de Suède dénonçant l'attitude des autorités iraniennes, avait ensuite tardé à faire connaître son propre point de vue. Plusieurs académiciens s'étant, à titre individuel, prononcés sur la question en déplorant les atermoiements de leur secrétariat, celui-ci, pour apaiser l'indignation générale, consentait, le 2 mars, à indiquer dans un bref communiqué que l'académie s'opposait *« à toute tentative de museler la libre parole »*, mais sans citer personne nommément *(le Monde* du 4 mars).

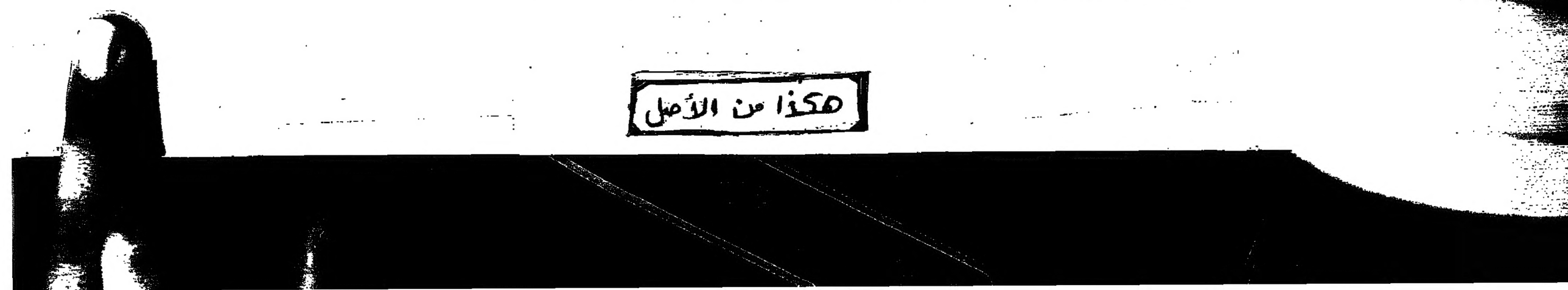
L'annonce de ce communiqué allait être accueillie avec déception, voire amertume, par ceux qui avaient espéré qu'une dérogation serait faite à ce souci de prudence. Mme Ekman décidait alors de se retirer. M. Gyllensten choisissait, pour sa part, de ne plus assister à la séance du jeudi. Le secrétaire de l'institution, M. Sture Allen, espère néanmoins que les deux contestataires reprendront leur place respective aux fauteuils 14 et 15. Il risquerait sinon d'avoir à résoudre un problème qui ne s'est jamais posé auparavant. Seule la mort ou une condamnation infâme peut, en effet, priver l'académie de l'un de ses membres. La démission n'existe pas.

FRANÇOISE NIÉTO.

● **Publication collective des *Versets sataniques* en allemand.** — La version allemande des *Versets sataniques* sera publiée collectivement par cinquante éditeurs ouest-allemands, suisses et autrichiens, a annoncé, mardi 14 mars, à Francfort la Fédération ouest-allemande de l'édition. Une maison d'édition a été créée à cet effet sous le nom UN-Charta Artikel 19 (article 19 de la Charte de l'ONU sur la liberté d'expression), à laquelle l'éditeur Kiepenheuer und Witsch de Cologne (centre de la RFA) va céder les droits dont il est détenteur, a-t-on indiqué de même source. — *(AFP.)*

● **Visite de M. Gorbatchev début avril à Cuba.** — M. Mikhaïl Gorbatchev effectuera sa première visite à Cuba du 2 au 4 avril, a-t-on appris mardi 14 mars de sources diplomatiques à La Havane. Le numéro un soviétique avait dû reporter ce voyage, prévu initialement en décembre, en raison du tremblement de terre en Arménie. M. Gorbatchev devrait ensuite se rendre en Grande-Bretagne, du 5 au 7 avril. La précédente visite à Cuba d'une telle importance, celle de Leonid Brejnev, remonte à 1974.

● **Le séjour de Mme Mitterrand en Amérique latine.** — L'épouse du chef de l'Etat français, Mme Danielle Mitterrand, a achevé par un bref séjour en Haïti une visite qui l'avait conduite, ces deux dernières semaines, dans six pays d'Amérique latine (*le Monde* du 11 mars), au titre de la fondation qu'elle préside, France-Libertés. Elle s'est déclarée solidaire de militants haïtiens des droits de l'homme récemment accusés par le gouvernement du général Avril d'avoir fomenté une révolte paysanne, indique l'agence Associated Press de Port-au-Prince.



هكذا من الأصل

...-Orient

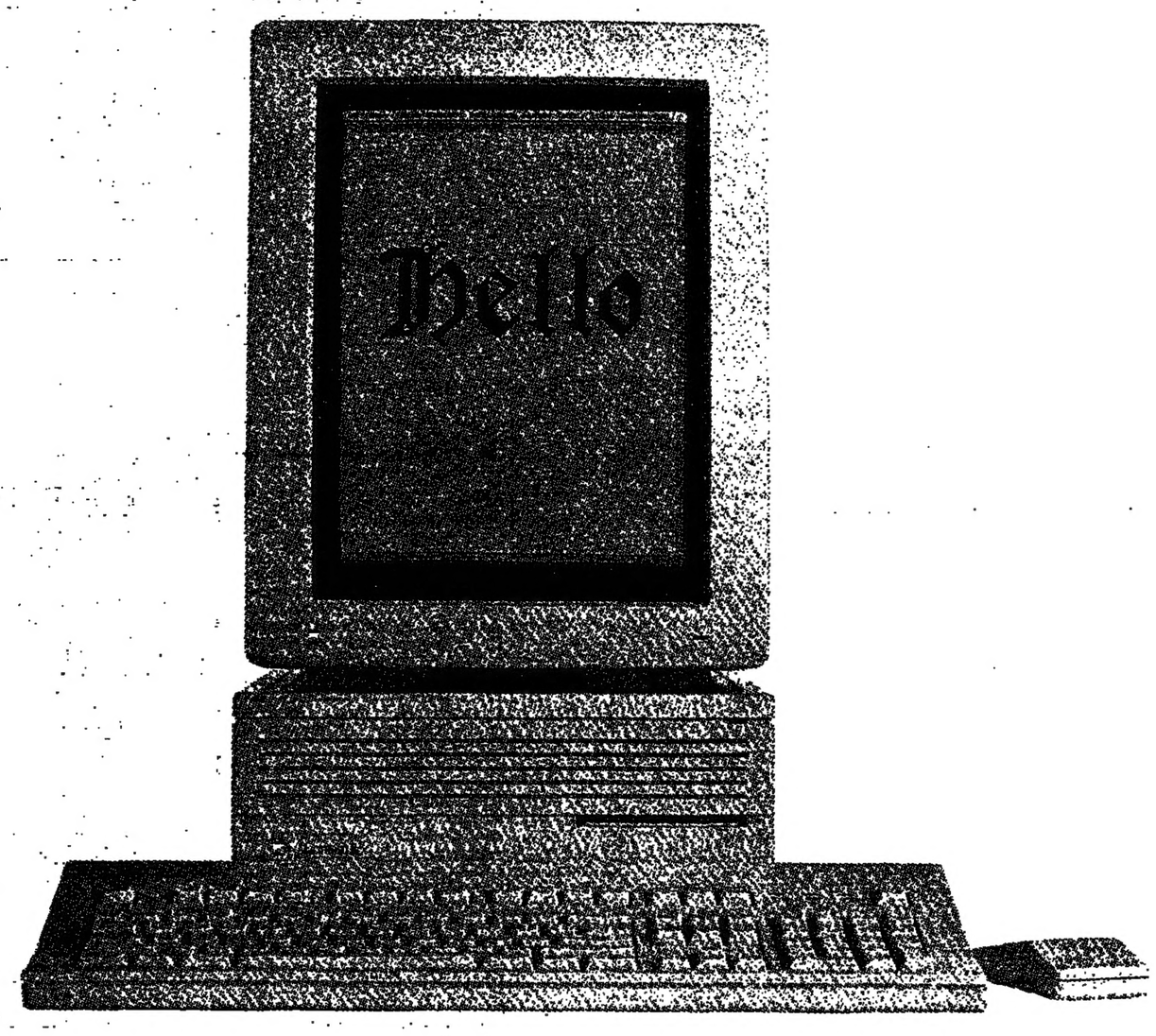
...ude de violence à Be...

...s heures dans les bombardements ...ns et le secteur musulman

...omatie

...ique de Ryad en quête ...mis sur l'affaire Rushdi

Nouveau Macintosh IIcx.
On n'avait jamais réussi à mettre autant de puissance dans aussi peu de cm³.



Voici le nouveau Macintosh IIcx, né hier. Ce qui est nouveau, c'est que l'on a réussi à faire tenir la plupart des avantages des Macintosh II dans un encombrement très réduit.

D'ailleurs, si l'on dispose de peu de place, on peut mettre l'unité centrale verticale, à côté de l'écran par exemple.

Comme il est de la famille des Macintosh II, on peut le faire évoluer comme on le souhaite, et même choisir son écran (couleur haute définition, pleine page).

Avec ses 3 connecteurs d'extension, on peut étendre ses capacités et développer ses facultés de communication, par exemple en se connectant à différents réseaux locaux ou à distance.

De plus, il possède le nouveau microprocesseur Motorola 32 bits 68030 et le coprocesseur arithmétique 68882, ce qui permet de travailler plus vite que jamais. Avec son nouveau lecteur de disquettes FDHD 3,5 pouces, 1,4 Mo, il peut récupérer et traiter des données provenant d'ordinateurs utilisant d'autres systèmes d'exploitation (MS-DOS ou OS/2 par exemple).

Grâce à sa mémoire vive extensible jusqu'à 8 Mo, on peut utiliser encore plus facilement plusieurs applications à la fois.

Et puis il est équipé d'un nouveau disque dur très rapide de 40 Mo ou de 80 Mo.

Enfin si vous étiez un peu curieux, vous auriez déjà pris rendez-vous avec votre concessionnaire Apple.

Apple

Apple, le logo Apple, Macintosh sont des marques déposées de Apple Computer Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation. OS 2 est une marque déposée de International Business Machine et de Microsoft Corporation

Amériques

ÉTATS-UNIS

Le gouvernement suspend l'importation d'armes semi-automatiques

Le nouveau coordonnateur américain de la lutte anti-drogue, M. William Bennett, a annoncé, mardi 14 mars, la suspension des importations d'armes semi-automatiques aux Etats-Unis, en attendant le résultat d'une enquête devant déterminer s'il s'agit ou non d'armes de « sport ». En annonçant cette mesure, M. Bennett a indiqué qu'elle portait sur des demandes de licences concernant plus de 100 000 armes. Cette interdiction concerne au premier plan l'AK-47, fusil d'assaut de conception soviétique aujourd'hui importé de Chine, mais aussi la mitraillette israélienne Uzi, les fusils d'assaut FN belge et la nouvelle arme de l'armée autrichienne le Steyr Aug. Ces armes sont semblables à leur version militaire mais ne permettent pas le tir en rafales.

La décision des autorités américaines intervient après la tuerie qui a eu lieu en janvier dans la ville californienne de Stockton : un déséquilibré avait tué cinq écoliers et blessés trente autres en tirant au hasard avec un AK-47.

L'Assemblée de l'Etat de Californie avait voté lundi l'interdiction de 40 types d'armes semi-automatiques. L'éventualité d'une telle interdiction a suscité un vif débat ces dernières semaines aux Etats-Unis, où la mesure se heurte à l'opposition d'un puissant « lobby ». Les demandes d'importation pour cette année dépassaient le total de celles enregistrées au cours des trois dernières années (88 000 armes). – *(AFP, Reuter.)*

L'administration Bush demandera le renouvellement de l'aide humanitaire à la Contra nicaraguayenne

L'Assemblée législative nicaraguayenne a approuvé, mardi 14 mars, l'amnistie de 1894 des 1 933 membres de la garde nationale de l'ex-dictateur Anastasio Somoza, encore emprisonnés. Ils étaient détenus depuis la victoire des sandinistes en juillet 1979. Les trente-neuf hommes dont l'élargissement a été refusé sont accusés de meurtre, torture et viol ; leur libération sera subordonnée à la démobilisation des « contras » soutenus par les Etats-Unis contre l'actuel régime révolutionnaire de Managua.

Plusieurs milliers d'anciens gardes avaient déjà été libérés par le passé. L'actuelle mesure de clémence – la plus importante décidée en une décennie – est une conséquence du nouvel accord entre les cinq présidents centraméricains conclu le 16 février à San-Salvador, en vue de ramener la paix dans l'isthme.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a annoncé devant une commission du Congrès l'intention de l'administration Bush de demander l'octroi d'une nouvelle aide « humanitaire » pour une année à la Contra, installée au Honduras. Après le refus des parlementaires des Etats-Unis, début 1988, de prolonger désormais l'aide militaire aux anti-sandinistes, une assistance « humanitaire » – destinée aux combattants et leur famille (au total environ cinquante mille personnes) – avait été votée.

Pour justifier son renouvellement pour une année, après le 31 mars, M. Baker a évoqué *« l'obligation morale »* des Etats-Unis envers de ceux que le président Reagan dénommait *« les combattants de la liberté »*. Le secrétaire d'Etat a cependant précisé que *« la voie diplomatique »* aurait la préférence de la nouvelle administration pour le règlement de la crise ; il a dès lors précisé que l'administration Bush désapprouvait la pose de mines en territoire nicaraguayen – un élément de grave friction entre Managua et Washington durant la présidence Reagan.

La politique des Etats-Unis consistera à exercer des pressions modulées, politiques et économiques, afin de favoriser la liberté des élections prévues pour le 25 février 1990 par le gouvernement sandiniste ; le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a également indiqué que le *« consensus bipartisan »* (entre la majorité démocrate et la minorité républicaine au Congrès) était toujours l'objectif de M. Bush pour la définition, très prochaine, d'une politique centraméricaine. – *(AFP, UPI.)*

● **L'URSS expulse un attaché militaire américain.** – L'URSS a décidé d'expulser un attaché militaire adjoint à Moscou en *« réponse aux services secrets américains »*, a annoncé, mercredi 15 mars, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov. *« Le lieutenant-colonel Daniel Van Gundy avait été surpris prenant des photos de bâtiments militaires dans une région interdite aux étrangers »*, a indiqué M. Gueressimov, qui a présenté cette expulsion comme une riposte à la *« provocation »* américaine, Washington ayant expulsé la semaine dernière un attaché militaire soviétique. – *(AFP.)*

● **Vers une suppression des visas pour les touristes américains.** – L'obligation imposée par la France en septembre 1986, au moment des attentats terroristes, de l'obtention d'un visa pour l'entrée en France des touristes étrangers pourrait être supprimée prochainement pour les touristes américains désireux de se rendre en France. Selon l'ambassade des Etats-Unis, à Paris, une négociation est en cours avec le gouvernement français au terme de laquelle la suppression des visas pour les touristes américains irait de pair avec une suppression correspondante des visas pour les touristes français aux Etats-Unis.

CHILI : après la découverte de raisins empoisonnés

Santiago interrompt les exportations de fruits

Après l'émoi suscité aux Etats-Unis par la découverte de cyanure dans une cargaison de raisin chilien et le blocage des importations décidé en Amérique du Nord et au Japon, les autorités chiliennes ont annoncé la suspension des exportations de fruits. Dans une intervention télévisée, lundi 13 mars, le ministre de l'intérieur, M. Carlos Caceres, a accusé *« le Parti communiste, [qui a], une fois de plus parrainé cette action terroriste »*.

SANTIAGO-DU-CHILI de notre correspondant

Exportant à contre-saison leurs produits vers l'hémisphère nord, les agriculteurs chiliens ont conquis, en quelques années, le marché nord-américain. Ainsi, aux Etats-Unis, la quasi-totalité des raisins frais consommés en hiver proviennent du Chili. Si les autorités fédérales américaines, le Canada, le Japon et certains pays de la CEE (1) maintiennent leur décision, les exportateurs chiliens accuseraient une perte de 800 millions de dollars, et 500 000 travailleurs, en comptant les saisonniers, seraient mis au chômage total ou partiel.

Deux coups de téléphone anonymes reçus ces derniers jours par l'ambassade américaine à Santiago sont à l'origine de cette ténébreuse affaire. Le mystérieux correspondant aurait précisé à son deuxième appel à bord de quel bateau étaient embarqués les raisins empoisonnés.

L'émoi est considérable au Chili tant pour le dommage économique subi par le pays que pour les implications politiques et diplomatiques de cette « crise du raisin ». Les relations entre le Chili et les Etats-Unis, déjà tendues, pourraient se détériorer davantage. Le général Pinochet a d'ailleurs décidé de dépêcher à Washington les ministres de l'agriculture et des affaires étrangères pour y plaider la cause des exportateurs chiliens.

Repoussant avec indignation les accusations gouvernementales, les communistes mettent en garde l'opinion contre *« les mesures répressives annoncées par le régime »*. Quant aux agriculteurs, moyennement convaincus par la thèse officielle, ils ne sont pas loin de suspecter leurs concurrents – les producteurs californiens – d'une machination.

M. Luis Maira, dirigeant du Parti élargi de la gauche socialiste (PAIS), avance une autre explication en affirmant que la décision américaine a été prise aussi en raison du refus opposé par le Chili à l'extradition des officiers de ses services secrets accusés par la justice fédérale d'avoir organisé en 1976, à Washington, l'assassinat d'Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende. C'est ce que semble confirmer à sa manière l'amiral Merino, commandant en chef de la marine, qui dénonce *« la nouvelle action canaillesque des Etats-Unis »*, relayée sur place par *« la canaille communiste »*.

GILLES BAUDIN.

(1) La France procède pour le moment à des vérifications sans décréter d'embargo temporaire.

HAITI

Rétablissement partiel de la Constitution de 1987

Le président du gouvernement provisoire haïtien, le général Prosper Avril, a annoncé le mardi 14 mars *« le rétablissement dans toute sa force »* de la Constitution démocratiquement approuvée le 29 mars 1987, et que son prédécesseur – le général Henri Namphy, renversé le 17 septembre – avait déclarée caduque.

Sont toutefois mis *« en veilleuse temporaire »*, 37 articles *« incompatibles »* avec la nature même du régime militaire provisoire. Outre ceux ayant trait aux prérogatives du pouvoir parlementaire (actuellement inexistant) et à la compétence des tribunaux de droit commun, sont déclarés provisoirement inapplicables les articles prévoyant un délai d'un an de vie civile pour tout militaire désireux de se porter candidat à une fonction élective, et l'interdiction de la modification de la Constitution par référendum.

En revanche, l'article interdisant pendant dix ans aux anciens partisans *« zélés »* du régime déchu des Duvalier d'exercer aucune charge élective demeure en vigueur. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Grèce

M. Koutsoyorgas, numéro 2 du régime, a présenté sa démission

Le ministre de la présidence du conseil, M. Agamemnon Koutsoyorgas, a présenté, mardi soir 14 mars, sa démission au chef du gouvernement socialiste, M. Andréas Papandréou. Véritable numéro deux du régime, il était depuis plusieurs mois la cible de graves accusations dans le cadre de l'affaire Georges Koskotas. Celui-ci, ancien propriétaire et directeur général de la Banque de Crète, avait déclaré la semaine dernière, dans une interview retentissante à l'hebdomadaire américain *Time*, avoir versé d'importantes sommes d'argent à M. Koutsoyorgas pour que le ministre l'aide à conserver le contrôle de l'établissement.

Dans sa lettre de démission, M. Koutsoyorgas explique que les élections du 18 juin prochain donneront l'occasion au peuple grec de *« juger chacun d'entre nous »* et rappelle que le Parlement vient de confirmer sa confiance au gouvernement en rejetant la motion de censure déposée par l'opposition conservatrice (*le Monde* du 15 mars). Dans sa réponse, M. Papandréou exprime sa tristesse de voir un ami de longue date quitter le cabinet mais l'assure qu'il occupera une place de premier plan dans la campagne électorale à venir pour mener le PASOK à la victoire.

M. Koutsoyorgas a travaillé au côté de M. Papandréou pendant vingt-cinq ans. Depuis l'arrivée au pouvoir en 1981 du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique), dont il fut l'un des fondateurs, il a dirigé divers ministères importants, dont ceux de l'intérieur et de la justice. Il dut abandonner ce dernier portefeuille en novembre 1988, lorsque le scandale Koskotas commença à prendre de l'ampleur. – *(Corresp.)*

Irlande du Nord

Dix-huit policiers « blâmés » pour la mort de six personnes au cours d'une opération antiterroriste

La commission de discipline de la police d'Irlande du Nord a distribué, mardi 14 mars, dix-huit blâmes et un avertissement aux policiers de la Royal Ulster Constabulary (RUC) qui avaient été mis en cause pour la mort de six personnes tuées au cours d'une opération antiterroriste.

L'affaire remonte à 1982. Les six hommes, soupçonnés d'être des membres de l'IRA, avaient été tués après un attentat qui avait coûté la vie à trois policiers. Les membres de la RUC ont été accusés de les avoir abattus de sang froid alors qu'ils étaient désarmés. Une première enquête avait été ouverte à l'époque. Quatre des policiers avaient été jugés et acquittés. Une nouvelle enquête confiée à l'un des chefs de la police de Manchester, M. John Stalker, avait été étouffée en 1986.

Dans un livre retentissant, M. Stalker a accusé en 1987 les autorités d'avoir systématiquement entravé ses recherches. Mais l'attorney général de Grande-Bretagne avait refusé *« au nom de l'intérêt national »* d'autoriser de nouvelles poursuites. Sa décision avait déclenché début 1988 une crise entre Londres et Dublin, conduisant le secrétaire à l'Irlande du Nord à ordonner cette fois une enquête disciplinaire interne.

Par ailleurs, un supplétif de l'armée britannique a été assassiné mardi 14 mars à Dungannon, en Irlande du Nord, par un commando d'hommes armés. La victime était membre du régiment de défense de l'Ulster (UDR), une des cibles les plus fréquentes de l'IRA.

Algérie

Grève à la raffinerie d'Arzew

Un mouvement de grève est observé partiellement depuis lundi 13 mars par les travailleurs de la raffinerie de la Sonatrach d'Arzew (ouest de l'Algérie), qui emploie quelque 1 600 personnes, a rapporté, mardi 14 mars, le quotidien *El Massa*.

Ce mouvement est le deuxième enregistré dans la raffinerie depuis cinq mois. Il est lié aux décisions controversées de la commission désignée lors du premier arrêt de travail, en novembre dernier, pour préparer des élections après la dissolution de l'ancienne section syndicale.

Première conséquence de cette grève, les stations-service de la ville de Mostaganem, non loin d'Arzew, n'ont pas été ravitaillées et la circulation automobile s'est trouvée réduite en raison d'une perturbation dans la distribution de carburant. – *(AFP.)*

Roumanie

Arrestation d'un diplomate accusé d'espionnage

Bucarest *(AFP)*. – M. Mircea Raceanu, haut fonctionnaire du ministère roumain des affaires étrangères, a été arrêté et accusé d'espionnage au profit d'une puissance étrangère, a annoncé un communiqué diffusé mardi 14 mars par l'agence Agerpress.

M. Mircea Raceanu serait le fils de Ion Raceanu, l'un des six signataires de la lettre ouverte critiquant le président Nicolae Ceausescu parvenue à l'Ouest la semaine dernière (*le Monde* daté 12-13 mars). Il a été en poste à Washington dans les années 70 et a travaillé avant son arrestation – intervenue fin janvier, selon des sources diplomatiques à Bucarest – dans la section américaine du ministère des affaires étrangères roumain.

M. Raceanu s'est rendu à plusieurs reprises aux Etats-Unis, notamment à l'automne dernier.

Selon un communiqué d'Agerpress, M. Raceanu a été arrêté en *« flagrant délit »* et *« s'est livré aux activités d'espionnage depuis 1974 au profit d'une puissance étrangère »*, qui n'est pas identifiée dans le texte officiel.

M. Raceanu est accusé d'une *« intense activité de trahison »*. Le communiqué précise que l'enquête se poursuit pour *« déterminer l'ampleur de cette affaire d'espionnage et de trahison »*. En Roumanie, la peine de mort est prévue pour des crimes graves de haute trahison, rappelle-t-on. – *(AFP.)*

3e GRANDE BRADERIE BUREAUTIQUE D'OCCASION

MARCHE DE L'OCCASION RANK XEROX

3e ANNEE DE VICTOIRE SUR LES PRIX !

LA BATAILLE DES PRIX SE GAGNE A AUSTERLITZ!

Exceptionnel ! Pour la 3e année, Rank Xerox Diffusion organise la Grande Braderie de la Bureautique d'Occasion : l'occasion ou jamais de vous équiper à des prix toujours plus sidérants :

- copieurs Xerox à partir de 4150 F HT*
- machines à écrire électronique Xerox à partir de 1800 F HT*
- micro-ordinateurs à partir de 2900 F HT*

Mieux encore : sur une sélection de super occasions, Rank Xerox Diffusion vous fait bénéficier d'un reconditionnement total et des 5 garanties !

Venez vite 30, Quai d'Austerlitz - 75013 PARIS.

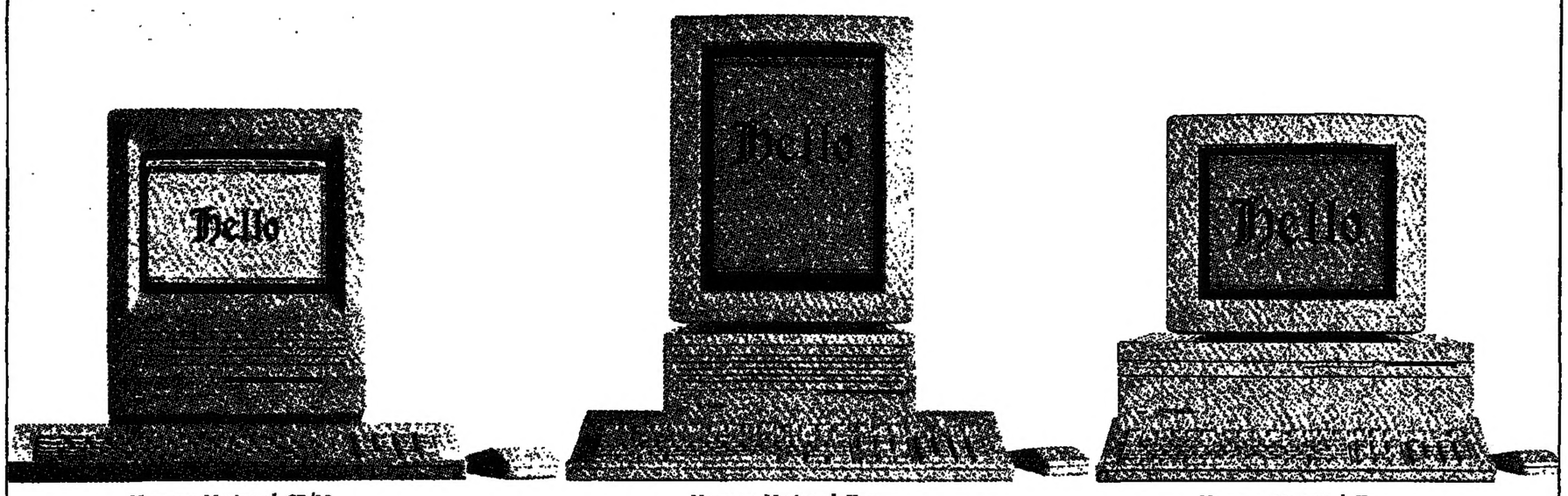
ATTENTION STOCK LIMITE !

du 15 au 19 mars 1989

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Certaines évolutions valent bien des révolutions.



Nouveau Macintosh SE/30. Nouveau Macintosh IIcx. Nouveau Macintosh IIx.

Comme l'homme aime aller toujours plus vite dans ce qu'il fait, Apple a créé 3 nouveaux Macintosh très rapides.

Ils ont en commun le nouveau microprocesseur 32 bits de Motorola, le 68030, ainsi que le coprocesseur arithmétique 68882, qui permettent de travailler beaucoup plus vite.

Ainsi par exemple, l'ouverture des documents et le lancement des applications deviennent quasi-immédiats.

Comme ils ont aussi tous les trois le nouveau lecteur de disquettes FDHD 3,5 pouces, 1,4 Mo, ils peuvent récupérer et traiter les données provenant d'ordinateurs utilisant d'autres systèmes d'exploitation (MS-DOS ou OS/2 par exemple). Alors pourquoi 3 Macintosh différents?

Le Macintosh SE/30 est compact et il va partout. Le Macintosh IIcx est modulaire. C'est-à-dire qu'il peut évoluer comme vous le souhaitez.

Par exemple, on peut choisir un écran couleur haute définition ou le nouvel écran pleine page d'Apple. Avec ses 3 connecteurs d'extension, on peut étendre ses capacités ou développer ses facultés de communication et, par exemple, se connecter à différents réseaux locaux ou à distance.

Quant au Macintosh IIx, il possède encore plus de capacité d'évolution grâce à ses 6 connecteurs d'extension.

Tant de révolutions en 1989, ça frise l'insolence.

Apple

Apple, le logo Apple, Macintosh sont des marques déposées de Apple Computer Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation. OS 2 est une marque déposée de International Business Machine et de Microsoft Corporation.

Enquête

LA COLOMBIE EN PROIE A L'INSTABILITÉ

La politique ou la poursuite de la guerre par d'autres moyens

Onze guerres civiles en à peine plus d'un siècle et demi d'indépendance : la Colombie a la réputation, justifiée, d'être l'un des pays les plus agités d'Amérique latine. La récente montée en puissance des trafiquants de cocaïne qui se sont liés à des groupes paramilitaires d'extrême droite, la persistance depuis trois décennies de guérillas paysannes sur de larges fractions du territoire, la multiplication depuis le milieu des années 80 des crimes politiques : en dépit d'une situation économique encourageante, tout concourt à l'inquiétude des citoyens pour le présent et l'avenir.

BOGOTA
de notre envoyé spécial

« *CE pays n'a pas d'avenir* », répètent à satiété les Colombiens. « Ce *pays est destiné à se consolider vers l'an 2000 comme troisième puissance de l'Amérique latine* », assurent sans hésiter nombre d'observateurs étrangers. Qui croire ? Alors que la situation économique globale est en Colombie depuis trois ans la meilleure du sous-continent (*le Monde* du 14 mars), ce que le citoyen perçoit, c'est l'absence de solution prévisible à la guerre politico-sociale non déclarée et à la grave insécurité dans laquelle il est plongé (*le Monde* du 8 mars).

« *Lorsqu'on veut rencontrer des espèces animales en voie d'extinction, on visite les voisines îles Galapagos ; lorsqu'on veut voir un système politique qui soit une survivance du siècle passé, c'est chez nous qu'il faut venir* », nous déclare plaisamment M. Leal Buitrago, directeur de l'Institut d'études politiques de l'Université nationale de Bogota. Ce qui est en cause c'est, bien sûr, le fameux « bipartisme » local : l'alternance au pouvoir, depuis un siècle et demi, de deux formations, la conservatrice et la libérale.

Que le système soit en crise, tout le démontre, et d'abord cette incapacité de l'Etat à faire face à ce devoir minimum : assurer le droit à la vie des citoyens. Et pourtant, nul en Colombie ne parierait 1 peso sur une hypothèse qui, partout ailleurs en Amérique latine, serait presque naturelle : le coup d'Etat militaire. « *La Colombie est, dans ses élites et dans son peuple, l'un des pays les plus antimilitaristes du monde* », explique le sociologue Eduardo Pizarro. « *Les forces armées n'ont jamais eu aucun prestige et la classe politique s'est toujours arrangée pour ne leur accorder que le minimum de moyens* », renchérit un observateur français de longue date.

Pourquoi, malgré la faillite de l'establishment politique national, les libéraux et les conservateurs qui le présentent continuent-ils de jouir de réels soutiens ? Un autre sociologue, M. Fernando Reyes, répond : « *La conformation géographique, très montagneuse, de la Colombie et le type de peuplement compartimenté qu'elle a déterminé au cours des siècles ont fait que le pays ne s'est jamais perçu comme nation. Comme partout en Amérique latine, on a vu se former deux pôles — l'un représentant la tradition, défenseur donc, en particulier, de l'Eglise : les conservateurs, et l'autre représentant le mouvement, donc violemment anticlérical : les libéraux* ».

En cette affaire, les affinités de famille ont souvent compté davantage que les clivages d'intérêts, même s'il est vrai que certains groupes sociaux se sont affiliés plus clairement. Les chefs de l'une et de l'autre formation ont été de grands propriétaires fonciers levant des armées privées sur leurs terres et auprès des paysans de leur région chaque fois que grondait la « *revolucion* » contre un président adverse. Les grandes querelles du dix-neuvième siècle (libre-échangisme, fédéralisme, outre, bien entendu, la question religieuse) se sont ainsi réglées par des guerres où les positions de principe ont admis bien des accommodements, avec telle tendance du camp opposé, pour acquérir la victoire.

Ces affrontements désastreux ont, pourtant, régulièrement fait émerger des « hommes forts », capables de contrôler leur parti — ce qui a toujours évité l'éclatement définitif tant du libéralisme que du conservatisme. Aussi, les deux grandes formations sont-elles, peu à peu, devenues, cas à peu près unique en Amérique latine, le symbole même de la nation par-delà ses bigarrures régionales, — mais une nation schizophrène, dont une moitié est toujours prête à se dresser contre l'autre. Onze guerres civiles n'ont-elles pas fait rage en quelque cent cinquante ans, « organisant » les alternances au pouvoir comme si la politique n'était, en Colombie, que la poursuite de la guerre par d'autres moyens ? Les deux derniers conflits, ce siècle-ci, ont provoqué la mort de près d'un demi-million de personnes.

Le monopole

La « violence », fruit (de 1948 à 1953) d'un retour en force électoral des conservateurs après trois lustres de libéralisme, a représenté un tel paroxysme que les deux adversaires ont dû concocter, en 1957, un pacte dit de « front national » en vue d'alterner au pouvoir de façon harmonieuse pour les seize années à venir. Et si, depuis 1974, la présidence est à nouveau soumise à compétition, le vainqueur est, constitutionnellement, obligé de consentir au vaincu une « *participation adéquate et équitable* » au gouvernement et dans l'administration. Ce n'est qu'en 1986 qu'un élu — M. Virgilio Barco (libéral), toujours en fonctions — a décidé de former une équipe monocolore.

Mais, durant vingt-huit années, l'Etat avait été littéralement accaparé par les deux forces traditionnelles. A ce jeu de la cohabitation forcée, les anciens ennemis sont devenus à peu près indiscernables. En réalité, l'un et l'autre sont des syndicats de « barons » régionaux, régnant par le clientélisme et nullement immunisés contre la corruption. Tendus vers la préservation des situations acquises et la conquête des places, ces partis constituent plutôt une entrave pour l'action de leur candidat devenu président : ainsi les conservateurs n'ont-ils pas soutenu la politique de « dialogue » avec la guérilla de M. Belisario Betancur (1982-1986), et les libéraux ne montrent-ils que peu d'enthousiasme pour les réformes mises en chantier depuis 1986 par M. Barco.

Plus gravement encore, cette monopolisation du pouvoir (1) a convaincu une frange de la population — paysans pauvres, étudiants et diplômés en mal de débouchés — que seule la lutte armée permettrait d'obtenir voix au chapitre. Ainsi, depuis les sation, et les périphéries misé-reuses des grandes villes. Des crédits considérables ont été dégagés pour relancer une réforme agraire paralysée, pour commencer d'éradiquer la « pauvreté absolue » dans les bidonvilles, et ouvrir des routes, des dispensaires, des écoles, etc.

Risque de fascisation

Ingénieur formé aux Etats-Unis, laconique, peu préoccupé de son image, M. Barco a semblé d'abord vouloir jouer sa « stratégie de paix » sur ces seules actions concrètes. Mais l'enlèvement par le M.-19, au printemps 1988, de son ancien adversaire conservateur à l'élection présidentielle, M. Alvaro Gomez, est venu soudain démontrer, par l'ampleur des réactions suscitées, que l'espérance de paix demeurait trop vive dans le pays pour ne pas faire l'objet d'une démarche spécifique. Aussi l'actuel chef de l'Etat a-t-il finalement formulé, à son tour, un « *plan de paix* ».

Le M-19, pour sa part, semble décidé à jouer le jeu de la réintégration dans la vie politique. L'Union patriotique (UP, extrême gauche, née en 1985 de la précédente « grande trêve ») n'ayant pas su, à ce jour, se démarquer suffisamment du PC, « *il reste une place pour une gauche qui se voudrait socialiste et démocratique* », indique M. Pizarro. Le M-19 peut ambitionner tenir ce rôle si, du moins, les groupes paramilitaires d'extrême droite veulent bien s'abstenir de tuer ses dirigeants, comme ceux de l'UP.

Or, dans le très sombre panorama national, quelques indices suggèrent que le gouvernement a enfin pris conscience que son attitude envers les « paramilitaires » serait une pierre de touche de sa crédibilité. Longtemps, dans les sphères du pouvoir, on a propagé ou laissé propager l'idée que ces groupes (encore dits « de justice privée ») n'étaient après tout qu'une réponse inévitable, et peut-être même saine, du corps social au phénomène de la guérilla — et ce alors même que leurs cibles exclusives étaient des militants politiques ou syndicaux, jamais des insurgés. On mettait volontiers en avant pour justifier cette confusion le fait que l'UP, le PC et les FARC sont liés comme en fait foi le mot d'ordre communiste de la nécessaire « *combinaison de toutes les formes de lutte* ».

Un tournant pourrait avoir été pris avec l'assassinat, le 18 janvier, de douze juges, policiers et fonctionnaires de justice qui enquêtaient sur de précédents massacres commis dans la zone du Magdalena moyen. L'insolente assurance des criminels semble avoir accéléré une prise de conscience du risque de fascisation de la Colombie. L'influent quotidien *El Tiempo*, spécialiste d'éditoriaux fort ambigus, a lui-même admis qu'il y avait désormais « *deux dangers pour l'Etat et la démocratie* » : non plus seulement la guérilla, mais aussi le paramilitarisme. Une bande de « sicaires » (tueurs) présumés

émeutes qui ont éclaté à Bogota le 9 avril après l'assassinat du populaire leader libéral Gaitan, la Colombie n'a-t-elle plus guère connu que la guerre civile, entrecoupée de trêves.

Une nouvelle fois, en 1988, une désescalade s'est amorcée. Cette fois, c'est le mouvement de guérilla M-19 qui a décidé de suspendre les hostilités. Il a entrepris de répondre positivement à la « proposition de paix » formulée le 1er septembre par le président Barco. Quatre rencontres ont déjà eu lieu depuis le début de 1989, soit dans les montagnes du Tolima, au centre sud-ouest du pays, soit à Mexico, entre les chefs du mouvement, MM. Carlos Pizarro ou Wolf Navarro, et le délégué de M. Barco, M. Rafael Pardo. A leur tour, les FARC, pro-communistes, ont, une nouvelle fois, décrété une trêve le 28 février. Les autres groupes rebelles — auxquels le M-19 est en principe lié au sein d'une « Coordination nationale des guérillas » — surveillent de près cette évolution — de façon très hostile pour l'ELN, de filiation castriste, et fort sourcilleuse pour l'EPL, d'origine maoïste.

Estimant que son prédécesseur, M. Betancur, avait péché par idéalisme, M. Barco a orienté sa présidence vers la « *création de conditions objectives pouvant favoriser la paix* », nous explique son conseiller M. Pardo. En clair : couper l'herbe sous les pieds de la guérilla en portant, enfin, les bienfaits de l'Etat là où il a toujours été absent : d'immenses zones rurales à peu près vides d'hommes mais désormais en voie de colonisation. Les premiers résultats sont encourageants : 1 million d'hectares ont été distribués à 50 000 familles, 2 millions d'hectares de forêts ont été déclarés réserves naturelles, 1 million d'hectares de terres ont été rendus à leurs propriétaires légitimes, après avoir été occupés par des guérillas ou des trafiquants. Le gouvernement a également mis en chantier un programme de développement des régions frontalières, et un autre de réhabilitation des zones touchées par la violence.

Mais, dans le même temps, la violence politique a repris de plus belle. Le 11 octobre, un commando a tué à Bogota le leader syndical Jaime Pardo Leal, candidat à la présidentielle de l'UP. Le 30 novembre, un autre commando a abattu à Medellin le leader syndical Luis Felipe Vélez, candidat à la mairie de la même ville. Le 11 novembre, un groupe paramilitaire a tué quarante-quatre habitants de la petite ville de Segovia, une commune « *coupable* » d'avoir voté à gauche aux précédentes municipales.

Nul ne se berce d'illusions. Les Colombiens de bonne volonté sont très préoccupés des interférences sur la scène nationale des « narco-trafiquants », fournisseurs d'argent, d'armes et d'hommes à l'extrême droite. A la vérité, le pire est même considéré comme probable. Raison de plus pour être attentif à la plus modeste éclaircie.

(1) En réalité, cette situation a été massivement ratifiée par le peuple en 1957. Mais ce référendum constitutionnel, qui mettait fin à « la violence », a aussi prévu que... les référendums constitutionnels seraient désormais interdits. C'est là un des éléments du blocage institutionnel. M. Barco a proposé sur ce point une réforme dont l'approbation définitive par le Parlement n'est pas assurée.

Une guérilla aux troubles ressources...

BOGOTA
de notre envoyé spécial

LA guérilla en Colombie c'est aujourd'hui, selon des sources relativement concordantes, environ 15 000 combattants. Ils se réclament d'une demi-douzaine de mouvements opérant sur un quart du territoire. « *Ces groupes sont implantés dans toutes les zones de forts conflits agraires* », nous explique, carte en main, M. Alejandro Reyes, sociologue ; ce sont aussi et presque toujours des régions où l'Etat est quasiment absent : la guérilla y joue donc, entre autres, un rôle de substitution.

Les mouvements rebelles en Colombie ne manquent pas de moyens. Leur source de revenus la plus habituelle est la *vacuna* (littéralement : le vaccin), un « impôt » prélevé sur les têtes de bétail des *ganaderos*, et le *boleto* (avis de paiement) envoyé aux commerçants. Les enlèvements, suivis de demande de rançon, de propriétaires terriens ou de cadres d'entreprise sont également d'un bon rapport. Mais ces ressources tendent à se tarir avec la constitution, en réponse, de milices patronales et autres « escadrons de la mort ».

Chaque groupe a ses activités complémentaires propres. Ainsi les FARC sont-elles aujourd'hui ouvertement accusées d'être le « *troisième cartel* » de la drogue — après ceux de Medellin et de Cali. Très proches du PC, elles comptent la moitié des effectifs de la guérilla (1). Leur leader, M. Manuel Marulanda, dit « Tirofijo » (« Tir-précis »), est le plus vieux guérillero du continent : il a été actif dans les guérillas libérales de la dernière guerre civile (1948-1953), avant d'être converti au marxisme.

Un ex-ambassadeur des Etats-Unis, M. Lewis Tambs, avait en 1983 forgé le vocable explicite de « *narco-guérilla* ». En son temps, le propos avait été jugé « *maccarthyste* » ; et il allait se révéler pour le moins hypocrite, compte tenu de ce que le scandale « Irangate » allait révéler des activités de certains services américains (2).

Aujourd'hui pourtant, la « *FARC-connection* » est le secret de Polichinelle de la Colombie. « *Oui, il y a des relations entre la guérilla et le trafic de narcotiques : celle qui unit le percepteur au contribuable* », nous déclare M. Alberto Rojas, sénateur communiste — en semi-dissidence. De fait, les FARC prélèvent très officiellement leur dîme (la *gramaje*) sur la production de feuilles de coca par les petits paysans de l'Amazonie.

Selon une récente livraison de l'hebdomadaire libéral *Semana*, les choses iraient désormais plus loin. Certes, la publication cite surtout des « *sources d'information militaires* », nécessairement suspectes puisque la consigne dans les forces armées est de toujours charger, en cas de doute, la guérilla. Mais l'article (non signé) était écrit par une influente journaliste progressiste.

Il soupèse l'hypothèse que les FARC soient passées désormais au stade du raffinage et s'intéressent même au transport.

L'entretien de milliers de guérilleros

L'idéologue des FARC, M. Jacobo Arenas, a déclaré : « *Nous faisons une différence entre le cultivateur de coca, qui est un exploité, le* planero (celui qui lui fournit l'argent), *le commerçant qui recueille la récolte et procède à la première élaboration ou bien vend les feuilles au kilo, et le gros bonnet qui porte le produit au laboratoire.* »

Jusqu'à quel stade se porte la « protection » accordée par les FARC, moyennant les 10 % rituels ? Le groupe se défend en faisant observer que ses sympathisants sont assassinés en plus d'un endroit par des « *narco-fascistes* » (les groupes de « sicaires » à la solde des trafiquants).

Mais la Colombie est vaste et les situations y varient d'une région à l'autre. M. Rojas peut ainsi s'écrier : « *Certains affirment que l'on vit ici une situation révolutionnaire. Je dis moi qu'elle est seulement pourrie.* »

Qu'elles aient un doigt ou le bras entier dans la drogue, qu'elles en retirent 40 ou 100 millions de dollars (250 à 600 millions de francs), selon les sources, les FARC ont assurément les moyens d'entretenir et d'armer plusieurs milliers de guérilleros indépendamment de la conjoncture nationale — ou même internationale : le retrait de tout appui de l'un ou l'autre membre du camp socialiste est une évolution qui se précise depuis le milieu des années 80.

(1) Hormis les FARC, présentes sur l'essentiel du territoire, dont le piémont des Andes amazoniennes, les principaux mouvements de guérilla de Colombie sont : 1) L'ELN (armée de libération nationale), de filiation castriste (elle est née en 1965) ; elle a compté parmi ses membres célèbres Camilo Torres, prêtre, mort dans un maquis en février 1966, devenu un symbole en Amérique latine du catholicisme engagé ; son chef actuel est d'ailleurs un ex-curé, un Espagnol du nom de Perez ; elle opère le long de l'oléoduc conduisant le pétrole de Cano-Limon à la frontière du Venezuela, à Covenas, sur la côte pacifique ; l'ELN fait périodiquement sauter cette installation afin d'obtenir des compagnies qu'elles lui versent des subsides ; 2) L'EPL (armée populaire de libération), d'inspiration maoïste, née en 1967 à l'université de Medellin, est particulièrement active dans la région bananière de l'Uraba et dans tout le département d'Antioquia, dont Medellin est le chef-lieu.

(2) Avec l'argent retiré de ventes d'armes clandestines à l'Iran, le colonel Oliver North et quelques amis avaient, selon les accusations de la justice américaine, acheté de la drogue en Colombie et, avec le produit de la revente, équipé les « contras » nicaraguayens contre la volonté du Congrès.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Enquête

ET A L'INSÉCURITÉ

La drogue : bénédiction et pourriture

BOGOTA
de notre envoyé spécial

LE colonel Luis Umberto Pineda s'est bouché les oreilles. Une déflagration fait trembler la terre. A 500 mètres, une épaisse colonne de fumée noire s'élève dans le ciel. Elle est alimentée par une gerbe de flammes qui dépasse le sommet des grands arbres. Les hommes du service colombien de lutte contre le trafic de drogue viennent de dynamiter trois réservoirs contenant des dizaines de milliers de litres d'éther, d'acétone et d'acide sulfurique, composants nécessaires au raffinage de la cocaïne.

Deux douzaines d'explosions dans les environs ont précédé celle-ci, les trois jours écoulés : la fin d'autant de laboratoires découverts dans cette région de collines aux limites du Magdalena moyen et du département d'Antioquia – dont la capitale est Medellin, sanctuaire des principaux « parrains » mondiaux de la drogue. Les policiers de l'« *anti-narco-trafico* » feront sauter le même après-midi la belle « *finca* » (ferme) Los Naranjos, la plus moderne des « *cuisines* » (laboratoires) du secteur : couverte de tuiles, telle une paisible demeure champêtre, pourvue d'eau courante malgré son isolement, elle a été choisie en effet comme PC avancé de l'opération « *Primavera* », la première grande offensive de 1989 contre un site de production de « blanche ». Les quelque trente-cinq policiers, pistolet-mitrailleur au poing et grenade à la ceinture, qui procèdent au démantèlement n'ont eu qu'à s'installer dans les châlits des ouvriers-raffineurs !

En revanche, la douzaine de fours à micro-ondes installés en batterie dans la « cuisine » n'ont pas servi à réchauffer leur tambouille ; leur fonction était de sécher plus rapidement la « poudre » ! Ils étaient alimentés par un groupe électrogène, qui l'on fera également sauter. Puis l'équipe repartira (quarante minutes environ à bord d'un hélicoptère armé d'une mitrailleuse) jusqu'à Puerto-Salgar, une base aérienne le long du fleuve Magdalena.

« *C'est le meilleur boulot qu'on ait fait dans ce pays depuis Tranquilandia* », jubile devant nous un fonctionnaire du DEA américain, l'administration chargée de la lutte contre la drogue. « Tranquilandia », c'était en 1984 : la première gigantesque opération à succès contre des laboratoires de raffinage et des pistes aériennes destinées à l'exportation de la cocaïne – le tout situé dans les savanes du Yari (département du Caqueta) dans le Sud-Est amazonien.

La réplique des « narcos »

Dans la période 1975-1984, qui avait été celle du « boom » de la marijuana, le pays avait plutôt considéré comme une bénédiction les bénéfices qu'il pouvait en tirer. C'était aussi l'époque où l'opinion observait avec sympathie l'ascension des « *capos* » (parrains). On ne voyait guère malice aux dépenses « sociales » consenties par le clan des Ochoa en faveur des quartiers misérables de Medellin, ou aux incursions d'un Carlos Lehder ou d'un Pablo Escobar dans la politique. La confusion des esprits était telle, alors, qu'on vit même un ancien président de la République, M. Alfonso Lopez Michelsen, ainsi que le procureur, M. Jimenez Gomez, rencontrer à Panama deux grands trafiquants colombiens afin d'évoquer avec eux l'éventualité d'un rapatriement de leurs capitaux contre une amnistie.

Mais ce début de 1984 était aussi le moment choisi par certaines autorités de Bogota – conscientes de l'impact sur le pays de cinq ans à peine de trafic de la cocaïne – pour déclarer la guerre. C'est alors qu'est condamné Tranquilandia. Confiants dans le climat national de laisser-faire, les trafiquants avaient commis l'erreur de concentrer le raffinage dans ce couvert amazonien et le principal pôle de raffinage du pays, donc du monde, s'est trouvé démantelé.

La réplique des « narcos » a été foudroyante : un mois et demi plus tard, le 30 avril 1984, le ministre de la justice Lara Bonilla était assassiné. Le président Belisario Betancour décida de répliquer : sur le cercueil du jeune ministre, il annonça, outre le rétablissement de l'état de siège, qu'il ferait usage du traité d'extradition signé en 1979 avec les Etats-Unis – un texte qui n'avait jamais encore été utilisé parce que l'opinion y était dans l'ensemble défavorable, y voyant un abandon de souveraineté face aux Nord-Américains.

Les grands chefs de la cocaïne quittèrent un temps la Colombie. C'est d'Espagne, d'Australie et d'ailleurs qu'ils ont organisé leur foudroyante réponse. Leur première cible a été le traité d'extradition ; c'était l'arme la plus menaçante en effet car on n'échappe guère à l'engrenage de la justice des Etats-Unis ! Des hommes de main ont donc entrepris de tirer sur les juges les plus actifs : une trentaine seront ainsi assassinés. D'autres devront se réfugier à l'étranger – surtout aux Etats-Unis, puisque ce pays a prévu un budget pour aider les personnalités (journalistes et magistrats notamment) inquiétées par les « narcos ». L'intimidation sera efficace. Lorsque deux des grands « capos » arrêtés en Espagne seront rapatriés pour être jugés en Colombie, il se trouvera un magistrat pour prononcer l'absolution.

Plus seulement le problème des autres

Plus sérieusement encore, à la fin de 1986, la Cour suprême a mis en cause la constitutionnalité même du traité d'extradition. Que faire, dès lors, si un grand chef « tombait » ? Cela peut arriver : à l'automne 1987, M. José Luis Ochoa a bien été arrêté... pour une infraction commise par son chauffeur. Il a été relaxé peu après par un juge depuis lors relevé de ses fonctions. M. Plazas Alcid, ministre de la justice, nous annonce avoir enfin obtenu le feu vert pour la « *construction d'une prison-modèle* ».

L'Etat colombien semble bien décidé à ne pas baisser les bras. Mais les pouvoirs publics entendent aussi proportionner leur effort à leurs possibilités concrètes... et aux aides qu'on leur donnera, aux Etats-Unis notamment, pour s'aider eux-mêmes. Un renforcement des moyens criminologiques, un doublement de la flottille d'hélicoptères de l'« *anti-narco-trafico* » (elle passera à douze appareils), une implication accrue des forces armées dans la lutte : telles sont les armes que le pays fourbit. Grâce à l'opération « *Primavera* », 1989 a commencé sous les meilleurs auspices...

Il était temps ! Car la société dans son ensemble a mis beaucoup de temps à prendre conscience que la cocaïne n'est pas seulement « le problème des autres » – entendons des Nord-Américains et, de façon croissante, des Européens. Les Colombiens avaient, certes, quelques excuses à leur myopie. Car les revenus de la drogue, pour être sans doute moins consistants qu'on ne le dit parfois (1), n'en présentent pas moins un énorme avantage : ils se diffusent profondément dans la société. La culture de la coca, par exemple, a procuré à des dizaines de milliers de familles paysannes des revenus sans commune mesure avec ce que leur rapportait le cacao, ou le tabac – parfois leur unique source de rentrées monétaires dans le système d'autoconsommation où ils vivent souvent.

S'il est vrai, par ailleurs, comme on l'entend dire, que le tiers seulement des gains des mafieux est rapatrié, ce milliard de dollars s'investit volontiers dans des secteurs, telle la construction, où il crée de nombreux emplois. L'un des circuits principaux du rapatriement des « narco-dollars », en outre, est une contrebande multiforme (en provenance du Venezuela, de Panama, etc.) qui provoque la baisse des prix, rendant la vie quotidienne plutôt bon marché. Enfin le trafic est une usine à rêves pour d'innombrables jeunes gens bien décidés à sortir de la misère, à l'instar des actuels « capos » qui, eux aussi, ont commencé petit.

Mais, par-delà ces « avantages », le pays commence à percevoir que la drogue est aussi une pourriture. Sa jeunesse a commencé à consommer le « *basuco* » (un sous-produit de la cocaïne, délétère mais bon marché, apparenté au redoutable « crack ») et l'image de la Colombie est devenue détestable : « *Hormis le passeport libanais, je crois qu'il n'y en a pas de pire que le nôtre pour attirer les avanies aux aéroports* », nous assure une consœur appelée à voyager beaucoup.

Surtout, le poids économique acquis par les gros trafiquants est tel qu'il leur permet de jouer un rôle de plus en plus important dans le pays. N'ont-ils pas, ainsi, acheté d'immenses domaines dans le Magdalena moyen et les « llanos » (plaines orientales) : 1 million d'hectares en cinq ans, selon l'hebdomadaire libéral *Semana* ? L'Etat est bafoué par-delà toute préoccupation morale. Ces achats n'ont-ils pas été effectués dans des zones où, précisément, il entendait porter la réforme agraire, compte tenu de la pression sociale qu'y exerce une masse de petits colons de fraîche date ?

« Le Mexicain »

Ces domaines qu'ils ont rachetés à bas prix à des propriétaires excédés de la pression de la guérilla, les « narcos » les utilisent désormais comme base pour toutes sortes d'activités illégales. Un rapport confidentiel de la police criminelle (DAS) a, ainsi, récemment dénoncé la création de quatre « *écoles de sicaires* » dans de telles fermes autour de Puerto-Boyaca : leurs « élèves », une fois formés, mènent de sanglantes expéditions contre les petits paysans et journaliers en révolte contre les patrons des grands domaines bananiers de la côte caraïbe.

C'est un véritable foyer d'infection qui a été ainsi créé dans le Magdalena moyen. Le ministre de la justice n'hésite pas à le qualifier devant nous de « *nid nazi-fasciste* ». Pourvoyeurs d'une partie des moyens financiers dont dispose cette « *réserve stratégique de tueurs* » (une centaine de véhicules, dont plusieurs petits avions), les « narcos » peuvent également compter sur une sorte d'infrastructure territoriale, fournie par les éleveurs du Magdalena moyen réunis en une association active d'extrême droite, l'ACDEGAM.

Ils bénéficient également de complicités politiques : le maire de Puerto-Boyaca, M. Luis Rubio, libéral, n'est-il pas actuellement « dans la nature », recherché par la justice pour sa participation aux activités de ces paramilitaires ?... Son prédécesseur, Pablo Guarin (jadis proche du PC, retourné, semble-t-il, par les forces armées), avait été le premier politicien, en 1983, à faire l'apologie de ces groupes. La guérilla l'a abattu fin 1987, quelques semaines après l'assassinat du chef de l'Union patriotique, Jaime Pardo Leal.

On retrouve dans toutes ces troubles affaires M. Gonzalo Rodriguez Gacha, dit « le Mexicain », autre « tête » présumée du « cartel de Medellin ». Une particularité de sa biographie est d'avoir été, à ses débuts, le chef des groupes de choc de l'un des deux « rois » colombiens des émeraudes : Gilberto Molina, lui-même mentionné dans le rapport de la DAS. Or Molina a été assassiné le 27 février en compagnie de seize de ses gardes du corps, par un commando d'une cinquantaine d'hommes.

La question aujourd'hui posée est : ces tueurs n'étaient-ils pas à la solde d'un « parrain » ? En ce cas, on assisterait à une fameuse escalade dans la guerre entre les clans de truands colombiens qui a déjà fait deux cents morts.

(1) Les Etats-Unis les évaluent à 300 millions de dollars par an. La France à 800 millions au minimum. Les chiffres de 2 milliards, voire 4, fréquemment lancés paraissent peu vraisemblables. A moins de prendre en compte les « narco-dollars » qui se sont investis hors de Colombie. A moins, encore, de considérer que la mafia colombienne est maîtresse du commerce de détail de la cocaïne aux Etats-Unis (bien plus lucratif que le transport en gros). Ce qui est bien loin d'être encore le cas.

Enquête de
Jean-Pierre CLERC

La France des Seigneurs
Sous la direction d'André Bercoff
Portraits de la centaine d'élus qui se partagent désormais la France

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

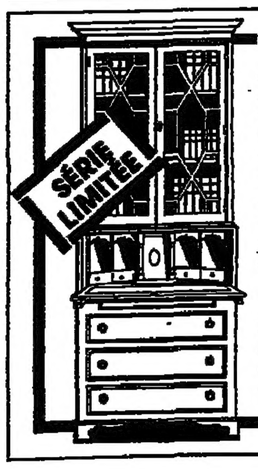
LES ÉLITES SONT-ELLES BARRISTES OU CHIRAQUIENNES ?
RÉPONSE PAGE 46 DU LIVRE
SOFRES, L'ÉTAT DE L'OPINION 1989
ÉDITIONS DU SEUIL

L'EUROPE SUR PARIS-LONDRES
POURQUOI NE PAS PAYER MOINS CHER ?

BUSINESS CLASS AIR EUROPE, 995 F* : PAS PAR HASARD !
Une flotte d'avions ultra-moderne pour desservir Londres-Gatwick (le centre de Londres est à 1/2 heure par train direct). C'est plus pratique ! Un service à bord exceptionnel : breakfast anglais, service bar gratuit, salon d'Affaires aux aéroports, la classe affaires au-dessus du Business : c'est Business Class Air Europe.
*Comparez notre prix Business Class et n'oubliez pas notre Classe Economie à 915 F.
Consultez votre agence de voyages ou téléphonez au : (1) 49.27.91.00.

HORAIRES					
PARIS (CHARLES DE GAULLE)			LONDRES (GATWICK)		
AE 39	07 h 25	lundi au vend.	AE 40	07 h 25	lundi au sam.
AE 41	10 h 00	lundi au sam.	AE 42	08 h 30	LJ sauf sam.
AE 43	11 h 10	LJ seul sam.	AE 44	15 h 00	lundi au vend.
AE 45	17 h 30	lundi au vend.	AE 46	17 h 45	LJ seul sam.
AE 47	19 h 30	LJ seul sam.	AE 48	18 h 45	tous les jours
AE 49	21 h 30	vend. et sam.			

air europe
L'OUVERTURE DE L'EUROPE
Air Europe : 45, rue de Richelieu 75001 PARIS



OFFREZ-VOUS UN MARWAY
Chez l'artisan ébéniste, la "marque" n'est pas seulement un signe d'identification. Elle est avant tout le signe du soin particulier qu'il apporte à façonner un meuble de qualité. MARWAY le spécialiste du meuble anglais, vous garantit ce label d'exigence dans une série limitée, spécialement conçue à votre intention, marquée d'un certificat d'origine. Chaque exemplaire de ce scriban "Regency" est numéroté, signé.
Selon votre préférence, il peut être réalisé en if ou en acajou, intérieur rotonde et son écritoire, gainé de cuir en vachette anglaise, 16 coloris au choix, sera frappé d'un monogramme à vos initiales, doré à l'or fin. Livré avec les produits d'entretien MARWAY, pour le bois et le cuir, il vous est proposé au prix spécial de
9800 F
Ce scriban exclusif est uniquement vendu dans les magasins MARWAY
A Paris : 10, 26, 28 bis, rue Richelieu. Tél. : 42.96.23.33.
11, rue du Bac. Tél. : 42.61.22.28.
MARWAY
En province : Aix-en-Provence - Caen Chantilly - Dijon - Lyon Marseille - Rouen St-Étienne - Toulouse

Afrique

SÉNÉGAL

Me Wade et la stratégie du recours

En exil volontaire à l'étranger pendant sept mois, Me Abdoulaye Wade, chef du Parti démocratique sénégalais et principal rival de M. Abou Diouf, s'est longtemps fait désirer par ses partisans, dont certains commençaient à se demander si leur turbulent leader n'allait pas finir par se faire oublier. Il les a amplement rassurés à cet égard depuis son retour, le 7 mars. La folle semaine commencée ce jour-là par un accueil triomphal à l'aéroport de Dakar a culminé mardi 14 mars avec des rebondissements en série.

Celui que l'hebdomadaire du PDS appelle de façon volontairement ambiguë *« le président »* se dit persuadé que les résultats officiels de l'élection de février 1988, pourtant contrôlés par la Cour suprême, ont été trafiqués. Pour en faire la preuve, il avait invité ses fidèles à ménager un accueil très particulier au chef de l'Etat à son retour de Tripoli, dernière étape d'une tournée à l'étranger. Il s'agissait de se rassembler *« pacifiquement »* à l'aéroport et sur la route conduisant au palais présidentiel, de façon que M. Diouf puisse prendre conscience des capacités de mobilisation du PDS.

« Il ne sait pas combien nous sommes, dix, vingt, mille ou deux millions, avait dit l'avocat lors de son premier meeting. *Il est possible qu'il soit mal informé. Alors nous allons faire en sorte qu'il voie de ses propres yeux ce que nous représentons réellement (...). Il faut que mardi soir toutes les radios du monde en parlent. »*

Tout rassemblement ayant été interdit par les autorités, la journée de mardi commençait dans un climat très lourd. Allait-on assister à la réédition des troubles de l'an dernier ? Premier coup de théâtre, Me Wade convoque les journalistes pour annoncer l'annulation du mot d'ordre de manifestation parce que des propositions du pouvoir viennent de lui parvenir : une place importante lui est proposée dans un nouveau gouvernement par M. Jean Collin, ministre d'Etat et homme de confiance du président Diouf. Il s'agirait d'un cabinet *« de transition »* avant la dissolution de l'Assemblée nationale, autrement dit l'idée fixe de Me Wade l'aurait emporté, une nouvelle élection présidentielle serait organisée.

« Première nouvelle », fait savoir M. Collin peu avant que M. Diouf effectue un retour sans incident en raison de la démobilisation du PSD. Le chef de l'Etat dément à son tour. Me Wade convoque une seconde conférence de presse, mais une nouvelle désillusion l'attend. Celui qu'il avait présenté comme l'émissaire du pouvoir ne confirme pas ses dires. Il s'agit de M. Ahmed Khalifa Niassa, militant islamiste surnommé *« l'ayatollah de Kaolak »,* apparemment rallié au régime, après une période contestataire, et directeur d'un institut agricole financé par des pays arabes.

Selon ce que Me Wade laissait entendre il y a quelques semaines, ce personnage haut en couleur a bel et bien servi d'intermédiaire au cours de négociations restées sans issue. L'avocat a-t-il pris ses désirs pour des réalités et l'y a-t-on aidé par des propos à double sens ? Malgré quelques incidents signalés mardi soir à Dakar, l'opposant était présenté comme le grand perdant de la journée. Dès son retour, le président Diouf a paru fermer la porte au compromis en développant le thème : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ».

Mais, malgré les apparences, il y a une cohérence dans le comportement de Me Wade : s'il veut apparaître un jour comme le recours, il trouve son intérêt dans tout ce qui contribue au durcissement de la situation.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

ANGOLA : tortures, exécutions, disparitions

Jonas Savimbi dirigerait l'UNITA d'une main de fer

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Jonas Savimbi, président de l'UNITA, le mouvement rebelle angolais, aurait ordonné la torture et le meurtre de dissidents ou de rivaux politiques, selon plusieurs témoignages rapportés par la quatrième chaîne de la télévision britannique, le *Sunday Telegraph* et le *New York Times*. Ces accusations préoccupent le département d'Etat américain dont le porte-parole, M. Charles Redman, s'est déclaré *« inquiet »* tout en affirmant qu'il lui était impossible de confirmer ces allégations.

Celles-ci ont émergé à la suite de la détention et des mauvais traitements qui auraient été infligés à Pedro « Tito » Chingunji, membre du bureau politique et secrétaire aux affaires étrangères. Son neveu Dinho Chingunji a affirmé que sept membres de sa famille avaient été tués au cours des dernières années sur ordre de Savimbi, ce dernier estimant qu'ils représentaient une menace politique. Les parents de « Tito » Chingunji, notamment, auraient été battus à mort. Amnesty International a précisé, selon des informations de bonne source, que le couple avait été frappé à coups de crosse de fusil, brutalisé à coups de pied avant d'être écrasé par un camion.

Son frère, Kafundanga, premier chef d'état-major militaire de l'UNITA, aurait été empoisonné en 1974 tandis qu'une des filles de « Tito » Chingunji, Shika, aurait été exécutée pour sorcellerie. Un procédé qui, au dire des dissidents, est utilisé pour se débarrasser de ceux qui sont considérés comme des rivaux. Amnesty International détient les noms d'au moins douze *« sorcières »* brûlées en public en 1983, y compris l'épouse d'un ancien ministre de l'intérieur.

Un dissident du mouvement, Sousa Jamba, écrivain, a déclaré au *Sunday Telegraph* de Londres qu'il s'était tu pendant plusieurs années *« dans l'intérêt de la lutte contre les Cubains et les Soviétiques »,* mais qu'il était temps de rompre le silence afin d'éviter *« que d'autres ne meurent »*. Selon plusieurs sources concordantes, de nombreux hauts responsables de l'UNITA ont *« disparu »* au cours des dernières années, parmi lesquels Jorge Sangumba, secrétaire aux affaires étrangères de 1969 à 1978, dont on n'a plus entendu parler depuis juillet 1986. Même chose pour Antonio Vakulakuta *« volatilisé »* à la même époque, tandis que l'ancien représentant de l'UNITA à Lisbonne, Fernando Wilson dos Santos, qui avait critiqué le culte de la personnalité qu'entretient Jonas Savimbi, serait actuellement emprisonné.

La jeune garde

S'entourant pour sa protection personnelle de membres de sa famille, considérés comme les seuls sûrs, se méfiant des cadres qui n'appartiennent pas à son ethnie, les Ovimbundus, le leader de l'UNITA est obsédé par sa sécurité et son pouvoir. Les critiques sont difficilement acceptées et interprétées généralement comme une menace. Jonas Savimbi impose une poigne de fer à travers des structures très hiérarchisées dont il contrôle tous les rouages. Les voix discordantes, notamment celles de « la jeune garde », fatiguée de la guerre et de l'allégeance à l'Afrique du Sud, ne sont pas tolérées.

C'est, cependant, la première fois que des accusations de tortures et de meurtres d'opposants sont formulées à cette échelle contre le général Savimbi. Dans un communiqué diffusé à Lisbonne, le mouvement a démenti ces allégations, les qualifiant de *« propagande »*. Un journaliste britannique, Fred Bridgland, auteur d'une biographie de Jonas Savimbi et sympathisant de l'organisation, a estimé que ces violations des droits de l'homme étaient *« vraisemblablement exactes »*.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● **M. Savimbi propose de libérer cent prisonniers.** — Le président du mouvement rebelle, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimi, a proposé, lundi 13 mars, deux mesures visant à favoriser le retour à la paix en Angola : une initiative pour permettre la réouverture de la ligne de chemin de fer de Benguela et la libération de cent prisonniers de guerre. Il a indiqué que des délégations de haut rang se rendraient bientôt en Afrique, en Europe et aux Etats-Unis pour présenter ces propositions. — (AFP.)

Graves revers d'Addis-Abeba en Erythrée et au Tigré

Deux guêpiers en Ethiopie

(Suite de la première page.)

Il faut remonter à l'invasion italienne pour trouver un antécédent semblable... La route reliant Addis-Abeba et le port d'Assab, vital pour atteindre par la mer le port érythréen de Massawa, est sous la menace constante d'une nouvelle attaque. La défense de Gondar, quatrième ville du pays, devient chaque jour plus problématique.

Or les deux Fronts ne cachent pas qu'ils veulent resserrer encore leur étreinte sur le régime central, quitte à poursuivre leur offensive au-delà de leur région d'origine, ce qu'ils n'avaient jamais fait jusque-là. Forts de leur avancée et de leur potentiel, ils ne visent désormais rien moins que la chute du régime d'Addis-Abeba ou la satisfaction de leurs revendications essentielles.

Le dogme de l'unité

Ainsi, la négociation que le FPLE propose n'a, au fond, qu'un seul objet : régler les modalités de l'accession de l'Erythrée à l'indépendance, un but dont il n'a pas dévié d'un iota depuis sa fondation voilà vingt ans, y compris quand il était au plus bas. Il ajoute que toute négociation devra être publique et associer une tierce partie.

Non seulement Addis-Abeba n'accepte pas ces deux dernières conditions, mais encore moins l'objectif premier du Front parce qu'il signifie l'effondrement du dogme de l'unité de l'Ethiopie. Aucun de ses actuels dirigeants ne l'accepterait. Et, selon les observateurs les plus avertis, il n'est même pas probable qu'un autre pouvoir de quelque bord qu'il soit pourrait se maintenir à Addis-Abeba s'il abandonnait ce dogme qui fonde toute l'histoire véridique ou imaginaire de l'Ethiopie. S'il le faisait, il n'opérerait pas un changement de cap politique mais déclencherait une révolution culturelle dont personne ne peut prédire où elle mènerait ce pays multinational.

Quant au FPLT, sa revendication d'une autonomie du Tigré a progressivement fait place à celle du pouvoir dans le pays tout entier, même si elle n'est pas claironnée. Sur un fond caché de rivalité séculaire entre Tigréens et Amharas, ce Front estime avoir acquis la force et la légitimité, y compris idéologique, pour avancer cette exigence. On imagine la réaction d'Addis-Abeba. Il faut noter que le FPLT affiche une ligne politique ultra-maoïste qui le place même à la gauche des Albanais. Les rarissimes Occidentaux plus ou moins informés de ses pratiques y décèlent des ferments de polpotisme.

En face, Addis-Abeba affiche un calme étonnant, dont le symbole pourrait être le départ du président Mengistu pour une tournée en Asie. Les officiels y admettent les revers, mais en ajoutant qu'ils sont passagers. On y évoque l'année 1977, quand le pouvoir central attaqué au sud par la Somalie, au nord par les Fronts érythréens et en proie à une *« révolution blanche »* dans les bastions de l'Abyssinie avait retourné en sa faveur la situation militaire. Il est vrai que l'URSS avait alors volé à son secours. Aujourd'hui, elle ne paraît fournir aux troupes éthiopiennes que de quoi maintenir en état leur matériel et les approvisionner en munitions. Elle souhaite évidemment se retirer de ce guêpier mais tout aussi visiblement ne sait comment y parvenir.

Et, en fin de compte, si Addis-Abeba semble décidé à continuer malgré tout dans la voie empruntée depuis plus de dix ans pour venir à bout de la *« question des nationalités »*, c'est aussi qu'il n'a à ses yeux d'autres possibilités que de s'y tenir à n'importe quel prix. Dans ce contexte, l'avenir de l'Ethiopie est surmonté d'un gigantesque point d'interrogation.

RENÉ DAMIEN.

Asie

CHINE : la loi martiale à Lhassa

Pékin s'inquiète des réactions étrangères à la répression au Tibet

PÉKIN
de notre correspondant

La réaction de panique des forces de sécurité chinoises à Lhassa face à un mouvement indépendantiste en cours de radicalisation, mais dont les éléments actifs étaient encore largement minoritaires, aura réussi ce que Pékin était parvenu à éviter en quatre décennies de présence sur le Toit du monde : un début d'internationalisation diplomatique du problème tibétain.

Après le Congrès américain, qui était « monté au créneau » en 1987 pour critiquer la politique tibétaine de la Chine, l'Europe occidentale semble en passe d'exprimer sa préoccupation. Depuis l'entrée en vigueur de la loi martiale dans la capitale tibétaine, Londres a approché ses partenaires européens en vue d'une prise de position collective exhortant Pékin à la modération et au dialogue avec le dalaï-lama. D'autre part, le ministère chinois des affaires étrangères a convoqué séparément, à la fin de la semaine dernière, les ambassadeurs des Douze pour demander — en termes à peine voilés — que leurs gouvernements fassent pression sur le Parlement européen afin qu'il renonce à un projet de motion déplorant l'action de la police chinoise à Lhassa. L'adoption de cette motion, se sont entendu dire en substance les diplomates européens, serait inopportune, voire fâcheuse.

C'est la première fois que la question tibétaine entre en jeu dans les rapports entre la CEE et la Chine, et cette démarche, qu'on s'accorde de sources européennes à juger pour le moins maladroite, témoigne de la vive inquiétude de Pékin. Au cours des mêmes audiences, les ambassadeurs européens ont reçu un texte réitérant la position chinoise sur la souveraineté de Pékin au Tibet, dont on leur a précisé que le gouvernement de la République populaire n'entendait pas le rendre public. Cette demi-mesure vise sans doute à éviter de donner au texte les apparences d'un Livre blanc ou d'un mémorandum à caractère diplomatique, ce qui ne ferait qu'aggraver les choses.

Les assurances fournies par Pékin depuis l'entrée en vigueur de la loi martiale à Lhassa sur un retour progressif au calme risquent de ne pas être suffisantes pour empêcher Les Douze d'exprimer leur désapprobation. Les témoignages parvenus à l'étranger sur les trois journées d'émeutes montrent, même s'ils sont partisans, que les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule sans guère prendre de précautions pour tenter de limiter les dégâts. Au contraire, les récits des voyageurs étrangers expulsés du Tibet tendent à accréditer la thèse selon laquelle les autorités étaient parfaitement conscientes des risques d'émeutes à l'occasion du trentième anniversaire du soulèvement de 1959 et que les policiers ont cédé à la panique dès les premières provocations (peut-être mêmes les auraient-ils suscitées, ce qui n'aurait pas présenté de difficulté particulière compte tenu du climat passionnel régnant à Lhassa).

Le fait que, plus d'une semaine après les événements, la loi martiale n'ait pas encore été levée dément en outre les informations lénifiantes de Pékin sur le retour au calme. Le porte-parole du gouvernement chinois, M. Yuan Mu, a reconnu pour sa part, mardi 14 mars, ne pas être en mesure d'annoncer une levée prochaine de cette loi martiale, en laquelle on ne peut s'empêcher de voir un cuisant aveu d'échec du régime, même si une sorte d'état d'exception a régné dans les faits au Tibet depuis l'entrée des forces de Pékin à Lhassa il y a près de quarante ans. Déjà, en temps normal, les pouvoirs discrétionnaires de la police chinoise y étaient bien plus étendus encore que dans le reste du pays, ce qui n'est pas peu dire.

Nervosité à Hongkong

Ce constat d'échec est particulièrement inopportun au moment où la Chine est devenue le premier membre du Conseil de sécurité des Nations unies à occuper un siège de vice-président de la commission des droits de l'homme à Genève *(le Monde* du 7 février). Les Chinois s'y étaient fait élire dans l'intention de bloquer, ou du moins d'édulcorer, toute mise en cause de leur politique au Tibet.

Pékin se trouve également dans une position inconfortable sur un autre « front » diplomatique, où l'on retrouve la Grande-Bretagne : celui de Hongkong. La presse, encore assez libre, de la colonie britannique publie quotidiennement des lettres de lecteurs dressant un parallèle inquiet entre le sort réservé aux Tibétains et celui que Pékin promet aux Hongkongais après la rétrocession en 1997. Ce parallèle peut être jugé fallacieux compte tenu des enjeux économiques et diplomatiques qui accompagneront l'entrée en vigueur du slogan de M. Deng Xiaoping, *« un pays, deux systèmes »*. Il n'en demeure pas moins l'indicateur de la nervosité croissante de l'opinion à Hongkong, au fur et à mesure que la date fatidique se rapproche.

« Si « un pays, deux systèmes », ça veut dire que la police peut tirer à l'AK-47 sur des manifestants, je dis : non, merci, un système suffira... », ironisait, après les dernières émeutes de Lhassa, un informaticien de Hongkong qui, comme bien d'autres, ne parvenait pas à s'expliquer que les forces anti-émeutes chinoises soient équipées d'armes de guerre.

Le fiasco de Pékin au Tibet n'a pas l'air, pourtant, d'avoir convaincu les autorités d'ouvrir d'urgence le dialogue avec le dalaï-lama, même si la position de ce dernier se trouve renforcée par les dernières violences et par la disparition récente du panchen-lama. M. Yuan Mu a laissé la porte ouverte à ces négociations au cours de sa conférence de presse de mercredi, la première des réunions mensuelles destinées à renforcer la « transparence ». Mais il n'a pas voulu reconnaître explicitement que le « dieu-roi » exilé ait fait — avec son plan assimilant le statut du Tibet à celui de Hongkong — une concession permettant l'ouverture prochaine de ces pourparlers *(le Monde* du 14 mars). M. Yuan Mu s'est également refusé à fournir la moindre précision sur le nombre des arrestations.

Signe du profond embarras de la direction chinoise, enfin, aucune personnalité de premier plan ne s'était exprimée publiquement sur le sujet une dizaine de jours après la sanglante émeute. Si aucune divergence de fond n'est apparue au sein du régime sur la question de la souveraineté chinoise au Tibet et le refus d'une quelconque autodétermination de la « région autonome », on tient pour certain que ce problème, maintenant plus que jamais, sert de pomme de discorde entre les différents clans. Le désarroi des uns fait les affaires des autres dans cet affrontement permanent — vieux d'un bon siècle — entre partisans de l'ouverture maximale de la Chine au monde extérieur et tenants d'un conservatisme sinocentrique bon teint.

Ce débat secret sur le Tibet n'engendre pas de passion au sein de la population, rares étant les Chinois qui ne cèdent pas au sentiment, ancré comme la foi du charbonnier, de supériorité de la race Han sur les peuplades « barbares » qui l'entourent. Cependant, le constat d'échec commence à faire son chemin au sein de ce ferment d'opposition politique qui voit le jour avec le regain de contestation intellectuelle, comme le prouvent certaines déclarations de dissidents suscitées par la presse étrangère. Quarante ans après avoir été annexé par Pékin dans l'indifférence quasi générale, le « royaume des neiges » est devenu une épine majeure dans le talon du Parti communiste chinois.

FRANCIS DERON.

● **RECTIFICATIF.** — A la suite de la publication, sur la foi d'une dépêche d'agence, dans *le Monde* du 15 mars, d'une information faisant état d'un accord entre MM. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, et Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, sur l'envoi au Tibet d'observateurs de l'ONU, nous avons reçu de leur part des démentis catégoriques. Tous deux affirment ne pas avoir évoqué ce sujet au cours de leur rencontre le 13 mars à Paris. M. Kouchner avait toutefois, dans un communiqué rendu public le même jour, préconisé l'envoi au Tibet d'*« observateurs neutres »* afin de *« répondre aux inquiétudes qui s'expriment dans le monde face à ces événements »*.

INDE : dix-sept morts et cinquante blessés

La rébellion méconnue des Bodos dans l'Etat d'Assam

NEW-DELHI
de notre correspondant

C'est une rébellion méconnue, dont les maquisards se cachent dans les jungles de l'Assam, l'un des Etats du nord-est de l'Union indienne, partie du territoire interdit, pour l'essentiel, aux étrangers et coincée entre la Chine, la Birmanie et le Bhoutan. Les Bodos, groupe ethnique tibéto-birman, éparpillés en Assam et dans le nord de la Birmanie et du Bangladesh, ont, eux aussi, leur paradis mythique, le Bodoland, et leur mouvement de lutte, l'Union des étudiants bodos (ABSU).

Mardi 14 mars, des bombes ont explosé dans une grosse bourgade de l'Assam. Le bilan est d'au moins dix-sept morts et plus de cinquante blessés. Ces attentats font suite à un mouvement d'agitation lancé en février et dont le bilan était de trente-deux morts et de plus de quarante blessés. New-Delhi avait dépêché sur place huit bataillons de police supplémentaires. L'ABSU, pour sa part, prétend qu'au moins trente de ses partisans ont été tués par les forces de l'ordre.

Le mouvement des extrémistes bodos a pris une tournure séparatiste et violente depuis deux ans. Le 2 mars 1987, des manifestations de masse ont été déclenchées dans les régions dominées par les Bodos (1). En décembre 1985, le gouvernement local du Congrès-I a été remplacé par une coalition d'opposition dirigée par le Parti du peuple de l'Assam (AGP). New-Dehli encourage les autorités locales à négocier, et les séparatistes bodos à abandonner leur revendication d'un Etat autonome, au profit d'un conseil de district, à l'image de celui qui a été créé il y a peu pour les partisans du Gourkaland, dans l'Etat voisin du Bengale.

Cette politique régionaliste du gouvernement de M. Gandhi, qui consiste à multiplier les accords locaux pour mettre fin aux revendications séparatistes qui enflamment, peu ou prou, tout le Nord-Est de l'Inde, explique largement la question du Bodoland. Les rebelles mizos, au Mizoram, gourkhas au Bengale, ceux du TNV au Tripura ayant eu gain de cause, pourquoi pas les Bodos en Assam ? D'autant que, dans chaque cas, les revendications sont semblables : les Bodos, minorité tribale, dénoncent le *« chauvinisme »* et la domination de la majorité assamaise (2), la perte de leur *« identité culturelle et linguistique »*.

La situation risque de s'envenimer dans les semaines à venir puisque l'ABSU menace de lancer un nouveau mouvement d'agitation à partir du 27 mars. En un sens, cette tactique jusqu'au-boutiste des Bodos est fondée : n'est-ce pas parce que les collines de Darjeeling ont été mises à feu et à sang que les revendications des Gourkhas ont été reconnues ?

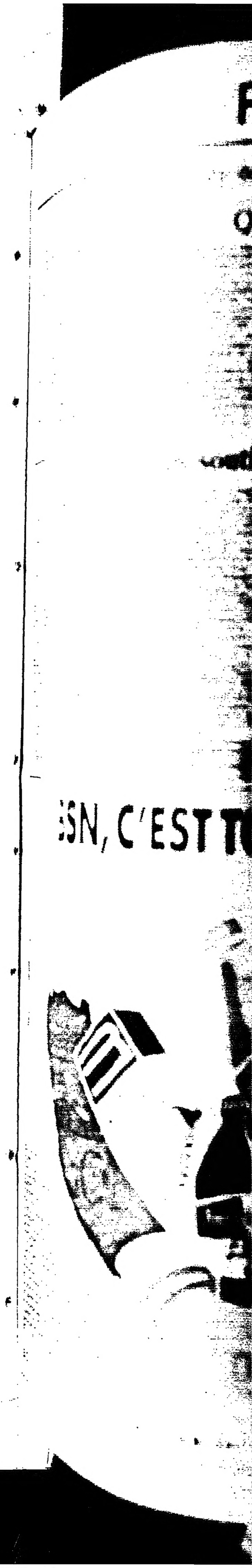
LAURENT ZECCHINI.

(1) Le groupe ethnique et linguistique des Bodos représente 1 300 000 personnes. Il est subdivisé en plusieurs fractions et les Bodos proprement dits sont environ 450 000.

(2) L'Assam compte environ 20 millions d'habitants, dont 57 % parlent l'assamais. Les Assamais de souche constituent entre 50 % et 55 % de la population. Ayant longtemps servi de lieu de passage, la vallée du Brahmapoutre accueille notamment des bengalis hindous, des musulmans originaires du Bangladesh et des Népalais. Depuis 1979, cet Etat connaît une agitation violente entretenue par les nationalistes assamais qui demandent l'expulsion des « étrangers ».

● **CORÉE DU SUD : découverte d'un charnier près de Séoul.** — Les dépouilles de plus de cinq cents personnes non identifiées ont été mises à jour mardi 14 mars dans un cimetière à Paju, au nord de Séoul, a annoncé la radio nationale. Une commission parlementaire enquête actuellement sur la répression du soulèvement populaire de Kwangju, en 1980, qui avait officiellement fait deux cents morts. Selon l'opposition, le bilan a été beaucoup plus lourd et l'armée est soupçonnée d'avoir enterré secrètement les corps des victimes. — *(Reuter.)*

● **INDOCHINE : plus d'asile automatique pour les réfugiés.** — S'alignant sur Hongkong, les Etats de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Brunei, Indonésie, Malaysia, Philippines, Singapour et Thaïlande) ont décidé d'établir une distinction entre les réfugiés politiques et ceux qui fuient les pays d'Indochine pour des raisons économiques. Les premiers bénéficieront d'un asile temporaire en attendant leur départ pour un pays d'accueil définitif. Les seconds seront regroupés en vue d'un rapatriement. Cette sélection, avec le concours éventuel du HCR (Haut commissariat pour les réfugiés des Nations unies), commencera en juin, après la conférence sur les réfugiés sous l'égide de l'ONU prévue à Genève. Hongkong avait pris une mesure identique l'an dernier. — *(UPI.)*



هكذا من الأصل

sie

...rtale à Lhassa

réactions étrangères
sion au Tibet

...rébellion méconnue des Bodos
dans l'Etat d'Assam

La préparation du deuxième tour des élections municipales

Quelques bavures

La discipline prévaut dans chaque camp. Après le dépôt des listes pour le second tour, mardi 14 mars à minuit, les bavures apparaissent aussi peu nombreuses à droite qu'à gauche.

Dans leur grande majorité, les chefs de file locaux du RPR et de l'UDF respectent les consignes de leurs états-majors. D'une part, ils appliquent scrupuleusement la règle du désistement en faveur de la liste de droite la mieux placée ; d'autre part, ils ne cèdent pas au chantage de M. Jean-Marie Le Pen et s'abstiennent de tout accord avec le Front national, montrant par là qu'ils ont surmonté leur complexe à l'égard de l'épouvantail de l'extrême droite.

Symétriquement, à gauche, l'automatisme a joué. Ce qui semblait si difficile avant le premier tour redevient naturel : presque partout, la « discipline républicaine » l'emporte sur les ressentiments, socialistes et communistes retrouvant facilement les réflexes de l'union.

Dans les grandes villes, les exceptions restent limitées. A Mantes-la-Jolie (Yvelines), le porte-drapeau de l'UDF a cédé aux sirènes lepénistes en leur faisant une place sur sa liste, seul espoir pour lui de ravir la mairie au PS. Ce réfractaire a aussitôt été sanctionné par le président de son parti, M. Pierre Méhaignerie, qui lui a retiré l'investiture du CDS. L'alliance conclue avec le Front national, à Béziers (Hérault), par le maire RPR sortant, M. Georges Fontès, ancien secrétaire d'Etat de M. Jacques Chirac, est d'une autre nature : le champion local du FN, M. Yves Untereiner appartenait déjà à l'équipe municipale sortante qu'il ne fait donc que rejoindre avec l'un de ses colistiers. Il n'est pas certain toutefois que cet accord, contesté, par la droite modérée, suffise à empêcher le PS de prendre la mairie de Béziers, perdue en 1983 par le PC.

S'ajoutent à ces violations des consignes nationales quelques bavures, procédant de rivalités locales. La droite se présente éclatée au second tour notamment à Aix-en-Provence, où la situation vaudevillesque peut profiter au PS et Melun (Seine-et-Marne), où le maire sortant RPR, devancé de treize voix, refuse de s'effacer devant le candidat officiellement investi par le RPR et l'UDF, ce dont peut aussi tirer parti la gauche unie. En revanche, la désunion de la droite à Cambrai, à Valenciennes (Nord), à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), à Vichy (Allier) ou encore à Cannes (Alpes-Maritimes), pour ne citer que quelques exemples, ne fait pas le jeu de la gauche.

Cette dernière n'échappe pas à ces coups de canif. Les deux bavures les plus spectaculaires se situent à Sarcelles (Val-d'Oise), où les communistes s'acharnent, en se maintenant contre les socialistes arrivés devant eux au premier tour, ce qui favorise d'autant plus la liste de droite que le FN a fait à celle-ci la fleur de se retirer, et à Noisy-le-Grand où se retrouve le même cas de figure. Le cas de Blois, avec le refus du PC de soutenir M. Jack Lang, relève plutôt d'un simple mouvement d'humeur sans conséquence pour le ministre de la culture.

Il est clair surtout que les résultats du 19 mars s'annoncent fort incertains, en raison non seulement du maintien du FN partout ou presque où il était en position de le faire, mais aussi du comportement sélectif des écologistes, qui se sont déterminés en fonction de considérations purement locales. Il en résultera quelques « quadrangulaires » dans les grandes villes. Tel est en particulier le cas des deux capitales alsaciennes, Strasbourg et Mulhouse.

Un scrutin chassant l'autre, les écologistes ont en tout cas ravi au Front national la vedette sur la scène politique. Tout le monde leur fait la cour. M. Pierre Mauroy leur a promis des *« initiatives »* et des *« actions importantes »*, car, bien entendu, *« on ne peut pas sacrifier l'environnement ni la qualité de la vie »*. M. Jacques Chirac s'est déclaré *« très attentif »* à leurs *« messages »*. Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, s'est adapté tout aussi vite au vote vert en nommant sur le champ un « M. Environnement » en la personne du maire réélu de Douai, M. Jacques Vernier. Ce qui lui a valu une réplique ironique de Mme Solange Fernex, porte-parole des Verts : *« Mieux vaut tard que jamais, mais un Vernier ne peut remplacer un Vert. »* Quant au secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, il a estimé que *« les bons Verts sont les Verts ouverts »*. Sous-entendu : *« Ouverts au PS ! »*

Reste à savoir si la variété du choix qui sera ainsi offert aux électeurs dans nombre de communes constituera un attrait suffisant pour convaincre les abstentionnistes du 12 mars.

ANNE CHAUSSEBOURG
et ALAIN ROLLAT.

Les soutiers de la marée verte

La marée verte n'a pas submergé la France de manière uniforme. D'obscurs candidats se présentant pour la première fois ont « fait des cartons », comme à Rixheim (Bas-Rhin) avec 27,8 % des voix ou Crosne (Essonne), avec 25,3 %. Des chefs de file nationaux plafonnent avec des scores modestes, comme Guy Marimot à Nice (6,6 %) ou Christian Brodhag à Saint-Etienne (6,9 %). Même l'ancien candidat à la présidence de la République, Antoine Waechter, doit se contenter d'un honnête 12,5 % dans une Alsace traditionnellement influencée par les Grünen d'Allemagne et de Suisse.

Parmi les ténors du parti vert, seuls Yves Cochet à Rennes et Didier Anger dans la Manche opèrent une véritable percée : le premier a plus que doublé son score de 1983 (de 6,1 % à 13,9 %), et le second est passé de 16 % à 30 % dans sa commune des Pieux (trois mille deux cents habitants). Yves Cochet et Didier Anger avaient milité pour des accords avec la gauche, ce qui leur avait valu d'être mis en minorité au sein des Verts, ralliés à la ligne fondamentaliste d'Antoine Waechter (ni droite ni gauche). Mais, surtout, cette marginalisation les a obligés à se concentrer sur le terrain local, qui prévaut toujours lors d'élections municipales. Les autres Verts, accaparés par leurs tâches nationales, ont quelque peu délaissé leur commune, d'où la modestie relative de leurs scores.

La nouveauté dans ce scrutin, c'est la montée en puissance des Verts en Bretagne, où le combat écologique paraissait oublié depuis l'abandon du projet de centrale nucléaire à Plogoff (Finistère). Mais un autre fléau a surgi dans les années 80 : le pollution par les nitrates. Le lisier de porc et de volaille, qui s'accumule dans les élevages en batterie, gagne subrepticement la nappe phréatique, où il est rejoint par les engrais azotés généreusement épandus dans les champs. Résultat : des communes privées d'eau potable dans le Finistère et des sources d'eau minérale abandonnées dans le Morbihan.

Lorsque les eaux polluées se jettent dans la mer, on assiste à des phénomènes d'asphyxie du milieu marin par prolifération d'algues. Ainsi, après les grandes marées noires des années 70, voici que la Bretagne est victime des algues vertes sur le littoral et des fermetures de puits dans l'intérieur.

Si l'on ajoute la tempête d'octobre 1987, on comprend que la conscience écologique, ou du moins le sentiment d'une menace sur l'environnement, pèse d'un poids très lourd dans la Bretagne d'aujourd'hui. Cultivateurs, éleveurs, ostréiculteurs, bâtiliers et nouveaux résidents ayant choisi la Bretagne pour se retirer, tous sont inquiets. Et beaucoup franchissent désormais le pas du vote écologiste.

D'où les bons résultats des listes vertes en Bretagne : 14,5 % à Saint-Brieux, dont la baie est une des plus polluées d'Europe; 14,4 % à Quimper, où le même candidat n'obtenait que 5,6 % en 1983; 13,5 % à Vannes, où le même candidat n'obtenait que 7,7 % en 1983; à Lorient, un nouveau venu obtient du premier coup 15,1 %.

Dans la communauté urbaine de Cherbourg, où la tradition antinucléaire est toujours vivace à cause de la Hague, de Flamanville et du port de Cherbourg, les résultats s'échelonnent de 10,2 % à 21,2 % (Equeurdreville). A Tourlaville, où échouaient toutes les ordures ménagères de la communauté urbaine jusqu'à tout récemment, le score vert de 17,9 % porte trois élus au conseil.

Partout ailleurs, les succès des écologistes sont ponctuels, motivés seulement par un combat local. A Istres (Bouches-du-Rhône) –près de Marseille, – où les Verts plafonnent à 3 %, la liste verte obtient 18,7 %, en signe de protestation contre un projet de stockage de matières nucléaires. Au Puy-en-Velay (Haute-Loire), fief de la droite conservatrice, un éducateur sportif, Martin Arnould, qui se présente pour la première fois, rassemble 17,3 % des voix sur un programme simple : non au projet de barrage de Serre de la Fare, qui doit noyer 14 kilomètres d'une splendide vallée au profit de « ceux d'en bas », les habitants du val de Loire. Si le candidat écologiste de Crosne (Essonne) a fait un si beau score, c'est parce que les bulldozers, là aussi, veulent ouvrir une carrière aux dépens d'un bois.

L'implantation du futur Disneyland en Seine-et-Marne a suscité des vocations vertes : les écologistes, avec 19,4 % des voix, obtiennent trois élus au conseil de Champs-sur-Marne, cependant que leurs collègues de Noisiel attendent leurs sièges au deuxième tour avec déjà 15,7 % des voix. Si les « écolos » font leur apparition à Limoges (11,1 %) ou à Uzès (9,3 %), c'est à cause des mines d'uranium. A Vincennes (10,4 %), c'est pour dire non au projet de stade olympique dans le bois ; à Issy-les-Moulineaux (7,7 %), c'est un refus de l'usine d'incinération ; à Gap (7,8 %), on proteste contre une autoroute.

Certains scores atypiques s'expliquent aussi par l'attachement au terroir dans des régions qui se sentent abandonnées. A Foix (14,6 %) ou à Orthez (16,6 % pour une liste occitaniste soutenue par les Verts), on s'oppose aussi au « pouvoir colonial » qui accapare les richesses du gaz de Lacq ou aménage au profit des habitants des plaines.

Restent enfin les candidats à forte implantation, qui « labourent » leur terroir depuis des années et sont devenus des figures locales, comme Michel Moreau, qui obtient 21,1 % des voix à Meylan (Isère) ou encore Etienne Tête, qui décroche 13,7 % des suffrages à Caluire, dans la banlieue de Lyon.

La marée verte peut être régionale, comme en Bretagne ou en Alsace, mais elle est le plus souvent liée à un problème local. On peut cependant observer que, si les écologistes avaient eu des candidats partout, la marée serait beaucoup plus forte, et donc le jeu politique traditionnel encore plus perturbé. Pour Vincent Richet, délégué général du Comité législatif d'information écologiste (COLINE), *« le vote écologique ne signifie pas, comme on le dit parfois, un refus de la classe politique traditionnelle, mais une préoccupation beaucoup plus profonde, comme en témoigne le succès de films comme* l'Ours, Gorilles dans la brume *ou* le Grand Bleu ».

On n'y avait pas prêté assez attention : le *Grand Bleu* annonçait la marée verte.

ROGER CANS.

COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT-ILS LES JUIFS ?
RÉPONSE PAGE 205 DU LIVRE SOFRES, L'ÉTAT DE L'OPINION 1989
ÉDITIONS DU SEUIL

BSN, C'EST TOUT CE QUE J'AIME.

Danone, Gervais, Panzani, Amora, Blédina, Pie Qui Chante, Liebig, La, L'Alsacienne, Kronenbourg, Kanterbräu, Evian, Badoit, Pommery, Lanson... Tout ce que j'aime, c'est BSN.
C'est BSN, premier groupe alimentaire français, qui rassemble plus de cent marques parmi les plus prestigieuses dans le monde.
Avec elles, BSN, présent dans la vie de chacun, dans tous les pays, tout au long de la journée, vous nourrit «de l'aube jusqu'au bout de la nuit».
Premier producteur européen de bouteilles de verre, BSN est devenu, en vingt ans, le premier fabricant mondial de produits laitiers frais et d'eaux minérales, le deuxième en Europe pour la bière et les pâtes alimentaires, le troisième dans le monde pour les biscuits et le champagne.
Aujourd'hui, BSN a atteint la dimension internationale, emploie 42 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de plus de 42 milliards de francs.
BSN, c'est tout ce que j'aime.

GROUPE BSN
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

BSN A DIVISE SON TITRE PAR 10. VOUS AUSSI, DEVENEZ ACTIONNAIRE DE BSN

(Publicité)

PAGE D'OR

LECLERC
Agence CLM/BBDO
Directeur Artistique : Bruno LEMOULT
Concepteur Rédacteur : Serge FICHARD

PAGE D'ARGENT

VOLKSWAGEN
Agence DDB
Directeur Artistique : Anne de MAUPEOU
Concepteur Rédacteur : Eric GALMARD

RATP 4 X 4
Agence ECOM ET PARTENAIRE
Directeur de Création : Sei SEKIGUCHI
Directeur Artistique : Olivier VOUKTCHEVITCH
Concepteurs Rédacteurs : Arnaud LAFILLE-Henri WEINSTEIN

KOOKAI
Agence CLM/BBDO
Directeur Artistique : Bruno LEMOULT
Concepteur Rédacteur : Pascal MANRY

7 DE CONTE
Agence DMB ET B
Directeur Artistique : Patrice JEAN-BAPTISTE
Concepteur Rédacteur : Alain MEYER

HEINEKEN
Agence PUBLICIS
Directeur Artistique : Christine RYF
Concepteur Rédacteur : Philippe MARIE-SAINTE

J & B
Agence DOLCI DIRE GROUPE
Directeur de Création : Philippe ROYER
Directeur Artistique : Jérôme DUPIN
Concepteur Rédacteur : Hervé LEITNER

CHANTAL THOMASS
Agence DUPUY SAATCHI & SAATCHI
Directeurs de Création : Benoît DEVARRIEUX-Pascal LE BARAZER
Directeur Artistique : Thierry MEUNIER
Concepteur Rédacteur : Christophe TROUVE-DUGENY

AIR FRANCE
Agence HDM
Directeur de Création: Thierry COLIGNON
Directeurs Artistiques : Serge BRUDERER-Gilles CONTE
Concepteur Rédacteur : Thierry COLIGNON

RHONE-POULENC
Agence HDM
Directeur de Création : Alain MOUNIER
Concepteur Rédacteur : Alain GODARD

Si le lait premier âge
n'est vendu qu'en pharmacie,
c'est parce que c'est un médicament,
de même que tous les bébés
naissent dans les choux,
d'ailleurs.

E. LECLERC

Palmarès De La Presse Quotidienne. Leclerc Gagne La Page d'Or.

La presse quotidienne, c'est chaque jour 9 millions de journaux et plus de 25 millions de lecteurs. La presse quotidienne, c'est chaque année plus de 5 000 annonces publicitaires.

Pour mettre en avant le rôle spécifique de la presse quotidienne dans la publicité, Quot & Co, Groupement pour la promotion de la presse quotidienne française, a créé ce Palmarès. Le jury composé de 2 400 personnes : journalistes, chefs d'entreprise, publicitaires, créateurs, lycéens, a rendu son verdict sur les annonces parues en 1988.

La Page d'Or a été décernée à l'annonce Leclerc, réalisée par Bruno Lemoult et Serge Fichard de l'agence CLM/BBDO, qui ont gagné un billet pour le tour du monde. 9 Pages d'Argent ont également été attribuées.

Rendez-vous l'an prochain pour le Palmarès 89 !

QUOT&CO
Groupement pour la promotion de la presse quotidienne

Palmarès Quot & Co,
127, avenue Charles de Gaulle,
92200 Neuilly-sur-Seine.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

La préparation du deuxième tour des élections municipales

Le PCF met en danger la possible victoire des socialistes à Sarcelles et à Noisy-le-Grand

Dans l'immense majorité des cas, les listes présentées par le PS et celles présentées par le PCF ont fusionné, quand cela était possible, dans les villes de plus de vingt mille habitants. Cette règle générale subit, de la part des communistes, deux accrocs qui apparaissent *« inexplicables »* et *« parfaitement incompréhensibles »* pour les socialistes. Il s'agit des communes de Sarcelles (Val-d'Oise) et de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), deux villes perdues par le PCF lors des précédentes élections municipales à la suite d'annulation pour fraude électorale, et passées à droite.

A Sarcelles, la liste du PS, conduite par M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a devancé de six points celle du PCF conduite par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur du Val-d'Oise : 26,78 % contre 20,64 %. M. Strauss-Kahn a proposé à ses partenaires une application arithmétique du résultat pour la fusion des listes qui donnait dix-neuf places au PS et quinze au PCF, le premier adjoint étant socialiste et le PCF disposant de six postes au bureau municipal contre sept au PS.

Selon le candidat socialiste qui pense, après coup, que *« le PCF préfère se suicider que de laisser passer le PS »*, les communistes ont marqué peu d'empressement à conduire la négociation et ont jugé que ces propositions n'étaient *« pas acceptables »*. Il semble, cependant, que la décision de maintenir la liste de Mme Beaudeau n'aurait pas fait l'unanimité à l'intérieur de la section du PCF de Sarcelles. Le cas aurait été évoqué au téléphone par MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais. Dirigée pendant dix-huit ans par les communistes, Sarcelles a toujours bénéficié durant cette période d'un désistement du PS, qui occupait une position minoritaire, et aux dernières élections législatives, Mme Beaudeau s'était désistée au profit de M. Strauss-Kahn.

A Noisy-le-Grand, les socialistes se trouvent face au même problème. L'écart entre le PS et le PCF est plus important encore : 24,19 % contre 12,53 %. Là aussi la liste communiste conduite par M. Emmanuel Goutmann – le mari de Mme Marie-Thérèse Goutmann, ancien maire battu après une invalidation pour fraude – se maintient face à celle de M. Salomon (PS). Dans les deux cas, ce maintien – surtout à Sarcelles – favorise le maire sortant, d'autant que dans la commune du Val-d'Oise le Front national, qui pouvait rester en lice (10,67 %) au second tour, s'est retiré de la compétition, sans négocier, officiellement, avec M. Lamontagne (RPR).

Calculs originaux !

A Paris, les listes du PCF ont fusionné avec celles du PS dans les arrondissements où un second tour est nécessaire, ce qui donne trois places éligibles au PCF : Mme Gisèle Moreau dans le 13e, M. Paul Laurent dans le 19e, qui figure sur la même liste que M. Henri Fiszbin, et M. Henri Malberg dans le 20e. A Blois, où la liste communiste ne pouvait fusionner avec la liste socialiste conduite par M. Jack Lang, car elle a obtenu moins de 5 % des suffrages au premier tour, le PCF s'abstient de donner une consigne de vote pour le second tour. Avec MM. Lang, Strauss-Khan et Salomon, socialistes dûment estampillés, le PCF fait du soutien et du désistement à la carte.

Un dernier cas de figure cocasse se présente à Orly (Val-de-Marne). Alors que le maire sortant, M. Gaston Viens, exclu du PCF, arrivé en tête au premier tour avec près de 48 % des voix, avait proposé à M. Alain Girard, candidat conduisant une liste soutenue officiellement par le PCF et le PS, mais ne comprenant aucun socialiste, de fusionner les deux listes, le Parti communiste a décidé de maintenir la liste de M. Girard, qui avait recueilli environ 31 % des suffrages. Considérant que près de 16 % des voix de M. Viens venaient de la droite (comparaison faite sur le scrutin de 1983), le PCF a estimé que les deux listes faisaient ainsi le même score dans l'électorat communiste et il a exigé l'intégration de dix-sept candidats, c'est-à-dire la moitié de la liste, qui avaient été écartés par M. Viens avant le premier tour ! *L'Humanité* du mercredi 15 mars rend M. Viens responsable de la présence de deux listes de gauche au second tour, ce dernier ayant qualifié d'*« inacceptables »* les originaux calculs du PCF.

OLIVIER BIFFAUD.

Les consignes de M. Le Pen : «S'ils vous méprisent, méprisez-les!»

« S'ils te mordent, mords-les ! ». Paraphrasant la devise de la ville de Morlaix, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a conseillé aux électeurs du mouvement d'extrême droite, mardi 15 mars à Paris, de se montrer intransigeants à l'égard des têtes de liste de droite qui auraient refusé de négocier, quand cela était possible aux termes de la loi, avec le FN pour le second tour des élections municipales, dimanche 19 mars. *« S'ils vous méprisent, méprisez-les »*, a dit M. Le Pen, en soulignant : *« Les alliances que j'ai préconisées au RPR et à l'UDF ont été repoussées et les électeurs du Front national ont été méprisés. »*

En clair, le dirigeant d'extrême droite appelle son électorat à ne pas voter pour les candidats de la droite parlementaire dans l'hypothèse, la plus répandue, d'absence d'accord de fusion avec les listes de son mouvement. Sous réserve d'inventaire exhaustif, Béziers et Mantes-la-Jolie sont les seuls cas de fusion avec la droite dans les villes de plus de vingt mille habitants.

M. Le Pen lui-même se maintient dans le vingtième arrondissement de Paris, après le refus de M. Didier Bariani (UDF-rad.) de faire liste commune avec le FN, provoquant ainsi une triangulaire avec M. Michel Charzat (PS). Le FN reste également en course dans trois autres arrondissements de la capitale, dans tous les secteurs de Marseille et dans quatre arrondissements de Lyon. Au total, ce parti se maintient dans plus de cinquante villes de plus de vingt mille habitants.

Les départements où il sera le plus présent sont les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Nord, le Rhône, le Var, le Vaucluse. En région parisienne, le Front national se maintient dans huit communes de Seine-Saint-Denis et huit communes du Val-d'Oise.

Le président du Front national s'est élevé contre la présentation faite par la presse des résultats du 12 mars, qui mettait en évidence l'émergence des Verts, que M. Le Pen a accusé d'être des *« pastèques, vertes à l'extérieur, et rouge, ou plutôt rose bonbon, à l'intérieur »*. Visiblement irrité par la place donnée aux écologistes, il a souligné que le seul vrai événement de ce scrutin, selon lui, était *« les résultats remarquables »* de son mouvement.

O. B.

Rectificatifs

● **A Bourg-en-Bresse (Ain)**, il y a eu 13903 votants (au lieu de 13 963), le taux d'abstention s'élevant ainsi à 37,01 % (et non 36,74 %). En outre, cette municipalité fait partie des trois communes dont le ballotage est favorable à la gauche, contrairement à ce que nous précisions dans le commentaire du département.

● **A Chevilly-Larue (Val-de-Marne)**, la composition politique du nouveau conseil municipal est la suivante : 13 PC, 10 PS, 2 MRG, 5 div. g., 3 RPR.

● **A Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis)**, la composition politique du nouveau conseil municipal est la suivante : 10 PC, 23 PS, 1 MRG, 2 div. g., 2 UDF, 3 RPR, 4 FN.

● **A Montbéliard (Doubs)**, M. Michel Mercadié, premier secrétaire de la fédération départementale du PS, nous demande de préciser que contrairement à ce qu'indiquait *le Monde* du 14 mars, ce ne sont pas les instances fédérales qui ont décidé de faire conduire la liste socialiste par M. Guy Bêche, député (battu au premier tour), et évincé M. André Lang, maire sortant, mais les militants de la section locale (ce que nous avions indiqué dans un article publié le 24 décembre 1988).

● **A Redon (Ille-et-Vilaine)**, M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain, était candidat, contrairement à ce que nous indiquions dans le commentaire général du département. Figurant en neuvième position sur la liste d'union UDF-RPR conduite par M. René Rousseau (div. d.), il n'a pas été élu au conseil municipal, sa liste n'ayant obtenu que six sièges.

● **A Saint-Florent (Cher)**, une coquille a déformé l'étiquette politique de Mme Jeannine Gourier, maire sortant, qui est MRC (Mouvement des rénovateurs communistes) et non MRG.

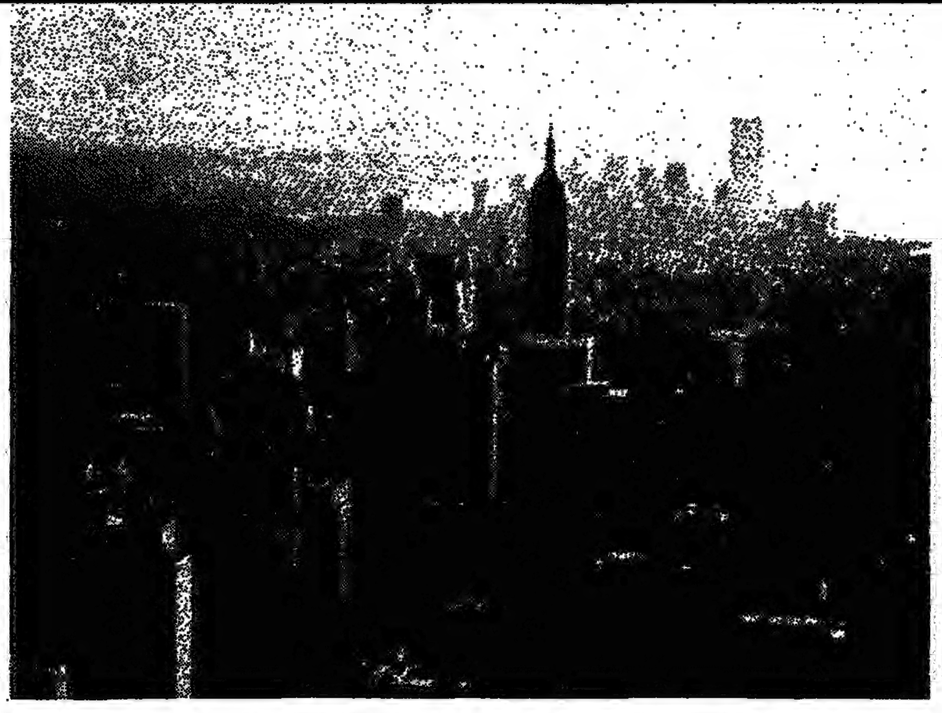
● **A Saint-Michel-sur-Orge (Essonne)**, le conseil municipal élu au premier tour est composé de 11 ext. g., 2 PSU, 5 PC, 10 PS, 1 maj. p., 1 UDF, 1 UDF-diss., 1 RPR, 1 div. d. et 1 ext. d. En outre, M. Jean-Loup Englander est reconstructeur et non régionaliste.

Pan Am U.S. Super Price
New York
2690 FF*

Ne laissez pas passer cette super chance

"Pan Am U.S. Super Price" est un véritable événement. Une nouvelle fois Pan Am vous propose d'excellentes occasions pour partir aux Etats-Unis. "Pan Am U.S. Super Price" est une offre spéciale qui s'étend jusqu'au 30 septembre 89, et qui vous permet de séjourner de 7 à 30 jours en territoire américain. Petit détail important, le nombre de sièges offerts à ces tarifs est limité, aussi réservez vos places dès aujourd'hui. Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.

PRIX EN FF AU DÉPART DE PARIS VERS :	RESORTAIR 26 MARS ET DU 10 AVRIL AU 20 JUIN 89	DU 27 MARS AU 9 AVRIL 89	DU 21 JUIN AU 20 JUILLET ET DU 16 AOUT AU 30 SEPT. 89	DU 21 JUILLET AU 15 AOUT 89
Boston	2690	2990	3590	3890
New York	2690	2990	3590	3890
Providence	2690	2990	3590	3890
Hartford	3100	3400	4000	4300
Baltimore	3100	3400	4000	4300
Washington	3109	3400	4000	4300
Albany	3420	3720	4320	4620
Buffalo	3420	3720	4320	4620
Cleveland	3420	3720	4320	4620
Charlotte	3420	3720	4320	4620
Cincinnati	3420	3720	4320	4620
Detroit	3420	3720	4320	4620
Philadelphie	3420	3720	4320	4620
Pittsburgh	3420	3720	4320	4620



Prix aller/retour au départ de Paris en Classe Economie. Emission et règlement de billet dans les 24 heures qui suivent la réservation et au plus tard 7 jours avant le départ. Offre soumise à l'approbation gouvernementale. Supplément de prix les vendredi, samedi, dimanche. 100 % de pénalité en cas d'annulation. Pour les autres conditions particulières de vente, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45.

PRIX EN FF AU DÉPART DE PARIS VERS :	RESORTAIR 26 MARS ET DU 10 AVRIL AU 20 JUIN 89	DU 27 MARS AU 9 AVRIL 89	DU 21 JUIN AU 20 JUILLET ET DU 16 AOUT AU 30 SEPT. 89	DU 21 JUILLET AU 15 AOUT - 89
Raleigh/Durham	3420	3720	4320	4620
Rochester	3420	3720	4320	4620
Syracuse	3420	3720	4320	4620
Nashville	3660	3960	4560	4860
Chicago	3660	3960	4560	4860
Indianapolis	3660	3960	4560	4860
Norfolk	3660	3960	4560	4860
Atlanta	3850	4150	4750	5050
Jacksonville	3850	4150	4750	5050
Miami	3850	4150	4750	5050
Orlando	3850	4150	4750	5050
Tampa	3850	4150	4750	5050
Denver	3985	4285	4855	5155
Kansas City	3985	4285	4855	5155
Austin	3985	4285	4855	5155
Dallas/Ft. Worth	3985	4285	4855	5155
Houston	3985	4285	4855	5155
Minneapolis/St Paul	3985	4285	4855	5155
New Orleans	3985	4285	4855	5155
San Antonio	3985	4285	4855	5155
Salt Lake City	3985	4285	4855	5155
Los Angeles	4450	4750	5350	5650
San Diego	4450	4750	5350	5650
San Francisco	4450	4750	5350	5650
Santa Ana	4450	4750	5350	5650
Honolulu	5280	5580	6180	6480

N°1 sur l'Atlantique.
PAN AM

Politique

La préparation du deuxième tour des élections municipales

Van Gogh dans l'arène d'Arles

ARLES
de notre envoyé spécial

Juste un siècle après son arrivée en Arles, Vincent Van Gogh vient d'entrer en politique. Bien sûr, cet engagement est indirect. Le peintre des iris n'a pas officiellement fait connaître sa préférence électorale. Faute de sujets de controverse plus substantiels, il se trouve pourtant au centre du combat que se livrent le maire sortant, M. Jean-Pierre Camoin (RPR), et le socialiste Michel Vauzelle, ancien porte-parole de l'Elysée.

Un combat tout en nuances d'ailleurs. Nul n'aurait l'inconscience de s'opposer à la « vanghomanie » galopante qui s'est emparée d'Arles à l'occasion de ce centenaire. Des hectares d'iris, des pyramides de coquelicots, des cageots entiers de cartes postales, de catalogues et de biographies : ce n'est plus une ville, c'est un marché aux fleurs : les affiches électorales des candidats s'en trouvent presque éclipsées. Quant à la médiathèque toute neuve, fierté de la municipalité sortante — on y trouve, entre autres, une bibliothèque, une vidéothèque, un embryon d'université — elle a été baptisée Espace Van Gogh.

Dieu en personne

Pour M. Vauzelle, c'est à la fois trop de Van Gogh et pas assez. Trop, car la construction de la médiathèque, déplore-t-il, s'est faite au détriment d'autres investissements, notamment dans les quartiers périphériques. Mais pas assez : l'exposition organisée pour célébrer le centenaire lui paraît bien maigrelette : *« une vingtaine de toiles en tout et pour tout. Si des Japonais se déplacent tout exprès pour venir la voir, ils risquent fort d'être déçus du voyage. »*

Ah ! si on lui avait donné à lui, Michel Vauzelle, la possibilité d'organiser cette exposition ! Quelle sonnette de ministère n'eût-il pas tirée ! Quel sponsor potentiel n'eût-il pas harcelé ! Auprès de quels musées étrangers n'eût-il pas fait usage de son entregent ! Car il en a des relations M. Vauzelle, et il le fait savoir depuis douze ans qu'il est venu en Arles tisser sa toile autour de l'hôtel de ville. S'il existe encore un Arlésien qui ignore que l'aide de camp du Bon Dieu guigne l'honneur de se dévouer pour sa ville, c'est vraiment que le mistral l'a rendu sourd.

« Il m'a même traité de petit maire de canton », s'indigne M. Camoin. Enquête faite, l'insulte fut proférée de manière plus enrobée, mais M. Camoin n'en tient pas moins à laver son honneur. *« Tout maire de canton que je sois, j'ai tout de même pris le train pour aller jusqu'à Bruxelles. Evidemment, je me suis un peu perdu dans les couloirs, mais je suis revenu avec une subvention de 30 millions pour notre institut de recherches archéologiques. »*

« Tout maire de canton » qu'il soit peut-être, M. Camoin a également réussi un coup de maître en parvenant à récupérer à son profit une visite en Arles de... Dieu en personne. C'était à l'automne dernier, et il n'est pas interdit de penser que Michel Vauzelle fut à l'origine de l'idée de réunir en Arles un sommet franco-italien, rassemblant MM. Mitterrand et De Mita, le président du conseil transalpin.

Mais M. Camoin veillait. Il prend son plus beau sourire et suggère d'abord à l'Elysée de recevoir le chef de l'Etat à la médiathèque. Refus de la présidence. Qu'à cela ne tienne, la cérémonie aura lieu à la mairie. Le jour dit, M. Mitterrand, dans la salle des fêtes de la mairie, tombe nez à nez avec... une maquette de la fameuse médiathèque devant laquelle il s'arrête, assez longuement pour que le photographe de M. Camoin ait le temps d'immortaliser le regard présidentiel et approbateur posé sur l'œuvre municipale. La photo fera la une du mensuel de la mairie, assortie de cette phrase tombée de l'auguste bouche à l'adresse de son hôte : *« Vous êtes dans la bonne voie »*. Depuis lors, M. Camoin ne tarit plus d'éloges à l'égard du chef de l'Etat. Et tant pis pour M. Vauzelle.

L'ancien porte-parole se console en faisant venir, cette fois pour lui tout seul, Lionel Jospin, qui évoque le projet lointain de création en Arles d'une technopole, ou en promettant de lutter pour obtenir l'arrêt dans le ville de certains TGV, *« mais sans aller jusqu'à m'asseoir sur les voies »* précise-t-il.

« S'il fait venir la Silicon Valley, je veux bien être battu », ironise M. Camoin, que les promesses ferroviaires de son challenger amusent beaucoup moins : *« S'il fait effectivement arrêter le TGV ici, alors que je le demande pour ma part depuis six ans, je ne lui adresse jamais plus la parole, car cela voudrait dire qu'il nous a délibérément fait priver de cet arrêt pendant tout ce temps-là. »*

Pour l'heure, les deux candidats se livrent à l'activité essentielle des fins de campagne : le démenti des fausses rumeurs. M. Camoin dément ainsi avoir l'intention de privatiser le ramassage des ordures, comme quelques plaisantins tentent de le faire accroire en passant des coups de fil alarmistes aux services municipaux. Quant à M. Vauzelle, il dément vouloir supprimer les « contrats bleus » qui procurent des petits boulots à de jeunes Arlésiens, comme l'assurait effrontément un tract de M. Camoin.

La politique et les sentiments

Pour le reste, tout est désespérément normal en Arles. Bien que M. Camoin (43,63 % au premier tour) n'ait pas levé le petit doigt dans sa direction — *« Je tiens à pouvoir continuer à me regarder dans une glace »*, explique le maire, — le candidat du Front national, Francis Agostini (6,72 % au premier tour), appelle la mort dans l'âme à voter pour lui. Quant au communiste Jacques Perrot, ancien maire de 1971 à 1983, et devancé au premier tour par Michel Vauzelle (23,38 % contre 26 %), il a certes ressenti un petit pincement au cœur d'avoir été distancé, en dépit des prévisions des renseignements généraux, mais *« il ne faut pas mélanger la politique et les sentiments »*.

Finalement, les communistes ont consenti à faire l'union pour le second tour mardi à 17 h 39 — soit avec quelques minutes de retard sur l'horaire initialement prévu. Avant de conclure, pris d'une inspiration subite, ils ont demandé si par hasard Michel Vauzelle ne pouvait pas intervenir en haut lieu pour résoudre l'épineux cas de Bègles (Gironde), où le journaliste Noël Mamère refusait de se retirer devant le maire communiste arrivé en tête. L'ancien porte-parole a levé les yeux au ciel. Si proche que l'on soit du Bon Dieu, il faut parfois savoir reconnaître ses limites...

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Dreux : FN qui rit, PS qui pleure

DREUX
de notre envoyé spécial

Marie-France Stirbois sourit. Comme elle sourit tout le temps, ce détail pourrait passer inaperçu. Mais il y a plus : dans le petit monde politique drouais, depuis dimanche soir, la veuve de celui qui fut le numéro deux du Front national est la seule à sourire. On la comprend. En pulvérisant le score de Jean-Pierre Stirbois lors du « troisième tour » des précédentes élections municipales (septembre 1983), en approchant même la prestation électorale de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, Marie-France Stirbois et le FN, avec leurs 22,22 % de suffrages, font très fort et laissent... sans voix les autres protagonistes de la partie.

Donc elle sourit de plus belle et dit que oui, oui, très vite, pour cette éphémère dernière semaine de campagne — car elle se maintient, bien sûr, au second tour — elle a, dès le lundi, fait confectionner et distribuer un tract. *« Oh,* [sourire] *un truc un peu simpliste, pour les plateaux »* [là où cohabitent difficilement, au nord et au sud de la ville, de très fortes concentrations de populations étrangères et les plus défavorisées des familles françaises]. *« Simpliste, simpliste...* corrige aussitôt l'un de ses colistiers, *on l'a aussi et même d'abord distribué dans le centre-ville. »*

Au recto, on y voit une photo — les manifestants parisiens anti-Rushdie prosternés à proximité de la statue de la République : *« Désormais, Khomeiny est dans nos murs... Ses « fous de Dieu » descendent dans nos rues... Ils montrent les vrais dangers de l'immigration musulmane. »*

Au verso, des dessins pédagogiques : Mme Dupont se déguise en fatma pour aller prétendre avec succès à l'aide sociale ; un négrillon se réjouit : *« La mairie m'a donné une place de ramasseur de mégots auxiliaire », etc.*

Mon tout est le cru électoral de Dreux, « cuvée mars 89 » : une parfaite sérénité dans les rues, un calme provincial qui font douter d'y avoir vu parfois, il y a cinq ans et demi, un CRS tous les 10 mètres dans certains quartiers et les mêmes mots, les mêmes thèmes, le même malaise ressortis comme une foule de diables de la boîte électorale de Pandore.

Même M. le maire, Jean Hieaux, fort d'un 34 % un peu faiblard, en a été surpris et peiné. Tout petit déjà, il venait sans le savoir dans son futur bureau de maire boire des tasses de chocolat. C'était alors le salon d'une dame noble qui récompensait ainsi les premiers prix de catéchisme.

Arithmétique à tout va

Dreux n'en est plus là, Jean Hieaux non plus, mais cela ne l'empêche pas d'avoir de l'attachement pour ce bureau. Et pour se convaincre complètement qu'il va y rester, il s'abandonne, comme tout le monde à Dreux depuis quelques jours, aux psalmodies rassurantes de l'arithmétique électorale : la majorité relative, au second tour, suffira à lui donner la majorité au conseil municipal ; l'essentiel est pour lui d'avoir devancé au premier tour de près de douze points la liste officielle PC-PS de Maurice Ravanne, et ainsi de suite.

Il reste que la forte affirmation d'avant le 12 mars, maintenue malgré l'offre de Marie-France Stirbois : pas d'alliance avec le FN, ouvre devant Jean Hieaux une perspective qui pourrait lui compliquer la vie : plusieurs conseillers municipaux FN d'opposition qui auront à cœur de lui faire payer sa « trahison ».

Car ne pas refaire alliance fut « trahir », tout comme l'oubli du concours de circonstances auquel Jean Hieaux doit très indirectement son fauteuil de maire : le contentieux juridique qui aboutit, il y a six ans, à l'annulation des élections municipales gagnées de quelques voix par la gauche fut géré, contre la nonchalance de la droite, par une militante du FN.

La gauche éclatée

Marie-France Stirbois sourit ; Jean Hieaux rit jaune tout en espérant se rattraper aux branches du second tour. Et il est vrai qu'il en a vu d'autres. Mais les moins bien lotis, côté rigolade, à Dreux, sont incontestablement à gauche. Le bord des larmes, chez quelques-uns, n'est pas loin. La gauche socialiste a volé en éclats à l'occasion du scrutin municipal et accouche dans la douleur d'une hypothétique recomposition.

Conséquence : quatre listes vont se disputer, le 19 mars, les suffrages de moins de seize mille électeurs : l'union de la droite, le FN, la liste PS-PC de Maurice Ravanne et la liste Autrement de Jacques Duval, qui regroupe derrière ce socialiste dissident d'autres PS exclus, le MRG, le CDS et des non-inscrits.

L'arithmétique simplette avec laquelle se rassurait, lui aussi, en début de semaine, le socialiste officiel Maurice Ravanne : *« Puisque 34 % des Drouais ont voté pour Hieaux, 66 % sont contre lui et doivent voter pour moi »*, a encore plus de plomb dans l'aile depuis que la liste Duval a décidé, après quarante-huit heures d'affres et de réflexions, de relancer, au dernier moment, un pari resté en suspens après le premier tour.

Un siège de député

2 220 voix pour la liste Ravanne, 1 870 voix pour la liste Autrement : le PS drouais a espéré jusqu'au bout dans un retrait — les plus optimistes rêvaient de désistement — d'Autrement, et placé le reste de ses fantasmes dans une autre addition miraculeuse : 22,68 % (PS-PC) + 19,10 % (Autrement) = 41,78 % (soit 7 points de plus que le maire sortant).

Maurice Ravanne, principal de collège de son état, devra retravailler ses opérations de base et ses recettes tactiques. Après une vigoureuse campagne socialo-socialiste et un apparent succès : le PS officiel allié au PC devançait la liste d'ouverture, la mécanique électorale traditionnelle s'est enrayée.

A Dreux, comme en tant d'endroits, il est vrai. Ici, cependant, se déploient maintenant ouvertement deux enjeux précis.

Le premier est le devenir du PS local. Jacques Duval : *« Il n'y aura plus jamais de gauche unie à Dreux tant que Françoise Gaspard sera là ou tirera les ficelles. »* Maurice Ravanne : *« Je ne peux admettre ces accusations de sectarisme adressées à Françoise Gaspard que nous respectons. J'ai, du reste, tenu à ce qu'elle préside mon comité de soutien. »*

Devenir du PS, consistance ou vanité d'une perspective locale d'ouverture, facilitée par le vieux fonds électoral radical-socialiste de Dreux, encouragée de près (Georges Lemoine à Chartres) ou de loin (Michel Rocard à l'hôtel Matignon) : tout oppose l'ancien maire et député de Dreux, Françoise Gaspard, et l'ancien cafetier, Jacques Duval.

Deuxième enjeu, en filigrane : des élections sénatoriales auront lieu en septembre : Martial Taugourdeau, député RPR de la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir (qui englobe Dreux), pourrait faire mouvement vers le Palais du Luxembourg. Chacun pense déjà à la bataille à mener pour tenter de récupérer son siège de député.

Bien entendu, lorsqu'elle évoque cette perspective, Marie-France Stirbois sourit. Enfin, on n'aurait garde de l'oublier, Dreux, toujours, sans autre bruit pour le moment que celui des bulletins glissés dans l'urne, a mal à Dreux.

MICHEL KAJMAN.

Metz : le dur retour sur terre de Jean-Marie Rausch

METZ
de notre envoyée spéciale

La campagne de l'entre-deux-tours à Metz pourrait se résumer en deux images. Tout d'abord, un aréopage de sympathisants de M. Jean-Marie Rausch, au sage profil de dames patronnesses, s'affairant soudainement, dans la grande salle du centre culturel de Bellecroix (où le ministre et maire allait, le soir même, tenir une réunion publique), pour retirer de la documentation électorale « rauschiste » le petit journal *le Chardon*, dûment estampillé PS et édité spécialement pour les municipales. Explication recueillie auprès d'une de ces dames : *« Vous comprenez, la liste c'est « Metz unie », alors, un journal socialiste, ça peut effrayer. A la veille du second tour, il faut être raisonnable... »*

Autre image : une heure plus tôt, dans cette même journée du mardi 14 mars, au Club de la presse de Metz : deux hommes, ennemis jurés d'hier ou encore du matin même, assis l'un à côté de l'autre. M. Denis Jacquat, député (PR) et actuel conseiller délégué aux affaires sociales à la mairie, qui a obtenu 25,38 % des voix dimanche, et M. Jean-Louis Masson, député (RPR), son adversaire à droite dans le premier tour (13,6 % des suffrages), annonçant leur décision de s'unir pour le second tour contre Jean-Marie Rausch. Bien sûr, dans les journaux du matin, Denis Jacquat avait traité le candidat RPR de *« caractériel psychopathe »*. L'autre l'avait renvoyé à son *« incompétence »*. Mais, bon, si le cœur manquait, *« c'est la raison qui a dicté l'union »*.

A Metz, on est donc devenu raisonnable. Il fallait bien cela depuis que les résultats électoraux du dimanche 12 mars avaient invalidé les prévisions les plus cartésiennes : le maire sortant, statue du Commandeur, certifié indéboulonnable, plafonnant soudain à 41,19 % des suffrages exprimés.

Un « avertissement »

Abattu, Jean-Marie Rausch, par son médiocre score au premier tour ? Non, tout juste *« surpris »*. Il en faudrait sans doute plus pour ébranler cette montagne de certitudes qu'est le maire de Metz, président de la région Lorraine et ministre du commerce extérieur, symbole de l'ouverture dans le gouvernement Rocard. Pourtant, même les plus pessimistes des sondages n'auraient osé envisager un tel résultat. De la simple *« formalité »* annoncée, le premier tour est devenu un *« avertissement »*, concède-t-il.

La campagne de ces quelques jours à venir, ce sera donc la sienne, et la sienne seule. Avec un slogan unique : *« Mon parti, c'est Metz. »* Dans l'hôtel de ville règne, depuis lundi, une rare effervescence. On imprime, on plie, on colle, on cachette, on envoie par milliers des tracts à l'effigie du candidat-maire. Cette fébrilité rompt avec la vague condescendance affichée il y a peu à l'égard de ceux qui *« s'agitaient en réunions publiques ou en quadrillage de quartiers »*. M. Rausch lui-même abandonne ses projections sur ordinateurs — qui n'avaient pas projeté ce qu'il voulait — pour aller prendre directement le pouls de ses concitoyens. Il leur parle un peu moins de Benazir Bhutto ou de la veste en tweed de Rajiv Gandhi, et un peu plus des transports en commun, du logement social ou des « motos-crottes ».

A ceux qui lui reprochent son entrée au gouvernement — et qui l'ont sans aucun doute sanctionné sur ce point dimanche, — il répond que, s'il l'a fait, *« c'était dans le plus pur intérêt de Metz »*, parce que *« c'était nécessaire pour la ville »*. Et il décline avec conviction tout ce que son fauteuil ministériel a apporté à la cité : une école franco-allemande de commerce, le *« meilleur contrat de plan Etat-région jamais signé »*, les 15 000 mètres carrés universitaires sur la technopole, les investissements des multinationales. *« Vous savez, les industriels discutent plus facilement avec un ministre »* — et il assène l'argument fatal pour les Messins : *« Vous avez vu tout ce que M. Rossinot a obtenu pour sa ville de Nancy quand il était ministre ? »*

L'ouverture sabordée ?

La politique, dans tout cela, c'est une autre affaire ; le grand dessein de l'ouverture, on verra plus tard. Mais le maire a tout de même demandé à ses partenaires socialistes de mobiliser leur électorat pour le second tour. Eux aussi ont été *« sanctionnés »* : la liste « Gauche autrement » a réuni dimanche 8,14 % des suffrages, tandis que 4,5 % sont allés au candidat communiste. Mais attention, point trop n'en faut. Jean-Marie Rausch a demandé aux socialistes de ne pas attaquer *« la droite »*. Quant au poing et à la rose, moins on les verra, mieux on se portera.

Si le premier secrétaire fédéral du PS en Moselle, M. Jean-Pierre Masseret, en troisième position sur la liste de M. Rausch, participe aux réunions de quartier, c'est en silence. Il demandera tout de même à l'ancien ministre, M. Jean Laurain, figure de la gauche en Moselle et adversaire légendaire de M. Jean-Marie Rausch, de lancer un appel aux militants socialistes pour accomplir, dimanche 19 mars, un *« effort républicain »* en soutenant la liste d'union avec le maire sortant. Le premier secrétaire fédéral n'ira guère plus loin. Il n'en a sans doute pas envie, ce qui déclenche au sein du parti les foudres de trois camarades : MM. René Leucart, Patrick Gerber et Mme Maryvonne Petit, qui l'accusent de vouloir saborder l'ouverture. Mais, en plus, M. Masseret affirme ne faire *« que ce que les amis de M. Rausch* [lui] *demandent, et ils ne* [lui] *demandent pas beaucoup »*.

Quant au *« bon docteur Jacquat »*, après deux jours de grâce liés à son score inattendu du premier tour, qui lui assure la direction de l'opposition à Metz, il a bientôt dû se rendre à l'évidence : un accord avec Jean-Louis Masson était nécessaire pour le second tour. Ce dernier, qui réclamait un tiers des places, ne dissimulait pas mardi soir son mécontentement. Mais l'enfant terrible du RPR mosellan, lâché par les instances nationales de son parti dans cette négociation, n'était guère en position de force : *« On s'est sacrifié pour l'union*, se contentait-il de répéter, *et on ne le regrette pas. »* Toujours est-il qu'aucun meeting commun n'est prévu : les sacrifices ont tout de même leurs limites.

Devant l'annonce de cette union, M. Jean-Marie Rausch a en tout cas trouvé matière à argutie électorale. Raillant dès mardi *« la soudaine entente de deux personnes qui se haïssent et qui seront incapables de diriger la ville ensemble »*, M. Rausch a sereinement ajouté qu'une ville *« a besoin d'équipe soudée, unie, partageant les valeurs, en fusion totale »*. Les candidats socialistes, venus nombreux assister à la réunion publique, n'ont pas bronché. Tout de même, il est à Metz des arguments électoraux dont il ne faudrait *« raisonnablement »* pas trop abuser.

PASCALE ROBERT-DIARD.

Un outil de travail précieux

La chronologie détaillée des principaux événements de l'année 1988.

Le Monde Bloc-Notes

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

unicipales

Dreux : FN qui rit, PS qui pleure

(Publicité)

LETTRE AUX INVESTISSEURS INFORMATIQUES

ENTREPRISES JE VOUS AIME.

"La France est le premier marché européen pour l'informatique. Cette constatation n'est flatteuse qu'en apparence. Elle signifie en réalité que notre pays est l'un de ceux qui ont accumulé le plus de retard dans l'équipement de leurs entreprises.

Prix de la femme d'affaires de l'année

L'effort d'investissement nécessaire est donc considérable. Pour rester dans la compétition, les entreprises françaises sont bien obligées de dépenser plus que leurs homologues allemandes, américaines ou anglaises. Encore faudrait-il qu'elles dépensent mieux.

Or précisément: comment espérer combler son retard quand, avec le dollar informatique à dix francs, le même investissement vous coûte 40% de plus?

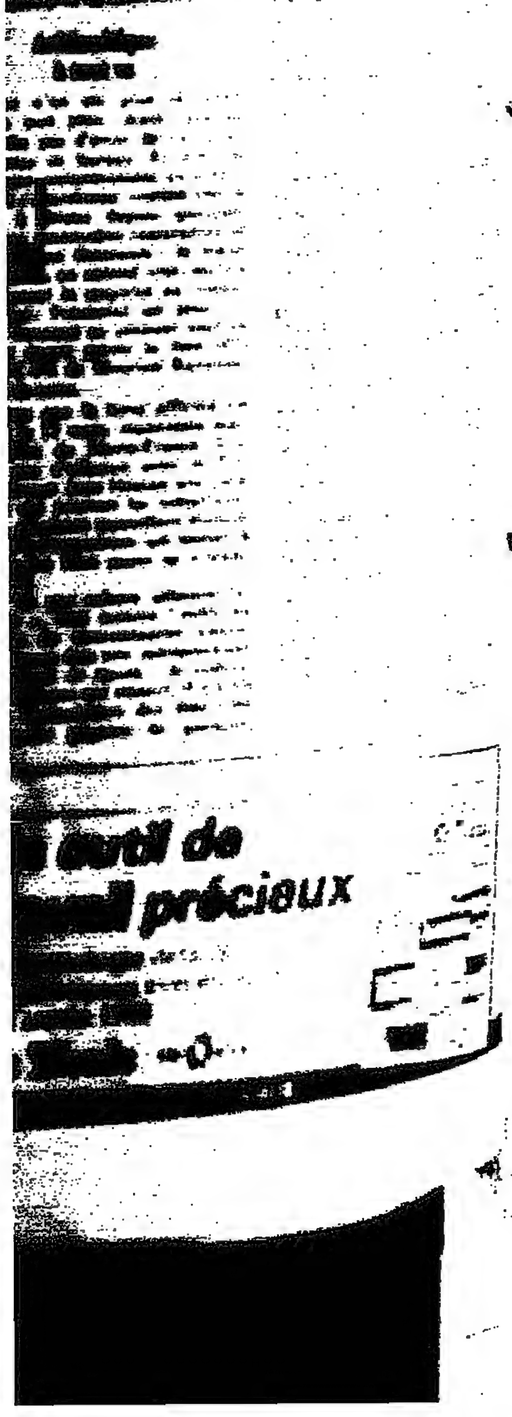
La réponse est dans l'Europe. Par une stratégie mondiale délibérément axée sur l'Europe, quelques rares constructeurs sont aujourd'hui capables de proposer des matériels très compétitifs. Amstrad se place au tout premier rang de ceux-là. A performance et fiabilité égales ou supérieures, nos nouvelles générations d'ordinateurs PC-2000 sont 25 à 30% moins chères que les modèles américains équivalents. Ils couvrent tous les besoins en micro-informatique de l'entreprise, depuis le poste bureautique jusqu'aux stations Unix conçues autour du microprocesseur le plus puissant du monde. Ils bénéficient d'un service professionnel à l'échelle nationale.

En 1989, les entreprises françaises dépenseront 15 milliards de francs en micro-informatique, dont près des deux tiers pour le seul matériel.

Celles qui réussiront sont celles qui ont compris que la compétitivité commence par des investissements performants, techniquement mais aussi économiquement. Celles-là, oui, nous les aimons, ne serait-ce que parce qu'on ne fait de bonnes affaires qu'avec ceux qui savent compter."

Marion VANNIER
Président Directeur Général
d'AMSTRAD FRANCE

Mendès-Fraire. M.D



Politique

La préparation du deuxième tour des élections municipales

M. Rocard chahuté par des enseignants à Paris

M. Michel Rocard a commencé, mardi 14 mars, par le vingtième arrondissement de Paris, Avignon, puis Béziers, le périple qu'il va effectuer dans la semaine pour soutenir les candidats socialistes en lice pour le second tour des élections municipales.

Le premier ministre a une fois de plus rencontré des enseignants en colère sur son chemin de campagne électorale à Paris. M. Rocard était venu soutenir M. Michel Charzat, tête de liste PS dans le vingtième arrondissement, où il affronte en triangulaire M. Didier Bariani, maire sortant (UDF-radical), et M. Jean-Marie Le Pen. Tout avait bien commencé dans une rue commerçante, la rue des Pyrénées : essaim compact d'amis autour de lui, bousculade de sympathisants : le chef du gouvernement s'excusait même auprès de passants malmenés par la cohorte. Ce n'était pas tout à fait le style Chirac, ce qui, en pareille circonstance, dispose d'un service d'ordre du genre cordon sanitaire.

Puis une douzaine d'instituteurs et de professeurs militants de la Ligue communiste révolutionnaire en tête, ont fait un vacarme comme cent en hurlant : *« Retrait du plan Jospin. »* Ils précisaient tout de même qu'ils voteraient peut-être socialiste dimanche ou bien iraient se promener, et reprenaient en chœur : *« Bariani, Le Pen dehors. Augmentez nos salaires. »*

M. Rocard était attristé : *« Et dire qu'on a décidé pour l'éducation le plus gros effort budgétaire jamais fait. »* M. Charzat, consterné, tentait d'expliquer à son camarade premier ministre que *« le vingtième est un arrondissement animé »*... Dans la pâtisserie où M. Rocar était entré au début de la tournée, la patronne lui avait offert un gâteau aux fruits de la *passion*. Il n'en demandait pas tant.

Créer sur fonds publics

A Avignon, où il est allé ensuite soutenir les candidats du Vaucluse, et notamment M. Guy Ravier, tête de liste socialiste à Avignon, M. Rocard a rendu hommage aux maires socialistes d'Angers (M. Jean Monnier n'est plus membre du PS mais reste un ami de MM. Mitterrand et Rocard), Saint-Ouen-l'Aumône ou Montpellier, cités en bonne place dans des enquêtes de presse sur le classement des villes françaises pour affirmer : *« La philosophie, la vision du monde au nom de laquelle on agit, n'est pas neutre quand on se trouve sur le terrain et que l'on a des choses à faire (...). Au-delà même des qualités des hommes, ces villes administrées (...) par des socialistes ouverts, modernes, dynamiques, créateurs mais intervenant (...), dans le sens efficace du terme, ont fait rendre à la volonté commune des administrés et aux deniers publics tout ce qu'ils pouvaient rendre. »*

Le premier ministre a rappelé que *« le principal drame de notre pays demeure le chômage »* et que pour le traiter *« il ne faut pas escompter voir les très grandes entreprises, qui sont en compétition sur les marchés mondiaux, créer beaucoup d'emplois, au contraire, il faut qu'elles gagnent constamment en productivité »*. Les créations d'emplois sont donc, a précisé M. Rocard, *« le fait des petites et moyennes entreprises »* et la *« vision libérale des choses »* ne peut conduire, selon M. Rocard, qui a pris l'exemple d'Avignon, qu'à *« une situation de stagnation »*. *« Il faut,* a souligné le premier ministre, *mettre des outils collectifs au service de tous les créateurs d'entreprise. Créer sur fonds publics, cela se fait partout maintenant, la loi le permet. »*

« Il nous faut, a ajouté M. Rocard, *pour affronter les immenses défis auxquels nous allons faire face (...), une convergence d'efforts entre la majorité nationale que vous avez élue (...) et les élus locaux. »*

C. V. et J.-L. A.

Une première approche technique dans le regroupement des scrutins

Dimanche, les électeurs n'auront à glisser qu'un seul bulletin dans l'urne. Il pourrait bien en être autrement dans six ans, lors du renouvellement des conseils municipaux. L'inflation des « dimanches électoraux » (dix entre le 24 avril 1988, premier tour de la présidentielle, et le 18 juin 1989, tour unique des européennes) a fait naître, de divers côtés, l'idée d'un regroupement de certaines élections. M. Valéry Giscard d'Estaing, pour l'UDF, comme M. Michel Giraud, député RPR, ont chacun déposé une proposition de loi en ce sens. M. Pierre Joxe lui-même avait lancé le débat au mois d'août et surtout en septembre, lorsqu'il avait constaté l'importance de l'abstention aux cantonales.

Pour nourrir la réflexion, le ministre de l'intérieur avait confié une mission d'étude à l'inspection générale de l'administration. Le résultat de celle-ci constitue l'essentiel d'un document de quarante-cinq pages qu'il a envoyé aux présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale, de tous les groupes politiques des deux chambres du Parlement et à ceux de leur commission des lois. Dans sa lettre d'accompagnement, M. Joxe souligne que ce rapport *« n'exprime en rien un point de vue officiel et a pour seul objet d'inciter juristes et praticiens à la réflexion »*. Il ajoute que *« ce document n'est pas confidentiel »*, d'autant que *« toutes les réactions et éventuelles propositions alternatives ou complémentaires seront les bienvenues, dans la mesure où* [il] *souhaite vivement parvenir, dans cette affaire, à un dispositif susceptible de recueillir l'accord du plus grand nombre »*.

Cette étude du ministère de l'intérieur, pourtant, ne peut guère aider à la réflexion des hommes politiques, tant elle privilégie les aspects techniques et administratifs du dossier. Ses auteurs sont surtout préoccupés par l'allégement des tâches des services préfectoraux et par les conditions du recensement des votes au ministère, alors que celui-ci n'est en rien indispensable à la promulgation des résultats. Ainsi ils envisagent l'alignement du mode de scrutin municipal des petites communes sur celui des communes de plus de 3 500 habitants, sans voir les aspects politiques de cette réforme.

L'envoi à tous les électeurs de la propagande officielle de chaque candidat, garantie d'un accès minimum de tous à la publicité, est bien vite qualifié par ce rapport d'*« archaïque »*, en même temps qu'il étudie les moyens de la supprimer, tant la charge de travail de l'administration serait lourde en cas de regroupement d'élections.

Les *a priori* politiques sont donc nombreux. Ainsi un éventuel regroupement de l'une ou l'autre des élections locales avec les européennes est écarté rapidement, au motif qu'il n'est pas possible de raccourcir le mandat traditionnel de six ans des conseillers municipaux, généraux ou régionaux. De même, les auteurs de cette étude affirment que tout le monde est d'accord pour supprimer le renouvellement par moitié des assemblées départementales. Or il n'en est rien, puisque, par exemple, les deux propositions de loi de la droite excluent formellement cette modification.

Les arrière-pensées socialistes

« Les contraintes techniques ou matérielles permettant de déboucher » sur un regroupement des élections municipales, cantonales et régionales *« sont susceptibles d'être levées sans difficultés excessives »*, constate pourtant cette étude. C'est donc la proposition qui est faite. Mais comme il n'est pas possible de réduire le mandat des conseillers en place, une telle réforme ne pourra prendre effet que progressivement, à partir de 1995.

Un consensus peut tout de même se faire sur une telle modification des habitudes françaises. Mais derrière, nombreux sont ceux, au PS, qui rêvent d'une modification du mode d'élection des conseillers généraux. Ainsi le groupe de travail mis en place par M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée, et présidé par M. Philippe Marchand, a retenu l'idée de la proportionnelle. Mais à quel niveau ? Départemental : les élus seraient bien loin des électeurs. Dans les circonscriptions législatives actuelles avec un élu pour dix mille habitants, cela donnerait 229 conseillers généraux dans le Nord ! Dans les arrondissements, ce sont des structures proches des cantons actuels, et elles correspondent bien souvent à des actions intercommunales. Cette solution a donc, pour l'instant, la préférence des membres du groupe de travail, mais le dossier doit être débattu par l'ensemble des députés socialistes, dont le président souhaite que tout cela se traduise par le dépôt de propositions de loi, alors que M. Joxe privilégie une initiative gouvernementale. Prudent, M. Marchand envisage le dépôt rapide d'une proposition sur le regroupement des élections et la poursuite de l'étude sur le mode de scrutin. Car, si le premier dossier peut n'être que technique, le second est entièrement politique.

THIERRY BRÉHIER.

SITUATIONS TRIANGULAIRES

● **Bègles (Gironde) : la droite laisse le champ libre à Noël Mamère.** — La droite a décidé de laisser le champ libre à Noël Mamère à Bègles. Le journaliste d'Antenne 2, qui se réclame de l'étiquette majorité présidentielle, affrontera, le 19 mars, le maire sortant communiste, M. Bernard Moncia. Noël Mamère avait entraîné avec lui la quasi-totalité de la section socialiste de Bègles, dissoute depuis. M. Moncia, qui bénéficie, pour sa part, du soutien officiel du PS (lequel compte quinze représentants sur cette liste) est arrivé, le 12 mars, en tête avec 42,74 % des voix, devançant M. Mamère (38,8 %). Les communistes estiment que M. Mamère *« qu'il le veuille ou non, est utilisé par la droite »*. Le PC a exigé, et obtenu, de la fédération socialiste un communiqué de *« désaveu aux socialistes dissidents béglais »*. — *(Corresp.)*

● **Besançon (Doubs) : maintien des Verts.** — Trois listes s'affronteront au second tour puisque les Verts, forts de leurs 12,89 % de suffrages obtenus au premier tour, ont décidé de se maintenir. Cette triangulaire fragilise la position du maire socialiste sortant, M. Robert Schwint, député, dont la liste a rassemblé 38,91 % des voix. Trois représentants du gouvernement ont ainsi prévu, cette semaine, de venir soutenir M. Schwint : MM. Michel Durafour, Jean-Michel Baylet et Michel Rocard, dont la venue est annoncée pour vendredi. A droite, M. René Mars, qui conduisait la liste du Front national, a appelé ses électeurs à s'abstenir, M. Raymond Tourrain (RPR), chef de file de l'union de la droite, ayant refusé de fusionner sa liste avec celle du FN (créditée, le 12 mars, de 9,93 %).

● **Cholet (Maine-et-Loire) : maintien des Verts.** — Les Verts, qui ont rassemblé 13,49 % des voix au premier tour, ont refusé tout contact avec leurs adversaires de droite comme de gauche et ont décidé de se maintenir dimanche prochain. Ils affronteront ainsi la liste d'union de la droite conduite par M. Maurice Ligot (UDF), maire sortant (créditée de 47,15 % des voix), et celle du Parti socialiste, emmenée par M. Emile Coutolleau (29,11 % des voix). Le Parti communiste comme le Front national n'ont, jusqu'à présent, donné aucune consigne de vote.

● **Limoges (Haute-Vienne) : les Verts troublent l'affrontement gauche-droite.** — La liste des Verts, conduite par Mme Brigitte Lafore, qui avait obtenu, au premier tour, 11,12 % des voix, a décidé de se maintenir. Elle affrontera la liste d'union UDF-RPR conduite par M. Michel Bernard (RPR) et la liste d'union de la gauche conduite par M. Louis Longequeue (PS), sénateur et maire sortant, dont la mise en ballottage avait créé la surprise.

● **Lons-le-Saunier (Jura) : maintien des Verts et consigne d'abstention donnée par le Front national.** — Victorieux, dimanche, de la primaire qui l'opposait au député socialiste, M. Alain Brune, M. Henri Auger, maire communiste sortant, conduira, au second tour, une liste d'union de la gauche constituée de quatorze membres de son équipe et de treize de celle de M. Brune. Toutefois, cette liste est fragilisée par le maintien de la liste des écologistes, qui avait rassemblé 10,91 % des voix au premier tour. A droite, la liste d'union conduite par M. Jacques Pélissard (RPR), créditée de 40,01 % des voix, ne bénéficiera pas du soutien du Front national, dont les représentants avaient obtenu 8,01 % des voix. Le FN vient, en effet, d'appeler ses électeurs à s'abstenir.

● **Montluçon (Allier) : comme au premier tour.** — Les trois listes (celle de droite, de l'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Pierre Goldberg (PC), et de la Nouvelle Gauche) se maintiennent. M. Goldberg (49,30 % au premier tour) a refusé de faire une place aux candidats de la Nouvelle Gauche qui, derrière M. Jacky Flouzat, ont créé la surprise en recueillant 12,55 % des voix. M. Flouzat, adjoint sortant aux affaires culturelles et artisan du développement de la ville dans ce secteur, a choisi de maintenir sa candidature *« pour que soit représenté un courant qui équivaut au cinquième de la gauche montluçonnaise »*. — *(Corresp.)*

● **Saumur (Maine-et-Loire) : les socialistes dissidents persistent.** — La tentative de conciliation entre M. Jacques Percereau, qui conduit une liste de la majorité présidentielle, et M. Claude Gouzy, qui mène une liste socialiste dissidente, a échoué, en dépit du rappel à l'ordre lancé à ce dernier par la fédération départementale du PS. Le maintien de la liste de M. Gouzy, qui avait obtenu 15,69 % des voix, aux côtés de celle de M. Percereau, créditée de 25,29 %, devrait profiter à M. Jean-Paul Hugot (RPR), dont la liste d'union de la droite avait rassemblé 48,38 % des voix.

● **Toulon (Var) : maintien du Front national.** — A la tête d'une liste d'union UDF-RPR, M. François Trucy (UDF-PR), maire sortant de Toulon, affrontera au second tour non seulement une liste d'union de la gauche conduite par Mme Odette Casanova (PS), mais aussi celle du Front national menée par M. Jean-Marie Le Chevalier. M. Trucy a en effet refusé, mardi 14 mars, les propositions de fusion du directeur de cabinet de M. Le Pen, dont la liste a rassemblé, au premier tour, 20,32 % des voix.

● **Vichy (Allier) : duel à droite.** — En dépit de son cuisant échec au premier tour, M. Jacques Lacarin (UDF-PR-diss.), maire de Vichy depuis vingt-deux ans, a choisi de maintenir sa candidature. En recueillant 27 % des voix, M. Lacarin, qui faisait équipe avec M. Bertrand Cluzel (UDF-CDS), fils de M. Jean Cluzel, sénateur centriste de l'Allier, accuse un retard de plus de dix-sept points sur M. Claude Malhuret, qui conduit une liste d'union UDF-RPR. — *(Corresp.)*.

La droite divisée à Aix-en-Provence

Le coup de l'horloge

AIX-EN-PROVENCE
de notre correspondant régional

La droite UDF-RPR à Aix-en-Provence s'est placée par sa faute dans une situation rocambolesque qui devrait, sauf miracle, lui coûter la mairie. Au terme de deux jours de négociations acharnées, un accord de fusion était bien intervenu mardi 14 mars, en fin de soirée, entre la liste conduite par le maire (UDF) sortant de la ville, M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca, et celle dirigée par l'un de ses adjoints RPR, M. Jean-Pierre Bouvet, qu'elle avait devancée au premier tour de dix-sept voix (9 032 voix contre 9 015, soit au total, à elles deux, 39,62 % des suffrages exprimés).

Mais cet accord n'a servi à rien puisque la nouvelle liste d'union n'a pas été déposée dans les délais légaux à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. Au contraire, à la suite d'un extravagant concours de circonstances, ce sont les listes séparées des deux candidats de droite qui seront à nouveau opposées au second tour. Le candidat du Front national, M. Philippe Milliau (15,04 %), ayant décidé pour sa part de se maintenir, le candidat socialiste, M. Jean-François Picheral (30,49 %), devrait donc logiquement l'emporter dimanche soir dans une quadrangulaire qui est pour lui pain bénit.

Les discussions entre M. de Peretti et M. Bouvet avaient commencé lundi dans un climat de méfiance réciproque. Sur la base des résultats du premier tour, M. Bouvet réclamait la parité des candidats en position éligible, ainsi que le poste de premier adjoint. Mais M. de Peretti souhaitait conserver la majorité dans le nouveau conseil et exigeait donc d'avoir trente candidats en position éligible, sur les 55 postes de conseillers municipaux à renouveler. Parallèlement des contacts – très poussés du côté de M. de Peretti – avaient lieu entre les deux listes de droite et celle du FN en vue d'une éventuelle fusion des trois listes.

Une liste déposée à titre conservatoire

De palabres en palabres, on arrivait en définitive, à l'arraché, mardi vers 22 h 30, à un accord pour la constitution d'une liste d'union de la droite comprenant 14 candidats de la liste de M. Bouvet – qui renonçait au poste de premier adjoint – sur 39 en position éligible, et 16 sur les 43 premiers. M. Bouvet avait toutefois déposé sa propre liste à titre conservatoire vers 21 h 15, en se réservant la possiblité d'un retrait avant minuit. Or il se révéla un peu plus tard que des erreurs de positionnement des candidats avaient été commises par les services de la mairie dans la frappe dactylographiée de la nouvelle liste. On remit donc l'ouvrage sur le métier. Mais l'heure tournant, M. de Peretti se rendait seul à la sous-préfecture en éclaireur. A 23 h 57, ne voyant rien venir, il prenait la décision de déposer sa liste à l'identique du premier tour. Ses colistiers et le mandataire de la liste de M. Bouvet arrivaient, eux, avec les documents rectifiés, à minuit passé de deux minutes. Les portes de la sous-préfecture étaient irrémédiablement fermées et la liste d'union ne pouvait donc pas être déposée.

La seule solution restant à la droite pour empêcher malgré tout la conquête de la mairie par M. Picheral était que soit M. de Peretti soit M. Bouvet se fasse hara-kiri en ne remettant pas les bulletins de vote et profession de foi de l'une ou l'autre de leurs listes à la préfecture avant le délai légal.

GUY PORTE.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LA QUESTION SOCIALE
Avec notamment des articles de :
J.-M. GAILLARD, B. KOUCHNER, J. DRAY, J.-L. GUIHARD, R. VIEILLARD, P. MACLOUF
Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

(Publicité)
CHAQUE MERCREDI
DANS LE DATÉ JEUDI
LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE du *Monde*
C'est + de choix d'affaires en vente et en location
C'est une exclusivité du *Monde* :
« La Sélection des Institutionnels »

La Réunion : Le PCR en marge de la légalité

SAINT-DENIS
de notre correspondant

Gagner du temps. C'est l'objectif prioritaire du Parti communiste réunionnais (PCR) au lendemain du premier tour des municipales dans deux communes où il est en sérieuse difficulté, Sainte-Suzanne et Saint-Pierre.

A Sainte-Suzanne, le maire sortant, M. Lucet Langenier, n'avait pas le droit de présenter de liste aux électeurs le 12 mars, par défaut d'une pièce au moment du dépôt de sa candidature à la préfecture de Saint-Denis. S'estimant victime d'une mauvaise interprétation de la loi, le maire communiste a quand même appelé ses partisans à voter.

Des urnes il est sorti, dimanche, un candidat élu légalement, M. Axel Boucher (div. dr.), avec 3 200 voix, soit 100 % des suffrages exprimés puisqu'une seule liste était officiellement en compétition. Mais les partisans de M. Langenier ont quand même voté pour lui et le maire sortant a obtenu 3 600 voix. Le soir même du premier tour, fort de cette expression populaire, le premier adjoint de Sainte-Suzanne a proclamé M. Langenier élu. Le préfet de La Réunion a immédiatement introduit un recours contre cette proclamation au tribunal administratif de Saint-Denis. C'est exactement ce que souhaitait M. Langenier qui espère contester les résultats du scrutin devant le Conseil d'Etat en cas de confirmation de l'élection de M. Boucher par le tribunal administratif.

Dans les rangs du PCR, on menace de faire réagir la rue dans le cas où les autorités locales voudraient faire entrer M. Boucher à la mairie de Sainte-Suzanne où il est pourtant bien élu.

Autoproclamation

A Saint-Pierre, le maire sortant, M. Elie Hoarau, député PCR, s'est également proclamé élu alors que les votes exprimés par les électeurs le mettaient en position de ballottage difficile face à M. André Maurice Pihouée, candidat du RPR. Tard dans la soirée de dimanche, prétextant la non-conformité des bulletins de vote de deux listes mineures qui avaient rassemblé près de 1 400 voix, M. Hoarau a unilatéralement considéré ces suffrages comme nuls et il a annoncé sa victoire puisqu'il devançait M. Pihouée d'une poignée de 33 voix. Les bulletins de vote contestés avaient obtenu pourtant l'aval de la commission de contrôle.

La décision de M. Hoarau suscite de vifs commentaires à droite et le député barriste, M. André Thien-Ah-Koon, a décidé de saisir la présidence de la République de cette *« atteinte inadmissible à la démocratie »*. Les manœuvres opérées par le PCR tant à Sainte-Suzanne qu'à Saint-Pierre visent, en fait, à protéger le puissant syndicat intercommunal qu'il gère depuis 1983 et qui est déjà mis à mal avec la perte de la mairie de Saint-Leu où le doyen du parti a été battu. Ce syndicat intercommunal regroupait avant le premier tour six maires communistes.

Dans une déclaration à la presse, lundi, M. Jean-Paul Virapoullé, député UDF-CDS, a accusé le PCR de procéder à des détournements de fonds publics par l'intermédiaire du SIVOM. *« Le gouvernement de Jacques Chirac,* a déclaré M. Virapoullé, *n'a pas eu le courage de demander une inspection financière sérieuse du SIVOM. Le gouvernement de Michel Rocard n'a pas non plus ce courage. »* Le député centriste estime qu'une victoire de la droite à Saint-Pierre et à Sainte-Suzanne permettrait aux élus locaux de remettre de l'ordre dans le syndicat intercommunal. M. Virapoullé, ainsi que M. Thien-Ah-Koon, rêvent en réalité de démanteler cette structure mise en place par M. Vergès alors que les communes détenues par la droite ont été incapables de créer un syndicat identique.

En se présentant dans la commune de Saint-Paul où il est en position de ballottage difficile, le secrétaire général du PCR entendait bien renforcer le SIVOM, qui dispose déjà d'un poids financier et économique considérable. A Saint-Pierre, le candidat du RPR continue de se préparer pour le second tour des municipales. Cependant, compte tenu de la saisine du tribunal administratif et des délais imposés par la procédure, il y a de fortes chances pour que cette deuxième manche soit repoussée de quelques semaines. C'est ce que souhaite aussi M. Elie Hoarau pour tenter de reconquérir le terrain qu'il a perdu le 12 mars.

ALIX DIJOUX.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
DES LIVRES

TOSHIBA
LE MICR
CATEGORIE P
هكذا من الأصل

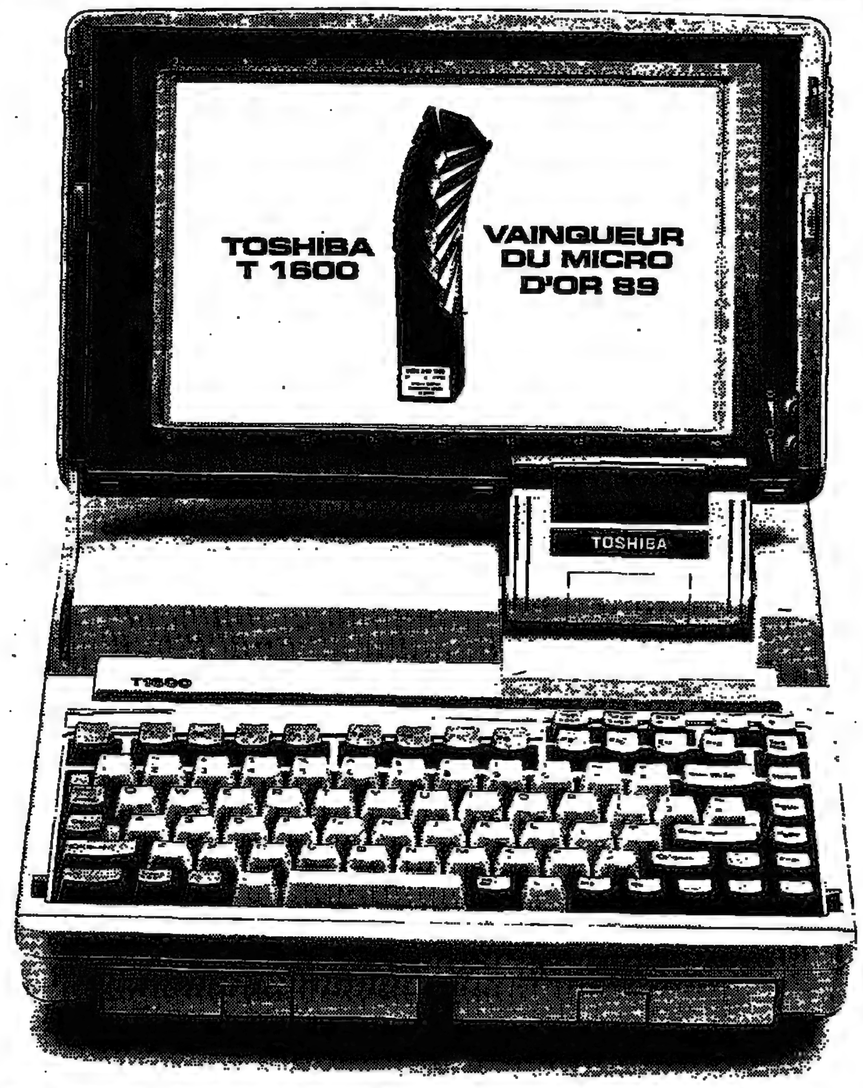
هكذا من الأصل

nicipales

proche technique
ement des scrutins

TOSHIBA REMPORTE LE MICRO D'OR 1989

CATEGORIE PORTABLES ET PORTATIFS



En couronnant le plus complet et le plus séduisant des micros portatifs autonomes, le jury du Micro d'Or consacre le leadership de Toshiba sur le marché des portables.

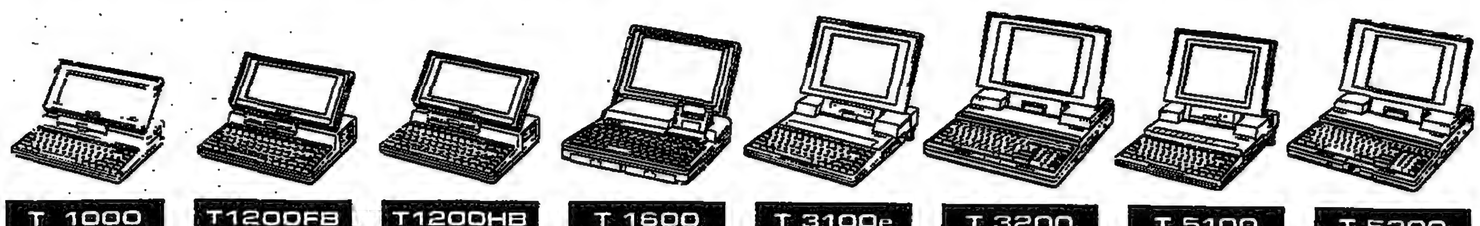
Toshiba est aujourd'hui le N° 1 mondial des micro-ordinateurs portables.

Leader et initiateur du marché, Toshiba, qui ne fabrique que des micros portables, a toujours professé que "la micro serait portable ou ne serait pas."

Aujourd'hui Toshiba propose une gamme de 8 micros portables – la plus vaste gamme au monde.

Elle va du T 1000, le fameux Papman, le plus petit portatif autonome avec lecteur de disquette intégré, jusqu'au T 5200, le plus puissant portable du monde, plus puissant que la plupart des micros de bureau traditionnels.

En passant par le T 1600 qui vient d'être couronné "Micro d'Or 1989", catégorie portables et portatifs.



T 1000	T1200FB	T1200HB	T 1600	T 3100e	T 3200	T 5100	T 5200
80C88 1 x 720 Ko LCD CGA Autonome. 2,9 kg.	80C86 2 x 720 Ko LCD CGA Autonome. 4,7 kg.	80C86 20 Mo LCD CGA Autonome. 5,2 kg.	80C286 20 Mo LCD EGA Autonome. 5,2 kg.	80286 20 Mo Plasma CGA. 6 kg.	80286 40 Mo Plasma EGA. 8,5 kg.	80386 40 Mo Plasma EGA 6,8 kg.	80386. 40 ou 100 Mo Plasma VGA 8,5 kg.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (FRANCE) S.A.
DIVISION INFORMATIQUE
7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX

Société

MÉDECINE

En transplantant des cellules fœtales

Une équipe lyonnaise a réalisé la première greffe « in utero »

Une greffe *in utero* a été effectuée (le 30 juin dernier), pour la première fois au monde, à l'Hôtel-Dieu de Lyon (l'information n'a été connue que le 14 mars). Réalisée par les équipes des professeurs Jean-Louis Touraine et Daniel Raudrant sur un fœtus de vingt-huit semaines atteint du « syndrome des lymphocytes dénudés », cette transplantation de cellules fœtales pourrait permettre la guérison d'une maladie jusqu'à présent très difficile à traiter.

Le syndrome des lymphocytes dénudés est une pathologie décrite pour la première fois en 1974 par le professeur Jean-Louis Touraine (hôpital Edouard-Herriot, Lyon). A ce jour, soixante cas de ce syndrome ont été notifiés à l'Organisation mondiale de la santé. Il se caractérise par un déficit immunitaire mortel, dû à l'absence, à la surface des lymphocytes, d'antigènes HLA. Les nouveau-nés atteints ont, de ce fait, dans leur sang, des lymphocytes non fonctionnels, en quelque sorte aveugles, incapables de reconnaître un agent étranger agresseur. La seule solution est de placer ces nouveau-nés dans une bulle, afin de leur éviter d'entrer en contact avec le moindre agent infectieux.

Pour traiter cette maladie, génétiquement transmise, les médecins peuvent théoriquement soit injecter des cellules fœtales juste après la naissance, en espérant ainsi combler le déficit immunitaire ; soit effectuer une greffe *in utero* de ces cellules, mais cette technique n'avait jamais, jusqu'à présent, été tentée.

La mère du bébé sur laquelle cette greffe a été réalisée, avait déjà eu un premier enfant, qui n'avait pas survécu à ce syndrome des lymphocytes dénudés. La sachant, grâce à un examen prénatal, enceinte d'un deuxième enfant, lui aussi atteint, le professeur Touraine proposa à cette femme ou de provoquer une interruption thérapeutique de la grossesse ; ou de traiter l'enfant après la naissance, ou, encore, de tenter une greffe *in utero*. Après quinze jours de réflexion, la mère opta pour cette troisième solution.

La transplantation a eu lieu le 30 juin 1988, alors que le fœtus avait vingt-huit semaines. Elle a consisté en l'injection, sous contrôle échographique, dans le sang du cordon ombilical de 7 millilitres, contenant seize millions de cellules fœtales extraites du foie et du thymus de deux fœtus morts à l'âge de sept et huit semaines (1).

Le bébé, qui se prénomme David, est né à terme, et, depuis sa naissance en août, vit dans une bulle. Son déficit immunitaire se corrige progressivement. « *A la lumière d'expériences faites sur des animaux de laboratoire*, explique le professeur Touraine, *il est vraisemblable que les cellules greffées sont passées dans la rate, le foie et, surtout, dans la moelle osseuse de David. Ainsi peut-on imaginer qu'à terme son système immunitaire va redevenir tout à fait normal.* »

Aucun problème d'éthique

N'aurait-il pas été préférable d'attendre la naissance pour procéder à une telle greffe ? « *C'est pendant la période de vie fœtale*, explique le professeur Touraine, *que les cellules étrangères sont le mieux acceptées et risquent le moins d'être rejetées. En outre, le déficit immunitaire dont est atteint David est d'autant plus difficile à traiter qu'il laisse subsister un peu d'immunité, suffisante pour provoquer une réaction de rejet des cellules transplantées après la naissance.* »

Aujourd'hui, David va bien, et, si tout se passe comme prévu, il pourra quitter sa bulle dans quelques mois. Sur le plan éthique, la transplantation réalisée à Lyon ne devrait guère poser de problème. Dans un avis daté de décembre 1986, portant sur « *les prélèvements de tissus d'embryons et de fœtus humains morts, à des fins thérapeutiques, diagnostiques et scientifiques* », le Comité national d'éthique avait estimé, en effet, que « *l'utilisation des tissus embryonnaires ou fœtaux dans un but thérapeutique devait avoir un caractère exceptionnel, justifié, en l'état actuel des connaissances, à la fois par la rareté des maladies traitées, l'absence de toute autre thérapeutique également efficace et l'avantage manifeste – tel que la survie – que retirera le bénéficiaire du traitement* ». Le Comité soulignait, en outre, que les prélèvements de tissus fœtaux à des fins thérapeutiques « *pouvaient être interdits par la mère ou le père, qui disposent de la faculté de s'y opposer* ». Le fait que le traitement ait été appliqué *in utero* ne change rien. « *Il s'agit*, confie-t-on au Comité d'éthique, *d'un problème purement scientifique et non pas moral* ». Et ce, d'autant plus que cette transplantation ne mettait pas en danger la vie de la mère.

FRANCK NOUCHI.

(1) Les détails de cette greffe devraient être publiés dans un prochain numéro de l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet*.

Alors que le conflit hospitalier s'étend

Un accord a été conclu entre les internes et le ministère de la santé

Un accord est intervenu dans la nuit du 14 au 15 mars entre le ministre de la santé, M. Claude Evin, et l'Intersyndicat national des internes des hôpitaux. A la suite de cet accord, qui concerne la rémunération et l'organisation des gardes, les conditions de validation des DES (diplômes d'études spéciales) de médecine, le post-internat, et le versement de l'indemnité de sujétion spéciale pendant les congés de maladie et de maternité, les représentants des internes se sont engagés à cesser leur mouvement de grève prévu les 15 et 16 mars.

En ce qui concerne les gardes, l'accord prévoit une majoration tarifaire de 30 % (le tarif des gardes des internes de première et deuxième année passera de 247 à 340 francs et pour les internes de troisième et quatrième années de 309 à 402 francs). Pour ce qui est du post-internat, cent postes d'assistants spécialistes vont être créés. Enfin, à propos des conditions de validation des diplômes d'études spéciales de médecine, l'accord fixe de nouvelles modalités de soutenance du mémoire de fin d'études, qui s'appliqueront à partir du semestre débutant en mai prochain.

Pour autant, M. Evin n'en a pas fini avec les conflits sociaux dans les hôpitaux. Les chefs de clinique-assistants et maîtres de conférences des C.H.U. font grève comme prévu les 15 et 16 mars pour une revalorisation de leur carrière, ainsi que les infirmières anesthésistes, en grève, elles, depuis la semaine dernière.

D'autre part, la fédération CFE-CGC de la santé et le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) ont déposé un préavis commun de grève illimitée à partir du 21 mars. De son côté, la C.G.T. appelle à la grève et à ses prolongements nécessaires le 23 mars pour « *débloquer les moyens de défendre et de rénover le service public hospitalier* ». La coordination des infirmières, pour la première fois depuis la grève de l'automne dernier, a déposé elle aussi un préavis de grève nationale pour le 23 mars. Enfin, la fédération CFDT santé-sociaux et la fédération FO des services publics et de santé appellent à une grève de vingt-quatre heures le 21 mars, dans les hôpitaux, pour protester contre les « lenteurs » dans la mise en application des textes.

Un entretien avec M. Braun, ministre délégué aux personnes âgées

(Suite de la première page.)

Il faut que les retraités et handicapés ainsi hébergés le soient en toute sécurité, qu'ils bénéficient d'une hygiène et de soins convenables, qu'il n'y ait pas de captation d'héritage. Inversement, il faut que la famille d'accueil ait les qualités appropriées et que la présence de l'hôte ne perturbe pas l'harmonie familiale

– Que prévoit le projet de loi ?

– Il prévoit pour l'essentiel que les familles d'accueil devront recevoir l'agrément du président du conseil général, que l'accueillant et l'accueilli signeront un contrat précisant les droits et les devoirs de chacun, que l'accueillant aura un statut social et fiscal original, qu'il aura droit à des indemnités, mais qu'il s'exposera à des sanctions pénales en cas de manquement. Il est nécessaire que de telles dispositions soient adoptées par le Parlement. Mais je souhaite par ailleurs que les familles naturelles qui gardent et soignent leurs anciens à la maison soient également soutenues.

– Quelles autres solutions intermédiaires entre le chez soi et l'hospice pourraient être généralisées ?

– Les petites unités de vie : c'est possible en province et même à Paris, par exemple dans de grands appartements. On pouvait y loger une dizaine de personnes âgées avec une maîtresse de maison et l'intervention de service de soins. Des communautés de ce type fonctionnent déjà par exemple dans le XIII[e] arrondissement de Paris et à Metz. On en compte actuellement une vingtaine en France.

» Autre problème pratique : comment aider les ménages qui s'occupent de leurs vieux parents mais qui veulent tout de même partir en congé ? En ouvrant des places pour l'accueil temporaire dans les établissements. Mon principe, c'est de répondre aux besoins des gens et non d'obliger les gens à s'adapter aux structures existantes. Quels sont ces besoins ? Rompre l'isolement, vivre en sécurité, être respecté, recevoir des soins.

La démence sénile

– L'inaction est une des plaies du moyen et du grand âge. M. Lionel Jospin proposait récemment d'utiliser des retraités dans les écoles. Qu'en pensez-vous ?

– Je propose que les retraités accomplissent des tâches d'utilité sociale, n'entrant pas dans l'économie marchande, et qu'ils soient rémunérés par une indemnité. Un exemple : les enfants malades qui ont des difficultés scolaires légères. Il faut du temps et de la patience pour s'en occuper. Pourquoi les grands-mères ou les grands-pères qui ont été enseignants ne s'occuperaient-ils pas de ces jeunes enfants ? Cette idée a été mise en œuvre par certaines associations. N'opposons pas jeunesse et vieillesse

– La maladie d'Alzheimer, c'est-à-dire la démence sénile, est la hantise de biens des familles, car elle est inguérissable. Or on n'a pas l'impression que la recherche médicale s'y intéresse vraiment.

– Il est exact que dans le domaine de la gérontologie la France est en retard. La maladie d'Alzheimer, qui atteint deux cent cinquante mille à trois cent mille Français, c'est-à-dire beaucoup plus de gens que le sida, n'intéresse pas les médias. En dépit des efforts importants de recherche conduits tant en France qu'à l'étranger sur la démence sénile, personne ne sait encore la guérir.

» Que faire ? Développer la gériatrie en France, continuer les recherches et, en attendant, prendre en charge les malades d'Alzheimer. Si l'on veut retarder la démence sénile, il ne faut surtout pas laisser les gens âgés dans l'isolement. Je crois aussi beaucoup à la prévention. Mais elle commence souvent bien avant qu'on ne soit une personne âgée. Il y a là un vaste champ à explorer. L'ostéoporose, par exemple, qui provoque les fractures du col du fémur peut être partiellement évitée par un régime alimentaire adapté. L'INSERM travaille sur ce sujet.

– La maladie d'Alzheimer ne figure pas dans les trente affections remboursées par la Sécurité sociale en longue maladie. Comment corriger cette anomalie ?

– Ceux qui ont cotisé toute leur vie aux assurances sociales se trouvent effectivement exclus quand arrive la maladie du grand âge. Le problème, en effet, n'est pas celui de la prise en charge à 100 % des « soins » : la plupart des malades d'Alzheimer sont dispensés de ticket modérateur. Mais reste la prise en charge des aides qui ne sont pas des soins.

» Il faut imaginer autre chose. C'est un choix de société, donc politique. Je fais étudier un fonds national de la dépendance ou du grand âge qui pourrait prendre en charge ces dépenses, qui ne sont pas des soins *stricto sensu*. Je présenterai un projet au gouvernement avant la fin de 1989.

– Vous avez annoncé la modernisation de cinquante mille lits d'hospice. Mais le financement dépend à 70 % d'autres partenaires que l'Etat. Serait-ce une promesse de Gascon ?

– Les vingt-deux régions acceptent de s'engager, dans le cadre des contrats de plan, à compléter le financement d'Etat. C'est une affaire très bien engagée.

– Les différences de remboursement selon qu'une personne âgée se trouve dans un établissement sanitaire ou dans un établissement dit social constituent un des scandales de notre système. Quand et comment comptez-vous y mettre fin ?

– J'espère y mettre fin avant la fin de cette année. J'ai chargé M[me] Laroque, inspectrice générale des affaires sociales, de faire un rapport. Elle remettra ses conclusions au début de l'été. Ensuite, nous prendrons des décisions. Alors que les personnes âgées souhaitent vivre et mourir chez elles, on les oblige, au gré de leur état de santé à un véritable parcours du combattant, allant du domicile au foyer résidence, puis à la maison de retraite spécialisée, pour finir à l'hôpital, en service de long séjour.

» Pour remédier à cette situation, il faut concentrer nos efforts sur les maisons de retraite médicalisées et changer le statut des services de long séjour. La médicalisation des maisons de retraite est souvent insuffisante, et son développement trop restrictif. Il faudra desserrer ce carcan.

D'autre part, il faut remédier à la diversité des statuts juridiques et de systèmes de tarifications qui engendre des inégalités criantes. Je ne suis pas loin de penser qu'il faut supprimer la notion de « *long séjour* », en particulier parce que cela permettrait à la personne âgée de considérer son lieu de vie comme un domicile de remplacement et non comme un hôpital. La tarification, quant à elle, tiendra compte de l'état de santé de la personne, et non plus de l'établissement dans lequel elle se trouve.

« Un contrat social entre les générations »

– En novembre dernier, vous aviez annoncé une inspection des établissements recevant des personnes âgées et un rapport dans les six mois. Où en est-on ?

– L'inspection a porté à la fois sur les établissements traditionnels, les « pensions de famille » et les familles d'accueil. Première conclusion : il fallait une loi pour réglementer ce dernier type d'hébergement. C'est le texte que nous évoquions au début de cet entretien. Ensuite, les préfets et les présidents de conseils généraux ont fermé quelques établissements. Dans d'autres, qui laissent à désirer, ils ont pris les mesures de redressement nécessaires. Mais, dans l'ensemble, je suis plutôt rassuré : la situation est moins grave que je ne le craignais.

– D'innombrables organismes privés et publics s'occupent de personnes âgées. Quelle autorité serait capable sur le terrain, c'est-à-dire dans les départements, de coordonner leurs actions ?

– Il faut en effet un plan gérontologique dans chaque département et une structure pour en surveiller l'application. Mais cela dépend des conseils généraux.

– Parlons maintenant de l'âge de départ à la retraite. Pour le déterminer doit-on se fonder uniquement sur la nature du métier et les conditions de travail ?

– Ce n'est pas une bonne approche. L'inaptitude a servi essentiellement dans les années 70 à permettre de partir plus tôt en retraite. Quant à la pénibilité, dont j'entends parler depuis trente ans, elle ne donne pas davantage de résultats. Chaque corporation vous dira que son métier est pénible. On connaît mal les effets du travail sur le vieillissement. Je crois que c'est une affaire individuelle, mais je souhaite davantage d'études sur ce point. Il faudrait aussi que la médecine du travail soit moins isolée de la gérontologie et que, de façon générale, on s'attache à prévenir le vieillissement.

– On s'attend pour les années à venir à de graves difficultés pour le système des retraites. Pour assurer l'équilibre des régimes, on parle de retarder l'âge de cessation d'activité. Est-ce une bonne idée ?

– Pour moi, il n'y a pas d'âge de la retraite. Il faut supprimer cette guillotine qui, sous prétexte de vieillesse, évince le travailleur, au bout de trente-sept années et demie de cotisation. Et il convient, au contraire, d'imaginer un système progressif. Ensuite, chacun devrait avoir un revenu minimum garanti par la solidarité nationale et une retraite calquée sur le montant des cotisations effectivement versées. Cette idée fait son chemin au gouvernement comme dans les organisations syndicales.

» Il faut cesser d'utiliser la vieillesse et la retraite comme un régulateur social. La mise en retraite ou en préretraite a été largement utilisée pour dégraisser les entreprises, au frais du système de protection sociale. Résultat : à cinquante ans, on considère un travailleur comme « vieux ». On pense qu'il n'est plus capable d'adaptation et de mobilité. Cela reste à prouver. Il faudrait examiner cela au cas par cas, en fonction des technologies. Un ouvrier professionnel perdrait-il ses capacités parce qu'il n'a plus la même force physique ? Il a acquis d'autres capacités. Je suis convaincu qu'un travailleur âgé et expérimenté est aussi productif qu'un jeune sortant de l'école.

» En outre, quand on voit combien il faut faire partir de salariés âgés pour embaucher une jeune, on peut s'interroger sur le coût d'une telle politique pour la collectivité. Je veux sensibiliser les chefs d'entreprise, les salariés, eux-mêmes et leurs syndicats, à cet aspect. Il faut aboutir à un nouveau contrat social entre les générations. »

Propos recueillis par
MARC AMBROISE-RENDU
et GUY HERZLICH.

M. Mitterrand a rendu visite aux mères d'enfants franco-algériens en grève de la faim à Orly

M. François Mitterrand s'est rendu à l'improviste, mardi 14 mars en fin d'après-midi, auprès des quatre mères qui observent à l'aéroport d'Orly une grève de la faim pour protester contre la lenteur des procédures d'application de la convention franco-algérienne sur les enfants de couples bi-nationaux.

« *Le président Chadli m'a assuré que les procédures seraient autant que possible accélérées*, a expliqué le chef de l'Etat en rendant compte de ses entretiens de la semaine dernière à Alger. « *Vous pouvez compter sur ma bonne foi* », *m'a dit le président Chadli.* »

M. Mitterrand, qui était accompagné de M[me] Georgina Dufoix, conseillère à l'Elysée pour les affaires sociales et chargée de suivre ce dossier, a discuté avec chacune des mères. « *Je suis venu vous dire que je ne vous laisse pas tomber, je crois que vous retrouverez vos enfants* », leur a-t-il déclaré.

Les quatre femmes, M[mes] Armelle Tromeur et Marie-Thérèse Alcantara, en grève de la faim depuis deux semaines, M[me] Margaret Ward, ressortissante britannique et M[me] Jocelyne Bany dont le cas a été résolu mais qui fait grève depuis une semaine par solidarité, ont été « *touchées et surprises par la démarche personnelle du président de la République* ». Elles entendent toutefois continuer leur mouvement jusqu'à l'obtention d'autres garanties, et demandent que soit fixée de façon ferme la date de rencontre du groupe d'experts franco-algériens dont la création a été promise à plusieurs reprises depuis le voyage de M[me] Dufoix en Algérie en janvier dernier. Ces experts devront examiner les dysfonctionnements de l'application de la convention. Au préalable, les mères demandent à rencontrer les différents responsables techniques chargés des dossiers au ministère des affaires étrangères et à la justice.

DÉFENSE

Deuxième tir expérimental du missile nucléaire Hadès

Le deuxième tir expérimental d'un missile nucléaire préstratégique Hadès a eu lieu le 8 mars depuis le centre d'essais de Biscarrosse (Landes). Le premier lancement (sans, naturellement, sa charge explosive) en direction de l'Atlantique avait eu lieu le 22 novembre 1988 sur le même site. Le Hadès, qui devrait avoir une portée de l'ordre de 480 kilomètres, est destiné, en principe, à remplacer le missile Pluton à partir de 1992.

Initialement prévu pour le 28 février, ce deuxième tir expérimental a finalement eu lieu six jours après la visite, le 2 mars, à l'armée de terre, au camp de Canjuers (Var), du premier ministre. M. Michel Rocard avait, à cette occasion, laissé entendre que le programme Hadès n'était pas un sujet tabou dans les réflexions en cours sur la révision de la loi de programmation militaire qui sera présentée en juin prochain au Parlement.

Quelques jours après, le 7 mars, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, avait indiqué, pour sa part, que le programme Hadès se déroulait selon les prévisions, que les premiers essais (au cours desquels il a atteint 200 kilomètres) étaient concluants, et que le calendrier serait respecté. Ce programme est estimé à 15 milliards de francs, dont la moitié est déjà dépensés.

● **Incident à bord de *Discovery*.** – Un des réservoirs d'hydrogène de la navette spatiale *Discovery* ne fonctionne pas correctement et donne des indications de pressions aberrantes. Le réservoir alimente les piles à combustible qui fournissent l'électricité de la station. La NASA a envisagé d'écourter la mission mais, après analyse, on estimait que le risque de devoir en venir là était pratiquement nul. L'équipage a diminué l'éclairage de la navette pour économiser l'électricité – *(Reuter.)*

ÉDUCATION

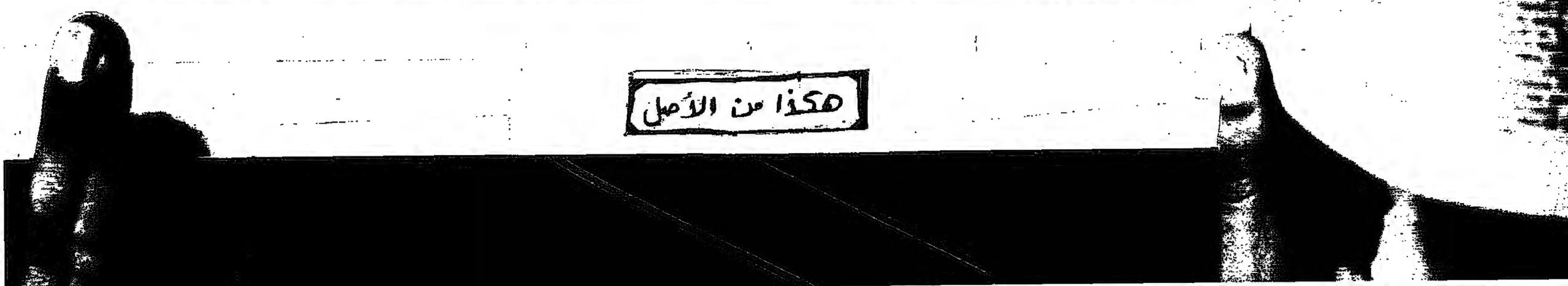
L'enveloppe des revalorisations ne sera pas augmentée

Rencontres, discussions et tractations tous azimuts se poursuivent entre le ministère de l'éducation et les syndicats pour tenter de faire avancer le dossier de la revalorisation du métier d'enseignant. Après les ultimes propositions du ministère aux universitaires, entérinées mardi 4 mars lors d'une réunion interministérielle et qui seront soumises jeudi 6 mars à 18 heures à la signature des syndicats, il semble que le dossier progresse également pour les enseignants du secondaire et du primaire.

Les multiples scénarios envisagés se situeront de toute façon dans le cadre de l'enveloppe de revalorisation annoncée depuis des semaines (11 milliards de francs sur cinq ans). Une nouvelle tentative de M. Lionel Jospin, mardi 14 mars, pour gonfler un peu cette enveloppe financière s'est heurtée à un refus sans ambiguïté des ministres de l'économie et du budget.

Chacun semble cependant désireux d'avancer. Les délais techniques imposent de boucler les dossiers d'ici à la fin mars si l'on veut appliquer dès la rentrée prochaine des mesures de revalorisation. D'autre part, ni le ministère ni les syndicats d'enseignants n'ont intérêt à laisser le temps à la « coordination » naissante de cristalliser le mécontentement persistant des enseignants. Un petit millier d'entre eux ont manifesté le 14 mars à Paris et des grèves sporadiques ont démarré dans un certain nombre d'écoles et quelques collèges.

● **RECTIFICATIF.** – Une erreur de frappe nous a fait écrire (*le Monde* du 15 mars) que la « hors classe » pour les maîtres de conférences de l'enseignement supérieur serait ouverte à 89 % des enseignants de ce corps. Il fallait lire 8 %



هكذا من الأصل

Société

L'affaire Jobic au tribunal de Nanterre

Bonne police et saine gendarmerie

Menaces, dénonciations, pressions... Ce sont les trois mots-clés qui ont dominé les débats du procès d'Yves Jobic et de ses coïnculpés, mardi 14 mars, devant le tribunal correctionnel de Nanterre. Et de nouveaux personnages se sont profilés à l'arrière-plan de ce débat.

Fifi Benkhenouche, dite Fifi la Grosse, une prostituée de la rue de Budapest, ce bas lieu de Paris livré à la prostitution algérienne et ghanéenne pour l'essentiel, se serait bien passée d'attendre des heures dans la salle des témoins. Elle se serait bien passée aussi de témoigner. A l'air désapprobateur et chagriné dont elle rejette son ficus par-dessus son épaule, on sent son extrême lassitude à raconter pour la énième fois sa petite histoire, illustration de l'honnêteté qui entoure tout ce procès...

L'avant-veille de l'incarcération d'Yves Jobic, Fifi aurait été priée fermement par un «indic» du commissaire de se rendre dans le bureau de ce dernier. Le lendemain, donc, dans les locaux de la première DPJ, Fifi aurait rédigé une lettre sous la contrainte afin d'aider Jobic dans sa tentative désespérée de se sortir du mauvais pas dans lequel il se trouvait. *« J'ai écrit que Zouzou, Fati la Grande et les autres filles de la rue de Buda, elles parlaient par vengeance. »*

Le président : *« Il se trouve où, le bureau de M. Jobic ?*

– Rue Truffaut.

– Qu'est-ce que vous avez fait ?

– Il m'a dicté la lettre.

– C'était quand ?

– Entre 10 et 11 heures.

– Comment était son bureau ?

– J'ai remarqué une plaque bleue avec écrit : Yves Jobic ; un fauteuil, une télévision. Il m'a demandé si je pouvais lui rendre ce service, j'ai dit oui. J'ai écrit la lettre sans savoir. »

Le président Foulquié se tourne vers le commissaire :

« Est-ce que vous connaissez ce témoin ?

Yves Jobic : *Absolument pas. Ce matin-là, j'étais en réunion avec mon supérieur, M. Philippe Vénère, et d'autres collaborateurs, rue de Courcelles. »*

Entre M. Vénère, l'allure et la tête de Philippe Noiret, le verbe onctueux. Et M. Vénère confirme. Cette journée, ce 20 juin 1988, il s'en souvient, pensez ! – on se demande un instant s'il s'agit de l'anniversaire de sa femme, – c'était la veille de l'incarcération de son collaborateur, *« une date qui marque dans une vie professionnelle, monsieur le président »*. Justement, comme il savait que le commissaire Jobic allait être arrêté par les gendarmes, il avait organisé une grande réunion *brain-storming* pour préparer la défense de celui-ci en compagnie de Me Salah Soddik, du barreau d'Alger.

– « A quel titre ? », s'inquiète le président.

– Je suis conseiller technique du Syndicat des commissaires », précise Philippe Vénère, qui connaît le dossier par cœur, sauf la petite escapade du commissaire Jobic et de son «indic» Jean Moustafa dans un restaurant en compagnie d'un inspecteur de la brigade de répression du proxénétisme. Il s'agissait de favoriser l'ouverture de nuit, après 2 heures du matin, du cabaret oriental La Palmeraie. Une seconde, Philippe Vénère semble déstabilisé.

Me Francis Terquem : *« Que pensez-vous de cette démarche du commissaire Jobic ?*

– Je n'ai pas à penser... Mes chefs de service ont une marge d'initiative. Ce ne sont pas des chiens que je tiens en laisse ! »

Me Terquem : *« C'est une initiative opportune ou maladroite ? »*

Philippe Vénère s'embourbe dans une longue explication pour finir sur une chute plus simple : *« C'est une démarche tout à fait normale. »*

Me Terquem : *« La Palmeraie n'est pas sur le secteur d'intervention de M. Jobic. Vous condamnez son initiative ? »*

M. Vénère, qui a retrouvé toute son autorité : *« Absolument pas ! »*

Le président Foulquié s'inquiète pourtant. Le repas aurait coûté 10 000 francs, si l'on en croit les accusations de Rachid Mécheri durant l'instruction, accusations bien sûr rétractées depuis, et cette somme est citée dans une écoute téléphonique d'une conversation entre Jean Moustafa et sa maîtresse.

Le commissaire Jobic intervient, rassurant : *« Ce dîner a eu lieu dans une petit guinguette de l'île de la Jatte, monsieur le président. L'inspecteur Christian Thin était très pressé. Il était de service de nuit. Nous avons pris un plat direct et un café.*

– Ce n'était pas un repas à 10 000 francs ?

– Vous pouvez consulter la carte. Le plat était autour de 50 francs et le café à 3,50 francs. Ce n'est pas la Tour d'Argent ! »

Surgit pour un rapide tour de piste M. Djilali Triki, membre du consulat d'Algérie à Paris, le nez chaussé de lunettes Ray Ban. Ce conseiller juridique, ami d'Yves Jobic, ne s'embarrasse pas de vaines prudences oratoires. Sûr de lui – et apparemment de son impunité, – il raconte qu'il a été interpellé par les gendarmes, qui voulaient lui *« faire faire un faux témoignage contre Jobic »*. Selon lui, c'est un peu l'affaire des Irlandais de Vincennes qui recommence : les gendarmes, dit-il, ont retrouvé dans son appartement un revolver qui n'y était pas à leur arrivée.

Le président l'interrompt, demande à la greffière de bien noter toute cette déposition. Il en faut plus pour impressionner un Triki : *« Monsieur le président, à ce moment-là, j'ai compris que les ennuis commençaient. Les gendarmes m'ont pris à partie sur mes racines religieuses et mes origines. Un jour, à 2 h 30 du matin, le colonel Morel m'a interrogé, et j'ai vu dans l'entrebâillement de la porte le juge Hayat. Le colonel m'a dit : « Tu as résisté à mes hommes. Avec moi, ça va être différent. Nous, on en a rien à foutre de ton fric. Ce qui nous intéresse, c'est d'enfoncer Jobic. De le baiser, lui et sa police. »*

Le président commente : *« C'est évidemment un aspect des choses... »*

Indicateur et... informateur

Arrive le lieutenant-colonel Morel, le cheveu impeccable, le garde-à-vous irréprochable. Un gendarme comme les aime M. Daniel Renaut, premier substitut : *« Je tiens à dire à cette audience, très simplement et très fortement, au nom du procureur de la République et en mon nom, que nous avons entière confiance en vous et dans les gendarmes de votre unité. »*

Voilà qui est dit et c'est vrai que, pour une fois, dans ce procès, un témoin respire l'intégrité.

Le colonel Morel apportera quelques petites touches informatives à l'audience. D'abord, que les gendarmes n'utilisent pas d'indicateurs mais des informateurs. La nuance est de taille. *« Les informateurs sont pris dans la couche saine de la population. Ce sont des maires, des élus locaux, des gardes champêtres, des instituteurs,* explique-t-il.

– Des évêques aussi ? demande Me Gilbert Collard.

– Pourquoi pas !

– Mais comment faire de la police sans informateurs, colonel ?

– Maître, vous nous avez dit que vous ne connaissiez pas la gendarmerie. Venez nous rendre visite, je vous expliquerai ! »

Pour le reste, le colonel dément toutes les accusations déversées durant les audiences sur son service. Et l'une de ses remarques sur l'appartement occupé par la concubine de Jean Moustafa et son enfant – appartement envahi par les cafards et dans un état de propreté extrêmement douteux – amène à s'interroger sur l'importance de la « surface » financière dans le milieu, de ce présumé caïd. Avant de claquer les talons, le colonel a livré tout de même, dans un ultime message, son sentiment sur le climat de tension entourant le procès : *« Vouloir systématiquement replacer tout ça dans un contexte de guerre des polices, ça ne sert qu'à enfumer le paysage. »*

Suite des débats mercredi 15 mars.

LAURENT GREILSAMER.

Un millier de manifestants à Paris

Les greffiers, oubliés de la justice

Un millier de greffiers et de fonctionnaires de justice ont manifesté, mardi 14 mars, aux abords du ministère de la justice, pour réclamer une révision de leur statut. Petit peuple obscur et mal connu du monde judiciaire, les greffiers sont un rouage essentiel du fonctionnement de la justice. Sous-payés (ils démarrent avec un traitement de 5 457 F), ils ont vu, depuis quelques années, leur charge de travail et la technicité de leur tâche augmenter sans contrepartie.

Ils sont l'auxiliaire indispensable du juge d'instruction. Ils sont la mémoire des audiences : ils mettent en forme les jugements civils. Ils orientent les justiciables dépassés. Depuis peu, ils sont, au même titre que le juge d'instance, garants des procurations de vote. Ils établissent les pièces pour recouvrer les amendes, certifient les frais de justice (1 milliard de francs par an).

Les greffiers portent la robe noire, au même titre que les avocats et les magistrats. Pourtant, bien que chacun s'accorde à les trouver indispensables et souvent compétents, ils sont les oubliés de la justice. Robert Badinter avait, en son temps, étudié leur cas. Albin Chalandon avait – sans donner suite – projeté d'améliorer leur statut. Bien qu'il hérite d'une situation à laquelle il n'a pas concouru, Pierre Arpaillange se trouve une nouvelle fois face à une profession qui a le sentiment d'être délaissée. Sous-jacente depuis des mois, la crise des greffiers avait conduit, le 6 janvier dernier, à la signature, *in extremis*, à l'hôtel Matignon d'un protocole d'accord qui prévoyait l'octroi de primes de 3 %, s'ajoutant aux 15 millions de francs déjà votés au budget 1989, et la révision des statuts.

Ces fonctionnaires, plus de dix-huit mille agents du commis au greffier, qui gagnent de 5 000 F à 18 000 F (les traitements les plus hauts sont réservés à... neuf d'entre eux au sommet de la hiérarchie) demandent une modification de la grille, une amélioration salariale et des recrutements. Fonctionnarisés depuis 1967 (ils étaient, auparavant, titulaires d'une charge qu'ils achetaient), les greffiers ont jusqu'ici été très soucieux du bon fonctionnement de la justice et ont été réticents, bien qu'ils en aient le droit, n'étant pas sous statut spécial, à user du droit de grève.

Leur action du 14 mars, avec l'arrivée à Paris de délégations venues du Nord, de Bordeaux, des Charentes, de Bretagne est un premier pas. Après avoir été reçus par un membre du cabinet du garde ses sceaux, ils doivent reprendre des discussions le 15 mars avec la direction des services judiciaires. Mais les propositions qu'on pourra leur faire ne débordaront vraisemblablement pas l'enveloppe budgétaire déjà votée et améliorée par le protocole d'accord. S'il peut proposer un « repyramidage » des carrières, le ministère de la justice, quelle que soit sa bonne volonté, ne peut passer outre aux règles de la fonction publique ni, vraisemblablement, obtenir de rallonge supplémentaire. A la chancellerie, on considère cette crise, après celle des gardiens de prison, avec une réelle inquiétude.

AGATHE LOGEART.

Communication

La production a chuté de 20 % en 1988

Les spots en alerte

Les producteurs de films publicitaires sont inquiets. Il y a deux ou trois ans, Charles Gassot, PDG de la société de production Téléma, pouvait réaliser quatre ou cinq spots par an pour les chaussures Eram. En 1988, il n'en a produit qu'un seul. Son cas n'est pas isolé. Selon les résultats de la première étude quantitative faite par le Syndicat des producteurs de films publicitaires (SPFP), qui regroupe vingt-deux sociétés représentant la moitié de l'activité de ce secteur, le marché des spots a piqué du nez en 1988. Mille cinquante à mille cent films ont été réalisés l'an dernier, soit une baisse de 20 % par rapport à l'année précédente.

Cette chute intervient alors que les chiffres de l'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP) indiquent que l'investissement des annonceurs sur la télévision a pourtant augmenté de 27 % l'an dernier. Mais ce paradoxe se complique d'autres résultats, comme ceux de la Sécodip, qui montrent que le média télévision a moins attiré les annonceurs en 1988.

Les chiffres du SPFP témoignent à la fois de la baisse de volume des spots réalisés mais aussi de tendances qui mettent en péril la qualité de la publicité télévisuelle française et son dynamisme, alors que se profile la concurrence européenne.

Le SPFP a passé au crible huit cent quarante-cinq spots parmi ceux qui ont été produits en 1988, dont 91 % ont été diffusés à la télévision et 12 % au cinéma (mais 3 % sur les deux supports à la fois). Première alerte : un quart de ces spots ont été réalisés avant 1988 et ont tout juste bénéficié d'un montage neuf avant leur rediffusion, montage qui tend généralement à raccourcir leur durée (51 % des films publicitaires durent entre vingt et trente secondes, 3 % dépassent la minute). Deuxième alerte : trois cents spots constituent simplement des adaptations de films étrangers. S'ajoutant aux spots hexagonaux, ils représentent, selon Jacques Arnaud, PDG de Franco American Films et président du SPFP, *« une tendance à l'importation à outrance du modèle américain qui tire vers le bas les films publicitaires et rejoint les plus mauvais aspects de la télévision française »*. En 1984, selon une enquête de la Régie française de publicité (RFP), les spots importés et adaptés ne dépassaient pas 5 % du volume des films diffusés, contre 20 % aujourd'hui... Troisième alerte : compte tenu de la récente loi Lang qui impose le versement de royalties aux comédiens, mannequins, etc., un quart des films publicitaires ne comportent pas d'interprètes (17 % en 1984, selon une étude RFP-IPSOS).

La crise est donc bel et bien là. Les causes en sont multiples. Les annonceurs, effrayés par le *zapping* et le coût des spots, ont préféré ralentir leur budget production et tabler sur les valeurs sûres que représentent de vieux films. A moins qu'ils ne jouent la carte de la sponsorisation d'émissions. *« Plusieurs films sont vieux de cinq ans, ils lassent les téléspectateurs et engendrent la publiphobie »* souligne Charles Gassot, de Téléma. Pour plusieurs producteurs, les difficultés du marché incomberaient à des directions de marketing *« immatures »* qui estiment que l'achat d'espaces tous azimuts est préférable à l'investissement dans un spot nouveau et incitatif. *« En Grande-Bretagne,* note un des producteurs de la SPFP, *Heineken fait réaliser six ou sept spots nouveaux par an ; en France, nous n'en avons fait qu'un seul en 1988. »* Mais les agences de publicité sont aussi responsables : *« Elles se battent tellement pour garder leur budget qu'elles deviennent frileuses lorsqu'il s'agit de faire concevoir de nouveaux spots »*, résume un annonceur qui se plaint, par ailleurs, *« de l'inflation des études dans les agences et chez les annonceurs qui aboutissent souvent à ranger des projets de campagne dans les tiroirs ». « Nous ne faisons pas toujours de bons films publicitaires »*, admet pour sa part Charles Gassot.

La qualité, il est vrai, se paie. La frilosité des annonceurs a empêché ces dernières années les producteurs et les réalisateurs de spots de donner la pleine mesure de leur savoir-faire.

Au sein des festivals, les Britanniques, les Italiens ou les Allemands de l'Ouest raflent tous les prix. Mais, avec six mille spots par an à leur actif, les producteurs et réalisateurs britanniques ont une réserve inégalable en quantité et en qualité.

Enfin, la crise qui affecte actuellement l'industrie du film publicitaire rejaillit sur l'ensemble de l'industrie du film en mettant en cause l'activité des laboratoires, des studios de post-production, des techniciens et des interprètes.

YVES-MARIE LABÉ

La distribution des journaux

Le directeur des NMPP souhaite qu'éditeurs et Messageries « parlent d'une même voix »

M. Etienne-Jean Cassignol, directeur général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), a réfuté, mardi 14 mars, l'appel « solennel » que lui avait adressé la veille le président du Syndicat de la presse parisienne (SPP), M. Jean Miot (*le Monde* du 15 mars). Votre lettre, lui répond-il, *« pourrait laisser croire à des lecteurs mal informés que le conflit qui perturbe* [la distribution des journaux] *ne trouve son origine que dans la nécessité où nous serions de négocier un accord-cadre pour nous moderniser ». « C'est oublier,* accuse M. Cassignol, *que cette modernisation est continue et que nous avons su, dans bien des secteurs de notre entreprise, en négocier les effets sans que la continuité du service assuré par les NMPP ait à en souffrir. »*

A M. Miot, qui rappelait que *« la modernisation des imprimeries parisiennes est en cours d'achèvement »*, et notait que *« la dernière étape de cette modernisation appartient aux Messageries »*, M. Cassignol oppose, au contraire, *« les hésitations »* des patrons de la presse parisienne. Hésitations, souligne le directeur général des Messageries, qui sont directement responsables du retard pris dans *« la mise en œuvre de l'outil de distribution moderne que* [les NMPP] *avaient proposé aux éditeurs. » « Voici un an,* ajoute-t-il, *j'avais proposé que nous nous concertions pour adapter ensemble le maillon de la distribution des quotidiens aux nouvelles conditions créées par la modernisation des imprimeries. (...) Je souhaite donc que nous puissions surmonter ce conflit ensemble en parlant d'une même voix comme les éditeurs et les Messageries l'ont fait jusqu'ici. »* Manifestement, M. Cassignol estime qu'avec la publication de sa lettre M. Miot a rompu ce code de bonne conduite.

● ***Thérèse* aux « Dossiers de l'écran ».** – Le juge des référés a refusé, mardi 14 mars, d'interdire la diffusion du film *Thérèse* aux « Dossiers de l'écran ». Une interdiction qui avait été demandée par son réalisateur, Alain Cavalier. Le tribunal a jugé qu'il ne saurait être fait obstacle à cette diffusion, *« au seul motif que les téléspectateurs ne pourraient pas discerner exactement les mobiles ayant inspiré l'auteur »* dès lors que *« l'œuvre n'est pas amputée ni altérée, ou présentée au public avec un commentaire pouvant à dessein le tromper sur les intentions ou les motivations d'Alain Cavalier ».*

● **M. Dominique Wallon, président de la commission d'aide aux programmes jeunesse.** – M. Dominique Wallon, directeur général du Centre national du cinéma (CNC), vient d'être nommé président de la commission d'aide aux programmes audiovisuels destinés à la jeunesse. Cette commission, composée de neuf membres nommés pour un an, disposera en 1989 d'une dotation de 100 millions de francs pour *« aider la production originale de fictions, dessins animés, documentaires destinés aux enfants et aux adolescents ».*

Dans un village du Loiret

Le corbeau et l'isoloir

ORLÉANS
de notre correspondant

« On lutte contre un fantôme. » Le corbeau de Villereau (Loiret) a gagné. D'une mauvaise écriture, il signe, triomphant *« Celui qui est plus fort que toi »* ou, sans faire dans la nuance, un grand « C ». Dans ce petit bourg de trois cent cinquante habitants, au bord de la Beauce, on ne prête plus attention au bruit des tracteurs ou au klaxon de la camionnette du boulanger, chacun guette sa prochaine missive.

Depuis 1982, caché derrière quelque volet clos, il déverse sa bile contre tous ceux qui essayent de faire bouger ou de rompre le train-train de la commune, le responsable d'une nouvelle association, l'épouse du garde-champêtre qui est devenue pompier, la présidente du Club des chiffres et des lettres. Ou bien il ressort les vieilles histoires qui traînaient autrefois dans les cours de ferme.

Depuis un an, il met les bouchées doubles : presque une centaine de lettres, postées au village voisin, ou bien laissées sur le rebord des fenêtres des « victimes » dans les pots de géraniums, au pied des arbres de la place ou à l'entrée de l'église. Le corbeau « tient » tout son monde sous sa plume maladroite (conduite, semble-t-il, par la main gauche d'un droitier) et nauséeuse. Certains destinataires sont particulièrement « traités » : les lettres portent des traces d'excréments et de vomissures.

En 1985, le tribunal d'Orléans a relaxé une habitante de la commune. Aujourd'hui, les enquêteurs, prudents, pataugent dans la boue de Villereau au milieu d'une population qui perd la boussole où personne n'ose plus regarder son voisin. *« Quand j'ai eu ma première lettre, j'avoue que j'ai été presque soulagée, parce que j'avais peur d'être suspectée »*, raconte la charcutière. La rumeur désigne maintenant la femme du premier adjoint. Un couple de vieux ouvriers agricoles brandit des lettres du corbeau qui ne les a pas oubliés dans sa distribution.

Le maire, M. Jean-Marie Combault, un agriculteur, a refusé d'organiser le premier tour des élections municipales. Personne n'a fait acte de candidature, pas même les sortants. *« Malgré l'abondance de courrier et d'indices,* a écrit le maire au préfet, *l'enquête qui se poursuit depuis huit mois n'aboutit à rien, alors que des affaires plus délicates sont réglées en quelques jours. »* Le préfet n'a pas mâché ses mots, qualifiant les « exploits » du corbeau de *« forme insidieuse de terrorisme »*. Le 12 mars au petit matin, le secrétaire général de la sous-préfecture, accompagné de trois assesseurs, s'est installé dans la salle des fêtes pour tenir l'urne. Soixante électeurs sur les deux cent dix-neuf inscrits sont passés dans l'isoloir et ont couché des noms sur des bulletins vierges, mais aucun n'a recueilli la majorité requise pour être élu. Le corbeau a eu une voix. Les gendarmes ont fait une discrète apparition lors du dépouillement. *« Le maire a profité de la journée pour aller à la chasse, mais pour tirer le sanglier »*, glisse, goguenard, un vieux conseiller municipal.

Jean-Pierre Mesland a reçu vingt-cinq lettres anonymes. *« C'est moi qui ai le maillot jaune. »* Il animait une association de parents d'élèves. Il a donné sa démission. *« Les enfants commencent à être marqués. Il faut arrêter ça vite, attraper la bestiole, sinon c'est la mort du village. »*

RÉGIS GUYOTAT.

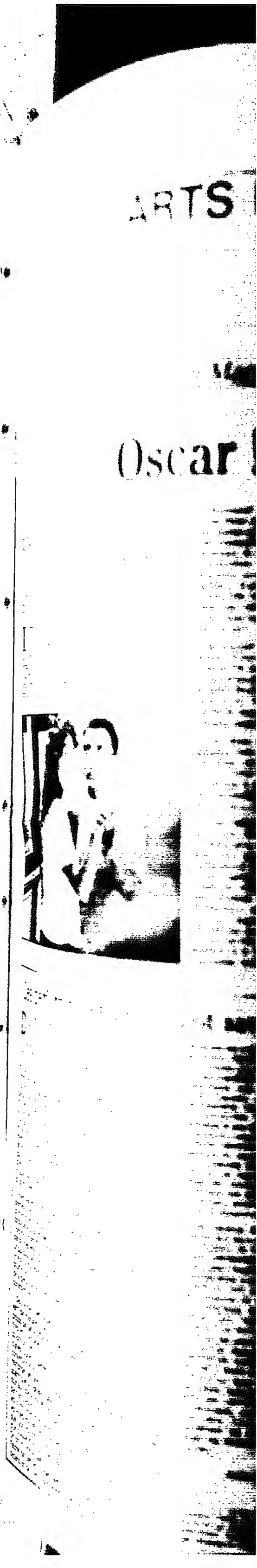
● **Une réaction de l'Association professionnelle des magistrats.** – Dans une déclaration faite mardi 14 mars, l'Association professionnelle des magistrats (APM), située à droite, estime, pour le déplorer, que les derniers développements du procès Jobic traduisent *« une dégradation, poussée ici jusqu'à la caricature, des relations entre police et justice »*. L'APM considère que, dans cette *« dégradation », « certains membres du Syndicat de la magistrature, depuis une vingtaine d'années, portent une lourde responsabilité »* en raison de *« l'attitude de défiance et de soupçon systématique dont ils ont fréquemment fait preuve à l'égard d'indispensables auxiliaires de la justice ».*

● **Chez les surveillants : une journée « prison morte » inégalement suivie.** – La journée « prison morte », organisé le 14 mars par les syndicats pénitentiaires après l'exclusion pour huit jours de sept surveillants de la maison d'arrêt de la Santé (*le Monde* daté 12-13 mars), a été inégalement suivie. Fatigués *« physiquement et nerveusement »*, selon un syndicaliste, les surveillants ont démontré l'essoufflement de leur mouvement.

● **Fausses factures du Sud-Est : nouvelle inculpation.** – Le président de la société anonyme Sudotel, M. Jacques Lhardit, a été inculpé, lundi 13 mars, de faux et usage de faux, de complicité et recel, d'abus de biens sociaux par M. Pierre Culié, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, dans le cadre de l'affaire des fausses factures du Sud-Est concernant d'importantes sociétés du bâtiment.

● **L'objecteur de conscience Michel Flache relaxé en appel.** – Condamné en septembre 1987 à un an de prison par le tribunal correctionnel de Rouen pour avoir refusé pour la deuxième fois une affectation à l'Office national des forêts prévue par le statut des objecteurs de conscience, M. Michel Flache, trente-deux ans, qui exerce la profession de vétérinaire, a été relaxé mardi 14 mars par la cour d'appel de cette ville.

Jeudi 23 mars 1989 à 18 heures
ouverture à Paris de
AMELIOBRACHOT
PIECE UNIQUE
un espace pour l'art contemporain
avec un travail de
DANIEL BUREN 1989/1966
75006 Paris 4, rue Jacques Callot tel 43 26 [illegible] fax 43 [illegible]
Photo souvenir "Les Couleurs/Sculptures"



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

« Rain Man », un film de Barry Levinson

Oscar ! oscar ! oscar !

Dans le rôle d'un « autiste savant », Dustin Hoffman est remarquable. Sa prestation ne peut que susciter une unanimité pâmée. Et le film ?

IL apparaît à l'écran. A la fois tendu et mou. Les épaules coulantes, la démarche précautionneuse et mécanique. Il apparaît à l'écran, le regard opaque, et aussitôt, au-dessus de sa tête, une couronne d'ampoules invisibles se met à clignoter : « Oscar ! Oscar ! Oscar ! ». Malgré la concurrence, Dustin Hoffman ne devrait pas, en toute justice, échapper prochainement à l'offrande méritée de la statuette sacrée. C'est vrai, dans le rôle d'un handicapé mental, *Rain Man* (déformation de son prénom Raymond), il ne peut susciter qu'une unanimité pâmée, et n'a qu'à se pencher à peine pour ramasser des pelletées d'épithètes superlatives ; bouleversant, magistral, sublime, génial... Mais le film qui sert de support à sa prestation bouleversante, magistrale... est-il à la hauteur ?

D.R.

Raymond Babbitt, la quarantaine floue, est pensionnaire d'une institution spécialisée. Il y vit plutôt tranquille ayant balisé son existence de rituels protecteurs et immuables. Raymond est un autiste surdoué, un « idiot savant ». Il parle, peu, a une autonomie très relative. Mais il possède une mémoire phénoménale et des dons inexploités pour le calcul mental.

Raymond a un frère, plus jeune, Charlie (le joli Tom Cruise). Si lui est un idiot, Charlie serait plutôt un crétin, arriviste et agité. Mufle avec les dames, la charmante Valéria Golino est empêtrée dans une pâle magouille d'import-export de Lamborghini.

Les deux frères « que tout sépare » vont se retrouver, parce que papa est mort, ne laissant qu'une vieille Buick au cadet, et sa fortune à un mystérieux légataire domicilié dans un asile psychiatrique...

Dans l'intention vorace de récupérer son héritage, Charlie va « kidnapper » Raymond, et tous deux vont prendre la route. La vieille Buick roulera de Cincinatti à Los Angeles, en passant par Las Vegas, et véhiculera longuement une parabole édifiante sur « la différence », sur la primauté du « faible » apparent sur le « fort » affirmé, sur les bienfaits de la fraternité, qu'elle soit génétique ou élective. A la fin du voyage, photographiés brillamment avec les stridences colorées d'un vidéo-clip, Raymond et Charlie se sépareront, mais auront fait, on le devine, un sacré chemin l'un vers l'autre...

Efficacité : le mot est lâché. *Rain Man* est un film efficace, et Barry Levinson est un homme efficace, qui ne cesse de prouver son efficacité. Le scénariste de Mel Brooks, depuis qu'il est passé à la mise en scène en 1982, n'a-t-il pas déjà donné *le Meilleur* (avec Robert Redford) et le tonitruant *Good Morning Vietnam* l'année dernière ? Il ne faudrait d'ailleurs pas oublier, plus discret, provincial, et couronné évidemment d'un moindre succès, son intéressant *Tin Men*, sur le petit monde des « tôliers » de Baltimore, en 1987... Des scènes efficaces — et réussies — *Rain Man* en regorge donc. Ainsi lorsque découvrant — tardivement — tout le parti qu'il peut tirer de la mémoire « anormale » de Raymond, Charlie le pose devant une table de black jack où il fait merveille, attendrissant robot gagneur, semant la panique chez les croupiers.

Ou bien lorsque dans un ascenseur obligeamment bloqué, Raymond reçoit sa première leçon de baiser, de la bouche de la petite amie de son frère, et répond avec une percutante lucidité à la question : « *Comment trouves-tu ça ?* », « *Mouillé* ». Raymond, Raymond... C'est-à-dire Dustin, Dustin. C'est avéré, qu'il soit « lauréat » ou travesti, vagabond boiteux ou commis voyageur, bagnard ou autiste, il est bien le plus magnifique acteur de composition du moment. Le travail qu'il opère sur un rôle n'est d'ailleurs jamais invisible, et cependant incroyablement crédible. Une fois encore, embusqué en sentinelle derrière son personnage, Dustin Hoffman impose donc son impériale présence.

Mais malgré tout, malgré lui, qui arracherait des larmes à une pierre et malgré les sourires angéliques et carnassiers de Tom Cruise, *Rain Man* n'en demeure pas moins un *road movie* de plus, un beau piège à médailles assez lourdaud et moralisateur.

DANIÈLE HEYMANN.

D.R.

Les modèles de Dustin Hoffman

DUSTIN HOFFMAN trouve souvent son inspiration dans la vie. Lenny Bruce a existé. Carl Bernstein, du *Washington Post* (*les Hommes du président*) existe, Hoffman l'a rencontré. Pour d'autres il a observé son entourage immédiat : le Ratso de *Macadam Cow Boy* ressemble au concierge de l'immeuble qu'il habitait à l'époque. *Le Lauréat* est un démarquage de son frère Ronald, le commis voyageur une transposition de son père et la Dorothy de *Tootsie* une variation sur sa mère...

Le choc initial de son *Rain man*, lui a été donné par une émission sur des autistes savants. Un aréopage de médecins fait écouter à un jeune homme, Lesley Lemke, un fragment de *Soirée de Grenade* de Debussy, qu'il n'a jamais entendu. Deux minutes plus tard, le jeune homme reproduit le thème à la perfection.

« C'est à cause de lui que j'ai demandé à mon agent de trouver un sujet sur les attardés savants. Puis j'ai commencé à me pencher sur l'autisme. »

Outre Lesley Lemke, Dustin Hoffman aura trois modèles, dont Joe Sullivan, vingt-sept ans, employé dans une bibliothèque publique. Et « Kim » (il souhaite rester anonyme), champion des chiffres et des listes. C'est lui qui a inspiré le scénario original. Aujourd'hui, il établit les salaires de quatre-vingt-quatre employés, comptabilisant de mémoire primes, déductions, avances et heures supplémentaires.

Selon Hoffman, cependant, « Peter » est le plus important : *« Nous étions en rapport constant pendant le tournage. Tom Cruise et moi allions faire du bowling ensemble, et avec son frère qui est tout à fait normal. Une ancienne star locale de football. Il nous avait prévenus : « Vous passerez par » toutes sortes de phases. » J'avoue qu'à le voir grandir de » façon... différente, j'en arri- » vais à le détester. Puis, une » forme de rapport s'établit. »*

H. B.

Les performances de l'« idiot savant »

DE toutes les pathologies mentales graves, l'autisme est sans aucun doute celle qui fascine le plus. L'incommunicabilité totale dont souffrent les jeunes malades, qui apparaissent comme murées dans une solitude intérieure que rien ne semble pouvoir rompre, le mystère qui perdure quant aux origines de cette maladie et les polémiques que suscitent au sein du milieu psychiatrique les traitements souvent inefficaces mis en œuvre sont autant d'éléments qui confèrent à l'autisme une place toute particulière dans la galaxie des affections neuro-psychiatriques.

Identifiée et décrite pour la première fois il y a près d'un demi-siècle, cette maladie constitue — plus par ses implications théoriques et pratiques que par sa fréquence (au maximum un cas pour deux mille enfants) — le problème majeur de la psychiatrie de l'enfant et, au-delà, de la démarche psychiatrie dans son ensemble.

Deux écoles s'affrontent souvent de manière très vive à propos de cette affection. Les théories psychanalytiques ou psychologiques qui postulent que les troubles observés sont la conséquence d'un problème relationnel, et une « approche scientifique » (développée surtout aux Etats-Unis et dans les pays anglo-saxons), qui observe les symptômes plus qu'elle ne les interprète, et qui considère que l'autisme est la traduction d'un trouble d'origine organique. Or on n'évoque pas l'une ou l'autre de ces approches sans déclencher de vives polémiques au sein du milieu professionnel comme chez les parents d'enfants malades (1).

C'est dans ce contexte qu'est diffusé le film de Dustin Hoffman qui, contrairement à ce qui est généralement annoncé, n'est pas à proprement parler un film sur l'autisme en général, mais sur une catégorie bien particulière et peu fréquente d'autistes ou de syndromes autistiques. « Rain Man *met en scène ce que les psychiatres dénomment « autisme de haut niveau », ou encore « idiot savant »*, explique le professeur Dominique Sauvage, pédopsychiatre et spécialiste de l'autisme. *« C'est, je pense, un film fort utile pour la compréhension de cette maladie si l'on n'oublie pas qu'il s'agit de cas tout à fait exceptionnels. » L'erreur serait pour les familles* concernées de supposer que tout enfant diagnostiqué autiste est capable des performances hors du commun montrées dans le film.

Décrit pour la première fois en 1887, l'« idiot savant » est un syndrome extrêmement rare, et qui concerne les personnes souffrant de troubles mentaux, intellectuels et relationnels très graves, capables néanmoins d'accomplir des performances intellectuelles remarquables eu égard à leur handicap, voire tout à fait prodigieuses pour un être humain.

On observe ainsi des sujets ayant un quotient intellectuel très limité (inférieur le plus souvent à 40) doués de capacité de mémorisation, visuelle ou numérique, hors du commun. Depuis un siècle les psychiatre sont fascinés par les « idiots savants » et décrivent régulièrement les cas de malades calculateurs arithmétiques (capables d'effectuer des opérations très complexes de calcul mental), ou calculateurs de calendrier (retrouvant en peu de secondes le jour de la semaine d'une date remontant à plusieurs siècles). D'autres « idiots savants » ont l'oreille absolue ou peuvent réussir des performances musicales (improvisation ou reproduction immédiate de morceaux complexes entendus une seule fois) que ne pourraient accomplir des musiciens professionnels.

De récents travaux laissent penser que les « idiots savants » souffriraient de troubles concernant l'hémisphère cérébral gauche ; ces troubles seraient la conséquence d'anomalies (génétiques ou non) survenues avant la naissance et ayant entraîné une migration de cellules nerveuses vers l'hémisphère droit, ainsi qu'une dominance de celui-ci. Pour les psychiatres, l'espoir de pouvoir répondre un jour aux troublantes questions soulevées par les « idiots savants » réside aujourd'hui dans l'utilisation de nouvelles techniques (tomographie par caméra à positrons notamment), permettant d'étudier dans l'intimité, non plus seulement les structures, mais aussi les fonctions du cerveau humain.

JEAN-YVES NAU.

(1) La revue psychiatrique *Synapse* (datée de décembre 1988) consacre un dossier à la polémique concernant l'autisme, évoquée dans ces colonnes en 1985 et 1988.

CINÉMA

Le 11e Festival de Ouagadougou

Toutes les images de l'Afrique

Le Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou c'est, tous les deux ans, « la » rencontre qui permet de faire le point de la production du continent. Du 25 février au 4 mars, le FESPACO a fêté son 20e anniversaire, avec davantage de films, d'une qualité artistique et technique bien plus affirmée, mais le problème des débouchés reste entier.

Bya Gomes et Tuna Eugenio Almada dans « Mortu Nega » de Flora Gomes.

CETTE onzième édition du Festival avait pour thème « Cinéma et développement économique ». L'indispensable dimension culturelle, la place privilégiée que le cinéma doit occuper dans toute politique de développement ont été proclamées haut et fort. Mais la question qui réapparaissait incessante, angoissante, dans tous les débats, est celle du marché.

En Afrique même, on ne peut envisager d'évolution sans la volonté et la participation des Etats. La Fédération panafricaine des cinéastes (FEPACI) réclame depuis des années une action commune en matière de distribution et de soutien à la production. Malgré tous ses efforts, elle n'a pas obtenu de résultats concluants. Aujourd'hui, alors que certains réalisateurs, soucieux d'exprimer l'identité de leurs cultures ou l'urgence des problèmes de leurs sociétés, continuent à s'adresser en priorité ou même exclusivement au public africain, d'autres se tournent vers le reste du monde pour tenter de sortir de l'impasse économique.

Une révélation : Flora Gomes

Pour la première fois, le Grand Prix a été attribué à un film anglophone, *Heritage Africa*, du Ghanéen Kwah Ansah, déjà lauréat pour son premier long métrage en 1981. Le film raconte la transformation de Kwesi Atta Bosomefi en Quincy Arthur Bosomfield et son adhésion totale au modèle du colonisateur britannique – au point qu'il devient le premier *District Commissionner* indigène – puis sa redécouverte des valeurs de ses ancêtres. Un récit très bien mené, très bien filmé, mais d'une construction assez conventionnelle, « hollywoodienne » en somme : progression événementielle de l'action avec retours en arrière.

La vraie révélation c'est *Mortu Nega*, de Flora Gomes, premier long métrage de fiction jamais réalisé en Guinée-Bissau, qui a obtenu le Prix Oumarou-Ganda et le Prix de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Pour rejoindre son mari qu'elle n'a pas vu depuis des années, Diminga se joint à une colonne de civils qui monte au front livrer des armes aux combattants. Sur cette trame – les derniers sursauts de la guerre de libération et les premiers temps de l'indépendance – se greffent des scènes familières, intimes, où le réalisateur témoigne d'un ton très personnel, plein de fraîcheur et d'émotion.

Une vision non héroïque de l'histoire qui montre la participation naturelle des femmes à la lutte, la douleur des séparations et des deuils, les moments de plaisir aussi malgré tout, et l'atmosphère un peu étrange en cette période difficile du retour à la paix dans un pays dévasté et touché par la sécheresse : « *La fin d'une longue nuit et le début d'une autre chose.* » Bya Gomes, rayonnante Diminga, a reçu une mention spéciale du jury pour son interprétation.

Autre temps fort et Prix du meilleur scénario, *Zan Boko*, le film du Burkinabé Gaston Kabore, sur la disparition d'un village, absorbé, dévoré par une grande ville en pleine expansion. Un paysan et sa famille sont chassés de leur terre par un riche citadin qui veut agrandir sa propriété et la doter d'une piscine. Un journaliste est témoin et décide de poser le problème en direct au cours d'un débat télévisé. Son émission est interrompue, « *pour une raison technique indépendante de notre volonté* », dira la speakerine. Voilà le sujet apparent, l'anecdote. Mais la force du film tient au regard sur la confrontation de deux mondes, au choc entre deux espaces – la ville et la campagne, – deux cultures.

Gaston Kabore ne montre pas les effets du drame. On ne voit pas Tinga quitter sa concession. Ce n'est pas la peine. On sait que le paysan est battu d'avance, vaincu par la ville et sa violence. Ce qui est montré c'est – face à la « culture nouvelle », fondée sur les rapports hiérarchiques et le pouvoir de l'argent – la vision du monde des ruraux, leur mode de vie, la qualité des relations humaines. Peu de paroles mais un engagement vrai dans le moindre mot, le moindre geste, et le lien profond avec la nature.

Yaaba, d'Idrissa Ouedraogo, l'autre enfant du pays, a reçu le Prix spécial du jury et le Prix du public. Le film raconte l'amitié d'un jeune garçon pour une vieille femme rejetée de tous parce qu'on l'accuse de sorcellerie. Encore le monde rural mais le propos est plus mince. Il se veut simple chronique villageoise. Une carte postale magnifiquement photographiée. Chaque plan est une réussite esthétique. *Yaaba* offre au spectateur l'image idyllique d'une Afrique dégagée de toute contingence matérielle.

Un réalisateur et son public

A l'opposé, dans *Finzan*, le Malien Cheick Oumar Sissoko, arrivé peu avant la fin du Festival, traite avec réalisme de la condition féminine en milieu rural et des problèmes liés à la tradition. Tel qu'on l'a vu à Ouaga, *Finzan* réunit les éléments d'un beau film mais le parti pris didactique donne un côté un peu pesant au discours, comme si le réalisateur ne faisait pas confiance à ses images, pourtant parlantes. Certains festivaliers ont reproché à l'auteur de montrer un travail à peine terminé et non étalonné, mais Sissoko tenait absolument à cette rencontre avec le public ouagalais. Il avait besoin de vérifier que son propos était bien reçu. Les spectateurs africains lui ont donné une réponse positive. Il va donc s'atteler au montage d'une version « allégée » destinée à un public occidental.

La distance entre *Yaaba* et *Finzan* montre la difficulté rencontrée par les cinéastes africains, qui doivent répondre à toutes les attentes de leur public. En première place vient l'affirmation d'une identité culturelle spécifique. *Zan Boko* relève de cette préoccupation ainsi que *Yeelen* de Souleymane Cisse, présenté hors compétition parce que déjà primé à Cannes. *La Geste de Ségou* du Malien Mambaye Coulibaly (Grand Prix du court métrage et Prix de l'Institut culturel africain) appartient aussi à cette catégorie. C'est un film d'animation qui fait revivre à des marionnettes – inspirées de la tradition bambara – un épisode de l'épopée du royaume de Ségou telle que l'ont transmise les griots.

La réappropriation de l'histoire, longtemps monopolisée par le colonisateur, est également une source d'inspiration importante : *Camp de Thiaroye* d'Ousmane Sembene et Thierno Faty Sow (primé à Venise et présenté hors compétition, ce film a cependant reçu le Prix de l'Institut des peuples noirs) ; *Tabataba* du Malgache Raymond Rajaonarivelo (*le Monde* du 28 février) ; *Maltatsine* du Nigérian Sule Umar.

D'autres réalisateurs répondent au besoin de décrire la société et d'aborder la question du développement. Souvent leurs films sont des cris, comme *Finzan* de Cheick Oumar Sissoko. Dans *Bouka*, Gnoan M'Bala (Côte-d'Ivoire) parle de la condition de la femme et de l'enfant. Jean-Marie Teno (Cameroun) aborde le problème de l'eau dans *Bikutsi Water Blues*. Avec *les Dix Commandements de l'enfant*, Kitia Touré (Côte-d'Ivoire) fait des propositions pour prévenir les accidents domestiques, responsables de nombreuses morts d'enfants en milieu urbain.

A l'inverse il existe des auteurs pour qui le cinéma représente la part du rêve, de l'image idéalisée (Idrissa Ouedraogo avec *Yaaba*) ou la détente (Sijiri Bakaba : *les Guérisseurs* ; Ngangura Mweze et Benoît Lamy : *La vie est belle*). Il faut enfin citer Henri Duparc, réalisateur d'une comédie (très) commerciale sur la polygamie, *Bal Poussière*, qui vient de remporter le Prix du Festival du film d'humour de Chamrousse (*le Monde* daté 12-13 mars).

Bien sûr une telle classification est un peu artificielle mais elle montre la diversité du cinéma africain et l'importance d'un festival qui, une fois tous les deux ans, offre au public une occasion unique de recevoir toutes ces images, et aux cinéastes la possibilité de confronter leurs œuvres.

On regrette d'autant plus les carences de l'organisation à ce 11e FESPACO. A l'exception de Filippe Sawadogo, secrétaire général permanent, l'équipe de la précédente édition du festival, en février 1987, a été remplacée. Un Comité national pour l'organisation du FESPACO s'est constitué en octobre dernier. Cela n'a nullement empêché une belle pagaille dans la programmation, communiquée tardivement et parfois modifiée en dernière heure (1).

La course aux films

Une nouvelle salle de 1 065 places a été inaugurée. Sans que cela ait été dit expressément, elle semblait devoir présenter les films en compétition. Mais le souci premier de son promoteur – un privé – a été de vendre des entrées payantes. Un bon nombre des 1 000 festivaliers ont donc été refoulés à chaque séance ainsi que quelques membres du jury. Pour ces derniers, il a fallu réquisitionner la salle du marché du film. C'était la seule qui programmait des films le matin. Aucune des quatre autres salles couvertes n'a fait de projections dans la matinée ou l'après-midi avant 18 h 30, heure à laquelle commençait une course effrénée et souvent vouée à l'échec pour voir les trois films de la soirée. L'une des salles a fonctionné pendant toute la durée du festival avec un projecteur perpétuellement en panne (une projection de *Camp de Thiaroye* a duré quatre heures !).

Dans ces conditions comment voir et apprécier les films ? Une partie des festivaliers y a renoncé et s'est mise en vacances, provoquant le désespoir ou la colère de certains réalisateurs, désolés qu'on en arrive là dans ce pays qui, depuis vingt ans, s'efforce de promouvoir le travail des cinéastes. Leur fédération a rappelé que sans eux le FESPACO n'existerait pas.

THÉRÈSE-MARIE DEFFONTAINES.

(1) Les organisateurs ont rejeté la responsabilité de cet état de fait sur les cinéastes, trop nombreux à fournir leurs copies en retard.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue de Richelieu, 75002 PARIS - 47 03 81 10
POLITIQUE ET POLÉMIQUE
la caricature française et la révolution (1789-1799)
GALERIE MANSART, tous les jours de 10 h à 18 h du 15 mars au 30 avril
"le rire est une arme"

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, r. de Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 45 63 28 85 et 37 14
Télécopieur : 45 63 76 13
PICASSO
Peintures et Dessins
1932-1972
1er mars - 15 avril

LE PANTHÉON
LES FRÈRES MOZART
Un film de Suzanne OSTEN
« Attendez-vous à voir du vrai cinéma » le Monde
« All That's Jazz lyrique réglé par une émule de Bergman » Libération

GALERIE KATIA GRANOFF
JEAN COUTY - LES CATHÉDRALES
15 MARS - 15 AVRIL 1989
Vernissage le 15 mars à 18 h
92, faubourg Saint-Honoré, Paris 8e. 42 65 24 41

Louis Fernand
PEINTURES

jusqu'au 25 mars 1989
GALLERY URBAN
22 avenue Matignon. Paris.

GALERIE ROBIN-LEADOUZE
2, avenue Matignon, 75008 PARIS - (1) 42 89 26 83
DORINE SOFFER
Sculptures
JUSQU'AU 10 AVRIL

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain - Paris 7e - Tél. : 42 22 77 57
HEURTAUX
ŒUVRES 1933-1982

AIR INTER présente
LES PAYSAGES DANS L'ART CONTEMPORAIN
du 7 au 26 mars 1989 - 13 h - 19 h
École Nationale Supérieure des Beaux-Arts
11, quai Malaquais – Paris VI

Un Triomphe
Nouvelle Revue
BAL DU MOULIN ROUGE Paris

FORMIDABLE
LA REVUE DU CENTENAIRE
20 h : dîner dansant, champagne et revue : 530 F
20 h et 0 h : champagne et revue . 365 F
PRIX NETS TOUT COMPRIS
MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
TÉL. (1) 46 06 00 19 ET AGENCES
Télex : 642978 MOROUGE - Télécopie : (1) 42.23.02.00

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

EXPOSITIONS

Malevitch au Stedelijk Museum d'Amsterdam

Au-delà du carré noir

En ajoutant les Malevitch des musées soviétiques aux Malevitch du Stedelijk Museum d'Amsterdam, on peut faire une grande exposition, mieux, la rétrospective la plus complète jamais organisée de l'œuvre du peintre du Carré noir sur fond blanc.

CENT trois peintures, plus de quatre-vingts dessins, des objets, des documents : jamais on n'a vu l'œuvre de Malevitch pareillement déployée. Pour cela, il fallait plus que le concours des musées soviétiques : qu'ils y soient vraiment intéressés. Or les Soviétiques de la glasnost s'intéressent manifestement à Malevitch. Et voici que l'artiste, mis à l'index pour n'avoir pas suivi le bon chemin, dont les œuvres ont été tant bien que mal conservées dans des réserves et montrées aux Occidentaux non sans réserve, est présenté au grand jour, au Musée russe de Leningrad et à la galerie Tretiakov de Moscou (1), les deux institutions qui se le partagent. L'exposition est organisée avec le concours du Stedelijk Museum d'Amsterdam, dont la collection de Malevitch est un des fleurons *(voir encadré)*. Le catalogue est le même. Il laisse largement la parole aux historiens d'art soviétiques, dont le discours sur la modernité, s'il n'est pas tout à fait au point, a beaucoup changé. De leur côté, diplomates, les Néerlandais s'y sont faits discrets.

L'œuvre entier révélé

Les collections se complètent parfaitement. Les Soviétiques ont en effet le début de l'œuvre et la fin, mais aussi beaucoup de choses à la périphérie du centre : le suprématisme, qui est le point fort du Stedelijk. Et cette fois il ne manque rien. C'est tout le parcours, depuis les tableaux impressionnistes de 1903-1904 jusqu'aux derniers portraits de 1933-1934 (né à Kiev en 1878, le peintre est mort en 1935 à Leningrad), que l'on peut suivre enfin.

C'est l'œuvre entier, dont on ne connaissait à la rigueur que le radicalisme avant-gardiste des années 1915-1920, qui se révèle dans tous ses états, dans toutes ses dimensions, en renvoyant au peintre, au novateur, à l'inventeur d'une nouvelle abstraction, au théoricien, au fonctionnaire, à l'enseignant, au polémiste. A l'homme enfin, que l'on connaît si mal, et à la logique complexe de son évolution. Celle-ci pose quantité de questions. On la savait problématique, mais peut-être pas à ce point. Problème des sources en amont du suprématisme, problème du contexte sociopolitique en aval. Problème de datation de certains tableaux supposés de la fin, mais qu'on ne sait pas où mettre tant ils sont analogues à certains de ceux des débuts, comme si Malevitch s'était ingénié à brouiller les pistes pour montrer qu'il était toujours le même à travers ses différents costumes.

L'exposition d'Amsterdam est remarquablement faite, il faut le souligner, tout en reconnaissant qu'avec un matériau pareil il n'était pas très difficile de la réussir. Mais enfin, il y a des manières d'articuler les espaces et d'accrocher qui peuvent être nuisibles. Là, tout est bien, sauf peut-être cette salle au milieu de laquelle trône, sous une vitrine immense, la théière suprématiste, tout de même un peu trop sacralisée. Le parcours, en soi passionnant, est très bien organisé. Strictement chronologique, il sait ménager ses effets de mise en scène pour préparer la montée du fameux *Carré noir sur fond blanc* de 1915 – dont il faut dire à l'occasion que, en fort piteux état, il n'est pas là et que c'est une réplique tardive par Malevitch lui-même qui le remplace, dans une loge spéciale où il est accroché haut, au-dessus de la tête, comme une icône dans son abside. Rien de cela n'est gratuit. La mise en scène est pleinement justifiée par la présence de documents, de dessins de costumes et d'esquisses pour la pièce *la Victoire sur le soleil*, une œuvre-manifeste d'avant-garde à la manière futuriste, qui scandalisa le tout Saint-Pétersbourg, en 1913, et qui contenait déjà le *Carré noir* comme élément de subversion d'un spectacle dirigé contre la culture dominante : le soleil.

Quant à la suspension du *Carré* dans les hautes sphères, Malevitch l'a toujours voulu ainsi. C'est le principe de son œuvre. On peut d'ailleurs le voir, sur une photographie, accroché au-dessus du lit de mort de l'artiste, entre son autoportrait de 1934 et le portrait de sa femme, en donateurs de la Renaissance. Deux œuvres qui, comme bien d'autres des dernières années, ont de quoi nous plonger dans un abîme de perplexité.

De Malevitch, en Europe, on ne connaît à peu près bien que la période du suprématisme (et un peu ce qui le précède, un peu ce qui le suit), qui a fait l'objet de nombre d'études et d'approches serrées de spécialistes slavisants ayant beaucoup travaillé sur les écrits théoriques de l'artiste. Ce qui a certainement contribué au détachement de l'œuvre de toute contingence terrestre. Elle s'y prête, bien évidemment, mais on n'est pas fâché de pouvoir constater par soi-même les opérations de dématérialisation, de désincorporation ou de réincarnation des formes dans l'espace des tableaux, dont on peut interroger la matière et la lumière à l'infini, au moins jusqu'à la cinquième dimension. La chair des tableaux, leur texture, est la base de tout. Aussi beaucoup de bêtises ont-elles été dites naguère à leur propos. Simplement parce qu'on ne les connaissait que par des reproductions incapables de restituer la vibration des formes, leur décollement du fond ou leur mouvement d'inscription dans le fond, rendus par un traitement en touches très actives, et non pas en aplats. Ces formes ne sont d'ailleurs jamais tout à fait régulières, cela ne se voit pas non plus forcément à la reproduction. La croix, le cercle et le carré noir, la trinité des signes venue de Leningrad et de Moscou, en sont un exemple particulièrement intéressant, car, avec les baguettes de bois des cadres qui ont joué, ce ne sont plus seulement les figures qui jouent avec le fond, mais aussi les tableaux avec le mur.

« Un philosophe rêveur »

Cette histoire de texture et de déstabilisation des formes a commencé très tôt à travers les étapes rapides de discussion et d'assimilation des courants picturaux nouveaux depuis l'impressionnisme, que le peintre a pu aborder par le biais des collections de Tchtouchine et Morozov, presque simultanément, après avoir placé d'emblée son projet pictural hors du champ naturaliste. Un de ses premiers tableaux connus, *la Fleuriste* (1903), nous le signale : la robe est déjà un grand aplat de rouge, alors que le reste est traité en touches impressionnistes ; quant au visage, nettement partagé en deux, il est bien plus que l'ombre portée du chapeau sur les joues. La luminosité des paysages de cette période, où les couleurs sont blanchies, dans les verts, les roses et les bleus, contribue à créer un climat étrangement irréel. Un peu plus tard (1906-1907), un petit tableau traité à la manière divisionniste produit un effet dynamique, presque autant que *la Fillette courant sur un balcon* de Balla. En 1908, trois baigneuses aux couleurs de Cézanne sont trois Grâces maniéristes dans des corps ectoplasmiques. En 1910, les deux sœurs qui s'emboîtent le pas sont jumelles. Si tout Malevitch n'est pas déjà là, on est saisi de voir un à un se mettre en place les signes et les thèmes de son œuvre à venir.

L'étape du néo-primitivisme, où expressionnisme et fauvisme se rejoignent pour scander le mouvement des figures de paysans – le baigneur a la silhouette d'un danseur de Matisse passé au rouge de la *Brücke*, – est capitale, qui tranche dans le vif des sujets. On est en 1911. L'année suivante, Malevitch s'y prendra autrement, en contenant les formes dans des cylindres aux couleurs métalliques qui font penser à Léger, mais il semble établi qu'il ne connaissait pas ce dernier et que ce travail de la couleur sur les volumes découle directement de Cézanne. Après quoi, c'est le cubisme synthétique qui passe à la casserole : une vache réalistement dessinée s'inscrit sur un violon, lui-même inscrit sur un carré blanc. Quant au portrait de l'ami Kliun, c'est un heaume de fer découpé à la scie qui révèle autour de l'œil des pointes de diamant. Il est emblématique, et surréaliste avant la lettre. Avec *l'Anglais à Moscou* les objets volent dans l'espace, mais dans *la Dame à la colonne d'affiches*, ce sont deux plans, un rose et un beige, qui y sont suspendus et font surface.

Tout est dans tout et inversement chez Malevitch. Le carré dans les images, les images dans le carré, le fond dans la surface, la surface dans le fond, le fragment dans l'indivision, l'unité dans la multiplicité. En 1915, le *Carré rouge sur fond blanc* porte aussi le titre de *Peinture réaliste d'une paysanne en deux dimensions*.

Il faudra s'en souvenir dans les derniers moments de l'œuvre, une fois passées les phases « constructives » consécutives à la révolution de 1917, qui donnent des objets et des modèles d'architectures – les *Architectones*, emboîtements compliqués de cubes qui font penser à des stations spatiales ou à des cathédrales. Malevitch, dont l'œuvre se déroule sous le sceau de la voyance d'un monde caché révélé, dont le suprématisme relève d'une quête de spiritualité ou d'un projet philosophique doublé d'un projet scientifique, persiste dans ses idées, et dans son idée de l'artiste, dont le rôle est bien plus d'ouvrir les voies, de théoriser, d'émettre des idées, que de fabriquer. Ce qui ne pouvait pas ne pas nuire à sa carrière de révolutionnaire travaillant à l'édification d'un monde nouveau, dans un contexte où commençaient à dominer les conceptions utilitariste et fonctionnaliste de la création artistique.

Tant que l'enseignement voudra bien de ce « philosophe rêveur », il pourra théoriser sur les couleurs et sur les formes – ce que l'on faisait aussi au Bauhaus et en Hollande autour du Stijl, – travailler à l'élaboration d'une science de l'art et à la mise en perspective de son histoire. L'histoire de l'art ou sa propre histoire ? Il faut consulter les planches qu'il avait préparées pour son exposition de 1927 à Berlin. Elles sont significatives de ses grands pôles d'intérêt, de Cézanne aux icônes. On y voit par exemple comment il situe le cubisme : c'est une exposition d'objets et un violon ; le futurisme : c'est une ville en construction et des engins de guerre ; le suprématisme : une vue aérienne sur des champs.

Kazimir Malevitch, Leningrad, 1925.

Un suprématisme teinté d'aliénation

Et Malevitch, qu'on n'écoutait plus tellement, de réinvestir dans la peinture, de la ramener sur terre, en choisissant les champs, se souvenant probablement de ceux de son enfance à la campagne, son père travaillant dans une entreprise sucrière. De 1927 à 1933, il reprend le thème des paysans qu'il traitait au début des années 10. Après, il ne donnera plus que des portraits, les uns tendant vers un style réaliste, les autres vers un style renaissant, pratiquant dans les deux cas l'amalgame d'éléments abstraits, et multipliant les signes, qui restent à interpréter. Les signes de mains notamment, sur lesquels il ne s'est pas expliqué.

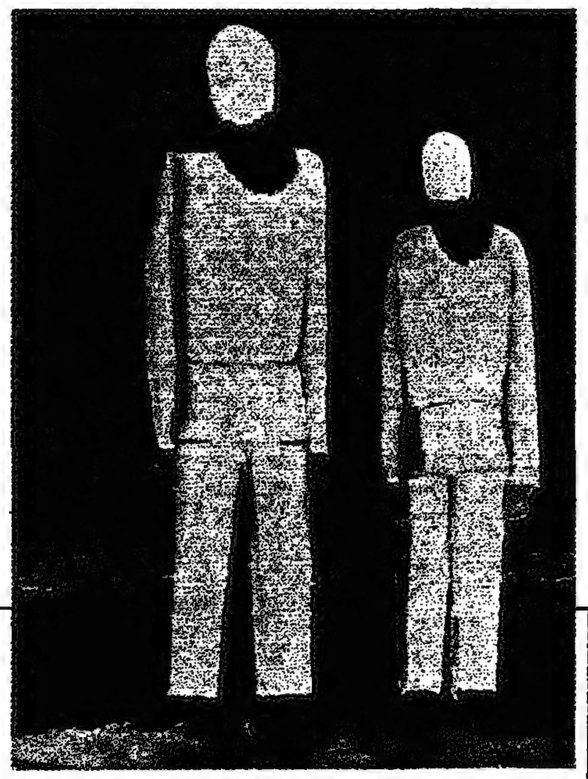
Que penser de ces dernières années, qu'on ne peut absolument pas gommer, que l'on serait tenté de rejeter parce qu'on manque de critères pour les juger ? S'il s'agit bien d'un retour à des thèmes passés et à la figuration, peut-on parler de retour en arrière, de démission, de dégradation ? S'agit-il d'un fléchissement devant les mots d'ordre et les avancées du réalisme jusqu'à ce que celui-ci devienne une obligation, après 1932 ? Ou d'une forte résistance à cette obligation, qui fournit au peintre l'occasion de nouvelles réflexions et de nouvelles expériences suprématistes à travers les figures prenant plus ou moins corps, ayant plus ou moins de consistance, plus ou moins de présence ? Il n'y a pas un tableau d'après 1927 qui ne nous saisisse par sa dose de mystère, de l'image des paysans, ressemblant très fort aux acteurs costumés de *la Victoire sur le soleil* et assimilables à des figures de jeux de cartes, à l'autoportrait en costume de la Renaissance. S'il s'agit bien d'un nouveau suprématisme, si l'on peut y retrouver sous d'autres formes les mêmes signes et symboles, des images de trinité aux maisons qui sont des carrés rouges (image de la femme), ce suprématisme-là donne des signes d'aliénation : depuis les bras coupés jusqu'aux visages, des visages coupés en deux, muselés, dépersonnalisés, traités comme une boule, comme un ovale ou comme une tête couverte d'une cagoule dont la barbe éventuellement s'échappe.

Si tous ces cas de figures « monumentées » sur fond de bandes de couleurs saturées donnent beaucoup à penser à l'homme Malevitch, à sa solitude, à son désir de s'inscrire dans l'histoire de l'art, et dans l'histoire, faute de pouvoir envisager un avenir de l'art sous le sceau du suprématisme, ils invitent aussi à considérer la tenue de la peinture. A ce propos les Hollandais ont bien joué, qui ont placé dans les parages des *Compositions* de Mondrian strictement ordonnées – avec lesquelles elles entrent en connivence, c'est à n'en pas douter.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) *Le Monde* du 10 janvier 1989.

★ **Kazimir Malevitch (1878-1935). Stedelijk Museum, Amsterdam. Jusqu'au 29 mai.**



Deux figures masculines, 1928-1932.

Tribulations d'une collection

LE Stedelijk Museum d'Amsterdam doit sa collection de vingt-huit peintures et sept gouaches de Malevitch à W. Sandberg, qui a été le premier grand patron du musée. Celui-ci a réussi, en 1956, à acheter en Allemagne les œuvres que le peintre avait sorties d'Union soviétique en 1927, pour une exposition à Varsovie et à Berlin. Il était reparti en les laissant sur place, espérant qu'elles iraient dans d'autres villes. L'architecte Hugo Haring, un des organisateurs de l'exposition berlinoise, en eut la charge, et c'est chez lui que W. Sandberg les a trouvées.

Mais entre-temps la collection avait circulé, et quelque peu diminué. Elle avait été mise en dépôt et exposée au Musée de Hanovre, puis dérobée au regard des nazis. Alfred Barr, le créateur du Musée d'art moderne de New-York, l'y avait cependant découverte, en 1935, lorsqu'il rabattait pour son exposition « Cubisme et art abstrait ». Il avait négocié le passage d'un choix d'œuvres aux Etats-Unis, et en avait profité pour en acheter quelques-unes pour le musée, qui traversèrent l'Atlantique roulées dans son parapluie. Il n'était pas question de les laisser retourner dans l'Allemagne hitlérienne où elles risquaient d'être détruites.

Surveillé par les autorités nazies, Alexander Dorner, le conservateur du Musée de Hanovre, ne savait plus que faire de l'ensemble très conséquent qui lui restait. Il le rendit à Hugo Haring, qui se réfugia dans sa ville natale de Biberach, en 1943, avec son précieux dépôt. C'est celui-ci qui fut acheté en 1956 par le Stedelijk Museum.

G. B.

GALERIE KATIA GRANOFF
CAN COUTY - LES CATHÉDRALES
GALERIE DENISE RENÉ
HEURTAUX
MOULIN ROUGE
FORMIDABLE

AUBERVILLIERS
GROUPE TSE
UNE FAMILLE UNIQUE, DROLE, EMOUVANTE...
FAMILLE D'ARTISTES
Une comédie avec chansons de Kado KOSTZER et Alfredo ARIAS
au rythme de la musique argentine d'Astor PIAZZOLLA
Mise en scène Alfredo ARIAS
LA DERNIÈRE CRÉATION DU GROUPE TSE !
THEATRE DE LA COMMUNE
1, rue Edouard Poisson 93300 AUBERVILLIERS
Location 48 34 67 67 et FNAC

THEATRE DE LA BASTILLE
21 février-18 mars
Alice
de Nathalie Schmidt
très librement inspiré de
Lewis Carroll
Alpha Fnac

DES FRANÇAISES
Claire LACOMBE
Berty ALBRECHT
de Michèle FABIEN
sur une idée originale
de Laurence FEVRIER
MISE EN SCENE
LAURENCE FEVRIER
Jusqu'au 29 Mars 1989
C.A.C. LES GEMEAUX
49, av. G.-Clemenceau
92330 SCEAUX
46 61 36 67

THEATRE
DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE
NATIONAL
DIRECTION
BERNARD SOBEL
TELEPHONE 47 93 26 30

CRIMES
EXEMPLAIRES
DE MAX AUB
REALISATION
ROBERT GIRONES

LE
TABLEAU
DE VICTOR SLAVKINE
SPECTACLE DE
JEAN-FRANÇOIS LAPALUS
ET
ALAIN RIMOUX

UNE SEULE SOIRÉE, DEUX
SPECTACLES D'UNE HEURE
DU 7 MARS AU 9 AVRIL

DU JEU
DU JEU

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE. Bruce Nauman. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 avril.

ERIK GUNNAR ASPLUND. Centre d'information Cci. Entrée libre. Jusqu'au 17 avril.

HERBERT BECKL. corps et espaces l'œuvre graphique, 1975 - 1931. Salle d'art graphique, 4e étage. Entrée : 22 F. Jusqu'au 23 avril.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI. 3e et 4e étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

KINOPAPIER. Papiers sculptés, papiers mobiles de Christine Burl Hencher. Atelier des enfants.Entrée libre. Jusqu'au 15 avril.

SUR LE PASSAGE DE QUELQUES PERSONNES. A travers une assez courte année de temps, Situationnistes 1957-1972. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 avril.

LE SYMBOLE FRANCE - JAPON. Un monument de la communication. Centre d'information Cci. Entrée libre. Jusqu'au 27 mars.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. Grande galerie - 5e étage. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 mars.

MARGUERITE YOURCENAR. Le dernier voyage, photographies de Carina Freire, Galerie de la B.P.I. Entrée libre. Jusqu'au 3 avril.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE : MALLARMÉ, DEBUSSY, NIJINSKY. Exposition-dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

LA DANSE DE CARPEAUX. Exposition-dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

LA DANSE DE JOSEPH BERNARD. Exposition-dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

DESSINS DE PONT-AVEN. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 mai.

PAUL-EMILE MIOT : VOYAGE A TAHITI ET AUX ILES MARQUISES. Exposition-dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril.

UNE ICONE RÉPUBLICAINE, ROUGET DE LISLE CHANTE LA MARSEILLAISE. Tableau de Pils, 1849 - exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 mai.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. du New York (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

LA VACHE DANS L'IMAGINAIRE DE KRAGUJY. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 avril.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

GAUGUIN. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h. Fermeture des caisses tous les jours à 19 h, mer. à 21 h. Nocturne mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 24 avril.

MOI ET LES AUTRES, PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-56-37-11). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 mai.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'EUROPE. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h. Nocturne mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Du 19 mars au 26 juin.

SALON DE MAI. T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 mars.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Cariou (46-42-13-13). Mar., jeu., ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam., dim. et jours fériés de 12 h à 20 h. Fermé lun.

L'IMAGE CALCULÉE. Espace Claude Bernard. Entrée : 30 F (Cité Pass. donnant accès à toute la cité). Jusqu'au 27 août.

L'INVENTION DU TEMPS. Entrée : 30 F (Cité Pass. donnant accès à toute la cité). Jusqu'au 27 août.

Musées

LES ACQUISITIONS PHOTOGRAPHIQUES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 27 mars.

L'EGYPTE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h.Entrée libre. Jusqu'au 2 avril.

FEDERICO FELLINI, TONINO GUERRA, FLAVIO NICCOLINI. Dessins. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de Varenne (42-22-12-78). T.l.j. sf dim. de 10 h à 13 h et de 15 h 30 à 18 h 30, sam. de 10 h à 13 h. Jusqu'au 15 avril.

LES FEMMES, L'AVIATION, L'ESPACE. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-65-73-92). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 23 avril.

I 10 ET SON ÉPOQUE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 30 avril.

TORSTEN JURELL : LA PASSION DE M. K. Fresques en bois, esquisses, gravures. Centre culturel suédois, hôtel de Marle 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Du 16 mars au 11 mai.

CHARLES MATTON. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Jusqu'au 16 avril.

MUNICH 1937 : L'ART DIFFAMÉ, L'ART ACCLAMÉ. Goethe Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (47-23-61-21). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Fermé du 1er au 9 avril.Entrée libre. Du 16 mars au 17 mai.

PARIS, POR SUPUESTO. (Paris, évidemment). Centre culturel espagnol, 7, rue Quentin-Banchart (40-70-92-92). T.l.j. sf dim. et lun. de 14 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 25 mars.

URSULA REUTER CHRISTIANSEN. Rêves rouges. Maison du Danemark, 142, av. des Champs-Elysées (42-25-08-80). T.l.j. de 13 h à 19 h, dim. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 19 avril.

ANNA SJODAHL : L'EMPIRE DU MILIEU. Peintures - dessins. Centre culturel suédois, hôtel de Marle 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Du 16 mars au 11 mai.

LE TESSIN ET SES PHOTOGRAPHES. De 1858 à nos jours. Centre culturel suisse, salle J.-J. Rousseau, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-38). T.l.j. sf lun. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 avril.

Galeries

A PROPOS DE DESSIN - 1989 -. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 31 mars.

MARTIN BARRÉ. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Du 18 mars au 2 avril.

GÉRARD BERINGER. Galerie Berggruen, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Jusqu'au 8 avril.

PETER BOND. Galerie Isy Brachot, 40, rue Mazarine (43-25-09-22). Du 16 mars au 22 avril.

BRÉVIAIRE DU JOUR DE JEAN DEGOTTEX ET HENRI SYLVESTRE. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 1er avril.

GUSTAVE CAILLEBOTTE (1848-1894). Galerie Brame et Lorenceau, 68, boulevard Malesherbes (45-22-16-89). Jusqu'au 24 mars.

CHAIBIA. Galerie l'Œil-de-bœuf, 58, rue Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 31 mars.

HENRI CHOPIN. Dactylo-poèmes. Galerie Krief, 50, rue Mazarine (43-29-32-37). Du 16 mars au 3 avril.

ARNAUD CLAASS. Photographies 1985 - 1988. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 15 avril.

LYNNE COHEN, KAREN KNORR. Galerie Samia Saouma, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Jusqu'au 31 mars.

PARVINE CURIE. Galerie Philip, 16, place des Vosges (48-04-58-22). Jusqu'au 27 avril.

DERRIÈRE LE MIROIR, 1947-1981. Galerie Maeght Editeur, 36, av. Matignon (45-62-28-18). Jusqu'au 31 mars.

MICHEL DUFORT. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 8 avril.

CHARLES FILIGER. 1863 - 1928. Bateau-Lavoir, 18, rue de Seine (43-25-13-87). Jusqu'au 15 juin.

ROBERT FILLIOU, GEORGE BRECHT. Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 29 mars.

ALAIN FLEISCHER. Galerie Claire Burrus, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 15 avril.

ANDRÉ FOUGERON. Femmes d'Italie, 1947. Galerie Jean-Jacques Dutko, 5, rue Bonaparte (43-26-96-13). Du 18 mars au 13 mai.

GARDAIR. Galerie Protée. 38, rue de Seine (43-25-21-95). Jusqu'au 25 mars.

HENRI GOETZ. Galerie du Cobra, 5, rue Visconti (43-26-42-59). Jusqu'au 1er avril. / Galerie Bourgoin-Pissarro, 35-37, rue de Seine (43-26-37-51). Jusqu'au 1er avril.

HEURTAUX. Œuvres 1933 - 1982. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-71-57). Jusqu'au 31 mars.

PHILIP HEYING. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 18 mars.

HOMMAGE A MAGNELLI. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 31 mars.

HUNDERTWASSER. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 1er avril.

ALAIN JACQUET. Vingt-cinquième anniversaire du Déjeuner sur l'herbe. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 8 avril.

ALLEN JONES. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 29 avril.

FRANZ KLINE, MARK ALSTERLIND, JAMES BROWN, WILLIAM MACKENDREE. Joan Mitchell et estampes de Willem de Kooning et Andy Warhol. Art of this Century, 3, rue Visconti (46-33-57-70). Jusqu'au 1er avril.

MOSHE KUPFERMAN. Galerie Jaquester, 85, rue Rambuteau (45-08-51-25). Jusqu'au 25 mars.

SOL LEWITT. Incomplete Open Cube. Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 18 mars.

MARKUS LUPERTZ. Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 15 avril.

MONORY. Peintures. Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 15 avril.

RICARDO MOSNER. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (43-26-72-51). Du 16 mars au 29 avril.

DANIEL NADAUD. Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazarine (43-26-25-35). Jusqu'au 1er avril.

MIMMO PALADINO. Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Du 18 mars au 22 avril.

ANNE-MARIE PECHEUR. Galerie Montenay, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Du 16 mars au 19 avril.

JEAN-PIERRE PERICAUD. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 30 mars.

CARLO PERUGINI. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 29 avril.

PICASSO, PEINTURES ET DESSINS 1932 - 1972. Galerie Louise Leiris, 47, rue de Monceau (45-63-28-85). Jusqu'au 15 avril.

J.-P. PINCEMIN. Galerie Locette Herzog, passage Molière - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'au 31 mars.

SAMBA (ACTES NOMADES), BELLAMINE (PEINTURE), ITINÉRAIRES ALGÉRIENS : Deskayes, Dinet, Gadan, Gérardet, Nedré. Galerie Etienne Dinet, 30, rue de Lisbonne (42-56-43-26). Jusqu'au 1er avril.

VOLKER SAUL. Galerie Gutharc Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 29 avril.

GÉRARD SCHNEIDER. Galerie Heyram - Mabel Scumler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 8 avril.

JOSÉ-MARIA SICILIA. Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes (48-87-60-81). Jusqu'au 21 mars.

FRANÇOIS STAHLY. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 15 avril.

HAIM STEINBACH. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 11 avril.

MICHEL TAPIÉ ET L'INFORMEL. Galerie 16, 16, rue Raymond-Losserand (43-20-98-94). Jusqu'au 15 avril.

GÉRARD THUPINIER. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Du 16 mars au 22 avril.

DAVID TREMLETT. Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-66). Jusqu'au 18 mars.

ARTHUR UNGER. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 15 avril.

JAN VANRIET. Propagande !. Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 22 avril.

GHISLAINE VAPPEREAU. Galerie Antoine Candau, 15 et 17, rue Keller (43-38-75-51). Jusqu'au 15 avril.

GEER VAN VELDE. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 8 avril.

JEAN-LUC VILMOUTH. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Du 16 mars au 8 avril.

MICHEL-HENRI VIOT. Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Sébastopol (42-71-83-65). Jusqu'au 30 mars.

CAREL VISSER. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (42-77-63-60). Jusqu'au 18 mars.

ISABELLE WALDBERG. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 8 avril.

SOL LE WITT. Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare (42-71-04-25). Jusqu'au 11 avril.

CHRISTIAN ZEIMERT. Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégaud (43-26-85-51). Jusqu'au 1er avril.

Périphérie

BIÈVRES. Ombres et Lumière de Bretagne de René Métairie. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-03-60). T.l.j. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 mai.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Costume à danser. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. de 9 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 30 avril.

CHAMPIGNY-SUR-MARNE. Carte blanche à Boris Taslitzky. Musée de la Résistance Nationale, 88, av. Max-Dormoy (48-81-00-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. et fêtes de 14 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 mai.

CORBEIL-ESSONNES. Jan Hafström. Centre d'Art contemporain Pablo Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). T.l.j. sf lun. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30, dim. de 16 h à 19 h. Jusqu'au 17 avril.

EVRY. Site et Sable. Guy Guiraud. Théâtre de l'Agora, Aire libre, 110, Grand-Place (64-97-30-31). T.l.j. sf dim. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 19 h, dim. de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 22 avril.

JOUY-EN-JOSAS. Jochen Gerz. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. sf lun. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 16 avril. **Photographies.** Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. sf lun. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 23 avril. **Solex nostalgie.** Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. sf lun. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 16 avril.

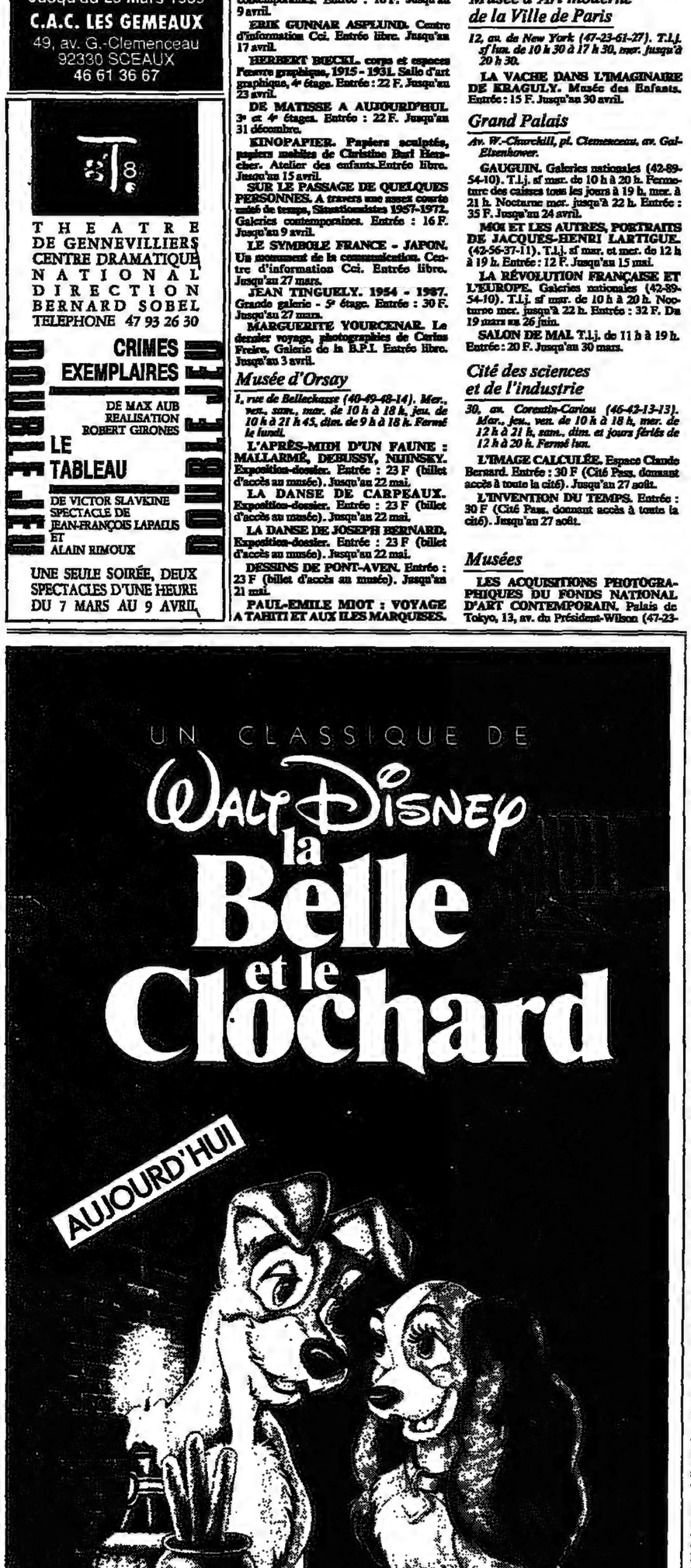
MONTROUGE. Les Cafés littéraires. Centre culturel et artistique, 32, rue Gabriel-Péri (42-53-21-75). T.l.j. sf dim. et lun. de 9 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars.

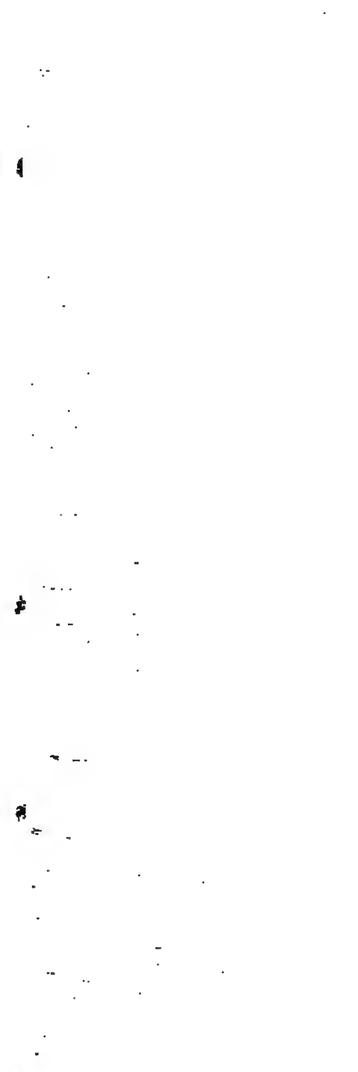
PARIS-LA DÉFENSE. Liliane et Michel Durand-Dessert rendent hommage. Aux collections particulières en France. Galerie La Défense Art 4, Patrimoine du monde, 15, pl. de La Défense (49-00-15-96). Jusqu'au 6 avril.

PAVILLONS-SOUS-BOIS. Jean-Pierre Messialle. Peintures récentes. Espace des Arts, 114, av. Jean-Jaurès (48-48-10-30). T.l.j. sf dim. de 14 h 30 à 19 h, dim. de 17 h 30 à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

PONTOISE. Adolph Fleischmann. Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (30-38-02-40). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril. **François Stahly, Parvine Curie** (sculptures), **Carmelo Arden Quin. Peintures.** Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (30-38-02-40). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 21 mai. **Les Planches de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert vues par. Roland Barthes, 1789 - 1989.** Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (30-38-02-40). T.l.j. sf mar et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre. **Pontoise du XVIe siècle à la fin du XIXe siècle.** (2e partie). Musée Pissarro de Pontoise, 17, rue du Château (30-38-02-40). T.l.j. sf lun., mar. et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 mai.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Le Premier Or de l'humanité en Bulgarie. (Ve millénaire avant Jésus-Christ). Musée des Antiquités nationales, château de Saint-Germain (34-51-53-65). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 avril.





هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

THÉATRE

▷ : *Ne sont pas jouées le mercredi.*
◇ : *Hors*

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Le Moine : 20 h 30. Rel. dim., lun. ▷ Aristophane vivant : jeu., ven., lun., mar. 14 h.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-76-58). La Ritournelle : 20 h 45, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARCANE (43-38-19-70). ▷ La Voce : lun., mar. 20 h 30. Les Bonnes : ven., sam. 20 h 30, dim. 17 h.

ARLEQUIN (45-89-43-22). Les Déchirés : 20 h 30. Rel. dim., lun.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). ▷ Made in Britain : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, mer.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). ◇ La Fête de l'amour : 20 h 30 (Ven.). ▷ Les Enfants du Soleil : jeu., mar. 20 h 30. Le Triomphe de la jalousie : sam. 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Henri IV : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Callas : 20 h 30. Rel. dim., lun. Salle Louis Jouvet. ◇ Les Amants magnifiques : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.). Rel. dim., lun.

AU COUVENT DES CORDELIERS (43-29-40-63). Une folie électrique : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

BATACLAN (47-00-30-12). ▷ Match d'improvisation : lun. 21 h.

BERRY (43-57-51-55). ◇ Le Goûter de La Courtille : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). ◇ Le Bal de N'Dinga : 21 h (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Ma vie n'est pas un roman : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE (42-38-35-53). ▷ La Comédie sans fil : jeu., ven., sam. 20 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). ▷ Le Baladin du monde occidental : lun. 20 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Iphigénie : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun., mar. ▷ Madame Angot ou la Poissarde parvenue les lundis de la Révolution : lun. 20 h 30 et 14 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Tandis que dort le chat : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Le Lavoir : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Le Petit Triptyque des soumissions : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah ! Ça rira, ça rira, ça rira !... : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-38-38). ▷ Une main : ven., sam. 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). ▷ Théâtralité et Révolution : jeu. 18 h 30. La Croyance des voleurs : jeu. 21 h. Les Voyageurs de la Grande Ourse : ven. 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). ▷ Nous passerons tous la dernière audition : ven., sam., mar. 20 h 30, dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. La Fausse Suivante ou le Fourbe puni : 20 h 30, jeu. 14 h 30. Rel. dim., lun., mar. La Galerie. Zaïre ou le Fanatisme religieux : 20 h 30, mar. 14 h 30. Rel. dim., lun. La Resserre. La Chevelure : 20 h 30. Rel. dim., lun.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). ▷ Brassens, Brel : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, mer.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête : 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Une femme sans histoire : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir., lun.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30. Rel. dim.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ La Cagnotte : 14 h, dim. 20 h 30. ◇ La guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30. ▷ La Folle Journée ou le Mariage de Figaro : sam. 20 h 30, dim. 14 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ▷ Discours Cycle Orateurs dans la Révolution : lun. 18 h 30.

CONFLUENCES (42-46-58-67). ◇ Palais brûlés : 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

DÉJAZET-T.L.P. (45-55-08-71). ▷ Ve Festival de café-théâtre des grandes écoles : lun. 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 21 h, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Rel. dim. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h. Rel. dim.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ELDORADO (43-68-32-26). ◇ Rêve de Vienne : 14 h 30, jeu., sam., dim. 14 h 30, sam. 20 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Au-delà du jardin : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). La Madre que te pario : 20 h 30, dim. en espagnol 16 h. Rel. dim. soir, lun.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (43-27-22-09). ◇ Les Beaux Jours, Jonas, la reine de Saba, Darius en alternance : 20 h. Rel. dim., lun.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle famille ! : 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin ou le Malheur de l'idéal : 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). The Dining Room : 20 h 30. Rel. dim., lun.

GŒTHE-INSTITUT (47-23-61-21). ▷ Lecture-rencontre avec Friedrich Christian Delius : jeu. 19 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). ◇ Histoire d'un fou : 18 h 45 (Jeu., ven., sam. dernière). Adieu Agatha : 20 h 30. Rel. dim., lun. Jaugiaries ou Histoire du tigre et autres histoire : 22 h 15. Rel. dim., lun. ▷ Corps à cœur : mar. 18 h 45.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ex-femme de ma vie : 20 h 30. Rel. dim.

HOTEL DE GALLIFET (INSTITUT CULTUREL ITALIEN) (42-22-12-78). ▷ Tables rondes-Débats : jeu., ven., mar. 18 h.

HOTEL LUTÉTIA (SALON BORGHESE) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lune : 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. dim. La Leçon : 20 h 30. Rel. dim. Les Mystères de la révolution : 21 h 30. Rel. dim.

LA BASTILLE (43-57-42-14). ◇ Alice : 19 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Entre nous soit dit : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

LE BOURVIL (43-73-47-84). ▷ Ce soir, on enlève tout : ven., sam. 20 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles : 20 h 15, sam. 18 h. Rel. dim.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mona chérie : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Ce jour-là : 20 h 30, dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun. Connaissez-vous la voie lactée ? : 22 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). ◇ Le Procès d'Oreste : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Quant au diable, n'en parlons pas : 21 h 30. Rel. dim. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. ◇ Le Jardin d'Al Mustafa le prophète : 20 h. Rel. dim. Théâtre rouge. L'Aquarium : 18 h 45. Rel. dim. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Rel. dim. Après la pluie, le beau temps : 21 h 30. Rel. dim.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. ▷ Les Sept Miracles de Jésus : jeu., ven. 18 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). ▷ Poésie Roumaine Présence : jeu. 20 h 30.

MAISON HEINRICH-HEINE (MAISON DE L'ALLEMAGNE) (45-89-53-93). ▷ Fischstlingsgespraeche en langue allemande : jeu. 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). ◇ Une vie bouleversée : *18 h 30* (Jeu., ven.), sam. 14 h 30. Rel. dim., lun., mar. L'Avare : 20 h 45. Rel. dim.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Revizor : 18 h 30. Rel. dim., lun. Les Héroïtes : 20 h 30. Rel. dim., lun. Lettres de la marquise de M. au comte de R. : 22 h. Rel. dim., lun.

MARIGNY (45-08-85-97). ◇ Starmania : 21 h (Jeu., ven., sam., mar.), dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). ▷ La Face cachée d'Orion : ven., sam., lun., mar. 21 h. Rel. dim.

MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théâtre : 21 h, sam. 16 h. Rel. dim.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). ◇ Pour l'amour de Marie Saint : 19 h. Rel. dim.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse : 21 h 15, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Pâquerette : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Artagnan : 20 h 30, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). ◇ Voyage au bout de la nuit : 19 h (Jeu., ven. dernière). ◇ La Vraie Vie : 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

MUSÉE D'ART MODERNE (47-23-61-27). ◇ Semaine de poésie et de littérature : 18 h 30 (Jeu., ven.), sam. (dernière) 15 h 30.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Dépôt des locomotives : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30, sam. 15 h 30, 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir., lun., mar.

ODÉON (43-25-70-32). ▷ La Mouette : sam., mar. 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Aurélia Steiner : 18 h 30. Rel. lun. ▷ Temps de l'acteur, Temps de la mise en scène Théâtre et Temps : *lun. 20 h 30.*

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (48-78-75-00). Je me souviens : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun., jeu.

PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre : 15 h et 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h. Rel. lun.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps : 21 h. Rel. dim., lun.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). ◇ Holiday on Ice : le Tour du monde en 80 jours : 15 h, sam., dim. 14 h 15 et 17 h 30, ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue ! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). ◇ Les Rideaux : 21 h (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h 30.

PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20). ▷ Nina et les comédiens ambulants : jeu., ven., sam. 21 h, dim. 17 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des trois : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Salle II. Journal d'une petite fille : 21 h, sam. 18 h. Rel. dim., lun.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIÈRE (42-61-44-16). ▷ La Frousse : 20 h 45, sam. 17 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, mer.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Comic's opéra : 18 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. La Savetière prodigieuse : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. ▷ Monsieur de Pourceaugnac : 14 h 30. Rel. dim., lun.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer : 20 h 30. Rel. dim., lun.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les veaux : 20 h 30. Rel. dim., lun.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Liebelei : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

TAC STUDIO (43-73-74-47). ▷ La Vérité sur l'amour baroque : dim. 16 h.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Comme il vous plaira : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Aloïse : 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DE FORTUNE (43-56-76-34). ▷ Simsalo et Coryza : ven., mar. 21 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). L'Ankou : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-37). Nina c'est autre chose Théâtre en appartement : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. ◇ Le Journal d'un fou : 20 h 30 (Jeu.). Salle II. ◇ L'Ecume des jours : 20 h 30 (Ven., mar.). ▷ Marins : ven. 20 h 30, sam. 16 h, dim. 14 h. Fanny : sam. 18 h 30, dim. 16 h 30. César : sam. 21 h 30, dim. 19 h 30. Les Bonnes : jeu., ven. 18 h 30, dim. 14 h 30. Animal Farm : sam. 17 h. L'Etranger : jeu. 20 h 30, sam. 20 h, dim. 16 h 30.

THÉATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Le Foyer : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). L'Imposture : 20 h 45, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DE MÉNILMONTANT (46-36-98-60). ▷ La Passion à Ménilmontant : ven. 20 h 30, sam. 17 h, dim. 15 h.

THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30). Cats, d'après Old Possum's Book of practical Cats : 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DES CHAMPS ELYSÉES (47-20-36-37). ▷ Guillaume Tell : ven., lun. *19 h, dim. 17 h.*

THÉATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). ◇ La Force de l'homme et des choses : 20 h 30 (Jeu., ven. dernière).

THÉATRE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). ◇ Un cœur simple : 21 h. ▷ Au Perroquet vert : ven., sam. 21 h, dim. (dernière) 16 h.

THÉATRE MODERNE (48-74-10-75). Concours de circonstances : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE MONTORGUEIL (42-33-80-78). Lettres d'une inconnue : 18 h 30. Rel. dim., lun. Sur le fil : 20 h 30, dim. *19 h.* Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). ▷ La Cité sans sommeil Festival de théâtre des grandes écoles de Paris : ven. 20 h 30. Grande Peur et Misère du 3ème Reich Festival de théâtre des grandes écoles de Paris : sam. 15 h. Arsenic et Vieilles Dentelles Festival de théâtre des grandes écoles de Paris : sam. 20 h 30. Huis Clos Festival de théâtre des grandes écoles de Paris : dim. 20 h 30. Les Précieuses Ridicules Festival de théâtre des grandes écoles de Paris : mar. 20 h 30. Les Acteurs de bonne foi Festival de théâtre des grandes écoles de Paris : mar. 21 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grand Théâtre. La Veillée : 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Petite salle. Nationalité française : 21 h, sam. 15 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). M.L.T.. ◇ Le Fou de Madeleine : 21 h (Ven., sam., mar.). Rel. jeu., dim., lun. Petite salle. ◇ A la nuit, la nuit : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. ▷ Lorenzaccio : mar. 20 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Martiny : 20 h 15. Rel. dim., lun. Hélas, tant mieux ! : 21 h 30. Rel. dim., lun. Pierrot gardien de l'ordre : 22 h 30. Rel. dim., lun. ▷ La Timbale : sam. 15 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Porchéri : 20 h 30. Rel. dim., lun.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). ▷ Les Cravates léopard : ven., sam., lun., mar. 21 h, sam. 17 h. Rel. dim. Toi et moi... et Paris : dim. 15 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

Cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Antonin mal conçu : 19 h. Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30. Rel. dim. Méfie-toi, ma fille : 22 h. Rel. lun. Un partout, la balle au centre : 23 h 15. Rel. mar. ▷ Banc d'essai des jeunes : dim. 23 h 30.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Area = MC 2 : 20 h 15. Rel. dim. Les Epis noirs : 21 h 30. Rel. dim. 100% Polyamide : 22 h 30. Rel. dim. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Rel. dim. J'ai pas d'amis : 21 h 30. Rel. dim.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Envoyez la purée : 20 h 15. Rel. dim. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Rel. dim. Jeanine Trachot a disparu : 22 h 30. Rel. dim.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Michel Laguoyrie dans Seul ou chaîne : 22 h. Rel. dim., lun.

CAVE DU CLOITRE (43-25-37-63). Vertiges de l'humour : 22 h. Rel. dim., lun.

EDGAR III (43-20-85-11). My name is Lolita : 20 h 15. Rel. dim. Super Matieu ! : 21 h 30. Rel. dim.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache Spectacle renouvelé toutes les heures : 20 h 30.

LE GRENIER (43-80-68-01). ◇ Mémoires d'une jeune fille dérangée : 22 h (Jeu., ven., sam.).

PETIT CASINO (42-78-36-50). Je sors de Polytechnique, t'as pas cent balles ? : 21 h. Rel. lun. Nous, on sème : 22 h 30. Rel. lun.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Les Astro-Balding : 18 h 30. Rel. lun. Y'a une femme là d'sous : 20 h. Rel. lun. Nos désirs font désordre : 21 h 30. Rel. lun. Le nouvel imitateur qui bouge : 22 h 45. Rel. lun. ▷ Vous avez dit Bigard : sam. 24 h.

TREMBLAY-LÈS-GONESSES ESPACE JEAN-ROGER CAUSSIMON (48-61-09-85). ▷ La Danse des poules : sam. 20 h 30.

Région parisienne

ANTONY (THÉATRE FIRMIN GÉMIER) (46-66-02-74). Les Maxibales : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Famille d'artistes : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. *dim. soir, lun.*

BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE 93) (48-31-11-45). Le Monde d'Albert Cohen : 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

CERGY (THÉATRE DES ARTS) (30-30-33-33). ▷ Ce qui est resté d'un Rembrandt déchiré en petits carrés bien réguliers... : ven., sam. 21 h.

CHAMPIGNY-SUR-MARNE (TBM CENTRE GÉRARD-PHILIPE) (48-80-90-90). ▷ L'Effet des rayons gamma sur les marguerites : sam. 21 h, dim. 16 h 30.

CHATILLON (THÉATRE DE CHATILLON GRANDE SALLE) (46-57-22-11). ▷ L'Illusioniste : sam. 21 h.

CHATILLON THÉATRE DE CHATILLON CHAP. DES SARMENTS (46-57-22-11). La Double Inconstance : 21 h. Rel. dim., lun.

CHATOU (C.A. JACQUES CATINAT) (39-52-28-30). ▷ Voltaire's Folies : jeu. 21 h.

CLICHY (THÉATRE RUTEBEUF) (47-39-28-58). ▷ Arthur : mar. 21 h. Un *bal masqué* : lun. 21 h.

CLICHY-SOUS-BOIS (ESPACE 93 VICTOR-HUGO) (43-88-22-36). ▷ Eugénie Grandet : jeu., ven., lun., mar. 14 h 30.

COMBS-LA-VILLE (LA COUPOLE) (64-88-69-11). ▷ Paroles : ven., sam. 20 h 45.

COURBEVOIE (CENTRE CULTUREL) (43-33-63-52). ▷ D'Aurore à George Sand : ven. 14 h. Un bal masqué : mar. 20 h 30.

ERMONT (THÉATRE PIERRE FRESNAY) (34-15-09-48). ▷ Quand épousez-vous ma femme ? : dim. 16 h.

FONTENAY-AUX-ROSES (THÉATRE DES SOURCES) (46-61-30-03). ▷ La Farce de Maître Pathelin : mar. 20 h.

GENNEVILLIERS (THÉATRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-26-30). Salle I. La Forêt : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Salle II. ◇ Le Tableau : 20 h 30 (Ven., mar.), dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. ◇ Crimes exemplaires : 22 h (Ven., mar.), dim. 18 h 30. *Rel. dim. soir, lun.*

LE PLESSIS-ROBINSON (AMPHITHÉATRE PABLO-PICASSO) (46-31-15-00). ▷ C'est pitié qu'elle soit une putain : jeu., ven., sam. 21 h, dim. 17 h.

LE VÉSINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIRS) (39-76-32-75). ▷ Un bal masqué : ven. 21 h.

MAISONS-ALFORT (THÉATRE CLAUDE DEBUSSY) (43-96-77-67). ▷ La Feste de Chantilly : dim. 16 h.

MALAKOFF (THÉATRE 71) (46-55-43-45). Ainsi va le monde : 20 h 30, dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

MANTES-LA-JOLIE (CENTRE CULTUREL GEORGES BRASSENS) (30-33-20-43). ▷ Voltaire's Folies : sam. 20 h 45.

MONTREUIL (SALLE BERTHELOT) (48-58-65-33). ◇ Pas perdus : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h. ◇ Tout ce que vous avez toujours voulu savoir ... sur le petit chaperon rouge : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h.

NANTERRE (THÉATRE PAR LE BAS) (47-78-70-88). Bing Imagination morte imaginez : 20 h 45. Rel. dim., lun.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). ◇ La Double Inconstance : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar.

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉATRE DE NEUILLY) (47-47-86-84). ◇ Le Bateau pour Lipaïa : 20 h 30.

NOISIEL-MARNE-LA-VALLÉE (AU GRENIER DE LA FERME) (60-05-64-87). ▷ Mozart au chocolat : ven., sam. 21 h.

RUEIL-MALMAISON (THÉATRE ANDRÉ MALRAUX) (47-32-24-42). ▷ La Madeleine Proust à Paris : ven. 20 h 45.

RUNGIS (CENTRE CULTUREL DE L'ARC EN CIEL) (45-60-54-33). ▷ Trente Ans : sam. 21 h.

SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (ROND-POINT LIBERTÉ) (48-89-99-10). ▷ L'Illusionniste : jeu. 21 h. La Mentense : dim. 15 h.

SARTROUVILLE (THÉATRE DE SARTROUVILLE) (39-14-23-77). ▷ Les Bains de rivière : mar. 14 h.

SCEAUX (C.A.C. LES GÉMEAUX) (46-60-05-64). ◇ Des Françaises Claire Lacombe-Berty Albrecht : 21 h (Jeu., sam., mar.), dim. 17 h. Rel. ven., dim. soir., lun.

VERSAILLES (THÉATRE MONTANSIER) (39-50-71-18). ▷ Voltaire's Folies : ven. 21 h. Britannicus : lun. 21 h. Les Femmes savantes : mar. 14 h 15.

VILLIERS-LE-BEL (THÉATRE VAGUE ET TERRE) (48-00-03-61). ▷ La Petite Aventure : ven., sam., mar. 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

VINCENNES (THÉATRE DANIEL SORANO) (48-08-60-83). Bérénice : 21 h, dim. 18 h. Rel. sam., dim. soir, lun., mar.

THÉATRE NATIONAL OPÉRA DE PARIS
G.R.C.O.P.
LE GROUPE DE RECHERCHE CHORÉGRAPHIQUE DE L'OPÉRA DE PARIS
Jeune Danse
TROIS CREATIONS
Chorégraphes, musiciens, plasticiens 1989
ou
Centre Georges Pompidou
19 au 24 mars
LOC : 42 74 42 19

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

6 nominations aux OSCARS 89
4 GOLDEN GLOBES
Dont MEILLEUR FILM
MEILLEURE ACTRICE (M. GRIFFITH)
MEILLEUR SECOND ROLE FEMININ (S. WEAVER)
HARRISON FORD
MELANIE GRIFFITH
SIGOURNEY WEAVER

UN FILM DE
MIKE NICHOLS
WORKING GIRL
(QUAND LES FEMMES S'EN MÊLENT)
TWENTIETH CENTURY FOX ... HARRISON FORD-SIGOURNEY WEAVER-MELANIE GRIFFITH ... MIKE NICHOLS "WORKING GIRL" ... CARLY SIMON ... BOB MOUNSEY ... PATRIZIA VON BRANDENSTEIN ... MICHAEL BALLHAUS ... SAM O'STEEN ... ROBERT GREENHUT & LAURENCE MARK ... KEVIN WADE ... DOUGLAS WICK ... MIKE NICHOLS
20th

RENDEZ-VOUS DANS LES SALLES GAUMONT
8 NOMINATIONS AUX OSCARS
DUSTIN HOFFMAN
TOM CRUISE

RAIN MAN
GAUMONT-RAMA AMBASSADE ● PUBLICIS ÉLYSÉES
GAUMONT OPÉRA ● GAUMONT LES HALLES ● GAUMONT-RAMA PARNASSE
PUBLICIS SAINT GERMAIN ● LA PAGODE ● GAUMONT-RAMA ALÉSIA
GAUMONT CONVENTION ● GAUMONT OUEST BOULOGNE ● GAUMONT ÉVRY
ET EN PROVINCE
GAUMONT : ANGERS ● BORDEAUX ● CAEN ● DIJON ● GRENOBLE
LILLE ● METZ ● MULHOUSE ● MONTPELLIER ● NANCY ● NANTES
NICE ● REIMS ● RENNES ● ROUEN ● SAINT-ÉTIENNE ● TOULON ● TOULOUSE
SON DOLBY STÉRÉO (SR)
36-15 Gaumont
le minitel du cinéma : tout sur les salles et les horaires

CINEMA

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Après vous, duchesse (1954), de Robert de Nesle, 16 h ; Nanouk L'Esquimau (1922), de Robert Flaherty, 19 h ; Hommage à Kinuyo Tanaka : le Pardeau de la vie (1935, v.o. s.t. anglais), de Heinosuke Gosho, 21 h.

JEUDI

Dupont-Barbès (1951), d'Henry Lepage, 16 h ; Hommage à Kinuyo Tanaka : Katsura, l'arbre de l'amour (1938, v.o. s.t. anglais), d'Hiromasa Nomura, 19 h ; Carrousel (1956, v.o. s.t.f.), de Henry King, 21 h.

VENDREDI

Les Casoupérants (1932, v.o. s.t.f.), de William A. Wellman, 16 h ; Hommage à Kinuyo Tanaka : Kanzashi (1941, v.o. s.t. anglais), d'Hiroshi Shimizu, 19 h ; le Chevalier sans armure (1937, v.o.), de Jacques Feyder, 21 h.

SAMEDI

Cinéma du réel : Films primés, 15 h ; Hommage à Kinuyo Tanaka : Musashi Miyamoto (1944, v.o. s.t. anglais), de Kenji Mizoguchi, 17 h ; l'Armée (1944, v.o. s.t. anglais), de Keisuke Kinoshita, 19 h ; l'Evadé de l'enfer (1946, v.o. s.t.f.), d'Archie Mayo, 21 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés, 15 h ; Hommage à Kinuyo Tanaka : la Victoire des femmes (1946, v.o. s.t. anglais), de Kenji Mizoguchi, 17 h ; Cinq femmes autour de Utamaro (1946, v.o. traduction simultanée), de Kenji Mizoguchi, 19 h ; le Jour du vin et des roses (1962, v.o. s.t.f.), de Blake Edwards, 21 h.

LUNDI

Relâche.

MARDI

Feu Nicolas (1943), de Jacques Houssin, 16 h ; Hommage à Kinuyo Tanaka : l'Amour de l'actrice Sumako (1947, v.o. s.t. anglais), de Kenji Mizoguchi, 19 h ; Festival international de Créteil : Prix du jury femmes journalistes, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

MERCREDI

Rimini et le cinéma : la Nuit de San Lorenzo (1982, v.o. s.t.f.), de P. Taviani et V. Taviani, 14 h 30 ; les Feux du music-hall (1951, v.o. s.t.f.), d'Alberto Lattuada et Federico Fellini, 17 h 30 ; la Cité des femmes (1979, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 20 h 30.

JEUDI

Rimini et le cinéma : Paolo et Francesca (1950, v.o. s.t.f.), de Raffaello Matarazzo, 14 h 30 ; Courrier du cœur (1952, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 17 h 30 ; Voyage à Cythère (1984, v.o. s.t.f.), de Théo Angelopoulos, 20 h 30.

VENDREDI

Rimini et le cinéma : Un eroe del nostro tempo (1960, v.o. s.t.f.), de Sergio Capogna, 14 h 30 ; Ginger et Fred (1985, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 17 h 30 ; Nostalghia (1983, v.o. s.t.f.), d'Andrei Tarkovski, 20 h 30.

SAMEDI

Rimini et le cinéma : les Vitelloni (1952, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 14 h 30 ; Et vogue le navire (1983, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 17 h 30 ; Huit et demi (1962, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 20 h 30.

DIMANCHE

Rimini et le cinéma : Fellini Roma (1972, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 14 h 30 ; le Professeur (1972, v.o. s.t.f.), de Valerio Zurlini, 17 h 30 ; Un été violent (1959, v.o. s.t.f.), de Valerio Zurlini, 20 h 30.

LUNDI

Rimini et le cinéma : Joko (1983, v.o. s.t.f.), de Riccardo Sesani, 14 h 30 ; Identification d'une femme (1982, v.o. s.t.f.), de Michelangelo Antonioni, 17 h 30 ; Juliette des esprits (1965, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 20 h 30.

MARDI

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

MERCREDI

L'Afrique à Paris : Jeune public : A l'assaut de la Tour Eiffel (1947) d'Alain Pol, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 16 h 30 ; Un Africain à Paris : Une vie dans Paris (1973) de Mamadou Koné, Petit à petit (1970) de Jean Rouch, 18 h 30 ; Militants : Convergences 84 (1985) d'Ali Akika, Voyage en capital (1977) d'Ali Akika et Anne-Marie Autissier, 20 h 30.

JEUDI

L'Afrique à Paris : Enfants d'immigrés : Bande annonce : Un gosse de la butte (1963) de Maurice Delbez, Entre deux rives (1981) d'Yves Jeanneau, le 15 à Belleville (1982) de Georges Buisson et Alain Grasset, 14 h 30 ; Table ronde : Jeunesse en quête d'une culture (1983) d'Ali Akika, Larmes de sang (1979) d'Anne-Marie Autissier et Ali Akika, 16 h 30 ; Afrique sur Seine : Gaia (1962) de Jean-Daniel Pollet, Petit à petit (1970) de Jean Rouch, 18 h 30 ; Cinéma muet : Paris Cinéma (1929) de Pierre Chenal, Autour de l'argent (1928) de Jean Dreville, 20 h 30.

VENDREDI

L'Afrique à Paris : Recette africaine : Bande annonce : Bako, l'autre rive (1978) de Jacques Champreux, l'Argent aux Noirs (1988) de Christine Kerdellant, Un dessert pour Constance (1981) de Sarah Maldoror, 14 h 30 ; Désiré Ecaré : Concerto pour un exil (1968) de Désiré Ecaré, A nous deux France (1969) de Désiré Ecaré, 16 h 30 ; Retour au pays : Destination retour (1986) de Denis Khalifa, Petit à petit (1970) de Jean Rouch, 18 h 30 ; Terre promise : le Groupe Xalam (1984) de Jean-Pierre Mirouze, Bako, l'autre rive (1980) de Jacques Champreux, 20 h 30.

SAMEDI

L'Afrique à Paris : Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 12 h 30 ; Modes africaines : Actualités Gaumont, Princess Erika chante trop de bla bla (1988) de Lyonel Kouro, la Mode africaine à Paris (1984) de Jean-Pierre Mirouze, Défilé Almen Gibirila (1983) de Jean-Louis Laher, Azzedine Alaia (1987) de Robert Réa, 14 h 30 ; Négritudes : Actualités Gaumont, Paris des négritudes (1970) de Jean Schmidt, Un cœur gros comme ça (1961) de François Reichenbach, 16 h 30 ; Rythmes africains : Récital de Warda à l'Olympia (1979), Journées de musiques arabes (1985) de Jean-Pierre Mirouze, Ray Lema chante Marabout (1988) de Philippe Gauthier, Afrique en Seine (1984) de F. Hauser, Black Paris (1981) de Richard Olivier, 18 h 30 ; Guerre d'Algérie : Actualités Gaumont, les Sacrifiés (1982) d'Otacha Touita, 20 h 30.

DIMANCHE

L'Afrique à Paris : Un village africain à Paris : Un village africain à Paris (1979) de Mamadou Koné, Black Mic Mac (1986) de Thomas Gilou, 14 h 30 ; Enfance : le Voyage de Badabou (1955) d'Henri Gruel, la Goutte d'or (1971) de Jean-Pierre Olivier de Sardan, Un gosse de la butte (1963) de M. Delbez, 16 h 30 ; Mémoires : Actualités Gaumont, Actualités Gaumont, Mémoire en blanc (1981) de Denis Levy, Meurtres pour mémoire (1984) de Laurent Heynemann, 18 h 30 ; Guerre d'Algérie : la Quille (1963) de Jean Herman, Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, 20 h 30.

LUNDI

Relâche.

MARDI

L'Afrique à Paris : Guerre d'Algérie : Algérie : le mois de l'exode (1962) de Pierre Mignot, le Combat dans l'île (1961) d'Alain Cavalier, 14 h 30 ; Intégration ? : C'est Madame la France... (1981) de Farida Belghoul, Esquisse pour un portrait de famille (1981) d'Idriss Karim, 16 h 30 ; Vie quotidienne : Un matin ordinaire (1980) de Michel Gauthier, Elise ou la vraie vie (1970) de Michel Drach, 18 h 30 ; Carte blanche à Jean Rouch : Afrique sur Seine (1957) de Paulin Vieyra, Portrait poétique sur jardin des Plantes (1989) d'Olivier Michelet, Paris qui dort (1923) de René Clair, la Tour (1928) de René Clair, 20 h 30.

Les exclusivités

LES ACCUSÉS (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol.-A.-All., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LA BANDE DES QUATRE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LE BENTHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE (Fr.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

BERLIN BLUES (Esp., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LE BONHEUR D'ASSIA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES CANNIBALES (Fér., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

LES CIGOGNES N'EN FONT QU'A LEUR TÊTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CINQ JOURS EN JUIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

COCKTAIL (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LE COEUR DE LA FORÊT (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

COP (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

DANS LES TÉNÈBRES (Esp., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

DEUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DISTANT VOICES (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOMANI, DOMANI (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

FAUX-SEMBLANTS (*) (Can., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES FRÈRES MOZART (Su., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

GORILLES DANS LA BRUME (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

HAWES (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

HELSINKI - NAPOLI (Fin., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

HYDRO (Fr.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

JE SUIS LE SEIGNEUR DU CHATEAU (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

KENNY (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LA LECTRICE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LUI ET MOI (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

MADAME SOUSATZKA (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MES MEILLEURS COPAINS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MOITIÉ-MOITIÉ (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

MON CHER SUJET (Fr.-Suis.) : Studio, 43, 9e (47-70-63-40).

MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

MR NORTH (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

L'OURS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

PAPA EST PARTI, MAMAN AUSSI (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

PARRAIN D'UN JOUR (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PELLE LE CONQUÉRANT (Dan., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU ROI DRAGON (Chin., v.f.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

RADIO CORBEAU (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SCOOP (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LE SORGHO ROUGE (Chin., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA SOULE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE SUD (Arg.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TABATABA (Fr.-malgache) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

TUCKER (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94).

WITHNAIL AND I (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

WORKING GIRL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

Y A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER LA REINE ? (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

EMBRASSE-MOI. Film français de Michèle Rosier : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

HEAT AND SUNLIGHT. Film américain de Rob Nilsson, v.o. : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

RAIN MAN. Film américain de Barry Levinson, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES MAUVAISES FILLES. Film français de Laurence Ferreira Barbosa : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

UNE HISTOIRE DE VENT. Film français de Joris Ivens et Marceline Loridan, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

L'UNION SACRÉE. Film français d'Alexandre Arcady : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Les grandes reprises

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobe-

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

ABSINTHE — Rés. 42-06-02-45/42-61-03-32 — 24, place du Marché-St-Honoré (1er) — Déjeuner-Dîner-Souper. Une toque au Ganil-Millau. Gérard vous réserve son meilleur accueil. T. L. J. de 12 h à 14 h 30 et de 19 h 30 à 23 h 30. Sf sam. midi et dim. midi.

JOHN JAMESON — 10, rue des Capucines, 2e — T.Lj. — 40-15-00-30/40-15-08-08 — Au 1er ét., le premier restaur. irlandais de Paris, déj., dîners, spécial. de saumon fumé et poissons d'Irlande, menu dégust. à 95 F net. Au rez-de-ch., KITTY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance ts les soirs av. musiciens. Le plus gr. choix de whiskeys du monde. Jusq. 2 h du mat.

RELAIS BELLMAN — 47-23-54-42 — 37, rue François-Ier, 8e — F. dim. — J. 22 h 30. Cadre élégant et confortable. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Sols aux comptettes. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau du jour.

COPENHAGUE — 43-59-20-41 — 142, Champs-Elysées, 8e — F. dim. — De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES, CANARD SALÉ, SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNES au vinaigre de pin.

AU PETIT RICHE — 47-70-68-68/47-70-86-50 — 25, rue Le Peletier, 9e — F. dim. — Un événement parisien ! Forfait : théâtre et restaurant, 270 F à 350 F. Et toujours son étonnant menu à 115 F s.c. Décor 1880. Salons de 6 à 50 pers. Superbe banc d'huître et fruits de mer jusqu'à 0 h 15. Parking Drouot.

CLOSERIE SARLADAISE — 43-46-88-07 — 94, bd Diderot, 12e — Tous les jours — SPÉCIALITÉS DU PÉRIGORD. Déjeuners d'affaires – Dîners – Salon pour groupes.

LE PRESBOURG — 45-00-24-77 — 3, av. de la Grande-Armée, 16e. Ts les jrs — Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastron. avec vue sur l'Arc de triomphe que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Terr. Déj. d'aff. Menu à 92 F + carte.

LE CORSAIRE — 45-25-53-25 — 1, bd Exelmans, 16e — 45-20-87-85 — « LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE ». Cuisine faite par le patron. Carte inventive. Menu à 95 F s.c. Fermé samedi.

LE GOURMAND CANDIDE — 43-80-01-41 — 6, pl. Maréchal-Juin, 17e (pl. Perreire) — Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.Lj. sauf samedi midi et dimanche.

LES CHAMPS DU PIANO — 42-62-02-14 — 10, rue Lambert, 18e — Déjeuner tous les jours, sauf lundi. COUPE D'OR DU BON GOUT FRANÇAIS – TROIS ÉTOILES. Menu. Carte 130 F. Menu dégustation 210 F. CB AE acceptées.

RIVE GAUCHE

RESTAURANT THOUMIEUX — 47-05-49-75 — 79, rue Saint-Dominique, 7e — Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT
HUITRES TOUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels - Vins à découvrir.
Décor : « Brasserie de Luxe »
JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra Bastille
T.Lj. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

MC 93 BOBIGNY

Le monde d'Albert Cohen

par Jean-Louis HOURDIN
avec François CHATTOT, François KUKI, Clotilde MOLLET, Jean-Claude MONTEILS, Charlie NELSON, Hervé PIERRE

6 MARS ▸ 2 AVRIL

48 31 11 45

MERCREDI

RICHARD BERRY PATRICK BRUEL

L'UNION SACRÉE

UN FILM ECRIT ET REALISE PAR ALEXANDRE ARCADY

MUSIQUE JEAN-JACQUES GOLDMAN

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

CINEMA

lins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BENJI LA MALICE (A.) : TEP, 20e (43-64-80-80).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

CASINO ROYALE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

LE CRIMINEL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

EASY RIDER (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

KES (Brit., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; République Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LENNY (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89).

LES LIAISONS DANGEREUSES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

OCTOBRE (Sov.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

PICKPOCKET (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE TROISIÈME HOMME (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

VIE ET MORT D'UNE ÉTOILE () : Cité des Sciences et de l'Industrie, Planétarium, 19e (40-05-72-65).

Les séances spéciales

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h 30, dim. 17 h.

AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., mar. 18 h 45, ven. 16 h 30.

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 21 h, lun. 19 h.

AVENTURES DANS LA BAIE D'ORR (tchèque, v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 13 h 45.

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 15 h.

BACH ET BOTTINE (Can.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) mer., sam., dim. à 12 h (20 F) 14 h, 16 h.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h, dim. 13 h 45.

BENJI LA MALICE (A., v.f.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., sam., dim. 15 h 20 ; Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam., dim. 15 h 20 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam., dim., lun. 15 h 30.

BIRD (A., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., ven., lun. 21 h 10.

LES BISOUNOURS (A., v.f.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., sam., dim. 15 h.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven. 22 h 15, sam. 15 h, dim. 22 h 15, lun. 22 h 30.

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) mer., lun. 12 h.

COP (*) (A., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) mer., jeu. à 19 h, 21 h.

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., lun., mar. 22 h 30, sam. 18 h, jeu. 18 h 20.

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 14 h, ven. 13 h 30, sam., dim., lun., mar. 13 h 30.

LA FLUTE À SIX SCHTROUMPFS (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 13 h 45.

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam., mar. 20 h 20.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 13 h 45, dim. 17 h.

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., sam., dim. 16 h 30.

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 22 h 30, lun. 13 h 30.

INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 18 h 45, ven. 21 h.

JUDEX (Fr., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) mer. 20 h. projection suivie d'un buffet-débat : 100 F.

LADYHAWKE LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) (SR) mer. 17 h, jeu. 19 h, sam. 16 h 30, dim. 13 h 45.

MAURICE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) mer., ven., dim., mar. 13 h 30.

METROPOLIS (All., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 17 h 30, dim. 20 h 40.

MOONWALKER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 14 h et 15 h 30, jeu., lun., mar. 13 h 45, ven. 14 h, sam. 13 h 30 et 15 h, dim. 15 h 45.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., jeu. 16 h, ven. 15 h 45, dim. 17 h 50 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 21 h.

LA MOUCHE (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h, jeu. 22 h 30, ven., lun., mar. 17 h 15, sam. 0 h 10.

NEW YORK MIAMI (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam., mar. 22 h.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 21 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 17 h 45, jeu., lun., mar. 18 h 45, ven. 16 h 50, sam. 12 h et 0 h 20, dim. 12 h.

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam. 18 h 40.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 20 h 15, mar. 13 h 30.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam. 16 h 50.

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., ven., sam. 18 h, jeu. 19 h 45, dim. 17 h 45.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 18 h 20.

LA TABLE TOURNANTE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) mer., sam., dim. 14 h 30.

TEX AVERY ET COMPAGNIE (A., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 16 h, sam. 15 h.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h, dim. 13 h 45.

TITI SUPERSTAR (A., v.f.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., sam., dim. 14 h ; Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam., dim. à 14 h.

TOP GUN (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 30, jeu. 16 h 45, ven. 20 h 15, sam. 17 h, dim., lun., mar. 15 h.

V'LA LES SCHTROUMPFS (A.-Bel.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., sam., dim. 13 h 30.

LES VOYAGES DE GULLIVER (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 15 h 30.

ZELIG (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 16 h, ven. 19 h, sam. 21 h 50, dim. 14 h.

MUSIQUE

Opéra

ATHÉNÉE - LOUIS - JOUVET (47-42-67-27). « Les Amants magnifiques », Jusqu'au 8 avril. 20 h 30, mer., jeu., ven., sam. ; 19 h, mar. Comédie-ballet de Molière et Lully. Mise en scène Jean-Luc Paliès. Chor. Christine Bayle. Avec C. Fievet, A. Jacquemin, J.-G. Nordmann, M. Verschueve, A.-J. Godet.

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). « Nina et les Comédiens ambulants », jusqu'au 16 avril, 21 h, jeu., ven., sam. ; 17 h, dim. Ou « Un opéra en révolution ». Mise en scène Mireille Larroche. Dir. mus. Danièle Selzer. Musique de Paisiello, Dalayrac et Devienne. Avec A. Barbier, C. Dunc (sopranos), P. Danais, F. Regnier (barytons), V. Vittoz, M. Versaire (ténors).

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-36-37). « Guillaume Tell », jusqu'au 31 mars, 19 h, ven., lun. ; 17 h, dim. : Opéra en quatre actes. Musique de Rossini. Livret de VJE de Jouy, HLF Bis. Mise en scène Pier-Luigi Pizzi. Dir. mus. Paolo Olmi. Chor. F. Flindt. Orchestre national de France. Chœur et ballet de l'Opéra de Nice. Avec J. Van Dam, J.-P. Courtis, J. Wells.

Opérette

ELDORADO (42-49-60-27). « Rêve de Vienne », 14 h 30, mer., jeu., sam., dim. ; ; 20 h 30, sam. Opérette viennoise en deux actes, de Francis Lopez. Avec Mathé Altéry, Tony Gama (ténor), F. Linel, J. Andrieu, A. Boulme, M. Mayou. Chor. Martine Bozzoni, avec les Ballets tziganes et classique et le Grand Orchestre de l'Eldorado, dir. Guy Motta.

Comédie musicale

MARIGNY (45-08-85-97). Starmania, jusqu'à fin mars, 21 h, mer., jeud., ven., sam., mar. ; 16 h, dim. : Opéra rock en deux actes. Mise en scène de Michel Berger et Luc Plamondon. Livret L. Plamondon. Musique M. Berger, avec Martine Saint-Clair, Luc Lafitte, Norman Groulx, Richard Groulx, Wenta, Claude Maurane, Renaud Hanson, Sabrina Lory.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Holiday on Ice, jusqu'au 30 avril, 14 h 15, sam., dim. ; 15 h, mer. ; 17 h 30, sam., dim. ; 20 h 30, ven., mar. ; 21 h, sam. : « le Tour du monde en quatre-vingts jours », d'après Jules Verne, mise en scène Jérôme Savary, chor. David Baker.

THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30). Cats, jusqu'en 1990, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam., mar. ; 15 h, sam. ; 14 h, dim. ; 17 h 30, dim. : d'après T.S. Eliot, mise en scène et chor. Gillian Lynne, dir. mus. Paul Morris, musique de Andrew Lloyd Webber.

Danse

ARCA. ASSOCIATION RECHERCHE CORPORELLE ARTISTIQUE (43-41-12-45). Compagnie Papchiat, la ville papillon. Jusqu'au 30 mars. 20 h 30, jeu. : « les Yeux ouverts ». Chor. Sylvie Tertre.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). GROCP, jusqu'au 24 mars, 16 h, dim. ; 20 h 30, lun. Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris. « Féline », chor. Claude Brumachon ; « Cinq, rouge, pair et passe », chor. Florence Lambert ; « Passage de l'heure bleue », chor. Stéphanie Aubin. Grande salle, premier sous-sol.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Ensemble Meviana, 20 h 30, ven., sam. : avec Kudsi Ergunner (ney). Danses et musiques soufies.
● Zhong Xiao Zheng, 20 h 30, mar. : Cheng Shui-Cheng (pipa). Danses et musiques de la Chine ancienne.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Compagnie Kobco Ouak Blat, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam. ; 16 h, dim. (dernière) : « la Famille du peintre », chor. Catherine Contour, avec E. Bloy, C. Burgos, C. Contour, V. Favarel, P. Varnay. Première partie : Marie-Laure Weil-Raynal.
● Brigitte Asselineau. Jusqu'au 26 mars, 20 h 30, mar. : « Paysages », chor. B. Asselineau, avec C. Gérard, C. Didier, L. Coppola. Première partie : le Théâtre Nodjma.

OPÉRA DE PARIS. Palais Garnier (47-42-53-71). « La Belle au bois dormant », 14 h 30, sam. ; 20 h 30, sam. ; 19 h 30, lun., mar. : Ballet en trois actes d'après le conte de Perrault, musique de Tchaïkovski, chor. et mise en scène Rudolf Noureev, dir. mus. Patrick Fournillier, Vello Pilm, avec F. Clerc, I. Guérin, C. Jude, L. Hilaire, 3 h 30.

THÉATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). Catherine Diverrès, 21 h, ven., sam. ; 17 h., dim. : « Fragment », avec L. Ayet Perdigan, T. Bae, B. Montre, R. Quaglia.

THÉATRE DU BEL AIR (45-77-60-64). Maroussia Vossen, jusqu'au 23 mars, 20 h 30, sam., dim., lun., mar. : « Danse évolutions », chor. M. Vossen.

Music-Hall

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Les lundis du rire, 20 h 30, lun. : Jean-Marie Maddedu, les Sardines, Serge Riaboukine, Fabien Kashev, Marina Rodriguez-Tomé. Invité : Ged Marlon, parrainé par Tom Novembre.

CAFÉ DE LA DANSE (48-05-57-22). Jeux de la tribu, 20 h, mer., jeu. : Voix parlées, chuchotées, chantées.
● Jacqueline Dalac, 17 h, dim.
● White Bird, jusqu'au 22 mars, 20 h, mer. : avec Taisser Elias, Miguel Herstein. Première partie : Jacinte.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française, 21 h, mer., jeu., ven., sam., lun., mar. : Chansons à la carte tous les soirs.

DÉJAZET-TLP (42-74-20-50). Les Caramels fous, 21 h, mer., jeu., ven., sam. ; 15 h, sam. : « la Chose pourpre du Caire ». Revue musicale en quatre actes.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-68-10-86). Jean Guidoni, jusqu'au 15 avril, 20 h 30, sam., lun., mar.

ESPACE LASER 3 (48-74-36-21). Stéphane Varègues, Aude Allonville, 20 h 15, mer. : « 1789, poètes ou tyrans ».

MOVIE'S (42-74-14-22). Georgia, jusqu'au 25 mars, 19 h 30, jeu., ven., sam. : J.-P. Rémy (p.), J.-L. Guilhem (basse). « Une vie ».

OLYMPIA (42-61-82-25). Véronique Sanson, jusqu'au 26 mars, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam., mar. ; 16 h 30, dim.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Ravel Chapuis, Nicolas Nettour, Nicolas Vassal. Jusqu'au 8 avril, 18 h 30, mer., jeu., ven., sam., mar.

THÉATRE DU JARDIN (47-47-77-86). Banc d'essai des jeunes talents, 20 h 30, mar. : Concours d'ensembles vocaux. Chantal Grimm. Deuxième partie : Allain Leprest.

TOURTOUR (48-87-82-48). Manon Landowski, jusqu'au 1er avril, 22 h 15, mer., jeu., ven., sam., mar.

LE
VILLAGE SUISSE
PARIS
150 ANTIQUAIRES
78, AVENUE DE SUFFREN
54, AVENUE DE LA MOTTE-PICQUET
75015 PARIS
OUVERT DE 10 H A 19 H.
LES JEUDI, VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE ET LUNDI.

1er COLLOQUE SUR L'HISTOIRE DU MECENAT
de l'Antiquité au XXIe siècle
sous la présidence de Marcel BOITEUX
avec André CHASTEL, Membre de l'Institut
Georges DUBY, de l'Académie Française
Pierre GRIMAL, Membre de l'Institut
Jean HAMBURGER, de l'Académie Française
Michel SERRES, Philosophe
et
Régine DEFORGES, Jean DORST, Jean-Pierre LABRO et Jacques RIGAUD
Débats dirigés par Jean-Marie CAVADA
à partir de 14 heures
au
Palais de Tokyo
13, avenue du Président Wilson
75008 PARIS
FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE
PARIS 1989
Inscriptions et invitations à retirer : au secrétariat du Colloque
33, avenue Mac-Mahon - 75017 PARIS - Tél. : (1) 42.67.71.40

BERNARD BUFFET
Don Quichotte

DOLBY STÉRÉO DANS LES SALLES ÉQUIPÉES
PARIS V.O. : GAUMONT AMBASSADE – PUBLICIS ÉLYSÉES – GAUMONT OPÉRA – GAUMONT PARNASSE – PUBLICIS SAINT-GERMAIN 14 JUILLET ODÉON – GAUMONT LES HALLES – 14 JUILLET BEAUGRENELLE – LA BASTILLE – LA PAGODE – UGC MAILLOT
V.F. : PARAMOUNT OPÉRA – REX – GAUMONT ALÉSIA – UGC GOBELINS – GAUMONT CONVENTION – PATHÉ CLICHY – NATION BRETAGNE – UGC LYON BASTILLE
PÉRIPHÉRIE : MARNE-LA-VALLÉE ARTEL – THIAIS PATHÉ BELLE-ÉPINE – VERSAILLES CYRANO – LA DÉFENSE 4 TEMPS SAINT-GERMAIN CZL – CRÉTEIL ARTEL – NOGENT ARTEL – VELIZY UGC – ENGHIEN FRANÇAIS – BOULOGNE GAUMONT OUEST IVRY GAUMONT – ASNIÈRES TRICYCLE – PALAISEAU 4 CHAMPS – BOUSSY SAINT-ANTOINE BUXY – LA VARENNE 4 DELTA PARLY 2 STUDIO – CHAMPIGNY PATHÉ – VINCENNES 3 VINCENNES
8 NOMINATIONS AUX OSCARS dont
MEILLEUR FILM ● MEILLEUR RÉALISATEUR : BARRY LEVINSON ● MEILLEUR ACTEUR : DUSTIN HOFFMAN
DUSTIN HOFFMAN TOM CRUISE
UN FILM DE BARRY LEVINSON
RAIN MAN
UNITED ARTISTS PRESENTE
UNE PRODUCTION GUBER-PETERS COMPANY UN FILM DE BARRY LEVINSON
DUSTIN HOFFMAN - TOM CRUISE - RAIN MAN - VALERIA GOLINO
MUSIQUE DE HANS ZIMMER - CHEF DÉCORATEUR IDA RANDOM
DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE JOHN SEALE, A.C.S. - CO-PRODUCTEUR GERALD R. MOLEN
PRODUCTEURS EXÉCUTIFS PETER GUBER ET JON PETERS - HISTOIRE DE BARRY MORROW
SCÉNARIO DE RONALD BASS ET BARRY MORROW - PRODUIT PAR MARK JOHNSON
RÉALISÉ PAR BARRY LEVINSON

MUSIQUE

Concerts

AMPHITHÉATRE Richelieu (5e). Quatuor Bernède, 21 h mar. Jean-Claude Bernède, Marcel Charpentier (vl), Michel Lalcouse (alto), Pierre Fenasson (cello). Quatuors nº 3, 5, 12 de Beethoven.

AMPHITHÉATRE DE LA SORBONNE (5e). Chœur et orchestre de Paris-Sorbonne, 21 h sam. Dir. Jacques Grimbert, J. Feldman (soprano), B. Lafon (mezzo), G. Lesne (haute-contre), L. Honeymann (ténor), G. Chambers (basse). « Te Deum à grand orchestre » de Gossec.

ATHÉNÉE-LOUIS-JOUVET (9e). (47-42-67-27), Lucia Valentini-Terrani, 20 h 30 lun. Mezzo-soprano, Bruno Canino (piano). Œuvres de Brahms, Schubert, Mahler, Rossini, Vivaldi.

AUDITORIUM DU XXe, Michel Bourdoncle, 20 h 30, ven. Piano. Œuvres de Carter, Alsina, Bacri. Entrée libre.

BASILIQUE SAINTE-CLOTHILDE (7e). Amsterdam Baroque Orchestra, 20 h mar. Dir. Ton Koopman. Nederland Kammerchor, B. Schlick (soprano), M. Cable (alto), L. Honeymann (ténor), P. Kooy (basse). « La Passion selon saint Jean » de Bach. Dans le cadre du VIIIe Festival des instruments anciens. — Orchestre du XVIIIe siècle, 20 h. Jeu. Dir. Frans Brugges. Nederland Kammerchor. J. Smith (soprano), M. Chance (contre-ténor), N. Van der Meel (ténor), H. Van der Kamp (basse). « Messe en si mineur » de Bach. Dans le cadre du VIIIe Festival des instruments anciens.

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE DE LA VILLE DE PARIS (4e). (42-74-44-44). Ensemble Erwartung, 20 h 30, lun. Œuvres de Sauguet, Milhaud, Jolivet.

CAFÉ DE LA DANSE (11e). (43-57-05-35). Yumi Nara, 22 h, mar. jeu. Chant. Œuvres de Kurt Weill, Erik Satie.

CENTRE CULTUREL DE L'ORDRE DE LA ROSE-CROIX (3e). (42-78-39-29). Romain Guyot, Claire Désert, Marc Coppey. 21 h, jeu. Clar., piano, cello. Œuvres de Brahms, Schumann.

CENTRE MANDAPA (13e). (45-89-01-60). Xavier Vidal, Jacques Martres, 20 h 30, jeu. Flûte, vl, cabrette. Causses et vallées en musique.

CENTRE MUSICAL ROSENDORFER (3e). (45-53-20-60), Bella Voce, 20 h 30, jeu. Avec I. Guy, M. Batsini, E. Ricci. Œuvres de Vivaldi, Haydn, Chiriacopol.

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (1er). (40-28-28-40). Christoph Henkel, Georges Pludermacher, 12 h 45, mer., ven. Cello, piano. Œuvres de Beethoven. Nouvel Orchestre philharmonique, 20 h 30, mer., jeu. Dir. Marek Janowski. Marjana Lipovsek (mezzo). Kindertotenlieder, « 5e Symphonie en ut dièse mineur » de Mahler. Dans le cadre de l'intégrale de Gustav Mahler. Jorge Bolet, 20 h 30, ven. Piano. Œuvres de Liszt, Schubert. Ensemble Intercontemporain, 16 h, dim. A. Trouttet (clar.), P.-L. Aimard (piano), M. Le Dizès-Richard (vl). Œuvres de Brahms, Schoenberg, Berg, Ligeti. Theo Adam, 20 h 30, lun. Baryton, Rudolf Dunckel (piano). Œuvres de Beethoven, Wolf, Strauss, Schumann. Deborah Voight, 12 h 45, lun. Soprano. Œuvres de Wolf, Rossini, Debussy, Poulenc.

ÉGLISE ANGLICANE SAINT-GEORGES (16e). Anne Pichard, Robert Ekhund. 16 h, dim. Chant., luth. Œuvres de Dowland, Purcell, Monteverdi.

ÉGLISE DES BILLETTES (4e). (42-46-06-37), Harmonia Nova, 20 h 30, mer. sam. Didier Bouture, Anne Mercier (vl). Œuvres de Tchaikovski, Mozart, Bartok, Honegger, Sibelius. Tél. location : 42-46-06-37. Gérard Abiton, 20 h 30, jeu. Guit. Œuvres de Albeniz, Sor, Regondi, Giuliani. Dans le cadre du VIIe Festival international de la guitare. Tél. location : 42-46-06-37. Frédéric Desenclos, 10 h, dim. Orgue. Œuvres de Böehm, Bach. Entrée libre.

ÉGLISE DES DOMINICAINS (8e). (45-63-63-04). Orchestre de chambre Alfred Loewenguth, 16 h 30, dim. Dir. Alain Sabouret, P. Reber (orgue), M.-C. Desmouts (vl), J. Dieny (luth). Œuvres de Durufié, Bach, Haendel, Poulenc.

ÉGLISE RÉFORMÉE D'AUTEUIL. Ensemble instrumental Stringendo, 17 h, dim. Groupe choral d'Auteuil. Dir. Jean-Luc Wolfender. Œuvres de Bach, Mozart.

ÉGLISE SAINT-EUSTACHE (1er). Les Petits Chanteurs de Sainte-Croix de Neuilly, 20 h 30, jeu. Dir. François Polgar. « Miserere » d'Allegri. Tél. location : 42-62-40-65.

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (6e). Ensemble instrumental Jean-Walter Audoli, 20 h 30, mar. Dir. Jean-Walter Audoli. Ensemble vocal Claudio Monteverdi. « Stabat Mater » de Haydn. Tél. location : 43-96-48-48.

ÉGLISE SAINT-JACQUES-DU-HAUT-PAS (5e) (entrée libre). Jean Boyer, 20 h 30, jeu. Orgue. Chœur de Radio-France, dir. Michel Traschant. Œuvres de Alain, Racquet, Titelouze, Nivres.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (5e). Xiao-Mei Zim, 21 h, mer. Piano. « Variations Goldberg » de Bach. Participation aux frais. Ensemble instrumental La Bruyère, 20 h 30, jeu. Dir. Pierre-François Roussillon. Œuvres de Basset. Philharmonie de chambre, 20 h 30, ven., sam. Dir. Roland Douatte. Sylvie Pécot-Douatte (clavecin). Œuvres de Bach, Mozart.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE (4e). Orchestre symphonique des jeunes en Ile-de-France, 20 h 30, ven., sam. Dir. Bertrand de Billy, E. Oldham (soprano), G. Vogel (alto), J.-J. Samuel (ténor). « La Passion selon saint Jean » de Bach. Tél. location : 45-23-18-25.

ÉGLISE SAINT-ROCH (1er). (42-61-93-26), Orchestre français d'oratorio, 20 h 30, mar. Ensemble vocal J.-P. Loré. Dir. Jean-Pierre Loré, I. Honeymann (récitant), I. Windsor (soprano), A. Aubin (haute-contre), « la Passion selon saint Jean » de Bach. Tél. location : 43-96-48-48.

ÉGLISE DE LA TRINITÉ (9e), Ensemble vocal Michel Piquemal, 20 h 30, mar. Olivier Messiaen (orgue). Œuvres de Messiaen, chants grégoriens. Entrée libre sur réservation. tél. location : 42-93-15-20.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (6e). (45-44-41-42). Mauritanie. Jusqu'au 25 mars, 20 h 30, lun., mar. Dimi Mint Abba (harpe), Khalifa Ould Eide (luth). Chants et danses des cours d'amour.

MAISON DE RADIO-FRANCE (16e) (42-30-15-16). Ensemble Pro Musicis, 20 h 30, mer., Elizabeth Parcells (soprano), Margaret Singer (piano). Œuvres de Bellini, Wagner, Debussy, Selig. Grand auditorium. Trio Debussy, 20 h 30, mer. Œuvres de Haydn, Ravel. Studio 106. Entrée libre. Orchestres du Conservatoire de Paris. 20 h 30, ven. Dir. Pierre Boulez. Œuvres de Messiaen, Stravinski, Webern. Grand auditorium. Entrée libre. Ensemble accroche-note, 18 h 30, lun. F. Kubler, M.-C. Vallin (voix), A. Augster, T. Perrout, D. Tempo (clar.). Œuvres Mozart, Dallapiccola, Berio, Aperghis. Grand auditorium. Bertrand Walter, Geffoy Grios, 22 h 30, mar. Violon, piano. Œuvres de Tournemire, Szymanowski, Roslavets, Janacek. Grand auditorium. Entrée libre. Budhaditya Mukherjee, 20 h 30, mar. Sitar. Musique traditionnelle de l'Inde. Auditorium 105. Entrée libre. Quatuor Messiaen, 18 h 30, mar. Concert lecture. Œuvres de Singier, Bartok, Stravinski. Grand auditorium. Entrée libre. Pierre Perdigon, 20 h 30, mer. Orgue. Œuvres de Sibelius, Isolfsson, Duruflé. Grand auditorium. Entrée libre. Ensemble du nouvel orchestre philharmonique, 20 h 30, Lan. Dir. Yves Prin, Marie Kobayzaina (mezzo), chœur de Radio-France, dir. Michel Tranchant. Œuvres de Mâche, Xénakis, Satie. Grand auditorium.

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS (1er). Ensemble musique oblique, 17 h, dim. Œuvres de Chostakovitch.

OPÉRA-COMIQUE (2e), salle Favart (47-42-53-71). Howard Haskin, 20 h 30, lun. Ténor, Pierre-Alain Volondat (piano). Œuvres de Schumann, Tchaikovski, Duparc, Poulenc.

ORATOIRE DU LOUVRE (1er). Orchestre Symphonia Sacra. Jusqu'au 22 mars. 20 h 30, lun. Maîtrise de l'Oratoire du Louvre. « Grand Messe en ut » de Mozart. Tél. location : 42-62-40-65.

PORTE DE LA SUISSE (9e). (43-61-55-91). Daniel Kientzy. Jusqu'au 24 mars, 20 h 30, lun., mar. Musique électroacoustique. Œuvres de Scroc, Risset, Stockhausen, Mouzet.

SALLE ANDRÉ-MARCHAL (7e). Valérie Philippin, Marie Dibbern, 20 h 45, jeu. Soprano, piano. Mélodies et airs d'opéra. P. Gallois, C. Ivaldi, M. Lethiec, A. Liebermann, 20 h 45, mar. Fl., piano, clar., cello, F. Pierre (harpe), P. Xuereb (alto). Œuvres de Beethoven, Debussy, Schumann, Louvier, Roussel.

SALLE CORTOT (17e) Véronique Marin, Jacques Moreau, 20 h 30, jeu. Œuvres de Schubert, Beethoven, Brahms. — Mikhail Voskressensky, 20 h 30, ven. Piano. Œuvres de Chopin, Rachmaninov, Moussorgski. Téléphone location : 47-22-97-08 —Herminé Yeritsian, 17 heures, dim. Soprano, Hasmig Surmelian (piano), Sergei Markarian (piano). Œuvres de Beethoven, Schubert, Brahms, Ravel. — Michel Sadanowsky, 20 h 30, mar. Guit. Œuvres de Bach, Barrios, Rodrigo, Villa-Lobos. Concert associé au VIIe Festival international de la guitare.

SALLE FRANCIS-POULLENC (16e). I. Zamora, N. Rime, A. Trottier, E. de Bascher, 20 h 30, mer., ven. Sopranos. Mise en scène Alberto Nason dir. Jean-Dominique Burroni. Divertissement baroque. Œuvres de Caldara, Gluck. Téléphone location : 45-78-81-57.

SALLE GAVEAU (8e) (49-53-05-07). Ensemble orchestral de Paris, 20 h 30, jeu., Dir. Armin Jordan, Paul Bonfil (cello). Œuvres de Tischhauser, Mozart, Haydn. — Jan Tomes, 20 h 30, ven. Violon, Christina Meyer (piano). Œuvres de Corelli, Brahms, Smetana, Paganini, Franck. — Elsat Musa, 20 h 30, sam. Guit. (Œuvres de Albeniz, Paganini, Villa-Lobos. Dans le cadre du VIIe Festival international de la guitare. — Concerts Pasdeloup, 17 h 45, dim. Dir. Gérard Devos. Œuvres de Mozart, Schubert, Beethoven. — Miguel Proence, 20 h 30, lun. Piano. Œuvres de Mozart, Brahms, Villa-Lobos. — Quatuor de trombones, 20 h 30, mar. Œuvres de Mozart, Gershwin, Naulais, Barros.

SALLE PLEYEL (8e) (45-63-88-73). Orchestre et chorale Paul Kuentz, 20 h, mer. Dir. Paul Kuentz. « Carmina Burana » de Carl Orff. — Concerts Lamoureux, 15 heures, jeu. Frédéric Lagarde (piano). Œuvres de Chopin, Schumann. Salle Chopin. — Stanislas Bounine, 20 h 30, ven. Piano. Œuvres de Mozart, Schumann, Chopin, Poulenc. — Concerts Lamoureux, 17 h 45, dim. Dir. Ion Marin, P. Devoyon, O. Charlier, Y. Chiffoleau. Œuvres de Beethoven, Tchaikovski. — Maurice André, Orchestre Paul Kuentz, 20 h 30, lun. Trp. Œuvres de Mozart, Hummel, Tartini, Vivaldi, Bach. — Ensemble orchestral de Paris, 20 h 30, mar. Dir. Theodor Guschlbauer, Raphaël Oleg (vl). Œuvres de Kodaly, Britten, Schubert.

TAC STUDIO (11e) (43-73-74-47). Agnès Abergel. Jusqu'au 28 mars. Clavecin. Œuvres de Couperin, Bach, Rameau, Scarlatti.

TEMPLE SAINT-JEAN (7e). Camerata de Montsoignes, 20 h 30, lun. Dir. Jean-Michel Jalland. Œuvres de Monteverdi, Le Jeune.

THÉATRE GREVIN (9e) (42-46-84-87). Colette Alliot-Lugaz, Martine Roche, 20 h 30, lun. Soprano, clavecin, Catherine Ramona (viole). Œuvres et airs de la Venise des dix-septième et dix-huitième siècles.

THÉATRE DU JARDIN (16e) (40-67-97-86). Hélène Dautry, Nathalie Lanoe, Philippe Honoré, 20 h 30, jeu. Cello, piano, violon. Œuvres de Beethoven, Brahms, Fauré.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (8e) (42-56-08-80). Jean-Philippe Collard, Quatuor Muir, 11 heures, dim. Piano. Œuvres de Mozart, Brahms.

THÉATRE DE LA VILLE (4e) (42-74-22-77). Abdel Aziz El Mubarak. Jusqu'au 25 mars, 20 h 30, lun. Musique du Soudan.

TOURTOUR (4e) (48-87-82-48). Pascal Le Peniec, Guy Peria. Jusqu'au 1er avril. 19 h., mer., jeu., ven., sam., mar. Accordéons. Œuvres de Bach, Fauré, Weil, Grieg.

Rock

AU GRAND REX (00-00-00-00). Stray cats, 20 h 30, jeu. Lucio Dalla, 20 h 30, mar.

AU MÉTRO (47-34-21-24). The Box, 22 h 45, ven. Avec Freddy Meyer. Pick-Up, 22 h 45, sam.

CACTUS BLEU (43-38-30-20). Wolfpack, 23 h, jeu.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Marc Drouin, jusqu'à fin avril, 20 h 15, mer., jeu., ven., sam., mar. : « Vis ta vinaigrette », comédie musicale de Luc Plamondon et Marc Drouin, avec Dolbie Stéréo, les Echalotes, les Beaux Blonds, les Marx Brothers.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24). Rock frénésie, 17 h, dim. : Rock'n'roll et mambo.

LA CIGALE (42-23-38-00). Toni Childs, 20 h, lun., mar.

CITY ROCK (43-59-52-09). The Box, 22 h 30, mer. Avec Freddy Meyer.

ELYSÉE-MONTMARTRE. Legendary Pink Dots, 20 h, jeu. Dr John, 20 h, ven. Billy Cobham, 20 h, lun. Rock around the Schools, 19 h, mar. Tremplin rock des grandes écoles.

EXCALIBUR (48-04-74-92). Blanc nègre, 21 h 30, ven. Doc Lebrun. 23 h. ven. Brice Kapel, 21 h 30, mar. Afro rock. Concert surprise, 23 h, mar.

GIBUS (47-00-78-88). Soirée Bat Movement, 20 h, mer. Le Chat d'égoût, 21 h, jeu. Fireflies, 23 h, ven., sam. Metal Nights, 22 h, mar. ; avec Temple.

LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Jivaros Quartet, 1 h, jeu. Suisse. The Venus Fly Trap, 1 h, ven. Angleterre. The Pollen, 1 h, sam. France.

PALACE (42-46-10-87). French Kiss, 23 h, mer. Avec Armand Bienvenu (styliste). Dirty Dancing, 23 h 30, dim.

REX CLUB (42-36-83-98). Les Aprèm's à Toto, 17 h, dim. ; Rizzi Donato, Patricia Valle (peintures), O. Dougoud, R. Sampaio, Charlot Trenot, Amazons and Fab, Carole V.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Charlie Bad Goose, 22 h 30, lun. Dans le cadre des lundis du rock au Sentier des Halles. Leslie, jusqu'au 27 avril, 21 h, lun. Dans le cadre des lundis du rock au Sentier des Halles.

THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Transcontinental Cowboys, 22 h, jeu. The Box., 22 h, lun. ; avec Freddy Meyer.

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Sharon Evans, 22 h, jeu. Wolfpack, 1 h, ven.

Jazz

ARIACO (45-35-43-10). Virginia Monteiro, 22 h, mer., jeu., ven., sam., dim., mar. Avec le Samba Rio.

AU MÉTRO (47-34-21-24). Tony and the BBs, 22 h 45, jeu.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Bruce Johnson, 23 h, mer., jeu., ven., sam., dim. (dernière). Funk. Paco El Lobo, 23 h, lun. Minas, jusqu'au 26 mars, 23 h, mar. J.-M. Jafet (basse), P. Adjadj (guit.), D. Benharoun (perc.), X. Rust (batt.), E. Goubert (clav.).

BAR DU POTAGER (40-26-50-96). Michel Sardaby, 22 h, mer., jeu. (dernière). (Piano), Jack Gregg (ctb). Jeff Gardner, jusqu'au 23 mars, 22 h lun., mar. Piano, Man Brasil (guit.).

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Glenn Ferris, 22 h, mer., jeu., ven., sam. (dernière). (Trb), S. Belmondo (trp), O. Hutman (p.), L. Trussardi (ctb), P. Combelle (batt.). Gregg Hunter (piano-chant), 22 h, dim. Hal Stein, Hervé Meschinet (sax.), jusqu'au 25 mars, 22 h 45, lun., mar. O. Hutman (p.), L. Trussardi (ctb.), P. Combelle (batt.)

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Cyril Jazz Band, 20 h 30, jeu. C. Guyot (sax.), H. Luter (trp.), F. Fournet (banjo), C. Cuvilliers (sousaxophone), M.-C. Desplat (p.). L'Eléphant tuba horde de Marc Steckar Tentet. Entrée libre.

MICKEY'S CLUB (48-04-30-45). Georges Mesnousek, Jack Gregg, 21 h, ven., sam., lun. Sax., ctb., M. Canonge (piano), P. Hartley (batt.). Avec Sarah Lazarus (ven.), Babette Kontomanou (sam.).

LE MONTANA (45-48-93-08). René Urtreger, 22 h 30, mer. Au bar. Stardust, 22 h 30, jeu., ven., sam. Au bar. Trio Olivier Franc, jusqu'au 25 mars, 22 h 30, lun., mar. Au bar. René Urtreger, 22 h 30, jeu., ven., sam. Avec Sarah Petronio. Au club.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Patrick Saussois, 22 h, mer. (dernière). Guit. Avec P. Calligaris et son orchestre. Gilbert Leroux, 22 h, jeu., ven., sam. Washboard. Avec P. Calligaris et son orchestre. Trio Raboesson. 22 h. dim. Stéphane Guérault, jusqu'au 25 mars, 22 h, lun., mar. Clar., sax., chant. Avec P. Calligaris et son orchestre.

MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS (47-23-61-27). Gérard Siracusa Quartet, 16 h, dim. Batt., M. Riessler (clar.), M. Godard (tuba), R. Garcia-Fons (ctb.). Entrée libre.

NEW MORNING (45-23-51-41). Sir Ali's Girls, 21 h 30, ven. Hilton Ruiz Sextet, 21 h 30, sam. Avec Daniel Ponce. Bob Berg, Mike Stern, Dennis Chambers, J. Andrews, 21 h 30, sam. Sax., guit., basse, batt.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Art Blakey and the New Jazz Messengers, 21 h 30, mer. Celinho Barros Sextet, 21 h, ven. Brésil. A quoi pensent-elles ? 21 h, sam. Daniel Huck, TSF, jusqu'au 22 mars, 21 h, mar. Sir Ali, 21 h, jeu.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Benny Waters, Polya Jordan, 21 h 30, mer. Claude Néau, 21 h 30, jeu. Avec le groupe Fais-moi mal. Hommage à Boris Vian. Jazz at Five, 21 h 30, ven. Stop Chorus, 21 h 30, sam. New Jazz Bandar, 21 h 30, lun. Benny Bailey Quartet, jusqu'au 23 mars, 21 h 30, mar. Trp.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Georges Arvanitas, Alby Cullaz, Charles Bellonzi, 23 h, mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar. Piano, ctb., batt.

LA PINTE (43-26-26-15). Fabrice Laigle, 22 h 30, mer., jeu. Quartet Yves Bronqui, 22 h 30, ven., sam. Quartet Vincent Poix Dunde, 22 h 30, lun., mar.

PULLMAN SAINT-JACQUES, BAR TAHONGA (45-89-89-80). Numidia, 22 h, mer., jeu., mar. 18 h, jeu., ven. Piano. Jeannot Rabeson, Tony Rabeson, Druyin Guex, jusqu'au 1er avril, 22 h 30, jeu., ven., sam. Piano, batt., ctb.

REX-CLUB (42-36-83-98). Jungle, 23 h 30, mar. Soirée Londres, Soul, funk, house.

SALLE BRASILIA (48-07-20-17). Raul Funes, Enrique Pascual, 19 h 30, jeu., ven., sam. Chant, piano. « Un encuentro con el Tango ».

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Ramiro Naka, 22 h 30, mar. Afro.

SLOW-CLUB (42-33-84-30). Marc Laferrière, 21 h 30, mer., Transatlantic Swing Band. Marc Laferrière Dixieland Jazz Band, 21 h 30, jeu., ven., sam. René Franc Hot Jazz Sextet, jusqu'au 26 mars, 21 h 30, mar

CACTUS BLEU (43-38-30-20). Captain Mercier, 23 h, ven. Transcontinental Cowboys, 23 h, sam. Huit et demi, 23 h, lun. Soirée plage.

LE CAMBRIDGE (43-80-34-12). Gilbert Leroux, 22 h 30, mer. Philippe de Preissac, 22 h 30, jeu. Jean-Paul Amouroux, 20 h 30, ven., sam. Boogie-woogie. Dominique Bertrand, 20 h 30, lun., New Orleans. Serge Raboerson, 22 h 30, mar.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Stéphane Grappelli, Benny Vasseur Quintet, 21 h 30, mer., jeu., ven., sam. (dernière). Mavim Sarry Jazz Music, jusqu'au 25 mars, 21 h 30, dim., lun., mar.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24). Bastille rumba, 22 h 30, mer., avec Los Rumberos. Todo el Arte Gitano. Ring Night, 22 h 30, mar. Las Chicas Del Caribe, jusqu'au 25 mars, 22 h 30, jeu., ven., sam. Togo. Avec l'Orchestre Africain Flash.

CITY ROCK (43-59-52-09). Dixie Stompers, 22 h 30, ven. Captain Mercier, 22 h 30, sam., dim. Alan Adoté and the Soul Connection, 22 h 30, lun. Finale du tremplin, 22 h 30, mar. Présentation de cinq groupes.

DISCOPHAGE (43-26-31-41). Nazaré Pereira, jusqu'au 28 mars, 21 h, mer., jeu., ven., sam., lun., mar.

DUNOIS (45-84-72-00). Celestrial Communication Orchestra d'Alan Silva, 20 h 30, jeu. Zaxymut, 20 h 30, ven., sam. Eric Bedoucha (drum), Gilles Erhart (clav.), Mirou (voix).

ESPACE PIERRE-CARDIN (42-66-33-30). Golden Gate Quartet, jusqu'au 25 mars, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam., lun., mar. ; 15 h, sam., dim.

EXCALIBUR (48-04-74-92). Passing Shot, 23 h, mer. Musique Noise. 21 h 30, jeu. Jazz fusion. Station Groove, 23 h, jeu. Malaval BBB and B, 23 h, sam. Speakeasy, 21 h 30, sam.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Duo Jazz, 21 h, ven., Bossa nova et variétés. Sky Way, 21 h, sam. Piano, sax., washboard. Trio New Orleans.

JAZZ-CLUB LIONEL-HAMPTON (47-58-12-30). A Taste of New Orleans, 22 h, mer., jeu., ven., sam. (dernière). Wanda Rouzan (chanz), S. Stephens (batt.), P. Parnell (p.), G. French (basse), L. Jones (tp.), D. Zuppie (guit.), E. Tranb (sax.), Tark Mauro, Michel Gaudry Quartet, jusqu'au 25 mars, 22 h, lun., mar. Sax., ctb., Ronnie Turso (batt.), Jacky Terrasson (p.).

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Bruno Casanbon, 22 h, mer., mar. Piano. Stéphanie Crawford Trio, 22 h, jeu. S. Colosante (P.), J. Gregg (basse). Marcel Zanini Quartet, 22 h, ven., sam. M. Denis (batt.), P. Chebel (basse), F. Rillac (p.).

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Philippe de Preissac Jazz Group, 21 h, mer., mar. Gilbert Leroux, 21 h, jeu. Clarinet Connection, 21 h, ven. Bob Vatel, Michaël Silva, 21 h, sam. Boozoos Jazz Combo, 21 h, lun.

MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44). Rufus Harley Quartet, 22 h, mer., 0 h, mer. Charles Sandrais, Georges Arvanitas, Jacky Samson. Henri Texier, 22 h, jeu., ven., sam. 0 h, jeu., ven., sam. Avec Joe Lovano, Aldo Romano, John Abercombie. Francis Lockwood, Jean-Pierre Debarbat Duo, jusqu'au 22 mars, 22 h, mar. 0 h, mar.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Cyril Jazz Band, 20 h 30, jeu. C. Guyot (sax.), H. Luter (trp.), F. Fournet (banjo), C. Cuvilliers (sous-saxophone), M.-C. Desplat (p.). L'Eléphant tuba horde de Marc Steckar Tentet. Entrée libre.

MICKEY'S CLUB (48-04-30-45). Georges Mesnousek, Jack Gregg, 21 h, ven., sam., lun. Sax., ctb., M. Canonge (piano), P. Hartley (batt.). Avec Sarah Lazarus (ven.), Babette Kontomanou (sam.).

LE MONTANA (45-48-93-08). René Urtreger, 22 h 30, mer. Au bar. Stardust, 22 h 30, jeu., ven., sam. Au bar. Trio Olivier Franc, jusqu'au 25 mars, 22 h 30, lun., mar. Au bar. René Urtreger, 22 h 30, jeu., ven., sam. Avec Sarah Petronio. Au club.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Patrick Saussois, 22 h, mer. (dernière). Guit. Avec P. Calligaris et son orchestre. Gilbert Leroux, 22 h, jeu., ven., sam. Washboard. Avec P. Calligaris et son orchestre. Trio Raboesson. 22 h. dim. Stéphane Guérault, jusqu'au 25 mars, 22 h, lun., mar. Clar., sax., chant. Avec P. Calligaris et son orchestre.

MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS (47-23-61-27). Gérard Siracusa Quartet, 16 h, dim. Batt., M. Riessler (clar.), M. Godard (tuba), R. Garcia-Fons (ctb.). Entrée libre.

NEW MORNING (45-23-51-41). Sir Ali's Girls, 21 h 30, ven. Hilton Ruiz Sextet, 21 h 30, sam. Avec Daniel Ponce. Bob Berg, Mike Stern, Dennis Chambers, J. Andrews, 21 h 30, sam. Sax., guit., basse, batt.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Art Blakey and the New Jazz Messengers, 21 h 30, mer. Celinho Barros Sextet, 21 h, ven. Brésil. A quoi pensent-elles ? 21 h, sam. Daniel Huck, TSF, jusqu'au 22 mars, 21 h, mar. Sir Ali, 21 h, jeu.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Benny Waters, Polya Jordan, 21 h 30, mer. Claude Néau, 21 h 30, jeu. Avec le groupe Fais-moi mal. Hommage à Boris Vian. Jazz at Five, 21 h 30, ven. Stop Chorus, 21 h 30, sam. New Jazz Bandar, 21 h 30, lun. Benny Bailey Quartet, jusqu'au 23 mars, 21 h 30, mar. Trp.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Georges Arvanitas, Alby Cullaz, Charles Bellonzi, 23 h, mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar. Piano, ctb., batt.

LA PINTE (43-26-26-15). Fabrice Laigle, 22 h 30, mer., jeu. Quartet Yves Bronqui, 22 h 30, ven., sam. Quartet Vincent Poix Dunde, 22 h 30, lun., mar.

PULLMAN SAINT-JACQUES, BAR TAHONGA (45-89-89-80). Numidia, 22 h, mer., jeu., mar. 18 h, jeu., ven. Piano. Jeannot Rabeson, Tony Rabeson, Druyin Guex, jusqu'au 1er avril, 22 h 30, jeu., ven., sam. Piano, batt., ctb.

REX-CLUB (42-36-83-98). Jungle, 23 h 30, mar. Soirée Londres, Soul, funk, house.

SALLE BRASILIA (48-07-20-17). Raul Funes, Enrique Pascual, 19 h 30, jeu., ven., sam. Chant, piano. « Un encuentro con el Tango ».

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Ramiro Naka, 22 h 30, mar. Afro.

SLOW-CLUB (42-33-84-30). Marc Laferrière, 21 h 30, mer., Transatlantic Swing Band. Marc Laferrière Dixieland Jazz Band, 21 h 30, jeu., ven., sam. René Franc Hot Jazz Sextet, jusqu'au 26 mars, 21 h 30, mar

SUNSET (40-26-46-60). Jean-Luc Longnon Sextet, 22 h, mer., jeu., ven., sam. Trp., H. Meschinet (sax.), S. Beuf (sax.), P. Villaneva (p.), G. Naturel (ctb.), V. Pagnini (batt.). Vincent Jacqz Trio, 22 h, lun., mar. Piano.

THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Matthew Gunder, 22 h, mer. Michaël O'Dougherty, 22 h, ven. Big Boss, 22 h, sam. Funky, salsa. Holly Lane, 22 h, mar.

LES TROIS MAILLETZ (43-54-00-79). Sandra Sâar, 22 h 30, mer., jeu., dim. : voix, funk, trio jazz, suivi de Beanie, Scotty et Henri. Manda Jean Bouzard, 22 h 30, ven., sam. Chant de Dany Cohen, Los Rumberos.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37). Raphaël Fays, jusqu'au 1er avril, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam., mar. Guit., Pierre Blanchard (vl.), J.-P. Samson, W. Stolberk (guit), S. Thiam (perc.). Reynaldo Anselmi, jusqu'au 15 avril, 22 h 15, mer., jeu., ven., sam., mar. Chant, guit., R. Mostironi (bandonéon), O. Calo (p.), R. Tormo (ctb). Bal tango, 17 h, dim., animé par Carmen Aguiar, Victor Convais.

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). La fantastique histoire du blues, 22 h, mer. Max Gowland, 22 h, ven. Guillaume « Honky Tonk » Petite, 22 h, sam. Jean-Jacques Milteau, 22 h, mar. Ducky Smocton, 1 h, sam.

LE VILLAGE (43-26-80-19). Alain Bernard Duo, 22 h, mer. : piano. Jacky Terrason, 22 h, dim., piano. Guillaume Petite, 22 h, lun. Piano. Silvi Rovère, Olivier Giteando Duo, jusqu'au 22 mars, 22 h, mar. Ctb., guit. Valérie Pousmarcq Quartet, 22 h, jeu., ven., sam. Trp., O. Hutman (p.), E. Dervieu (batt.), D. Lemerle (ctb.).

PÉRIPHÉRIE

BEYNES. LA BARBACANE (34-89-55-99). Stéphane Grappelli, 21 h, sam. Avec Jack Sewing, Marc Fosset.

BEZONS CAC PAUL ELUARD (39-82-20-88). Trio Machado, 21 h, ven.

BOBIGNY. MAISON DE LA CULTURE (48-31-11-45). Bappis Colles, 23 h, ven., 21 h, sam. « Rebekito ».

BOULOGNE-BILLANCOURT. CLUB ADAGIO (48-25-80-80). Hal Singer Quartet, 20 h 30, sam. Sax., Jack Gregg (ctb.), Georges Brown (batt.), Mark Thompson (p.).

CHAMPIGNY-SUR-MARNE. CENTRE GÉRARD-PHILIPE (48-80-96-28). Pierre Meige, 21 h, jeu., 22 h, ven., sam. Il invite Boris Santeef, Vartosch, Agnès de Brunhoff.

CLICHY. THÉATRE RUTEBEUF (47-39-28-58). Eddie Floyd, 21 h, jeu. Avec Clarence Carter.

LA COURNEUVE. CENTRE JEAN-HOUDREMONT. Chris McGregor's Archie Shepp, 20 h 30, sam., 16 h 30, dim. Brotherhood of Breath. Dans le cadre du Festival banlieues bleues. Téléphone location : 43-85-66-00.

DRANCY. GYMNASE DELAUNE. I. Bittova, P. Fajt Duo, M. Portal, c. baden, 20 h 30, ven. E. Gismonti, Nene. Dans le cadre du Festival banlieues bleues. Téléphone location : 43-85-66-00.

MANTES-LA-JOLIE. NORMANDIE (34-78-81-00) Fabienne Thibeault, 20 h 45, sam.

MASSY. CENTRE PAUL GAILLARD (69-20-57-04) Les Négresses vertes, 21 h, ven. Première partie Eleonora.

MONTREUIL. SALLE DES FETES. (43-85-66-00) Yves Robert Quartet, John McLaughlin Trio, 20 h 30, mer. Dans le cadre du Festival banlieue bleues. Téléphone location : 43-85-66-00.

NOGENT-SUR-MARNE. PAVILLON BALTARD (43-94-08-00) Gilbert Bécaud, 21 h sam.

ORLY. SALLE LOUIS-ARAGON (42-92-33-66) Reflex, Maxime Goetz, 20 h 30 sam.

LE PRÉ-SAINT-GERVAIS. GRAND 8 (48-91-10-77) Michel Godard, Gérard Siracusa, Patrick Sheyder, 20 h 30, ven., Tuba, perc., piano. Denis van Hecke, Eliar Wise, 20 h 30, sam. Cello. Sylvain Kassap, Jean-Marie Machado, 20 h 30, dim. Sax., piano.

LE RAINCY. ESPACE JARDIN ANGLAIS (43-81-54-15) Festival de chansons françaises. 20 h 30, ven., sam. Avec Jean-Michel Brac, Luc Bardon, Claudine Tauzicde, Jean Degrave, Anne Pekoslawska.

**ROISSY-EN-BRIE. CLUB DE L'AYAU (60-29-38-

هكذا من الأصل

Le Monde

CAMPUS

Les députés des étudiants

Les étudiants vont désigner, entre le 20 et le 23 mars, leurs délégués aux Centres régionaux des œuvres universitaires. Pour les élus, ce mandat peut être une excellente préparation à l'exercice de la démocratie.

A quoi servent les CROUS ? A rien, semblent régulièrement répondre les étudiants lorsqu'ils sont invités à élire leurs représentants aux conseils d'administration des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, comme ce sera le cas la semaine prochaine. Le taux de participation aux élections oscille en effet, depuis longtemps, autour de 10 %, et l'on a atteint une sorte de record lors du dernier scrutin d'avril 1987, puisqu'un peu plus de 5 % seulement des étudiants avaient jugé utile de se déplacer.

Cette indifférence ou cette désaffection sont d'autant plus paradoxales que les vingt-huit CROUS ont pour misson, depuis leur création en 1955, d'améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants. A ce titre, ils gèrent deux des principaux services d'aide sociale aux étudiants (en dehors des bourses) : les restaurants et les cités universitaires. C'est-à-dire le logis et le couvert à grande échelle : avec un budget global de 2,8 milliards de francs, les CROUS logent plus de 110 000 étudiants (en cités universitaires ou, depuis quelques années, dans des formules HLM) et ont servi, en 1988, plus de 70 millions de repas, ce qui en fait la troisième entreprise française de restauration collective.

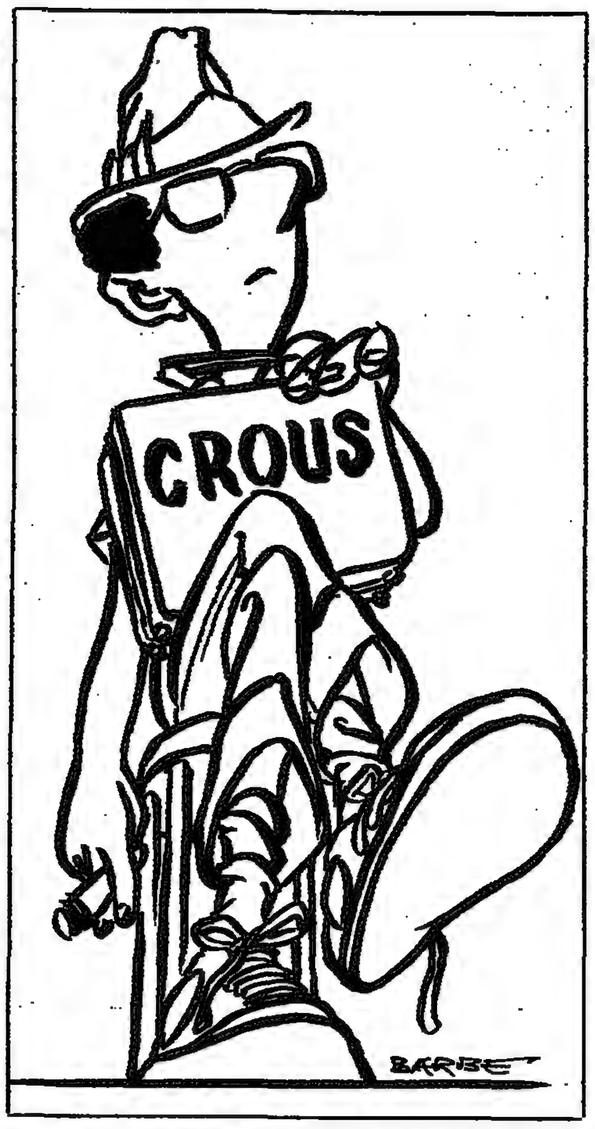
Sans parler des aides financières (prêts ou dons) accordées par le Fonds de solidarité étudiante aux étudiants momentanément en difficulté (12 millions de francs en 1987). Ou encore de l'accueil de 13 000 étudiants étrangers, boursiers du gouvernement français ou de leur pays d'origine, de la répartition des crédits des bourses européennes des programmes Erasmus (*le Monde* du 2 mars), de la gestion de l'Office du tourisme universitaire ou des activités culturelles. Ainsi le CNOUS, le Centre national qui chapeaute les CROUS, a lancé, à l'automne dernier, le programme « culture action » qui permet d'aider financièrement des projets culturels présentés par des étudiants et sélectionnés par un jury. Au total, les CROUS constituent un réseau d'aide sociale implanté dans toutes les villes universitaires et animé par près de 12 000 personnes (administratifs et ouvriers).

Or les étudiants sont associés directement à la gestion de cet ensemble, puisque leurs représentants siègent aussi bien aux conseils d'administration des centres régionaux que dans celui du centre national. Certes, une réforme de 1987 a mis fin à la parité dont ils bénéficiaient dans ces instances : l'on ne compte plus dans les CA des CROUS que 7 élus étudiants sur 24 membres. Mais ils restent, avec les représentants de l'administration, le groupe d'administrateurs le plus nombreux et peuvent jouer un rôle actif dans des décisions qui touchent la vie quotidienne de bon nombre d'étudiants.

Le souhaitable et le possible

Au premier abord, il est vrai que les élus étudiants semblent plutôt faire de la figuration dans les conseils. Comme le dit Erwan Ledoré, étudiant à Nanterre et élu du CELF (étudiants libéraux) au CROUS de Versailles, *« on est des utilisateurs du système, pas des administrateurs à plein temps. Et les trois ou quatre séances annuelles du conseil sont souvent très techniques ou très administratives. Quand on n'a jamais mis le nez dans un budget complexe ou dans le texte d'une convention d'agrément d'une cafétéria, c'est plutôt ardu »*. D'autant, ajoute Michel Houdu, qui siège depuis un an, pour le CELF également, au CROUS de Paris, que *« notre marge de manœuvre est très limitée car les budgets sont reconduits d'une année sur l'autre à 90 %. »* Un sentiment partagé par Jean-Christophe Chedotal, élu (UNEF-SE) au CROUS de Rennes : *« On reçoit tous les documents quinze jours avant les conseils mais il n'est pas facile de discerner les enjeux politiques derrière les chiffres. Et puis on est minoritaires dans les conseils ; du coup on a souvent l'impression que l'administration mène la politique du fait accompli. »*

Cette sensation d'être un peu des faire-valoirs, ajoutée à la charge de travail *« relativement lourde »* que peut représenter la participation à la gestion des CROUS, explique que bon nombre d'élus étudiants décrochent rapidement. A Rennes, trois élus sur sept ont siégé jusqu'au bout de leur mandat. A Toulouse, M. Gaillard, le directeur du



CROUS, admet que les étudiants ne sont *« pas tellement assidus »* mais cela lui semble difficilement évitable : *« En quelques années, les CROUS se sont énormément adaptés, ont fait un très gros effort pour améliorer leur productivité, leur gestion et leurs prestations. Cela demande une analyse économique de plus en plus poussée et les étudiants ont évidemment tendance à se préoccuper davantage du souhaitable que du possible. »* Mais surtout, les directeurs de CROUS soulignent volontiers le handicap que constitue le caractère très transitoire et éphémère du passage des administrateurs étudiants. Quand on est là pour un an ou deux, il n'est pas facile de s'impliquer vraiment.

Nombreux cependant sont ceux qui mordent à l'hameçon. *« Les dossiers ça ne me rebute pas »*, proclame avec appétit Laurent Doucet, qui siège au conseil de la vie étudiante de l'université du Mirail, à Toulouse, et se présente cette année, pour l'UNEF-ID aux élections au CROUS. *« Plonger dans un dossier technique, c'est la condition pour être réellement partie prenante dans la vie de la fac. Au départ j'avais d'abord une motivation idéologique : changer l'université et changer la société. Mais le syndicalisme étudiant est sorti du gauchisme. Il est plus réaliste, il veut avoir prise sur des dossiers concrets. »*

Apprendre à négocier

La participation à un conseil, d'université ou de CROUS, lui apparaît en outre comme une *« formation complémentaire sans égale »* : apprendre à gérer, négocier et animer, tisser un réseau de relations, s'entraîner à l'expression orale, mieux comprendre l'environnement et les enjeux économiques et sociaux, autant d'atouts qui viendront s'ajouter au diplôme, un peu à la manière des étudiants qui lancent, depuis quelques années des « juniors entreprises ». Jean-Christophe Chedotal, à Rennes, tire un peu le même bilan de son expérience : *« Mon passage au CROUS aura été une bonne école de formation. Le manque d'argent pour l'aide sociale aux étudiants, le désengagement de l'Etat, les suppressions de postes, j'ai mieux compris tout ça sur le terrain. D'autre part, je participe à une troupe de théâtre professionnelle. Au CROUS j'ai appris à faire un dossier ou un bilan, à discuter et négocier avec des personnalités. Ça m'aide beaucoup pour la troupe. »*

Plus modestement, beaucoup d'élus étudiants voient d'abord dans leur participation au CROUS, un moyen de relayer auprès de l'administration les revendications, et les attentes du milieu étudiant. *« C'est au CROUS qu'on peut soulever des problèmes qui nous touchent directement »*, souligne Guillaume Hoibian, élu (UNEF-SE) à Versailles. *« Sur l'académie, il y a eu cette année 14 000 demandes de chambres en cité universitaire pour 4 000 places. Cela fait 10 000 laissés-pour-compte. Le CROUS développe de nouvelles formules de logement par des conventions avec les HLM, mais 1 000 F par mois pour un studio, au lieu de 500 F pour une chambre en cité, ça renforce la ségrégation sociale »*

Et Olivier Ray, élu en 1987 au CROUS de Grenoble (UNEF-ID) et qui se présente cette année à Paris, souligne que *« pour les étudiants, ce n'est pas tellement le fait de siéger au conseil qui est intéressant. Mais plutôt la participation aux différentes commissions du CROUS qui planchent sur des dossiers précis »* comme le logement, la restauration, les commissions d'attribution d'aides aux étudiants. *« C'est là que se prépare le travail et que l'on peut avoir prise sur les orientations. »*

Retrouver un dynamisme nouveau

Et s'ils ont souvent le sentiment, au début de leur mandat, d'être traités un peu à la légère, de façon paternaliste, par les responsables des CROUS, les élus étudiants découvrent vite, s'ils s'impliquent réellement, qu'ils constituent le seul véritable pouvoir en dehors de l'administration. *« Leur présence est positive,* reconnaît volontiers le directeur de Toulouse, M. Gaillard. *Le fait de les avoir au conseil nous oblige à compter avec eux, à tenir compte de leurs réactions, et du coût de nos propositions et de nos prestations. C'est un garde-fou qui nous permet de rester en permanence à l'écoute de notre clientèle. »* Un constat que dresse également M. Albert Prévos, directeur du CNOUS, à Paris : *« La présence des étudiants c'est l'originalité et la force des CROUS. Nous avons besoin de leur relais. »*

Surtout si, comme semble le souhaiter le gouvernement actuel, les CROUS doivent retrouver à l'avenir un dynamisme nouveau après des années d'indifférence des pouvoirs publics, de vaches maigres et d'atonie. Car c'est bien le problème et il ne faut pas chercher ailleurs la cause de l'indifférence électorale des étudiants. Pour Isabelle Martin, élue UNEF-ID au CNOUS, *« les œuvres universitaires sont restées pendant trop longtemps sur leur schéma d'origine, qui remonte aux années 50-60 : un milieu étudiant homogène, pas encore trop nombreux, appuyé sur un syndicat, l'UNEF, qui a regroupé jusqu'à la moitié des étudiants français. Dans ces conditions une certaine forme de cogestion était possible. »* Or, faute de moyens notamment, les CROUS ont mal pris la mesure de l'explosion universitaire des vingt dernières années, de l'éclatement du syndicalisme étudiant, de l'émergence de nouveaux besoins (logement en ville, restauration plus diversifiée). Du coup, ils ne touchent plus qu'une petite minorité d'étudiants : 10 % seulement sont logés en cité U et à peine plus du quart utilisent régulièrement les services des resto U.

La seule solution pour dépasser ce décalage sociologique, estime Laurent Doucet, à Toulouse, c'est évidemment de renforcer et de rénover ce qui existe déjà mais surtout de *« passer de la notion d'« œuvres », avec son petit côté charitable et ringard, à la notion globale de vie étudiante ; de la notion d'aide sociale à celle de droits étudiants »*. Bref, d'élargir et de diversifier le champ d'intervention des CROUS. Un discours que ne récuseraient ni le directeur du CNOUS, ni le ministère de l'éducation. Outre des augmentations budgétaires très sensibles cette année, ce dernier se montre en effet particulièrement attentif aux conditions de vie étudiante : création récente d'un observatoire national, projet de création d'une sous-direction de la vie étudiante au ministère, proposition d'un système de formation des élus étudiants dans le cadre du projet de loi d'orientation en préparation, mise à l'étude d'une relance rapide et importante de la construction de logements étudiants – en partenariat notamment avec les collectivités locales –, enfin recherche de mécanismes nouveaux de financement des études.

C'est la première fois depuis des années qu'une réflexion globale semble engagée sur ce terrain. Mais une réflexion sans doute trop récente pour modifier, dans quelques jours, les habitudes électorales des étudiants et leur faire prendre conscience des enjeux des élections aux CROUS. Comme le dit un élu étudiant, *« on ne passe pas aussi facilement de la soupe populaire au fast-food et du foyer miteux au Club Med... »*. Beau programme pour ses successeurs !

GÉRARD COURTOIS.

La bonne auberge de Nancy

Le CROUS de Nancy-Metz avait une image dégradée. En moins de trois ans, le nouveau directeur en a fait une affaire qui marche, à la grande joie des utilisateurs.

UN studio neuf, plein sud, avec vue sur un golf de dix-huit trous pour 680 F par mois tout compris : le rêve, non ? C'est une réalité déjà sortie de terre. Elégant bâtiment blanc et gris, une résidence universitaire de 266 logements et son restaurant pourront accueillir, dès la rentrée prochaine, les étudiants de technologie de Metz 2000. Cet équipement ultramoderne sera le fleuron du CROUS de Lorraine. Mais pas son unique objet de fierté. L'ensemble du patrimoine immobilier mis à la disposition des 32 000 étudiants nancéiens et des 12 000 messins a en effet connu une véritable métamorphose.

En moins de trois ans, le restaurant universitaire du Saulcy à Metz, six des sept restaurants de Nancy ainsi que bon nombre de résidences universitaires ont fait peau neuve. Ce n'était pas du luxe. Quand il a pris son poste de directeur de CROUS à Nancy en 1986, Yves Dalman a constaté que *« la mauvaise image des CROUS était justifiée »*. Comme dans la plupart des régions de France, les bâtiments construits par l'Etat n'avaient pas connu un seul coup de pinceau en vingt ans. Cités et restaus U avaient mal vieilli : peintures écaillées, béton éclaté, pignons fissurés, toits passoires, fenêtres à courant d'air dans les chambres, décors marron-crasse et odeurs de graisse dans les salles à manger. Sans parler des installations de chauffage, d'eau et d'électricité, vacillantes...

Aujourd'hui, le restaurant de Monbois accueille les étudiants de la fac de lettres dans une grande salle claire, meublée de moderne italien, dont le plafond en pointe de diamant est comme soutenu par une pyramide transparente où coule une fontaine d'eau fraîche. La redécouverte architecturale de ces bâtiments construits dans les années 60 a été menée par deux architectes débutants, David Grandjean et Maxime Camara, qui ont trouvé là un terrain d'expérimentation très large. Le restaurant du cours Léopold, en centre-ville, a été repensé en pastels et couleurs primaires. Celui de Seaurupt est d'un design plus rock : les tables blanches se reflètent dans un plafond-miroir noir. Sur le campus de Vandœuvre, les différentes salles ont pris les teintes et les éclairages des saisons.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Lire la suite page 30.)

ESC LYON
Ecole Supérieure de Commerce de Lyon

Diplômés du 2e cycle
(maîtrise, diplôme d'ingénieur, IEP, licence ou équivalent),
vous pouvez, sur concours, être admis à l'ESC Lyon en 2e année.

- Date limite de dépôt de dossier : 16 mai 1989.
- Epreuves écrites : 17 juin 1989.
- Epreuves orales : 1, 4 et 5 septembre 1989.

Conditions spéciales pour les sportifs de haut niveau.

Information et dossier de candidature auprès de :
Pascale VERCRUSSEN / Service Admissions de l'ESC Lyon
BP 174
69132 ECULLY CEDEX
Tél. 72 20 25 25.

Groupe ESC Lyon
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

Les étudiants du Mirail à la loupe

« L'IDÉE de l'observatoire des étudiants est née d'une nécessité, souligne d'emblée Gérard Vaysse, vice-président de l'université toulousaine du Mirail. *L'image de l'université « usine à chômeurs » collait au Mirail comme à beaucoup d'universités littéraires. Il était vital pour nous de corriger cette mauvaise image et de commencer par vérifier si elle était fondée. »* Et le président de l'université, M. Georges Bertrand, ajoute : *« On ne savait pas d'où venaient les étudiants, ce qu'ils faisaient, où ils allaient. »*

C'est pour remédier à cette *« méconnaissance phénoménale »* de la réalité étudiante que s'est créé au Mirail, il y a trois ans, un observatoire des étudiants. L'objectif n° 1, est d'analyser finement l'articulation entre la formation et l'insertion professionnelle; de mieux comprendre les itinéraires des étudiants, leurs trajectoires et l'adéquation entre leurs projets et leur entrée dans la vie active.

Deux enseignants de l'université, Jean Ferrasse et Michel Bataille, ont donc monté un laboratoire (le centre d'observation scientifique des études, des formations et des débouchés) pour mettre en place une méthodologie souple et une batterie d'indicateurs pertinents. Un panel fiable de population étudiante de l'université leur permet d'étudier chaque année les flux des *« sortants »* de l'université, mais également ceux des *« restants »* et des *« entrants »*.

Recherche

ou pilotage ?

Outre les modalités d'insertion professionnelle, ce système permet d'observer l'évolution dans la durée des projets professionnels des étudiants en cours d'études (1). Et les deux enseignants du Mirail, assistés d'une chercheuse permanente et d'un petit groupe de thésards, envisagent d'élargir leur champ d'observation : l'an prochain, ils commenceront à analyser les exigences professionnelles de l'environnement et les représentations que les employeurs ont des étudiants.

A moyen terme, ils réfléchissent à une enquête sur la réussite professionnelle des diplômés du Mirail en réinterrogeant les étudiants quatre ans après leur entrée dans la vie active. Comme le note Jean Ferrasse, *« cela nous permettrait en outre de savoir comment ils évaluent, a posteriori, leur formation ».*

Mais tout cela prendra du temps. Après plus de deux ans de fonctionnement, l'observatoire toulousain se trouve confronté à une série de questions délicates. S'il veut pousser jusqu'à son terme l'observation dans la durée des trajectoires des étudiants du Mirail, il devra traiter des échantillons de plus en plus complexes. Ce qui suppose des moyens croissants, dont il ne dispose pas. Mais surtout l'observatoire suscite l'impatience de l'université qui est, elle, à la recherche d'outils de pilotage à court terme. *« La qualité scientifique du travail de l'observatoire est essentielle et nous espérons pouvoir « prêter » notre modèle à d'autres universités »,* souligne M. Georges Bertrand.

Ne plus travailler

en aveugle

« Mais nous avons aussi besoin d'instruments opérationnels d'aide à la décision pour réorganiser nos filières, mieux adapter nos cursus aux attentes des étudiants et aux devoirs des entreprises, voire pour améliorer l'animation du campus et la vie des étudiants », ajoute-t-il. C'est pourquoi, au-delà du travail scientifique de MM. Ferrasse et Bataille, l'observatoire fait appel à d'autres universitaires du Mirail — économistes, psychologues, sociologues... — pour analyser d'autres aspects de la vie de l'université, comme son impact économique dans la région ou son image auprès des nouveaux étudiants.

« Notre recherche devrait déboucher sur des résultats très chamus, mais à long terme. On ne peut pas mélanger observation scientifique et aide à la décision immédiate », note avec quelque vivacité Jean Ferrasse. *« Il serait dommage que le système d'observation se referme sur lui-même. C'est à court terme que nous avons besoin d'évaluations qui nous permettent de ne plus travailler en aveugle »,* répond Georges Bertrand.

Les étudiants comme objet de recherche ou comme usagers, ici et maintenant, de l'Université ? Cette contradiction soulevée par l'observatoire de Toulouse est d'autant plus instructive qu'elle risque d'apparaître un peu dans les mêmes termes à l'Observatoire national de la vie étudiante que vient de créer le ministère de l'éducation.

G. C.

(1) Les premiers résultats de ces enquêtes ont été publiés dans deux rapports aux Presses de l'université de Toulouse — Le Mirail, 56, rue du Taur, 31069 Toulouse Cedex.

Les imprésarios des BDE

Les bureaux des élèves sont les grands animateurs des grandes écoles. A la fois organisateurs des menus plaisirs et ambassadeurs auprès de la direction et de l'environnement.

LES bureaux des élèves cherchent leur voie. Réunis à l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, samedi 4 mars, les responsables des « BDE » de quinze écoles de commerce ont réfléchi ensemble à la place de ces associations et à leurs perspectives d'avenir. Phénomène caractéristique des grandes écoles, les bureaux des élèves constituent un pilier de la vie étudiante. Leurs membres, élus par l'ensemble des élèves, ont une mission d'animation et de coordination, qui se limite parfois à l'organisation de rencontres purement festives. L'évolution des écoles de commerce et leur importance croissante dans le paysage universitaire incitent toutefois certains étudiants à élargir le rôle des BDE dans la vie interne des établissements et leurs relations avec l'extérieur.

Installé au cœur de l'école, le BDE est avant tout l'artisan d'un esprit de corps. Ses membres sont des maîtres de cérémonie chevronnés, rompus à l'art d'organiser des soirées, des week-ends d'intégration pour les bizuts, ou des fêtes d'adieu pour ceux qui partent. Cette activité, jugée primordiale par certains, n'est pas suffisante pour ceux qui veulent transformer les BDE en véritable courroie de transmission entre les élèves et leur environnement.

En relation étroite avec les étudiants, les BDE cherchent à coordonner la vie associative intense qui règne dans les grandes écoles, pour que les projets du club musique ne se télescopent pas avec ceux du club théâtre, ou que les ambitions du club loisir n'empiètent pas sur celles de l'association sportive. Les membres des BDE tentent de concilier les différents intérêts, particuliers, tout en proposant des activités susceptibles d'intéresser tout le monde. Cette tâche est parfois réduite, lorsque les différentes associations se montrent sourcilleuses sur le chapitre de leur autonomie. Ailleurs, elle peut aller jusqu'à une véritable entreprise de contrôle et d'intronisation. *« A l'Ecole supérieure de commerce de Paris,* explique un étudiant, *aucune association ne peut se créer sans l'accord du BDE. »*

Les BDE transmettent, informent l'ensemble des élèves, par voie d'affichage ou grâce à un journal interne, sur les activités parascolaires ou le fonctionnement de l'école. Ceux qui désirent véritablement participer à la vie de leur école font office de relais entre les élèves et l'administration. Leur mission consiste alors à plaider la cause de certains étudiants en difficulté ou, plus généralement, à être associés aux réflexions sur l'évolution de leur établissement. A l'ESCAE de Grenoble, par exemple, des membres du BDE siègent dans un *« comité de concertation »* et peuvent intervenir dans les modifications du cursus pédagogique.

M. Hubert Bonal, directeur de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, estime que cette prise de responsabilité conduit à un réel partenariat entre les étudiants et l'administration. *« Nos écoles sont dans une période de mutation. Les BDE doivent en prendre conscience et y être associés,* souligne-t-il. *Ils ont la possibilité de s'exprimer et de consulter les élèves sur certains points : l'augmentation des frais de scolarité ou le renouvellement des programmes. »* Cette ligne de conduite n'est pas toujours facile à tenir, car les élèves sont là pour trois ans seulement, alors que la stratégie d'une école se définit à beaucoup plus long terme. Pourtant, M. Bonal a décidé d'associer les élèves à l'élaboration d'un *« projet d'entreprise »* baptisé ESC 95, qui a pour but de fédérer les différentes composantes de l'école, en définissant des valeurs communes.

Des relations

de confiance

Cet investissement suppose de la part des responsables de BDE pas mal de charisme personnel et d'énergie pour mener de front des études et des activités parascolaires. Ces qualités doivent, selon M. Bonal, se doubler d'une dimension sociale. *« Les présidents de BDE doivent faciliter les études de leurs camarades et prendre en charge les problèmes collectifs. Ils doivent veiller à résoudre, ou du moins à déceler, les cas de déprime ou les ennuis de santé que peuvent rencontrer certains étudiants. Ils peuvent ainsi aider ceux qui se trouvent dans des situations financières difficiles, en essayant de leur trouver des appartements moins chers ou en plaidant leur cause auprès des banques. »*

A ces fonctions internes s'ajoute la nécessité de représenter l'école à l'extérieur. Avant même d'être élues, les listes d'étudiants qui souhaitent accéder au BDE se démènent pour trouver des sponsors susceptibles de financer des « campagnes électorales » souvent coûteuses. Cet électoralisme dispendieux pose des problèmes d'éthique, mais aussi d'image. *« Il arrive, surtout dans les villes de taille moyenne, que les élèves sollicitent tellement les commerçants et les entreprises qu'ils se grillent et ne contribuent pas à la bonne réputation de l'école »,* observe une étudiante. Pour éviter que le label de l'école ne soit utilisé à tort et à travers, le BDE de l'ESCP a décidé de s'adresser directement aux entreprises.. *« Une lettre mensuelle, destinée aux 2 000 plus grandes entreprises françaises, explique notre vision du partenariat »,* affirme Charles Tonlorenzi, président de l'ESCP.

La vitalité d'un BDE dépend, en grande partie, des relations de confiance qui s'instaurent avec l'administration. *« Celle-ci, toutefois, ne doit pas récupérer la vie associative de l'école »,* souligne M. Bonal. Des rapports équilibrés peuvent permettre aux élèves de prendre en charge leurs problèmes, tout en soulageant l'administration qui n'intervient qu'en cas d'erreurs manifestes ou de conflits.

Cette convivialité bien comprise est cependant limitée par un phénomène qui semble se généraliser : marqués par l'individualisme, les élèves des grandes écoles ne reconnaissent pas toujours la légitimité de leurs élus et s'impliquent difficilement dans des projets collectifs.

RAPHAELLE REROLLE.

La bonne auberge de Nancy

(Suite de la page 29.)

Néons fluos, plantes vertes, claustras de bois ou métalliques ont considérablement modifié l'ambiance des restaurants, des brasseries et des cafétérias. Les chiffres de fréquentation ont aussitôt augmenté et, constate Yves Dalmau, *« la simple modification de l'esthétique a provoqué le retour en force des filles ».* Pour l'occasion, les étudiants ont dû changer une pratique ancestrale qui consiste à avaler en vitesse le plat chaud avant le hors-d'œuvre : les nouvelles chaînes des selfs proposent des assiettes chaudes, et des fours à micro-ondes sont disséminés dans les salles. En coulisse, les cuisines ont été modernisées et, sur les présentoirs réfrigérés, les plats sont appétissants.

De bons

plats goûteux

L'argent mis dans les pots de peinture n'est pas sorti des assiettes. *« Au contraire, je suis un passionné de nutrition »,* déclare Yves Dalmau. Il a d'ailleurs passé avec l'INSERM une convention pour étudier le comportement alimentaire de l'étudiant et l'informer par un étiquetage particulier de la valeur nutritive de chaque plat. Mais le *« manger mieux »* préconisé par Yves Dalmau ne se limite pas à la diététique. Il souhaite faire disparaître progressivement les plats industriels dits *« légèrement typés »* (euphémisme pour désigner les saveurs mi-salées mi-sucrées de la génération ketchup), au profit d'une cuisine plus traditionnelle. *« Les jeunes sont à nouveau demandeurs de bons plats goûteux, mais il y a une perte de technicité dans ce domaine. »* C'est pourquoi il a lancé un lourd programme de formation de tout le personnel du CROUS, plus particulièrement des équipes de cuisine.

Comment Yves Dalmau s'y est-il pris pour mener de front tous ces investissements, alors que le prix du ticket-repas est bloqué depuis longtemps à moins de 10 F et que les subventions de l'Etat ont diminué de 25 % ces quatre dernières années ? Economiste de formation, il a appris le pragmatisme à la CFDT, dont il a été longtemps un permanent au niveau national. Il gère avec des calculs simples : *« Si vous faites gagner 20 % de productivité à un effectif de 500 personnes,* dit-il, *c'est l'équivalent de cent emplois, soit 12 millions de francs dégagés en fin d'exercice. »*

La recette est tellement élémentaire qu'on se demande pourquoi elle n'a pas été appliquée plus tôt. *« Parce que, dans les CROUS, il n'y avait pas de logique d'entreprise »,* réplique Yves Dalmau. Exemple : *« En cité U, on faisait du service quatre étoiles dans des taudis ; une armée de femmes de ménage allaient jusqu'à faire le lit des étudiants et — sous prétexte que ça ne coûtait pas plus cher — à vider leur poubelle. »* Montre en main, le directeur est allé vider quelques poubelles : *« Il faut deux minutes et demie. Si vous multipliez par six mille chambres, cela représente huit emplois annuels. Avec cet argent, on peut rénover 400 chambres par an. »* A Nancy, les étudiants font eux-mêmes leur lit, mais ils ont des doubles vitrages...

La rationalisation de la gestion est passée par la mise en autonomie des différents services. Chaque unité, restaurant ou résidence, est maître de sa gestion et conserve ses bénéfices. Cette philosophie s'applique au service d'entretien, qui a réalisé la quasi-totalité des rénovations. A la tête de son « pool » d'une vingtaine d'ouvriers, Robert Morel, représentant syndical par ailleurs, travaille *« comme un chef de PME ».*

Comme

un chef d'entreprise

Il est en situation de concurrence totale, les responsables de restaurants et de résidences étant libres de faire appel à une entreprise extérieure, si ses conditions sont meilleures. *« Les rares marchés que j'ai perdus,* dit-il, *c'est pour des raisons de disponibilité. »* Imbattables sur le rapport qualité-prix, Robert Morel et son « pool » sont en effet très demandés. Et les urgences nombreuses.

Le même souci de rationalisation des coûts a guidé, il y a trois ans, la restructuration du centre de fabrication du CROUS qui regroupe à Vandœuvre les activités de boucherie, de boulangerie et de pâtisserie pour l'ensemble des restaurants. Naguère en dérive financière, il est devenu, selon son responsable, Denis Lambert, *« un outil que beaucoup de CROUS nous envient ».* Le CROUS fait non seulement sa viande et son pain, mais aussi son... beurre, en diversifiant ses produits et ses clients à travers une activité de traiteur. On trouve ainsi, dans toutes les cafétérias de cités U, des plats cuisinés en barquette qui remportent, paraît-il, un vrai succès. *« Nous allons au devant de l'étudiant pour lui porter ce qu'il ne vient pas chercher au restau U »,* résume M. Lambert.

Pour introduire cette *« logique d'entreprise »,* Yves Dalmau a dû bousculer quelques habitudes. Tout d'abord, *« restaurer une règle d'or complètement oubliée de la fonction publique : la fonction l'emporte sur le grade ».* Au CROUS de Nancy-Metz, plus aucun avancement ne se fait à l'ancienneté et des critères redoutablement sélectifs président aux recrutements de personnel. Vous avez dit « mérite » ? *« Les directeurs de CROUS ne doivent pas se considérer comme des agents extérieurs de l'Etat, mais comme des chefs d'entreprise qui doivent mobiliser tout le monde pour dégager des résultats »,* estime Yves Dalmau. En Lorraine, la mutation s'est faite sans drame. Rien de tel sans doute qu'un patron au lourd passé de syndicaliste pour faire passer ce genre de message.

J.-J. BOZONNET.

UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS

LE DOYEN ET LES PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD VOUS PROPOSENT A PARIS UN MBA 100 % AMÉRICAIN

MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION

Un environnement international.
Un programme intensif de 11 mois.
Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford situé entre New York et Boston.
Admission :
Etudiants diplômés Grandes Ecoles ou 2e cycle Universitaire.
Professionnels désireux d'acquérir une maîtrise de la gestion au plus haut niveau.

Documentation sur simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

ESIG L'ECOLE

PARIS BORDEAUX LILLE LYON MARSEILLE NANTES ORLEANS RENNES TOULOUSE

1er CYCLE
1. DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
BTS Informatique de Gestion
BTS Informatique Industrielle
DEUST Génie Industriel
BTS Electronique
2. DÉPARTEMENT COMMERCIAL
BTS Action Commerciale
BTS Force de Vente
BTS Commerce International
BTS Communication et Action Publicitaires
3. DÉPARTEMENT GESTION
DPECF
BTS Comptabilité-Gestion
2e CYCLE
1. DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
CES Informatique Appliquée : CESIA
OPTIONS : Réseaux, Bases de données, Intelligence artificielle
CES Informatique Industrielle : DEIST
OPTIONS : Automatique, Systèmes, Electronique
2. DÉPARTEMENT COMMERCIAL
CES European Management : CESEM
CES Marketing Opérationnel : CESMO
CES Marketing International : CESMI
CES Communication : CESCOM
OPTIONS : Création d'entreprise, Europe, Communication
3. DÉPARTEMENT GESTION
DECF

ESIG-PARIS : 28, rue des Francs Bourgeois, 75003. Tél. : (1) 42.78.20.51. ESIG-BORDEAUX : 1, cours Xavier Arnozan, 33000. Tél. : 56.81.42.16. ESIG-LILLE : 41, rue d'Amiens, 59000. Tél. : 20.30.08.80. ESIG-LYON : 9, avenue Leclerc, 69007. Tél. : 72.72.91.72. ESIG-MARSEILLE : 70, rue de la République, 13002. Tél. : 91.50.50.00. ESIG-NANTES : Galvéstone, rentrée 1989. ESIG-ORLEANS : 2/5, rue de Chanzy, 45000. Tél. : 38.54.11.11. ESIG-RENNES : 29, rue du Capitaine Maignan, 35000. Tél. : 99.67.60.29. ESIG-TOULOUSE : 1, rue Caramon, 31000. Tél. : 61.62.00.82.

mastère spécialisé en
MANAGEMENT INTERNATIONAL DES RESSOURCES HUMAINES
Mastère accrédité par la Conférence des Grandes Ecoles, réalisé par Sup de Co Marseille (Groupe EIA), en collaboration avec son réseau de partenaires européens, américains, asiatiques et l'A.N.D.C.P.
Informations et inscriptions :
Didier Cazal
SUP DE CO MARSEILLE
Tél. 91 41 01 60
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

Le Monde
CAMPUS
LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS
l'actualité sociale, culturelle et pratique
TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Turbulences allemandes

LE calme est revenu dans les universités ouest-allemandes secouées depuis décembre 1988 par une vague de grèves de protestation contre la surcharge des amphithéâtres, le manque de logements dans certaines villes universitaires comme Fribourg ou Bonn. La contestation avait pris une tournure violente en janvier à Berlin-Ouest, où des affrontements avaient mis aux prises la police, protégeant des étudiants non grévistes venus passer leurs examens de fin de semestre, et les piquets de grève postés devant l'université libre de Berlin-Ouest.

Si le mouvement étudiant de cet hiver, *baptisé par ses promoteurs* Unimut (courage et/ou colère de la fac), a pu mobiliser, pendant une période relativement longue une génération d'étudiants peu accoutumée à la contestation systématique, il n'a jamais débouché, comme ce fut le cas en 1968, sur une remise en cause systématique du fonctionnement de l'université ouest-allemande. Les seules revendications dépassant des objectifs purement corporatistes concernaient des thèmes féministes. L'Université ne faisait en cela que suivre le mouvement général de la société ouest-allemande, qui accorde à cette thématique une grande importance : les quotas de femmes aux postes de direction ont été adoptés par le *parti des Verts et par les* sociaux-démocrates, et la revendication du pouvoir par les femmes touche même des formations politiques plus traditionalistes comme les libéraux et les chrétiens-démocrates.

Le fait que le mouvement de cet hiver soit parti des étudiants en gestion des entreprises peut expliquer que ce mouvement n'ait pas répondu à l'attente des vétérans de 1968, qui avaient cru y voir une renaissance de cette remise en cause globale du système social dont ils ont une certaine nostalgie.

Le gouvernement a néanmoins pris très au sérieux les turbulences universitaires. Il est en train de mettre au point un programme d'urgence d'investissement de trois ans, visant à améliorer les conditions d'études des quelque 1,5 million d'étudiants de RFA. Les projections se fondant sur l'analyse des données démographiques ne se sont pas révélées exactes : l'arrivée des « classes creuses » à l'âge universitaire n'a pas fait baisser le nombre d'étudiants. La proportion des titulaires de l'*Abitur* (baccalauréat) entamant des études supérieures est en croissante progression, et les bacheliers ayant acquis une formation professionnelle à l'issue de l'enseignement secondaire sont plus nombreux qu'on ne le prévoyait à venir ensuite à l'Université.

Il s'ajoute à cela un phénomène typiquement allemand : l'allongement de la durée des études. La moyenne de la durée des études dans les universités est actuellement de douze semestres, et notablement plus élevée que dans les autres pays européens.

Le chancelier Kohl est décidé à faire de la réduction de la durée des études universitaires un thème majeur de sa campagne pour les élections au Bundestag de 1990, estimant que cette habitude nuit à la compétitivité de l'économie ouest-allemande : elle réduit en effet la couche active de la population, qui doit également prendre en charge un nombre croissant de retraités. Le thème est porteur.

Pour l'immédiat, les négociations sont âpres entre le ministère fédéral de l'éducation et de la science, dirigé par M. Jürgen Möllemann (libéral), et les régions, dotées de larges compétences dans le domaine universitaire, pour décider de la répartition du plan d'urgence, dont le montant doit s'élever à 2,6 milliards de deutschemarks. Cet argent devrait être consacré à la construction de nouveaux locaux universitaires, à la création de postes d'encadrement des étudiants et à l'accroissement du nombre et du montant des bourses.

LUC ROSENZWEIG.

Une société et une réforme peu démocratiques

JE m'étonne de vos étonnements et de ceux que vous prêtez à M. Jospin dans votre article intitulé *« L'Europe des collèges* n'existe pas » dans *le Monde Campus* du 16 février. En effet, pourquoi voulez-vous que tous les pays d'Europe soient arrivés à une sorte de consensus concernant ce que vous nommez tantôt *« collège »*, tantôt *« école moyenne »*. Je pense que vous êtes malgré vous inconsciemment animé par une volonté centralisatrice et impérialiste. En effet, si l'Europe des collèges existait, si un même système éducatif s'était imposé de Stockholm à Naples et de Dublin à Athènes, cela serait bien commode, et M. Jospin ne tergiverserait pas. Il trancherait rapidement et souverainement, et l'affaire serait dans le sac. Si M. Jospin a changé plusieurs fois d'avis sur cette question, c'est probablement que sa doctrine n'est pas encore fixée.

Par contre, je m'étonne que vous ne vous étonniez point du fait que M. Jospin prépare sa réforme dans le plus grand secret en réunissant des grandes commissions d'experts hautement titrés et gradés. Il me semble que c'est là une erreur capitale. Je pense en effet qu'une réforme d'une telle ampleur (il n'y en a pas eu de telle depuis 1945) devrait concerner tout un chacun. Ce que M. Jospin ne voit pas, ou plutôt ne veut pas voir, c'est qu'on ne peut réformer de fond en comble le système éducatif sans toucher à l'ensemble de l'édifice social.

Lorsque vous énumérez les divers systèmes éducatifs de l'Europe occidentale, vous montrez justement la diversité de ces systèmes, mais vous n'en développez point les causes. Or ces causes sont lumineuses : c'est que les systèmes éducatifs ne font que refléter les systèmes politiques des divers types de société. A cet égard, il faudrait oser dire que si l'on jugeait la France d'après son système pédagogique, on devrait sans hésiter dire que la France est certainement la moins démocratique de toutes les démocraties occidentales. La plupart des démocraties occidentales que vous citez – Pays-Bas, Danemark... – ont mis des siècles pour réaliser leurs systèmes éducatifs, et, au Danemark par exemple, ce système est en perpétuelle évolution. Mais l'énorme différence avec la démocratie française, c'est que dans ces pays l'éducation et l'enseignement ne sont pas l'affaire de l'Etat seul, du ministre seul, des seules commissions d'experts, même hautement qualifiés. Dans ces pays, l'éducation est l'affaire de tous, et prioritairement l'affaire des enfants et des parents.

C'est pourquoi je pense que la manie du secret de la réunion de commissions restreintes augure mal d'une réforme qui devrait se faire au grand jour. Et surtout cette réforme devrait émaner de la base, c'est-à-dire des utilisateurs de l'école. Il est quand même aberrant de penser qu'une telle réforme sera faite en dehors des instituteurs et des professeurs. Nous avons l'habitude en France de tout promulguer par des décrets, des lois qui émanent de l'Etat, du gouvernement. Certes, cela ira *beaucoup plus vite. Je* comprends la hâte de MM. Rocard et Jospin, qui veulent en finir au plus vite, au plus tôt, mais je pense qu'en matière éducative il faut se hâter avec lenteur, il faut savoir perdre du temps pour en gagner. Mais cette réforme-là – qui serait hautement démocratique, – nous ne la ferons pas. Nous aurons simplement bouleversé les horaires, les services, etc., nous n'aurons point changé les mentalités, ce qui aurait été essentiel.

M. DECRIEM FRANKSEN,
professeur formateur à l'École normale d'Avignon.

Pas de licence pour les instituteurs

L'ENSEIGNEMENT primaire est si fondamental que toute réforme de la formation des maîtres doit être mûrement réfléchie. Nos instituteurs doivent être à la fois bien formés et bien payés. Mais ces conditions impératives n'entraînent pas qu'il faille leur donner la même formation qu'aux professeurs licenciés des collèges. Les premiers ont besoin d'une formation pluridisciplinaire ; les seconds d'une formation monodisciplinaire.

Or des revendications syndicales, suivies de déclarations officielles, tendent à accréditer l'idée qu'une *licence*, d'ailleurs quelconque, nous donnera de meilleurs instituteurs. Cette exigence est artificielle et *suicidaire*. A coup sûr, elle nous donnerait de moins bons instituteurs, et affaiblirait notablement leur recrutement.

La formation actuelle des jeunes maîtres – deux ans d'école normale précédés de deux ans de formation monodisciplinaire à l'Université, le plus souvent non scientifique, – est déjà mal adaptée à leur futur métier, et aura besoin d'être améliorée. Mais l'exigence d'une licence accentuerait encore son caractère monodisciplinaire. On verrait arriver à l'école normale des étudiants dont la plupart, depuis la classe de première, donc depuis cinq à six ans, n'auraient reçu aucune formation scientifique.

Quel serait le profil de ces jeunes maîtres, après trois ans d'université (et plus souvent quatre) suivis de deux ans d'EN ? Certainement pas celui d'un étudiant, qui peut, avec six ans d'études après le bac, accéder à d'autres professions, attrayantes et bien rémunérées ; ni celui d'un étudiant littéraire qui peut dans le même temps préparer, après sa licence, un CAPES et devenir ainsi professeur de collège ou de lycée.

Exiger des instituteurs une licence, c'est aller à contre-courant des efforts de diversification annoncés par le ministre de l'éducation nationale pour utiliser au mieux les goûts et les aptitudes de nos jeunes. Se tournent vers l'enseignement secondaire ceux qui joignent à un goût marqué pour une discipline, littéraire ou scientifique, le désir de le partager avec de jeunes adolescents. Deviennent instituteurs ceux dont les goûts sont moins spécifiques et qu'attire la formation de jeunes enfants.

A ces deux vocations correspondent des besoins différents de formation. Ce serait une grave erreur que de gommer cette différence.

GUSTAVE CHOQUET,
professeur, membre de l'Académie des sciences.

GE

CONFÉRENCE DES GRANDES ECOLES

JOURNEE MASTERES

jeudi 23 mars

TELECOM - PARIS
46, rue Barrault - PARIS 13e

9 h - 18 h

INFORMATION SUR LES MASTERES,
des Grandes Ecoles d'Ingénieurs et de Gestion
Rencontres avec les responsables Mastères de chaque Ecole

TABLES RONDES ANIMEES PAR DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE ET DIRECTEURS D'ECOLE

14 h 30 - 15 h 15
Les Mastères, une deuxième formation

15 h 45 - 16 h 30
L'internationalisation des Mastères

17 h 00 - 17 h 45
Les entreprises et les Mastères

Pour tous renseignements
3615 Le Monde service Campus
Conférence des Grandes Ecoles
Tél. (1) 43.26.25.57

ENTREE LIBRE

LES INGENIEURS A L'HEURE EUROPÉENNE

L'atout de la diversité

DÈS le début des années 50, des personnalités françaises et allemandes du monde des ingénieurs se sont rencontrées pour créer ce qui constituera assez vite la FEANI (Fédération européenne des associations nationales d'ingénieurs). Son objectif principal est de faciliter la compréhension réciproque entre les divers partenaires européens et de travailler au développement de la mobilité des ingénieurs.

En 1958, des responsables de l'enseignement supérieur en France et en Allemagne ont créé un Bureau franco-allemand de liaison entre les grandes écoles françaises d'ingénieurs et les Technische Hochschulen allemandes (bureau GE-TH). Vers 1968, est proposé pour la première fois un projet de directive européenne relative aux ingénieurs, dans la perspective d'un développement de la mobilité professionnelle des ingénieurs. Ce projet n'a pas encore pu aboutir du fait de la complexité du problème de l'exercice professionnel des ingénieurs en Europe. Enfin, en 1973, est créée la SEFI (Société européenne pour la formation des ingénieurs).

Quarante années environ ont donc été nécessaires pour construire l'Europe des ingénieurs, pour apprendre aux uns et aux autres à se connaître, éliminer les préjugés et commencer à travailler ensemble.

La FEANI a eu le mérite d'oser proposer récemment un modèle compatible européen : le Registre FEANI des ingénieurs et le titre d'ingénieur européen (EUR. ING) qui essaient de trouver un compromis entre les positions très contrastées des divers partenaires. Il s'inspire largement du modèle britannique, dans la mesure où il prévoit un système d'accréditation, reposant sur la formation académique et l'expérience pratique professionnelle. Ainsi peut-on postuler pour le titre d'EUR. ING. en justifiant de quatre années de formation académique (BSc) et trois années de pratique professionnelle contrôlée ou en faisant reconnaître un diplôme d'une grande école française (cinq ou six ans d'études) auquel s'ajoutent une ou deux années d'expérience professionnelle.

Nombre de responsables de formations d'ingénieurs contestent cette position de la FEANI.

Pas de modèle standard

Face au projet FEANI, les responsables de la Communauté européenne s'efforcent de définir ce que pourrait être une directive pour les ingénieurs. Les architectes disposent d'une directive spécifique et certains ingénieurs (notamment ceux du génie civil dans certains pays à exercice professionnel réglementé) souhaitent obtenir les mêmes dispositions. Mais pour l'instant les ingénieurs des divers pays et les gouvernements ne parviennent pas à s'accorder. En sortant, en juin dernier, la directive générale relative aux professions réglementées, les instances communautaires ont accru la confusion parmi les ingénieurs, puisqu'elle concerne toutes les formations délivrant un diplôme à bac + 3 ou plus. Elle renforce la position britannique d'une formation académique courte et incite à l'allongement des formations en deux ans.

Dans l'état actuel des réflexions sur l'avenir des formations d'ingénieurs en Europe, que peut-on dégager comme grandes tendances ? On voit d'abord apparaître un processus de compréhension mutuelle, qui conduit à refuser toute tentative bureaucratique de fusion (confusion) en un modèle standard, qui ne pourrait qu'être aligné sur le système le moins performant. L'Europe des formations d'ingénieurs ne se fera que dans le respect des diversités et des spécificités. Les réactions négatives contre le projet FEANI ou la sortie d'une directive européenne ingénieurs unificatrice des systèmes sont révélatrices de cette tendance. A contrario, le succès des programmes de mobilité interuniversitaire (ERAMUS notamment) qui visent à tirer le maximum de profit des différences ne peut qu'accentuer cette orientation.

La deuxième grande tendance serait la nécessité d'une dualité de formations différenciées fonctionnellement – mais pas nécessairement hiérarchiquement – et bien articulées entre elles (longues-courtes ; théoriques-pratiques).

Une troisième tendance consiste à définir une sorte de niveau « européen » de formation minimale d'un ingénieur à bac + 4. Dans certains pays, comme les Pays-Bas, des formations longues viennent d'être ramenées à quatre ans. Dans d'autres – la RFA, par exemple, – les formations courtes de trois ans et demi devraient prochainement passer à quatre ans.

Parallèlement, on assiste à une redéfinition des formations longues (cinq, six ou sept ans) qui prendraient mieux en compte ce standard de quatre ans considéré comme un premier niveau de diplôme et suivi d'une post-formation de type Mater of Science.

Une dernière tendance – encore mal dégagée, mais inéluctable – consisterait à mieux intégrer l'expérience professionnelle dans le dispositif de qualification. Rajouter à la formation académique une période transitoire d'expérience professionnelle, contrôlée et évaluée, permettrait de rapprocher les systèmes de formation continentaux du modèle britannique et plus généralement des modèles anglo-saxons, notamment celui des Etats-Unis. Ce qui pose naturellement le problème de l'organisation d'un tel dispositif d'accréditation ou de certification...

D'autres aspects du problème de l'européanisation des formations pourraient être évoqués : la recherche, la formation continue, les transferts de données, l'usage des langues. Mais l'essentiel du débat repose sur la compréhension et/ou l'incompréhension des pratiques professionnelles et des formations des ingénieurs des divers partenaires. Des efforts doivent être faits pour que cessent les malentendus qui empêchent une véritable coopération. La chance de l'Europe réside dans la richesse de ses systèmes de formation. Encore faut-il que se développe une volonté de reconnaître cette variété et d'en tirer le maximum d'avantages.

J. M.

Ecoles, universités et corporations

La formation des ingénieurs est profondément liée aux traditions nationales. La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont élaboré trois modèles d'inspiration très différente.

LES perspectives d'unification européenne agitent le monde des ingénieurs. Qu'il s'agisse de la proposition de la FEANI (Fédération européenne des associations nationales d'ingénieurs) de créer un titre d'ingénieur européen, des initiatives de Bruxelles ranimant les projets de directives relatives aux professions réglementées, ou des programmes communautaires (ERASMUS, COMETT ou autres), le débat sur la nécessité d'une harmonisation des formations et des professions d'ingénieurs est ouvert. Malheureusement, il reste bien souvent confus du fait de la méconnaissance des spécificités des formations et des professions dans les pays partenaires.

Le monde des ingénieurs en Europe ressemble à un véritable patchwork. De façon grossière, on peut distinguer trois modèles originels, qui donneront naissance, par combinaison, aux divers systèmes nationaux de formation et d'exercice professionnel.

Le modèle français est historiquement le plus ancien (les Corps d'ingénieurs français remontent au début du dix-huitième siècle et l'Ecole royale des ponts et chaussées voit le jour dès 1747) et peut-être le plus spécifiquement adapté à son contexte national centralisateur. Il se caractérise par l'existence d'un système autonome de formation (les grandes écoles) et une adaptation fine aux besoins de l'Etat, puis de l'industrie. Saint-simonien par sa conception, il contient en lui-même son principe de développement : tel groupe industriel, telle collectivité, tel ministère ou telle institution professionnelle éprouvant le besoin de maîtriser la formation de ses cadres crée *ex nihilo* une école (très vite dite « grande ») et s'efforce d'assurer le pilotage de carrière des individus qu'elle diplôme. Conséquence : la France dispose de quelque 175 écoles publiques ou privées, formant environ 14 000 ingénieurs diplômés par an – ce qui ne fait au mieux que des flux annuels moyens de 80 (et des effectifs globaux d'étudiants, toutes promotions confondues, de l'ordre de 300 à 400).

L'autre conséquence du principe des écoles françaises d'ingénieurs est leur extrême adaptation aux besoins du monde professionnel... Et leur peu d'intérêt, pour la grande majorité d'entre elles, pour le développement de la recherche (même si aujourd'hui des efforts sont faits dans ce sens). Les collègues allemands des universités techniques reprochent aux écoles françaises d'être trop exclusivement préoccupées par la formation « scolaire » de leurs élèves, mais aussi de ne pas être plus indépendantes des milieux professionnels, administratifs... ou politiques. « *Vous n'êtes pas assez* Wissenschaft » (scientifiquement orientées), entend-on dire souvent.

L'autre trait dominant du système français, c'est l'absence de contrôle ou d'évaluation sur l'exercice de la profession d'ingénieur. N'importe qui peut en France s'appeler ingénieur et travailler comme ingénieur. Le seul dispositif de contrôle réside dans le port du titre d'ingénieur diplômé de telle ou telle école, elle-même habilitée par la commission des titres d'ingénieurs. Le système français privilégie le recrutement et la formation d'une élite et garantit le niveau du diplôme délivré. Dans ce contexte, les associations françaises d'anciens élèves diplômés des écoles et le CNIF (Conseil national des ingénieurs de France) qui les fédèrent n'exercent pas de missions d'accréditation des ingénieurs et de contrôle de la qualité de service professionnel de leurs membres.

La recherche allemande

Le modèle allemand est le contre-modèle continental du système français. Si, historiquement, la formation des ingénieurs, en Allemagne, s'inspire de la création de l'Ecole polytechnique, l'influence la plus déterminante est celle de Wilhelm von Humboldt, qui créra, en 1810, l'université de Berlin.

Les principes de base (du moins jusque vers 1970) sont la primauté accordée au développement de la science (*Wissenschaft*) et la profonde intégration de la recherche et de la formation. Le développement d'une formation d'ingénieurs ne se justifie pas par rapport à un besoin de l'Etat ou de l'industrie, mais par la logique de développement autonome de la science. Ce modèle revendique l'autonomie du système de formation par rapport au monde industriel, ce qui explique l'organisation des formations au sein de grands établissements pluridisciplinaires – d'abord Technische Hochschulen, puis Technische Universitäten. Ce modèle classique est aujourd'hui proposé par une quinzaine de très grandes universités (universités techniques – disons polytechniques – pour la plupart). Il diplôme de 8 000 à 9 000 ingénieurs par an. Chaque université technique délivre environ 600 diplômes et gère des effectifs tournant autour de 20 000 à 30 000 étudiants.

Les universités techniques allemandes apparaissent comme de grandes machines à faire de la recherche. Leur réputation tient plus à tel institut ou tel professeur connu internationalement qu'à l'institution en elle-même. L'idée de hiérarchiser les universités fait généralement sursauter les partenaires d'outre-Rhin – pour qui d'ailleurs le concept d'élite reste particulièrement douloureux.

La formation reste assez fondamentalement axée sur les disciplines techniques de l'ingénieur. Alors que les matières non techniques (économie, droit, sciences humaines, communication, langues...) représentent 15 % à 25 % des programmes des grandes écoles françaises, elles sont quasiment absentes dans les universités techniques allemandes. L'ingénieur allemand reste fondamentalement un ingénieur au sens traditionnel du terme, alors que le diplômé d'une grande école française devient vite un gestionnaire de projets, un organisateur de systèmes techniques et bifurque souvent vers une carrière hors ingénierie.

Une différence importante entre les modèles français et allemand tient à la durée des études. Alors qu'en France on attache de l'importance à la rapidité d'obtention du diplôme (prime à la jeunesse), en Allemagne, l'étudiant prend le temps d'apprendre et de profiter des équipements de l'université technique. S'il est normalement possible de terminer ses études en quatre ans et demi ou cinq ans, la durée moyenne de formation est plutôt de sept ans.

Pour des raisons politiques, mais aussi économiques, les responsables allemands se sont engagés, vers 1969-1970, sur la voie de la dualité des formations d'ingénieurs. En créant les Fachhochschulen (ou plutôt en consolidant un dispositif pré-existant), les autorités allemandes ont souhaité élargir les chances d'accès pour le plus grand nombre à des carrières de professionnels spécialistes – ingénieurs ou autre. Reconnaissant la nécessité pour l'industrie de disposer de cadres intermédiaires pouvant faire tourner l'entreprise, elles ont promu l'idée d'ingénieurs technologues (Graduiert Ingenieur) formés de façon plus pratique. Aujourd'hui le système des Fachhochschulen est un succès incontesté, même si des rumeurs circulent parfois sur le faible niveau des ingénieurs ainsi formés. Alors que les universités techniques délivrent 8 000 diplômes d'ingénieurs par an, les Fachhochschulen mettent sur le marché 16 000 ingénieurs qui portent aujourd'hui le même titre de Diplom-Ingenieur que les ingénieurs issus des universités. Formation courte en trois ans et demi, comprenant un an de stage, la Fachhochschule n'a pas d'équivalent strict en France... sauf à revoir d'un peu plus prêt le dispositif des IUT.

Le modèle britannique est conçu sur de toutes autres bases. Alors que sur le continent la priorité est accordée à la formation académique, on s'attache, en Grande-Bretagne, à la reconnaissance professionnelle de l'individu ingénieur : les premières formations d'ingénieurs à l'université n'apparaissent qu'au milieu du dix-neuvième siècle – ce qui n'a pas empêché l'Angleterre de disposer de remarquables ingénieurs (Stephenson, Brunell...) et être à l'origine de la grande révolution industrielle du dix-neuvième siècle.

Pour comprendre le modèle britannique, il faut prendre le problème par l'aval. La société britannique attache une importance extrême aux liens qui s'établissent entre individus, dès lors qu'ils défendent les mêmes valeurs. Ainsi pour les ingénieurs, les institutions (Institution of Civil Engineering, Institution of Mechanical Engineering...) jouent un rôle déterminant. Un ingénieur britannique n'est vraiment reconnu que lorsqu'il reçoit son bâton de maréchal de « Chartered Engineer » et qu'il devient membre de l'une de ces institutions.

La plus ancienne d'entre elles, l'Institution of Civil Engineer, fondée en 1818, comprend, à elle seule, plus de 50 000 membres répartis dans plus de cinquante pays. C'est l'un des éditeurs scientifiques et techniques les plus importants dans son domaine en Grande Bretagne, mais aussi au niveau mondial.

L'expérience du terrain

L'accès au titre de Chartered Engineer suppose certes une formation académique conduisant au Bachelor of Science ou Bachelor of Engineering, après trois ou quatre années d'études. Mais il nécessite surtout que le jeune diplômé de l'université ait d'abord fait ses preuves pendant deux à trois ans sur le terrain.

L'exercice de la profession d'ingénieur est sévèrement réglementé dans certains domaines et pour certaines activités, ce qui renforce le poids des institutions. La formation académique reste le point faible du modèle britannique, souvent dénoncé par les partenaires européens : formation d'une durée de trois ans (quatre en Ecosse et dans certains programmes anglais combinant l'ingénierie et la gestion), très axée sur la technologie et la pratique professionnelle d'un faible niveau dans les disciplines abstraites, et notamment en mathématiques.

L'une des raisons majeures des difficultés des projets de directive européenne pour les ingénieurs réside dans ce décalage entre le modèle britannique de formation académique courte et pratique et les modèles continentaux traditionnels, qui privilégient les études longues et difficiles. Ces trois principaux modèles européens sont fondamentalement étrangers entre eux et les divergences parfois irréconciliables.

JEAN MICHEL,
Professeur à l'Ecole nationale des ponts et chaussées, président du bureau GE-HH (grandes écoles – technische hoshschulen.)

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 36-15 JOBSTAGE.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 1 mois. Profil : bac+4 sciences économiques. Indemnité : 4 000 F. Obs. : étude du potentiel de développement d'une implantation bureau périphérique (grande entreprise dans secteur des assurances). M. 1355.

Lieu : Les Ulis. Date : mi-mars. Durée : minimum 20 jours, reconductible jusque fin juin. Profil : bac+4,5 mark/gest. Indemnité : 5 000 à 6 000 F. Obs. : élaboration de matériel marketing et d'aide à la vente informatique (grande entreprise dans secteur informatique). M. 1351.

Lieu : Fresnes. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac+3. Indemnité : à convenir. Obs. : étude sur barèmes des écarts de la concurrence/distribution sélective (grande entreprise dans secteur électroménager). M. 1350

Lieu : Beauvais. Date : mi-mars. Durée : 2 mois. Profil : bac+4. Indemnité : 1 400 F + prime. Obs. : étude de marché (banque). M. 1349.

Lieu : Montreuil. Date : mi-mars. Durée : 2 à 3 mois. Profil : bac+2 mark/commerce. Indemnité : 1 450 F + %. Obs. : démarrage d'une centrale d'achat/relations fournisseurs-clients/étude de marché. M. 1347.

Lieu : Montrouge. Date : juillet. Durée : un mois. Profil : bac+3. Indemnité : 1 500 F. Obs. : étude de marché sur implantation centre de naturopathie. Lieu de stage : Côte d'Azur. Hébergement assuré. M. 1253.

Lieu : Les Milles (13). Date : juin. Durée : 3 mois minimum. Profil : bac + 3 gest/mark. Indemnité : à négocier. Obs. : développement de produits de formation, mise en place d'un réseau. M. 1229.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 4 mois. Profil : bac+2. Indemnité : à négocier. Obs. : concevoir et réaliser des outils de formation audiovisuels ou papier. C. 1361.

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 1 mois. Profil : bac+3 art. déco. Indemnité : 3 500 F à 4 500 F. Obs. : création de supports graphiques et textuels sur prestations conseil et services ; savoir dessiner ; connaître la PAO (grande entreprise dans secteur des assurances). C. 1358.

Lieu : Gentilly. Date : mi-mars. Durée : 2×3 mois en contrat à durée déterminée. Profil : bac+3 CELSA... Indemnité : 100 000 à 135 000 F. Obs. : assistant du directeur de la communication : mise en place des actions de communication ; 1re expérience dans la communication exigée. C. 1339.

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 3 mois. Profil : bac+2. Indemnité : 2 000 F. Obs. : attaché(e) de relations publiques.

Lieu : Puteaux. Date : mai. Durée : 6 mois/1 an. Profil : bac+3, 4 CELSA... Indemnité : selon convention et compétences. Obs. : assistant(e) communication publicité, presse, journaux, anglais souhaité, plein temps. C. 1256.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac+2. Indemnité : remboursement des frais. Obs. : programmeur macro Excel/World 4 dbase. Formation assurée. I. 1336.

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 2 à 3 mois. Profil : bac+3, 4. Indemnité : 1 500 F à 3 500 F. Obs. : exploitation micro-ordinateur dans secteur financier. I. 1356.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac+2. Indemnité : à convenir. Obs. : passionné micro : assister utilisateur logiciel et matériel de base Lotus PAO... Tests logiciels (grande entreprise UPC). I. 1352.

Lieu : Courbevoie. Date : mai. Durée : 3 mois. Profil : bac+2 info/gest. Indemnité : 2 000 F + prime. Obs. : réaliser interface entre la facturation fournisseur et la gestion. I. 1345.

Lieu : Paris-la Défense. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Profil : bac+2. Indemnité : 3 600 F. Obs. : mise en place d'un progiciel de gestion bibliothèque. I. 1344.

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 4 à 6 mois. Profil : bac+3. Indemnité : 8 000 à 9 000 F/mois. Obs. : développement logiciel de gestion de linéaire en C. I. 1305.

GESTION/COMPTABILITÉ

Lieu : Courbevoie-la Défense. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac+4 gest./éco.. Indemnité : 4 000 à 5 000 F. Obs. : contrôle de gestion des marques (grande entreprise dans secteur chimie grande consommation). G. 1359.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac+4, S. Indemnité : 4 000 F. Obs. : travailler sur chantier de comptabilité analytique (grande entreprise dans secteur des assurances). G. 1357

Lieu : Pantin. Date : indéterminée. Durée : 1 mois. Profil : bac+2. Indemnité : 1 000 F + avantages + commissions. Obs. : pratique logiciels compta/gestion : travaux, démonstrations, vente. G. 1341.

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : indéterminée. Profil : bac+2. Indemnité : à déterminer. Obs. : comptabilité générale + gestion des fournisseurs. G. 1336.

Lieu : Lyon. Date : mi-mars. Durée : indéterminée. Profil : bac+3 minimum. Indemnité : à convenir. Obs. : mise en place d'un plan de prévention en sécurité du travail (grande entreprise secteur public). G. 1330.

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 6 mois. Profil : bac+2 secr./info. Indemnité : à définir, possibilité embauche. Obs. : organisation d'un secrétariat avec TTX. S. 1346.

COMMERCIAL

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac+3. Indemnité : à convenir. Obs. : technico-commercial informatique. M. 1365.

Lieu : Nanterre. Date : mi-mars. Durée : indéterminée embauche. Profil : bac+2 techniques de com. Indemnité : 8 000 F au départ. Obs. : assistante commerciale anglais exigé. C. 1283.

DIVERS

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 1 mois. Profil : bac+3. Indemnité : remboursement des frais. Obs. : documentaliste généraliste. A. 1364.

Et de nombreuses autres propositions sur Minitel :

3615 JOBSTAGE

ou en appelant le :

47-35-43-43

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REVUES

GÉOGRAPHIE

Difficile unité...

DANS deux numéros publiés simultanément, la revue française *Espaces-Temps* et les *Cahiers de géographie du Québec* lancent un débat sur l'« état des lieux » en géographie, où revient l'inévitable question de la place du milieu naturel dans la discipline. Quitte à se brouiller avec tout l'establishment, Roger Brunet ne craint pas d'affirmer avec une tranquille assurance qu'il est temps d'en finir avec « *l'unité factice de la géographie humaine et de la géographie physique* », car la vieille définition selon laquelle la géographie serait « la » science des rapports de l'homme et de la nature ne s'impose plus. Pour Daniel Dory, au contraire, « *l'enjeu ultime de l'entreprise scientifique que constitue la construction d'une géographie fondamentale réside dans l'élaboration d'un savoir opérationnel, à l'interface de la Nature et des Sociétés* ».

C'est avec le souci de « *faire éclater les chapelles* », et en cherchant à prouver qu'il n'y a pas de climatologie sans les hommes, que Charles-Pierre Péguy, dans *Jeux et enjeux du climat*, reprend l'affirmation de Jean-Pierre Marchand (dans un article de la revue *Informatique et Sciences humaines*, paru en 1981) : « *la climatologie, science humaine* ». Les oscillations climatiques sont l'occasion d'en faire la démonstration. En 1439, le froid envahissait Paris, « *où les loups étranglèrent quatre ménagères* ». Depuis, l'élévation des températures a été générale, et surtout les villes d'aujourd'hui constituent de véritables « îlots de chaleur ». Alors que, pendant des millénaires, l'homme n'avait pas eu à se préoccuper de la structure verticale de l'atmosphère, il ne peut maintenant ignorer que cet air chaud des grandes agglomérations s'élève au-dessus d'elles comme une cheminée, et que, si la circulation atmosphérique amène en altitude une autre masse d'air chaud, la cheminée ne tire plus et que les fumées s'étalent en un voile épais.

Dans la perspective d'une analyse combinée des questions économiques et naturalistes, deux géomorphologues, Claude Cossandey et Tatiana Muxart, tentent d'apprécier les risques érosifs liés aux défrichements dans le sud du Massif Central (*Annales du Parc national des Cévennes*). Les risques d'érosion par ruissellement diffus n'y sont pas perçus comme une contrainte dominante par les éleveurs ; l'idée d'une certaine fragilité de l'environnement émane plutôt de personnes extérieures, ou de « scientifiques ». La diversité des opinions sur l'importance réelle du danger d'érosion a conduit les géographes à mettre en place un programme de mesure de ce risque. Les résultats obtenus sur des micro-parcelles ont été extrapolés à l'échelle des champs de longueurs et d'inclinaisons différentes, en tenant compte de l'inégale agressivité des pluies, de la sensibilité des sols, et du mode d'utilisation du sol par l'homme, et ils ont mis en évidence un risque érosif plus faible que certains ne le prétendaient.

En faisant le point, dans *la Face de la Terre*, sur les connaissances fondamentales de la géographie, Philippe et Geneviève Pinchemel placent en exergue de leur chapitre sur les milieux naturels une phrase écrite par Alexandre De Humbolt, au début du dix-neuvième siècle, selon laquelle « *le grand problème* » était de « *déterminer les liens qui enchaînent les phénomènes de la vie et ceux de la nature inanimée* ». L'analyse géographique, selon P. et G. Pinchemel, « *ne se réduit pas à l'analyse spatiale, nécessaire mais non suffisante : sa véritable dimension englobe l'étonnante richesse du croisement des espaces humains et des milieux... mais la géographie recentrée n'en demeure pas moins un géographie plurielle* ». On revient à l'interrogation posée par Roger Brunet dans *Espaces-Temps* : « *Nous ne sommes plus à l'époque de Humboldt* », et la prétention au savoir encyclopédique est impensable maintenant. Sans se disperser, les géographes ont donc à s'attacher d'abord à l'analyse des espaces et des conditions de leur production. Les différentes branches de la recherche doivent travailler ensemble, mais sans chercher à réaliser seules une impossible synthèse.

La logique propre de chaque science conduit toujours à l'affinement de la spécificité des méthodes de recherche, et donc à une perte de la capacité de dialogue nécessaire pour traiter de problèmes tels que l'environnement : quand ils cherchent à le faire, les géologues font de la géologie, les hydrologues font de l'hydrologie, les botanistes de la botanique. Parmi les géographes eux-mêmes, les géographes humains sont tentés de limiter leurs analyses aux conséquences de l'activité humaine sur le milieu, alors que les géographes physiciens ont tendance à s'intéresser plutôt, inversement, à l'effet sur l'homme des phénomènes naturels, donc à placer l'analyse spatiale en position subordonnée, « *en ajoutant simplement l'espèce humaine à la biosphère* », pour reprendre l'expression de Ch.-P. Péguy.

Certes, des physiciens ont l'occasion de rencontrer des agronomes, des économistes, des démographes, des historiens. « *Les colloques pullulent*, dit Ch.-P. Péguy, *inefficaces... faute pour les participants d'avoir acquis l'expérience de l'interdisciplinarité dans des laboratoires qui leur en auraient offert la possibilité tout au long de leur carrière, faute d'un plancher culturel commun.* » Les géographes ont, par leur tradition de l'étude des espaces, des occasions plus fréquentes que beaucoup d'autres de se trouver en face des questions vives de l'interaction Homme-Nature : « *La géographie, science du lien entre la société et la surface terrestre, est en son fondement une discipline de l'interdisciplinarité* », déclarait N. Mathieu dans une récente table ronde de la revue *Esprit*. C'est sans doute cet atout qui est à préserver dans l'enseignement...

YVES GUERMOND.

Espaces-Temps (« Réfléchir les sciences sociales »), nº 40-41, 1989.

Cahiers de géographie du Québec (Université Laval-Québec), vol. 32, nº 87, décembre 1989.

Annales du Parc national des Cévennes, numéro spécial : « Un observatoire des interactions homme-nature : Le Méjan » (1989).

Charles-Pierre Péguy : *Jeux et enjeux du climat*, Masson.

Philippe et Geneviève Pinchemel : *la Face de la Terre*, Armand Colin.

Esprit : « La géographie et la mesure de l'homme », nº 12, décembre 1988.

LIVRES

HISTOIRE

Les archives de Diên-Biên-Phu

PRINTEMPS 1954, en Indochine : le Vietminh assiège le camp retranché de Diên-Biên-Phu. Le gouvernement français demande à Washington le soutien de l'aviation américaine. Mais aucun bombardier US n'est en vue dans le ciel de Diên-Biên-Phu jusqu'à la défaite de la France, le 7 mai 1954.

Cette défaite allait être lourde de conséquences pour la France, mais aussi pour les Etats-Unis, qui s'engageront dans la guerre au Vietnam. Elle marque surtout le départ d'une profonde crise dans les relations franco-américaines, chacun imputant à l'autre la responsabilité de l'échec.

Trente années plus tard, une quantité considérable d'archives, en France et aux Etats-Unis, s'ouvrent aux chercheurs. Denise Artaud, directeur de recherche au CNRS, et Lawrence Kaplan, directeur du Lyman L. Lamnister Center for NATO Studies à l'université de Kent (Ohio), décident de lancer un projet d'étude, en faisant appel à des historiens, des spécialistes des relations franco-américaines et des questions asiatiques, et à des diplomates, comme Jacques de Folin, entré en 1945 au ministère des affaires étrangères. Des chercheurs britanniques ont également été associés au projet.

L'ouvrage publié aujourd'hui est le résultat de trois années de travail. A travers l'analyse des stratégies françaises et américaines sur le plan militaire et diplomatique, il permet de mieux comprendre la crise de 1954, ses origines et ses conséquences. Y apparaissent notamment, derrière une coopération transatlantique réelle, les « illusions », les « erreurs de jugement », les contradictions et les « fautes de comportement » des deux partenaires. Et également le fait, souligné par Denise Artaud dans son texte de synthèse, que ni les Français ni les Américains n'ont vraiment compris les vrais problèmes posés en Indochine.

M. R.

★ *Diên-Biên-Phu*, sous la direction de Denise Artaud et Lawrence Kaplan, La Manufacture, collection « L'Histoire partagée », 119 p., 125 F.

BIOLOGIE

La bioéthique

par Guy Durand

Une synthèse sur la nature, les principes et les enjeux de la bioéthique, ce mouvement nouveau qui consiste à mettre en question les progrès de la biologie et de la médecine.

★ Cerf-Fides, collection « Bref », 127 p., 40 F.

DROIT

Droit électoral

par Jean-Pierre Masclet

Cet ouvrage consacré au droit électoral expose les principes et les règles concernant les acteurs de l'élection (électeurs, candidats, élus), l'élection (système électoral, campagne, scrutin, détermination des résultats) et le contentieux.

★ Presses universitaires de France, collection « Droit fondamental », 445 p., 168 F.

Jean Bodin et le droit de la République

par Simone Goyard-Fabre

Une analyse de l'œuvre de Jean Bodin, grand publiciste du XVIe siècle, ici présenté comme un penseur « ambigu » de la République, entre anciens et modernes.

★ Presses universitaires de France, collection « Léviathan », 310 p., 195 F.

ÉCONOMIE

Le système économique de l'URSS

par François Seurot

Ce manuel présente et analyse les mécanismes qui régissent l'économie soviétique, en accordant une place importante à l'histoire économique et sociale du pays depuis la fin du XIXe siècle, et à celle des réformes administratives réalisées entre 1957 et 1970.

★ Presses universitaires de France, collection « Economie », 267 p., 125 F.

La monnaie et ses mécanismes

par Monique Béziade

Qu'est-ce que la monnaie ? Quels sont les objectifs et les instruments de la politique monétaire ? Comment les réformes monétaires des années 80 modifient-elles la place de la monnaie dans l'économie ? Autant d'interrogations qui trouvent leur réponse dans ce petit ouvrage de synthèse.

★ La Découverte, collection « Repères », 127 p., 38 F.

Economie industrielle

par Michel Rainelli.

Ce manuel, à l'intention des étudiants de licence et de maîtrise en sciences économiques et gestion, fait le point sur les travaux les plus récents dans cette nouvelle discipline, en intégrant notamment les théories de l'« école française » et de la « nouvelle économie industrielle ».

★ Mémentos Dalloz, 136 p., 60 F.

HISTOIRE

L'Allemagne occupée, 1945-1949

sous la direction de Henri Ménudier.

Plus particulièrement destiné aux candidats au CAPES et à l'agrégation d'allemand, ce recueil de textes porte un éclairage sur les orientations fondamentales données à l'Allemagne vaincue par les occupants, et sur les conditions dans lesquelles sont nés les deux Etats séparés.

★ Université de la Sorbonne nouvelle, 337 p., 80 F.

PHYSIQUE

La révolution des quanta

par Victor Weisskopf.

L'auteur, un des plus grands noms de la physique contemporaine, présente avec clarté la découverte de la mécanique quantique, qui a permis aux chercheurs de pénétrer au cœur de l'atome et de découvrir les structures fines de la matière, expose sa signification scientifique et s'interroge sur le dessin social de la physique atomique après Hiroshima.

★ Hachette, collection Questions de sciences, 93 p., 68 F.

SOCIOLOGIE

Gens du public, gens du privé

par François de Singly et Claude Thélot.

A partir d'une vingtaine de sondages de l'INSEE, les auteurs opèrent une comparaison détaillée des salariés du secteur privé et des fonctionnaires sur quatre grands thèmes : les univers professionnels, la vie privée, les opinions et le destin scolaire et social des enfants.

★ Dunod, 256 p., 125 F.

Les champs du départ, une France rurale sans paysans ?

par Pierre Alphandéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont.

Analysant les données économiques, politiques, sociales et culturelles du monde rural, les auteurs dépeignent la situation de l'agriculture française et tracent les voies de développement possible pour ce secteur qui perdra la moitié de ses actifs dans les années qui viennent.

★ Editions de la Découverte, collection « Cahiers libres », 264 p., 125 F.

Le BAIN LINGUISTIQUE®

plonge les jeunes dans la vie de la langue choisie

PUBLICITE CROSS

Multiples formules de séjours en Angleterre, Allemagne, Espagne, Irlande, Ecosse, Autriche, Italie, Malte, U.S.A. (dont Californie et Hawaï), Australie, Canada, Mexique, etc...

" Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels " (S.I.L.C.), sans but lucratif, agréments Jeunesse et Sports (nº 16.64) et Tourisme (nº 70.027), offre toutes possibilités de " Bain Linguistique " de toutes durées et à toutes époques : séjours en famille avec ou sans cours ; séjours avec sports ou séjours spéciaux : musique, art dramatique, vidéo, maths ; séjours en école anglaise (school langue) ; cours " one to one " ; séjours junior.

1500 professeurs correspondants locaux, France, D.O.M., T.O.M. et l'Afrique.

Pour tout connaître sur ces réalisations présentant toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité, et choisir votre formule de Bain Linguistique, demandez la documentation complète et gratuite.

S.I.L.C. (service 59) 16022 ANGOULEME CEDEX Tél : 45.95.83.56
PARIS Mme Beinse 45.48.58.66 - Mme Vauzelle 46.56.81.15
NORD 27.86.53.34 - 21.02.77.26 - EST 83.96.11.74 - 88.31.03.10
RHONE 78.53.03.53 - 74.22.31.95 - ALPES 76.42.74.76
SUD-EST 91.37.43.37 - 42.27.88.42 - 93.55.94.04 - 90.25.40.00
SUD-OUEST 56.92.83.45 - 61.21.68.17 - 59.24.33.17 - 53.65.51.51
BRETAGNE 99.58.51.68 - 43.85.82.50 - 99.33.13.48 - 40.29.12.36
51.94.41.25 - NORMANDIE 35.60.19.40 - 35.88.83.70 - 31.43.68.27
LANGUEDOC 67.69.25.97 - CENTRE 55.06.10.70

SALON INTERNATIONAL
DU CYCLE
PARIS 17-22 MARS "89
PARC DES EXPOSITIONS DE PARIS PORTE DE VERSAILLES

TOUS LES JOURS : 10 H - 19 H. VENDREDI 17 ET LUNDI 20 : 12 H - 19 H
MATINÉES PROFESSIONNELLES LES 17 ET 20 MARS : 10 H - 12 H

BACCALAURÉAT - Examen probatoire - Brevet
Sans compromettre vos vacances, entraînez-vous systématiquement grâce à nos dossiers devoirs couvrant le programme.
C.U.F. H.BORDAS - Cours universitaires de France
Enseignement privé à distance
Relations directes avec professeurs expérimentés, corrections par retour.
Informations dans nos bureaux
43, rue Boulard 75014 — Tél. - 45.39.37.00 — (M) Mouton-Duvernet
7, rue Princesse 75006 — 43.26.26.97 — (M) St-Germain-des-Prés - Mabillon

Le Monde et la Revue française de Finances publiques

LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Colloque organisé avec le concours de la Commission des Communautés européennes

26 et 27 avril 1989 — Université Paris-Dauphine

Mercredi 26 avril
— Panorama en France et à l'étranger
— Partenaires et usagers

Jeudi 27 avril
— Management et gestion des établissements
— Quelles évolutions possibles ? A quelles conditions ?

Avec la participation de Lionel Jospin, ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports

Inscriptions - Renseignements et programme
E.I.A. Formation Vera Couturier
26, rue Vercingétorix, 75014 Paris
Tél. : (1) 43-35-01-67
Télex : EJA 203 918 F - Télécopie : (1) 43-20-07-42

L'anglais ou l'allemand intensif : une affaire de spécialistes

- Stages linguistiques intensifs de haut niveau en Angleterre (Oxford, Londres, Bristol,...) et en Allemagne (Marburg, Koblenz,...)
- Toute l'année de nombreuses formules adaptées à chaque stagiaire : du stage individualisé en cours particuliers, au stage semi-individualisé par petits groupes.
- Programmes spéciaux pour adultes, étudiants et collégiens - lycéens.

OISE — 21, rue Théophraste Renaudot 75015 Paris — ☎ (1) 45 33 13 02
La référence pour l'excellence en langues

M2

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE : _____
Souhaite recevoir, sans engagement de sa part, votre documentation sur les stages linguistiques pour ☐ adultes ☐ étudiants ☐ collégiens - lycéens

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ◻ Films à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 15 mars

TF 1

20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Jackie Sardou, Jeanne Mas, Gérard Lenorman. Variétés : Le Crazy Horse, Diane Tell, Vaya con Dios, Isabelle Pernsat, une vidéo de Michael Jackson. Coup de cœur : Arnold Schwarzenegger. **22.40 Football.** Coupe d'Europe des clubs champions. Match retour : Galatasaray-Monaco (en différé de Cologne). **0.15 Journal et Météo. 0.35 Série : Drôles d'histoires.** Intrigues : Le grand jeu.

A 2

▶ **20.35 Série : Sentiments.** Le mur de Berlin, d'Yvan Butler, avec Pierre Malet, Rebecca Pauly. **22.05 Flash d'informations. 22.10 Patinage artistique.** Championnat du monde : Libre couples. **23.15 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Météo. 23.40 Magazine : Figures.** De Jacques Chancel. Invité : Manu Dayak. Une passion : le désert.

FR 3

20.35 Théâtre : Monsieur Chasse. Comédie en trois actes de Georges Feydeau, mise en scène d'Yves Pignot, avec Lise Delamare, Paule Noëlle, Jacques Sereys, Louis Arbessier. **22.55 Journal. 23.15 Magazine : Océaniques.** Cycle Glenn Gould. **23.40 Musiques, musique.** Partita en mi majeur de Bach, par Gérard Poulet, violon.

CANAL PLUS

20.00 Football. Coupe d'Europe des clubs champions (match retour) : Galatasaray (Turquie)-Monaco (France), en direct de Cologne. **21.50 Série : Paire d'as. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Adieu, mon salaud** ■ Film américain de Peter Yates (1973). Avec Robert Mitchum, Peter Boyle, Richard Jordan. **0.20 Cinéma : Plein sud** ■ Film franco-espagnol de Luc Béraud (1980). Avec Patrick Dewaere, Clio Goldsmith, Jeanne Moreau. **1.45 Cinéma : Thérèse Desqueyroux** ■■■ Film français de Georges Franju (1962). Avec Emmanuelle Riva, Edith Scob, Philippe Noiret, Sami Frey.

LA 5

20.30 Téléfilm : Amère vengeance. 22.20 Téléfilm : Droit de mer. De John Erman, avec Frédéric Forrest, Chris Collet.

0.00 Journal de minuit. 0.05 Magazine : Nomades (rediff.). **0.30 La demoiselle d'Avignon** (rediff.). **1.00 Madame, êtes-vous libre ?** (rediff.). **1.20 Bouvard et compagnie** (rediff.). **1.40 Tendresse et passion** (rediff.). **2.05 Journal de la nuit. 2.10 Vive la vie !** (rediff.). **2.20 Voisin, voisine** (rediff.). **3.20 Feuilleton : Dominique. 4.05 Voisin, voisine** (rediff.). **5.05 Tendresse et passion** (rediff.). **5.30 Bouvard et compagnie** (rediff.).

M 6

20.35 Téléfilm : L'hôpital en flammes. De Rod Amateau, avec Mitchell Ryan, Barbara Parkins. **22.10 Magazine : Libre et change.** De Michel Polac. Sur le thème « Trois roses pour Carver. Hommage à Raymond Carver ». Avec Françoise Fabian, Jean Vautrin, Laure Adler, Jacques Steinberg. **23.20 Six minutes d'informations. 23.25 Série : L'homme de fer. 0.15 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Aventure** (rediff.). **2.25 Magazine : Destination santé** (rediff.). **3.20 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **3.55 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.15 Magazine : Quand la science mène l'enquête** (rediff.). **5.10 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 5.30 Anne jour après jour** (41e et 42e épisodes). **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Le teatro dell'ongolo. **21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada. **22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** La nouvelle communication. **22.40 Nuits magnétiques.** Recluses et vagabondes. 2. Odette du Puygaudeau et Djuna Barnes. **0.05 Du jour au lendemain.** Avec Alexandre et Le Shargorodsky. **0.50 Musique : Coda.** Verres cassés, voix brisées.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 décembre 1987 à Herne) : œuvres de Sances, Pesenti, Mequla, Valentini, Milanuzzi, Monteverdi, Mazzocchi, par Isabelle Poulenard (soprano), Jill Feldman (soprano), Konrad Junghanel (théorbe), Andrew Lawrence-King (harpe), Erin Headley (lirone et viole de gambe). **22.30 Référence. 23.07 Jazz club.** En direct du New Morning : le pianiste Hilton Ruiz.

Jeudi 16 mars

TF 1

13.35 Feuilleton : La ligne de chance. 14.30 Téléfilm : La terre et le moulin. De Jacques Ertaud, avec Agnès Torrent (dernière partie). **15.30 Série : Drôles d'histoires. 15.55 Quarté à Evry. 16.10 Variétés : La chance aux chansons. 16.30 Club Dorothée.** Les Snorkies ; Docteur Slump ; Les chevaliers du zodiaque ; Tu chantes, tu gagnes ; Mes tendres années. **17.50 Série : Les rues de San-Francisco. 18.45 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Le bêbête show. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Téléfilm : Un flic dans la Mafia.** De Rod Holcomb, avec Ken Wahl, Jonathan Banks. **22.20 Magazine : La séance de 22 heures.** Présenté par Patrick Sabatier. Invité : Patrick Chesnais. ▶ **22.30 Cinéma : le Doulos** ■■ Film français de Jean-Pierre Melville (1962). Avec Jean-Paul Belmondo, Serge Reggiani, Jean Desailly. **0.20 Journal et Météo. 0.30 Spécial sports** Championnat du monde de patinage artistique à Bercy : Finale libre hommes.

A 2

13.45 Feuilleton : Jemes docteurs. 14.10 Feuilleton : Lili, petit à petit (5e épisode). **15.10 Magazine : Du côté de chez Fred.** Présenté par Frédéric Mitterrand. Les aviatrices. **16.00 Flash d'informations. 16.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.** Faux témoins. **16.55 Flash d'informations et Météo. 17.00 Magazine : Graffitis.** Présenté par Groucho et Chico. Lady Oscar ; Quick et Flupke ; Grafficurieux ; La petite merveille. **17.55 Série : Les deux font la paire. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol. **19.10 Actualités régionales. 19.35 Plaisir de rire : Loft story.** Loft studio. **20.00 Journal et Météo. 20.30 INC. 20.35 Cinéma : Un papillon sur l'épaule** ■■ Film français de Jacques Deray (1978). Avec Lino Ventura, Nicole Garcia, Claudine Auger. **22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine : Edition spéciale.** Présenté par Claude Sérillon. Spécial élections municipales, en direct du Théâtre de la Criée à Marseille. **23.35 Informations : 24 heures sur la 2.** Avec le magazine européen Puissance 12. **23.55 Météo. 0.00 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

13.05 Série : Le jeune docteur Kildare. 13.30 Magazine : Regards de femme. 13.57 Flash d'informations : Spécial Bourse. 14.00 Magazine : Dadou bahou. De Marika Prinçay, présenté par Caroline Tresca. **14.30 Magazine : C'est pas juste.** D'Agnès Vincent, présenté par Vincent Perrot, Evelyne Pagès, Agnès Vinceux. **15.30 Magazine : Télé-Caroline.** Vidéo look ; Mon héros préféré ; Cinéma, théâtre, livres ; Attraction ; Signes extérieurs ; Télé chic, télé choc ; De âne à zèbre ; Viens faire un tour... bilon ; Le jeu de la séduction ; Variétés ; et à 16.00, le flash d'informations. **17.00 Flash d'informations : Spécial jeunes.** ***De 17.05 à 18.30 Amuse 3.*** **17.05 Dessin animé : Petit ours brun. 17.06 Croc-note show.** La harpe. **17.10 Série : Nell. 17.35 Dessin animé : Signé Cat's eyes. 18.00 1789 au jour le jour. 18.05 Magazine : Drevet vend la mèche. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région. **19.58 Dessin animé : Il était une fois la vie.** Les hormones. **20.07 Jeu : La classe. 20.35 Cinéma : Cousin, cousine** ■■ Film français de Jean-Charles Tacchella (1975). Avec Marie-Christine Barrault, Victor Lanoux, Marie-France Pisier, Guy Marchand. **22.15 Journal. 22.35 Magazine : Océaniques.** Spécial Festival du réel : l'anthropographe. 3. Le petit chat est mort, de Gérard Pâtris. **23.30 Musiques, musique.** Duo opus 7 de Kodaly par Christophe Henkel, violoncelle, et Gérard Poulet, violon. **23.40 Magazine : Espace francophone.** Dakar à la veille du sommet de la francophonie ; Les francophones et la Révolution française.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Birdy ■■ Film américain d'Alan Parker (1984). Avec Matthew Modine, Nicolas Cage, John Harkins. **15.30 Cinéma : Eddie and the Cruisers** ■ Film américain de Martin Davidson (1983). Avec Tom Berenger, Michael Pare, Joe Pantoliano. **17.10 Documentaire : Les allumés du sport.** Le sable au corps. **17.40 Cabou cadin** Les koalous ; Les COPS. ***En chair jusqu'à 20.30.*** **18.25 Dessin animé : Virgul. 18.30 Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana. **18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas. **20.30 Cinéma : In extremis** ■ Film français d'Olivier Lorsac (1987). Avec Sophie Duez, Julien Maurel, Philippe Caroit. **21.55 Flash d'informations. 22.00 Cinéma : Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme ?** ■ Film américain de Jim Abbrahams, David et Jerry Zucker (1986). Avec Danny De Vito, Bette Midler, Judge Reinhold (v.o.). **23.35 Cinéma : Nuits de cauchemar** ■ Film américain de Kevin Connor (1980). Avec Rory Calhoun, Paul Linke, Nancy Parsons. **1.10 Cinéma : Dragon force** ◻ Film américain de Michael King (1982) Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Brace Lee.

LA 5

13.35 Série : L'inspecteur Derrick. 14.45 Série : Bonanza. 15.45 Série : Capitaine Furillo. 16.50 Karine, l'aventure du Nouveau Monde. 17.15 Emi magique. 17.40 Les défenseurs de la Terre. 18.05 Jeanne et Serge. 18.30 Bouvard et compagnie. 18.50 Journal images. 19.00 Série : Deux flics à Miami. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Miss muscles. 22.30 Cinéma : les Jours et les Nuits de China Blue ◻ Film américain de Perkins, John Russel (1984). Avec Kathleen Turner, Anthony Perkins, John Laughlin. **0.00 Journal de minuit. 0.05 Les Jours et les Nuits de China Blue** (suite). **0.25 Capitaine Furillo** (rediff.). **1.10 Les diamants du président** (rediff.). **2.05 Bouvard et compagnie** (rediff.). **2.25 Tendresse et passion** (rediff.). **2.55 Magazine : Cinéf Ciné** (rediff.). **3.05 Journal de la nuit. 3.10 Vive la vie !** (rediff.). **3.20 Feuilleton : Dominique. 4.05 Voisin, voisine** (rediff.). **5.05 Tendresse et passion** (rediff.). **5.30 Bouvard et compagnie** (rediff.). **5.45 Musique : Aria de rêve.**

M 6

13.20 Série : L'homme de fer (rediff.). **14.10 Musique : Boulevard des clips. 16.05 Jeu : Quizz cœur. 16.50 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Les espions. 18.05 Série : Brigade de nuit. 19.00 Série : Les cavalisseurs. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show.** Vive la vie active. **20.35 Cinéma : A nous deux** ■■ Film franco-canadien de Claude Lelouch (1979). Avec Catherine Deneuve, Jacques Dutronc, Jacques Villeret. **22.30 Série : L'homme de fer. 23.20 Six minutes d'informations. 23.35 Magazine : Destination santé** (rediff.). **0.20 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **2.25 Magazine : Quand la science mène l'enquête** (rediff.). **3.20 Magazine : Aventure** (rediff.). **3.55 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.15 Magazine : Destination santé** (rediff.). **5.10 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 5.30 Anne jour après jour** (43e et 44e épisode). **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Les trétoux de la Révolution. Le théâtre sans-culotte : Le jugement dernier des rois, de Pierre-Sylvain Maréchal. **21.30 Profils perdus.** Boris Souvarine. **22.40 Nuits magnétiques.** Recluses et vagabondes. 3. Emily Dickinson et Elizabeth Barrett-Browning. **0.05 Du jour au lendemain.** Autour des écrivains finlandais. **0.50 Musique.** Coda. Verres cassés, voix brisées.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de l'église Saint-Jacques du Haut-Pas) : Variations sur un thème de Clément Janequin, Berceuse sur deux notes qui cornent, Monodie, Suite, d'Alain ; Fantaisie, de Racquet ; Hymne, de Titelouze ; Suite, de Nivers ; O Filii, op. 9, d'Emmanuel, par Jean Boyer, orgue, et le Chœur de Radio-France. **22.30 Musique légère.** Marinella : ouverture de Fucik ; Beaugency concerto, de Dubois. **23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Nocturne correspondance. 2.** L'arrivée à Paris. Lettres de Mozart lues par André Dussollier. Concerto pour trois pianos et orchestre en fa majeur, K 242, Sonate pour piano n° 10 en ut majeur, K 330, Quintette à cordes en sol mineur, K 516, Symphonie n° 31 en ré majeur, K 297, de Mozart.

Audience TV du 14 mars 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière — 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	49.8	Santa-Barbara 19.2	Actual. région. 10.6	Actual. région. 11.0	Top 50 3.5	2 flics à Miami 3.2	Enrichissons 2.4
19 h 45	57.7	Roue fortune 34.4	Loft Story 7.5	19-20 info 8.0	Nulle part 2.8	2 flics à Miami 3.3	Enrichissons 1.8
20 h 16	68.4	Journal 31.0	Journal 14.9	La classe 11.2	Nulle part 1.4	Journal 5.1	Cosby show 5.0
20 h 55	73.9	Jeunes Années 24.4	Tocsin 28.0	La croisade... 5.6	Rocky IV 3.3	C'est facile... 12.0	Oui mersan... 3.2
22 h 8	63.5	Jeunes Années 28.1	Tocsin 28.9	La croisade... 3.1	Flash 1.9	Cinéf 5 4.2	Homme de fer 0.8
22 h 44	34.8	Ciel mon mardi ! 17.4	Stars 9.5	TV régionale 1.9	Birdy 0.8	Meurtre funéraf. 3.6	Homme de fer 1.7

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 15 mars à 0 heure et le jeudi 16 mars à 24 heures.

Pas d'amélioration à espérer pour jeudi. Un temps nuageux, pluvieux et venteux continuera à toucher la France jusqu'à jeudi soir. Seule la Corse pourra espérer éviter la pluie.

Jeudi : nuages et pluies sur toute la France.

Le matin, il y aura peu de chances d'apercevoir le soleil. En effet, toute la France se réveillera sous les nuages. Ceux-ci seront un peu moins épais sur la Corse et un rayon de soleil pourra tout de même réussir à filtrer. Sur toutes les autres régions, le temps sera à la grisaille et à la pluie toute la matinée. Il neigera sur le relief (au-dessus de 1 300 mètres sur le Massif Central et au-dessus de 1 500 mètres sur les Pyrénées et les Alpes).

En cours de matinée, une zone d'éclaircies se développera. Elle intéressera vers la mi-journée les régions allant de la Bretagne et des Pays de Loire à l'Ile-de-France et au Centre. En cours d'après-midi, elle se décalera vers le sud et, avant la soirée, ce sont les régions allant des Pays de Loire à l'Alsace au nord et de l'Aquitaine à la Franche-Comté plus au sud qui verront le soleil faire des apparitions.

Le soir, des Pyrénées aux Alpes, les nuages seront toujours présents, mais les pluies se feront de plus en plus rares. La Corse continuera à bénéficier d'assez belles éclaircies. Enfin, en cours d'après-midi, de nouveaux nuages feront une offensive de la Bretagne à l'Ile-de-France et au Nord-Pas-de-Calais en apportant encore de la pluie.

Le vent soufflera assez fort tout au long de cette journée. Il sera en général de secteur sud-ouest et pourra atteindre 80 km/h en rafales dans l'intérieur et 100 km/h près des côtes. En Bretagne et le long des côtes de la Manche et de la mer du Nord, le vent tournera au nord-ouest en cours de journée.

Les températures matinales varieront entre 4 et 6 degrés sur le Nord et le Nord-Est, et entre 6 et 9 degrés ailleurs. L'après-midi, elles s'échelonneront de 10 à 14 degrés du Nord au Sud. Elles avoisineront les 15 à 17 degrés dans le Sud-Est.

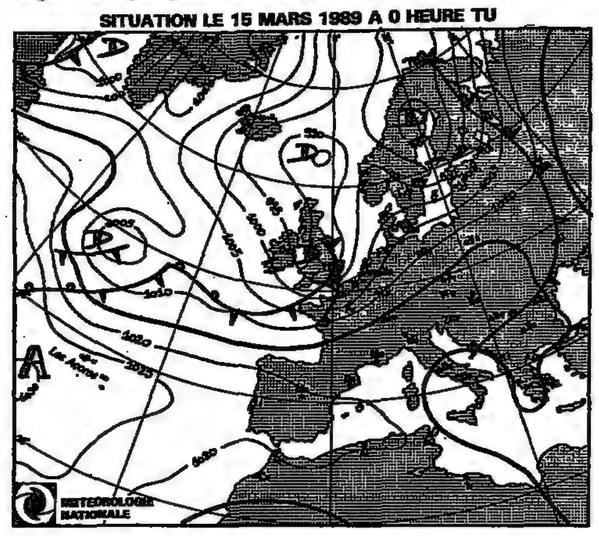
Astronomie

Eruptions records sur le soleil

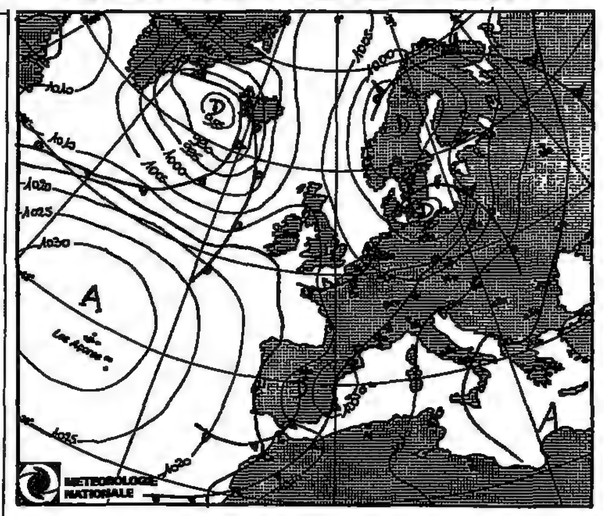
Le soleil vient de connaître deux éruptions records au cours desquelles il a craché d'énormes quantités de particules. La première d'entre elles, apparue le 6 mars dernier, a duré environ deux heures trente. Elle présentait, selon les astronomes, une brillance importante (3 B). Mais, ce qui l'a rendue exceptionnelle, c'est la fantastique bouffée de rayons X — probablement la plus forte jamais enregistrée — qu'elle a produit et qui a donné lieu à la saturation temporaire des appareils d'un satellite américain Goes de la NOAA.

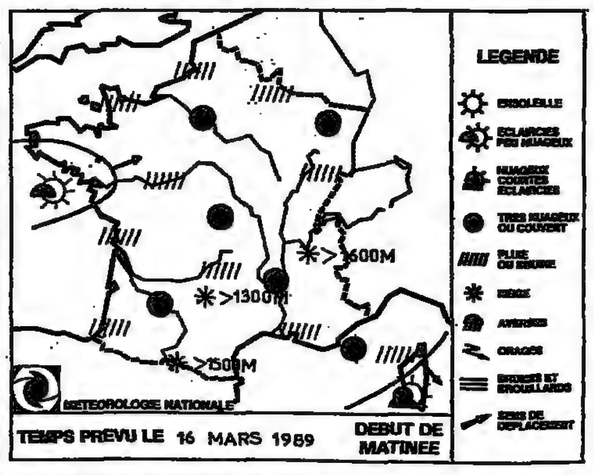
La seconde, apparue dans la même zone le 9 mars, a atteint une brillance de 4 B, ce qui en fait l'éruption solaire la plus brillante jamais observée depuis la réforme, dans les années 60, du système de mesures de ce paramètre. Ces phénomènes spectaculaires sont à rapprocher de la montée en puissance de l'activité que le soleil connaît actuellement et qui, au terme d'un cycle de onze ans, devrait atteindre son maximum au début de l'année prochaine.

SITUATION LE 15 MARS 1989 A 0 HEURE TU



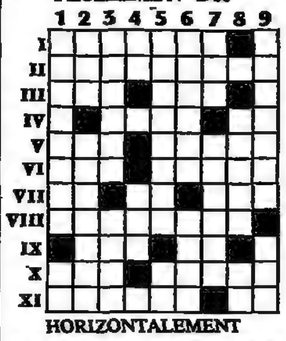
PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS 1989 A 12 HEURES TU





MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4960



HORIZONTALEMENT

I. Ne fait rien pour les bonnes œuvres. — II. Ne volent pas encore de leurs propres ailes. — III. A beaucoup fait vibrer la corde sensible. A une agréable odeur même s'il ne sent pas la rose. — IV. Grandes personnes qui sont parfois des enfants. Partie de plaisir. — V. Se rendit à un endroit où il était déjà arrivé. Gagné après avoir perdu quelque chose. — VI. Mangé à de nombreux râteliers. Prenait souvent le large. — VII. La terre s'y appauvrit peu à peu. Apportait la réponse à des questions. On peut les entendre murmurer. — VIII. Moyens de se débarrasser d'indésirables. — IX. Qui a donc rendu plus que son tablier. Interjection. — X. Avec lui, c'est vite fait bien fait. Un qui peut en avoir plein le dos. — XI. Est bon pour la santé.

VERTICALEMENT

1. Fait prendre l'air. Prend fin entre Calais et Dunkerque. — 2. Est pleine d'eau. Fait sortir des sentiers battus. — 3. Où certains ont l'habitude d'être sur la piste. Participer au « nettoyage ». — 4. Note. A une démarche particulière. — 5. Marché conclu. Lettre grecque. — 6. Un qui revint de loin. Avec lui, nombreuses sont celles qui sont pleines comme des barriques. — 7. Peut être sujet à déformation. Tiré de la fable. — 8. S'oppose à un passage. Conjonction. — 9. Disparut très tôt. Fait partir.

Solution du problème n° 4959

Horizontalement

I. Vibratile. — II. Idoines. — III. Néantiser. — IV. Dé. Cagote. — V. Ternie. — VI. Coût. Erre. — VII. Avit. Sens. — VIII. Talée. Is. — IX. Ile. Saisi. — X. Festonnée. — XI. Une. Rn.

Verticalement

1. Vindicatifs. — 2. Idée. Ovale. — 3. Boa. Tuiles. — 4. Rincette. Tu. — 5. Antar. Eson. — 6. Teignes. Anc. — 7. Issoire. In. — 8. Eterniser. — 9. Etre. Essieu.

GUY BROUTY.

● **Loisirs de plein air.** — Le troisième Salon des loisirs de plein air se tiendra, du 18 au 27 mars, au parc des expositions de Paris-Le Bourget. Vacances, tourisme, sports de plein air y sont illustrés par de nombreuses animations sur place.

★ **Tous les jours, de 10 heures à 19 heures, le 27 mars jusqu'à 22 heures. Entrée : 27 F** (restauration sur place et garderie).

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 14-3-1989 à 6 heures TU et le 15-3-1989 à 6 heures TU — le 15-3-1989

FRANCE				ÉTRANGER							
AJACCIO	15	7	N	TOURS	12	8	P	LOS ANGELES	19	10	D
BIARRITZ	14	8	N	TOULOUSE	14	6	C	LUXEMBOURG	8	3	P
BORDEAUX	16	9	C	POINTE-A-PITRE	30	20	N	MADRID	17	1	D
BOURGES	12	8	C	ALGER	16	5	D	MARRAKECH	20	11	D
BREST	11	9	P	AMSTERDAM	11	6	P	MEXICO	26	10	B
CAEN	11	7	P	ATHÈNES	16	6	D	MILAN	13	7	N
CHERBOURG	10	7	P	BANGKOK	33	24	D	MONTRÉAL	7	-6	C
CLERMONT-FERR.	12	8	N	BARCELONE	17	6	N	MOSCOU	7	0	P
DIJON	12	6	P	BELGRADE	9	4	C	NAIROBI	28	19	C
GRENOBLE-S.-M.-H	15	5	O	BERLIN	9	4	C	NEW-YORK	11	0	C
LILLE	10	5	P	BRUXELLES	11	5	B	OSLO	7	-4	D
LIMOGES	11	7	C	LE CAIRE	19	11	D	PALMA-DE-MAL.	18	3	D
LYON	12	6	P	COPENHAGUE	9	3	P	PÉKIN	14	2	D
MARSEILLE-MAR.	17	5	C	DAKAR	23	18	D	RIO-DE-JANEIRO	25	24	C
NANCY	11	4	P	DELHI	27	17	C	ROME	16	7	N
NANTES	13	9	P	DJERBA	21	10	B	SINGAPOUR	31	25	C
NICE	16	9	N	GENÈVE	12	4	C	STOCKHOLM	7	0	D
PARIS-MONTS.	12	6	P	HONGKONG	26	18	C	SYDNEY	23	18	A
PAU	14	6	N	ISTANBUL	10	2	D	TOKYO	19	10	N
PERPIGNAN	18	7	C	JERUSALEM	10	2	D	TUNIS	20	10	D
RENNES	12	9	P	LISBONNE	9	5	P	VARSOVIE	9	1	C
ST-ETIENNE	11	3	P	LONDRES	20	10	D	VENISE	10	6	P
STRASBOURG	11	3	P					VIENNE	12	4	D
									11	2	C

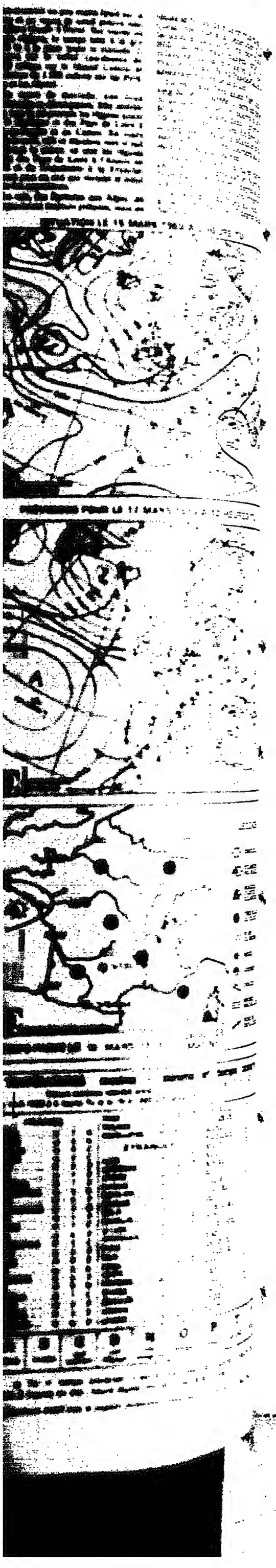
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



REPRODUCTION INTERDITE

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC HANDELSBLAD LE SOIR Le Monde Süddeutsche Zeitung CORRIERE DELLA SERA EL PAIS De Standaard THE INDEPENDENT

nsterdam... Auckland... Bahrein... Bangkok... Bombay... Ca
n... Colombo... Hambourg... Hong kong... Istanbul... Jakart
rachi... Kuala Lumpur... Londres... Los Angeles... Manill
lbourne... Montréal... New York... Pékin... Riyadh... Séou
ngapour... Sydney... Taipei... Tokyo...

VOTRE EXPERIENCE BANCAIRE INTERNATIONALE VOUS OUVRE LE PLUS VASTE CHAMP D'ACTION DANS LE MONDE

Présente dans 65 pays, forte de 13 000 salariés dont 10 000 à l'étranger, la Banque Indosuez a aujourd'hui le plus beau réseau du monde. Son département international, en plein développement, recherche des cadres commerciaux confirmés.

Vous avez 5 à 7 ans d'expérience bancaire internationale, vous maîtrisez parfaitement les systèmes de financement à court terme et moyen terme, et la mise en place de montages financiers vous est familière. Votre connaissance des marchés extérieurs et votre sens des négociations à haut niveau vous permettent de saisir toutes les opportunités d'affaires pour le développement de notre groupe international.

Bien évidemment, vous parlez couramment le français et l'anglais. Une troisième langue étrangère serait fortement appréciée. Vous êtes basé à Paris, votre mission implique de nombreux déplacements à l'étranger. Votre rémunération sera étroitement liée à vos performances.

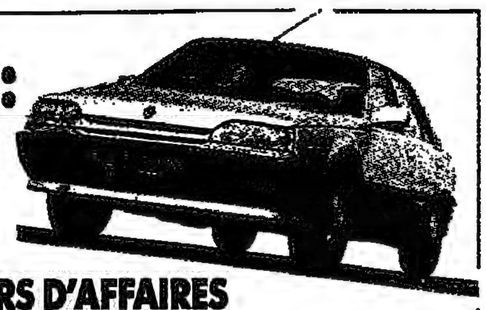
Si notre challenge vous passionne, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo), sous la référence DI 02 M à :

Banque Indosuez - Service Recrutement
9, rue Louis Murat - 75371 Paris Cedex 08.

L'annonce paraît simultanément dans Le Soir, De Standaard, Handelsblad, The Independent, Suddeutsche Zeitung, Corriere Della Sera et El Pais.

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

Les achats : une vraie stratégie



JEUNES INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Notre Direction des Achats gère plus de 50% de la valeur des véhicules.
En relation avec nos bureaux d'études et nos usines, vous négociez avec de grands équipementiers internationaux les conditions de prix, qualité, logistique sur des fonctions complètes en mécanique, électronique, équipements intérieurs.
Vous êtes systématiquement attentif à de nouvelles sources d'achat.
Ingénieur Grandes Ecoles ou diplômé d'études supérieures universitaires scientifiques avec, si possible, une formation complémentaire à la gestion, vous êtes débutant ou avez une première expérience dans des fonctions d'études ; maîtriser l'anglais et/ou l'espagnol est indispensable pour vos contacts et déplacements. Postes basés en proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence ACHATS, à Philippe Millon - RENAULT - Recrutement Ingénieurs et Cadres - 12, place Bir-Hakeim 92109 Boulogne-Billancourt Cedex - France.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

Cette annonce paraît dans Le Monde, El Pais et The Independent.

Carré Turenne

Ingénieur Electronicien

Installation - maintenance
de matériels électroniques pour
les Télécommunications

Société Internationale d'électronique, nous devons notre notoriété à la très grande qualité de nos prestations et de nos produits.

Vous serez responsable de l'installation et de la maintenance d'une gamme complète d'appareils de haute technicité. Votre expertise vous permettra d'occuper un poste clé dans notre entreprise et auprès de notre clientèle.

En effet, votre réussite dans ce poste vous permettra d'accéder rapidement à des fonctions de direction de ce Service.

Ingénieur diplômé en électronique type IDSA..., vous avez 3 ou 4 ans d'expérience, une bonne connaissance de l'informatique, des télécommunications. Vous êtes bilingue français-allemand, l'anglais est apprécié.

Poste basé en proche banlieue Parisienne.

Merci d'écrire avec CV, photo et prétentions, en précisant la référence 3319 B à notre Conseil.

CORT
MEMBRE DE SYNTEC

65, avenue Kléber, 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

LEVY-TOURAY/ASSCOM

Le Monde INTERNATIONAL

GROUPE SHRM

Services d'Hôtellerie, de Restauration et de Management
"LA VOLONTE AU COEUR DU SERVICE"

SHRM - ANGOLA
Recherche son

Directeur Adjoint

Basé à LUANDA en ANGOLA

Dépendant directement du Directeur de SHRM ANGOLA, il sera responsable de l'animation, du contrôle et du développement d'activités de services :
- distribution type grandes surfaces
- activités d'hôtellerie et de restauration
- services divers

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, il a une bonne pratique de la langue Anglaise, et des connaissances en Portugais.

Une expérience minimum de 3 à 5 ans de la direction d'un centre de profits, acquise de préférence dans la distribution type grandes surfaces et dans la restauration type cafétéria ou dans une société de services, sera un atout majeur.

Ce poste doit conduire à moyen terme à la responsabilité d'une Direction de filiale.

Il est préférable que le candidat soit marié, l'expatriation étant possible en famille. L'éducation des enfants sera assurée à LUANDA.

Avantages classiques à l'expatriation.

Les personnalités intéressées par cette recherche peuvent adresser leur lettre de candidature et C.V. sous référence C/223 à : GROUPE SHRM - 113 rue de l'Evêché - 13002 MARSEILLE.

COMPAGNIE OPTORG
3000 PERSONNES - C.A. GERE 3 MILLIARDS.

● REGROUPE 25 FILIALES DISTRIBUANT EN AFRIQUE ET EN FRANCE DES BIENS D'EQUIPEMENT ET DE CONSOMMATION DURABLE.
LA PLUPART DE CES ENTREPRISES SONT LEADERS SUR LEUR MARCHE.

● DOIT INTEGRER, SOUS DEUX ANS, UN IMPORTANT GROUPE D'ACTIVITES AGRO-ALIMENTAIRES EUROPEENNES ASSURANT A MOYEN TERME UN CHANGEMENT MAJEUR DE DIMENSIONS.

● POINTS FORTS ET CARACTERISTIQUES :
UNE DIVERSITE TECHNOLOGIQUE ET GEOGRAPHIQUE.
LA REPRESENTATION DE FIRMES INDUSTRIELLES RENOMMEES.
SA DYNAMIQUE COMMERCIALE.
SON CAPITAL HUMAIN.
SON ADAPTATION AUX MARCHES ET AUX BESOINS.

● SECTEURS PRIVILEGIES :
ENGINS FORESTIERS, AGRICOLES ET DE TRAVAUX PUBLICS
AUTOMOBILES - CYCLES
QUINCAILLERIE ET ACTIVITES DE MENAGE
MATERIEL INDUSTRIEL
INSTALLATION TELEPHONIQUE - MICRO-INFORMATIQUE
COMMERCE GENERAL.

DIRECTEUR DE FILIALE

REJOIGNEZ NOTRE EQUIPE DIRIGEANTE

Manager opérationnel, vous avez déjà exercé avec succès en France ou en Afrique les responsabilités de Directeur de Filiale ou de Direction Générale d'une PME.

Autonome, responsable, excellent commercial, votre expérience et votre formation vous ont permis de devenir performant dans les techniques de gestion de l'entreprise et de direction des hommes.

Homme de terrain vous désirez vous investir en Afrique. Vous recherchez une rémunération motivante comportant un fixe et un intéressement aux résultats de l'entreprise.

Nous vous offrons de rejoindre l'équipe dirigeante de nos filiales et dans la perspective d'une prise de responsabilité de l'une d'entre elles, vous proposons un premier poste en Afrique auprès du directeur général d'une de ces sociétés.

Si ce challenge vous intéresse, merci d'écrire sous réf. A91401MI, à notre Conseil NERVET PONT, 15, rue Cardinet, 75017 Paris.

CURRICULUM

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde INTERNATIONAL

MAROC

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAIS
Recherche

Pour sa filiale industrielle située au MAROC

UN CHEF DE PRODUCTION

Ingénieur, diplômé d'une école type AGRO, ENSIA, ENSAIA... Vous avez acquis une expérience d'au moins 7 ans dans un contexte industriel, alimentaire et international de préférence.

Directement rattaché au directeur de l'Etablissement vous serez :
LE NUMERO 2 DE L'USINE.

VOTRE MISSION PERMANENTE : la production dans le respect des normes de quantité, de qualité, de délai et de coût.

VOS RESPONSABILITES :
- La logistique des matières premières et des poduits finis.
- la fabrication et le conditionnement des produits.

Envoyer nous votre lettre de candidature, C.V., photo et prét. s/réf.08.400 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

WORLD LEADER
in the "International Trade of Commodities"
located in the Lemanic area is looking for a

DEPUTY TO THE CHIEF FINANCIAL OFFICER

The first assignment of this executive will be to set up and run a computer-based system for the control of our customer and country risks and to negociate with our banks the sophisticated financial packages our clients need.

Fluent in French and English, the successful candidate has several years of experience in a bank, active in the raw material field, or a trading company.

Please answer under ref. 420 to :
D.A.G. 65, rue de Rivoli 75001 PARIS
who will transmit.

vrije universiteit
amsterdam

Le département de linguistique de la Faculté des Lettres de l'Université Libre d'Amsterdam recrute

un maître de conférence

pour l'enseignement et la recherche en linguistique historique du français.

Fonctions:
• recherche dans le domaine de la linguistique historique du français qui s'insérera dans un des programmes de recherche du département de linguistique • enseignement en linguistique historique du français, au niveau licence et maîtrise de français • enseignement dans le domaine de l'acquisition du français moderne • tâches d'administration et d'organisation au sein du département de français et de la Faculté des Lettres.

Le (la) candidat(e)
• aura fait preuve de ses aptitudes dans le domaine de l'enseignement et de la recherche en linguistique historique du français - Titre exigé: doctorat ou équivalent • aura une connaissance parfaite du français moderne, parlé et écrit • possédera des qualités de gestionnaire et aura le sens du dialogue • s'il (si elle) est étranger (ère), s'engagera à acquérir, dans les deux années suivant sa nomination, une bonne maîtrise du néerlandais et à s'installer dans la région d'Amsterdam.

Salaire: max. fl.hol. 8.201,- par mois.

Les candidatures doivent parvenir, dans les quinze jours suivant la parution de l'annonce, au secrétaire général de la Faculté des Lettres, Bâtiment principal 9a, De Boelelaan 1105, 1081 HV Amsterdam (mentionner dans la lettre et sur l'enveloppe en haut, à gauche la référence 432-9366).

A qualifications égales, l'Université Libre donnera la préférence à une candidate.

Le (la) candidat(e) s'engagera à respecter l'inspiration chrétienne de l'Université Libre.

Association pour l'appui au développement
recherche
pour un contrat minimum de 2 ans :

1 RESPONSABLE DE HAUT NIVEAU

Minimum bac + 4
Qualités de gestionnaire et de relations humaines indispensables.
Le poste concerne la direction d'un programme important d'actions en milieu scolaire dans un pays d'Afrique.
Une expérience d'expatriation et de pédagogie sera appréciée.
Envoyez CV + lettre manuscrite sous n° 8226.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE ADMINISTRATIF – 40 ans. Formation gestion comptabilité – Trilingue anglais, allemand, 8 ans expérience tourisme : organisation, gestion administrative et budgétaire, personnel encadrement et animation, relations extérieures, contacts internationaux – Très motivée par secteur tourisme, échanges linguistiques et culturels.
RECHERCHE : poste basé Paris ou R.P. (Section BCO/MS 1323).

INGÉNIEUR DIPLOMÉ SCIENCES DES MATÉRIAUX – 28 ans. Anglais courant + scientifique – Spécialisation inform. industriel (SUPELEC). Connaissant notamment réseaux, XAO traitement image, C/UNIX – 2 ans et demi expérience grles entreprises (domaines : métallurgie, magnétisme, semi-cond., RDM, traitement de surfaces).
RECHERCHE : tout poste de préf. étude, recherche, développement (Section BCO/MH 1324).

INGÉNIEUR MÉCANICIEN – ELECTRICIEN – ESTP – 33 ans, 8 ans expérience : conception, méthodes, production – Esprit de synthèse – Sens de l'organisation et du management – Goût du challenge et du travail en équipe – Disponibilité.
RECHERCHE : situation auprès responsable PMI à forte valeur ajoutée en vue d'optimiser sa productivité. (Section BCO/JCB 1325).

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE – 5 ans expérience méthodes contrôle spatial – Resp. de l'industrialisation entrep. de fabrication grande série pour l'automobile – Certificat européen d'anglais des affaires – Formation niveau II « gestion d'entreprise à la CCI de Rouen » – Dynamique – sens du contact – Connaissant la GPAO, la CN, la CAO et l'informatique.
RECHERCHE : Rouen et Eure poste de responsable de production. (Section BCO/DDS 1326).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

DAME 39 ANS
Tr. bon sens commercial. Aptitude à la direct. adminis. et commer. Licenciée en droit. Vous prop. d'assurer une respons. commerciale.
Tél. : 42-49-68-00.

ENTREPRISE COMMERCIALE DYNAMIQUE
Vous utilisez la communic. moderne, vous avez des contacts avec des pays anglophones. Votre collabor. au 48-58-70-65.

H. 36 a. Britan., parfait bil. En France dep. 1978. Ayant exp. enseign. traduct. rech. poste fins de traducteur franç.-angl. en éco., finances, aff. intern. Tr. bonnes connais. ital./allem. 64-52-63-15 ap. 19 h 30.

JEUNE CADRE DYNAMIQUE (ing. méc. spéc. robo/auto) cherche emploi dans soc. int. françaises.
Postes occupés précédemment :
- Adj. au chef de projet (org. humanitaire).
- Resp. service développement (industrie).
- Chef adj. de projet (156 mio USD) pétrochimie-const.
- Directeur Ventes-Europe (soc de construction).
- Directeur de division (soc. de construction).

Parlé et écrit : français, allemand et anglais.
Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser votre courrier au journal sous n° 8035.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

CONSEIL FISCAL inscrit
FISCALITÉ INTERNATIONALE
36 ans, format. expert-comptable et DEA fiscalité, 10 ans exp. en cabinets (big., eight...)
Rech. **INTEGRATION** cab. de conseil juridique et fiscal., membre d'un réseau internat. ou corresp. Cab étrangers. Ecr. sous réf. 8215.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Analyste program. Connais. Cobol + GAP2 rech. emploi motiv. T. : 48-28-54-83.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
signale la corrigendum suivant suite à une erreur qui s'est glissée dans la publication de l'annonce pour un
CHEF D'UNITE (m/f)
niv. A-3 réf. 4T/89
publiée le 9-2-1989 :
La condition d'admission qui concerne la formation des candidats éventuels devait se lire à l'instar du texte publié dans toutes les autres versions linguistiques :
« b) posséder un diplôme universitaire ou une expérience professionnelle du niveau équivalent ; »
Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae (accompagné des pièces justificatives) au plus tard le 22-3-1989, à l'adresse suivante :
COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
Division recrutement
Rue de la Loi, 200
B - 1049 BRUXELLES
en précisant la référ. 4T/89.

RECRUITMENT FOR WORK OVERSEAS

PRE-IRAN GULF-INDONESIA

CONTROLERS INSTRUMENTISTS

Experienced on system HONEYWELL TDC 3000
Contract minimum 1 year

Send CV + photo for interview
EURO TECH
222, rue Solférino,
59000 LILLE.

Cherchons personne ou entreprise en rapport avec le secteur de l'enseignement pour développer la fonction de représentant principal de notre cours d'espagnol pour étrangers en France.
Il s'agit de coordonner toutes les inscriptions dans votre pays.
Ecrire à : Instituto Europeo de Idiomas, passeig de Sant Joan, 110 1° 1ª, 08037 BARCELONE, Espagne.

représentation offres

ECOLE DE LANGUES DE CHAMONIX
rech. AGENTS pour prospection marché européen et nord-américain pour ventes séjours linguistiques.
Tél. : 43-42-12-12
M. Chatron-Michaud.

travail à domicile

Ingénieur diplômé Grande-Bretagne, dispon. pour RÉDACTION, TRADUCTION TECHNIQUE. 42-08-20-36 (répond.-tra.).

Le Monde CADRES

INGENIEURS COMMERCIAUX

Le leader Européen de la communication informatique sur ethernet crée sa filiale française en île de france sud.

Nous vous confierons un catalogue complet de produits réseaux.

Autonome et créatif, vous êtes expérimenté ou débutant.

Vous saurez responsable d'une cellule de marché dont nous fixerons ensemble les objectifs. Expérience des O.E.M. distributeurs sera appréciée.

Rémunération composée d'un fixe et d'une commission.

Anglais écrit et parlé indispensable.

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à :

Didier Bourgeot
Spider Systems SA
8 rue Cisarosa
75116 PARIS

SPIDER SYSTEMS

L'INSTITUT RÉGIONAL DU TRAVAIL SOCIAL POITOU-CHARENTES
recrute
UN ATTACHÉ DE DIRECTION
chargé d'assister le Directeur Général de l'IRTS pour l'ensemble des tâches d'administration, de relations avec les partenaires conventuels de l'IRTS.
- Compétences en Droit et/ou Administration Economiques et Sociale (niveau 3e Cycle universitaire) requises.
- Qualités de rédacteur nécessaires.
- Bonne connaissance de l'action sociale et de son organisation souhaitable.
- Rémunération selon Convention Collective Nationale de Travail de 1966 (secteur cadre).

Adresser candidature, C.V. détaillé et copies de diplômes à :
Monsieur le Directeur général de l'IRTS,
1, rue Georges-Guynemer, BP 215,
86006 POITIERS Cedex,
avant le 15 avril 1989.

— Vous aimez le défi quotidien.
— Vous souhaitez évoluer rapidement.
— Choisissez un métier passionnant et rémunérateur. Tél. pour rv : 45-53-20-00. P. 102.

Sté ingénierie recherche
INGÉNIEUR
pour calcul de structures par El. finis. SYSIM, 9, rue Benoît-Malon, 92156 Suresnes Cedex.

INGÉNIEURS
Grandes écoles ou universitaires (bac+ 4) en thermique, combustion et aérodynamique, débutants acceptés.

INGÉNIEUR
A.M.-INSA ou équivalent, 2 à 3 ans expérience en B.E.
Envoyer C.V. à ESSAIR 129, rue du Fg-Poissonnière, 75009 Paris.

COMPTABLE 2e ÉCH.
Connais. informatiques indispensables. Poste évolutif, à pourvoir de suite à Neuilly/Marne (93). S'adr. cabinet D.M.P., M. Poinsot, 3, rue de Metz, 75010 Paris. 42-46-00-64. Jour de réception unique sam. 18/03, de 9 h à 18 h.

Revue spécialisée en électronique Paris, recherche collaborateur(trice) technique, BTS électron. exigé. Env. CV + photo + prét. Ecrire sous le n° 6034 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

SVT OCCAJ
recrute pour sa saison d'été
DES ANIMATEURS
ADULTES
Ils auront la responsabilité de la programmation et de l'animation de l'hôtel ou du village de vacances. Expérience exigée. BAFA s'abstenir. Recrutement sur Paris et Lyon. Envoyer CV, lettre de motivation et photo à OCCAJ, animation adultes, 95, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

secrétaires
QUOTIDIEN DÉPARTEMENTAL
cherche
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION DÉBUTANT
(Locale et informations générales)
Adr. lettr. manusc. CV s/n° 5225 à *Le Monde Publicité* 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
bagues romantiques
— 20 %
ACHAT OR
GILLET, 19, rue d'Arcole
75004 Paris. 43-54-00-83
FAITES PLAISIR.

Antiquités

POUR DÉCORATION ACHÈTE A VOTRE PRIX MEUBLES, OBJETS ART
EMPIRE
43-87-92-80
62, bd Malesherbes, 8e.
Paiement comptant.
Tout déplacement gratuit.

Arts

Y. BALLIF
GRAVURES
LA NOUVELLE GRAVURE
42, rue de Seine, 6e.

Bijoux

ACHAT OR BIJOUX
Brillants, pierres précieuses.
PERRONO OPÉRA
4, Chaussée-d'Antin
ETOILE, 37, av. V.-Hugo.

Décoration

L'ENTREPOT DU CANAPÉ
Les 17 et 18 mars vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nombreux modèles en cuir et tissu. Par exemple, canapé 3 places entièrement déhoussable 2.490 F.
Canapé 3 places cuir pleine fleur aniline 8.900 F au lieu de 17.400 F. Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles.
Entrepôt Porte de Pantin
28, rue des 7-Arpents
Le Pré-Saint-Gervais
Tél. : 48-44-83-91
Ouvert de 10 heures à 19 heures.

KITCHENETTE Liliput
1 m, 3.400 F. Cabine de douche, 2.000 F. Sanitor, 21, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6e. 42-22-44-44.

Jeune fille au pair

LONDRES. Méd. ch. étud. 23 a. min., expé. enfts exigée. N/fam., perm. de cond. S. sal., appart. ind., 1 an min.
Tél. : (19) 44-1-906-0885.

Stages

PAQUES-ETE STAGES INTENSIFS
(anglais-allemand)
en ANGLETERRE ou en ALLEMAGNE
5e à terminale + stages Bac oral, Bac écrit, Bac C (anglais/maths)
EUROLANGES
Tél. : (1) 40-28-00-65.

STAGE D'ANGLAIS
OPTION MUSIQUE
PAYS DE GALLES
1er au 22 août, 2e, 1er, term., étudiants, conférences, travail musical, concerts, cours d'anglais, excursions.
EUROLANGUES
Tél. : (1) 40-28-00-65.

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE HOTEL
200 chambres simples
£ 100 par semaine demi-pension.
Renseign. : 172 New Kent Road
LONDON SE1 4YT - GB
Tél. : 19-44-1-703-41-75.

COURCHEVEL 1850
Croisette, pieds des pistes, studio 22 m², balc. sud-ouest 6 m², éq. 4 personnes, aménag. et meubles incl.
Tél. : 42-94-28-34.

AVORIAZ
Loue ds rés. hôt. appt 5 pers, vac. print. fort., sport incl. Tél. 91-88-13-63.

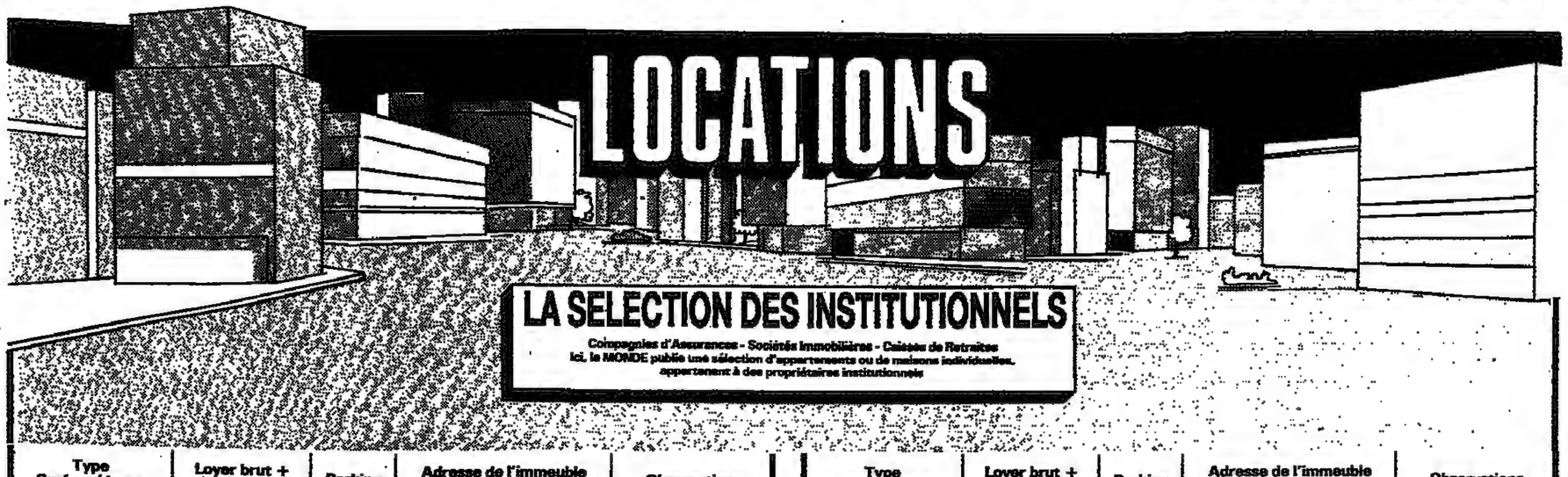
CHAMROUSSE. Studio, 2 sem. Pâques : 1 600 F l'une, 3 000 F les deux. 48-83-21-00 ou (16) 92-57-02-52.

LOC. LA NORMA
Pied des pistes, p. 4 pers.
Tél. : 48-77-89-81 (soir).

LE LAVANDOU L'OUE
Gde villa, prox. plage.
(16) 90-94-07-02.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



LOCATIONS

LA SELECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles, appartenant à des propriétaires institutionnels

PARIS - 3e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations
2/3 Pièces 61 m², 5e étage	6 500 720	OUI	8, rue de Hesse SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. indiv. électr. Pche place des Vosges

PARIS - 4e ARRONDISSEMENT

2 Pièces 55 m², 3e étage	4 950 904		18, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44	Imm. XVIIe rénové, chauff. collectif

PARIS - 12e ARRONDISSEMENT

4 Pièces 90 m², 2e étage	6 870 670	OUI	13, rue de la Lancette LIPE/GAN 43-45-21-51	S./pl. et tél. : jeu., ven., sam., de 11 à 13 h, chauff. indiv. électr.

PARIS - 13e ARRONDISSEMENT

3 Pièces 61 m², 4e étage	3 900 698	OUI	12, rue du Moulin-de-la-Pointe SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. ind. gaz. Imm. récent
5 Pièces 105 m², 2e étage	10 250 1 000	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE/GAN 45-35-75-19	S./pl. et tél. : lun., 11-13 h, mer., 11-13 h, et 14 h 30-19 h chauff. indiv. électr.
4 Pièces 85 m², 5e étage	9 300 900	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE/GAN 45-35-75-19	S./pl. et tél. : lun., 11-13 h, mer., 11-13 h, et 14 h 30-19 h, indiv. électr. + terrasse
4 Pièces 113 m², 4e étage	11 300 1 100	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE/GAN 45-35-75-19	S./pl. et tél. : lun., 11-13 h, mer., 11-13 h, et 14 h 30-19 h, chauff. indiv. électr.

PARIS - 15e ARRONDISSEMENT

4 Pièces 93 m², 5e étage	8 720 850	OUI	48, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	S./pl. et tél. : lun., jeu., ven., sam., 15-19 h, chauff. indiv. électr.
3 Pièces 82 m², 1er étage	6 480 630	OUI	46, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	S./pl. et tél. : lun., jeu., ven., sam., 15-19 h chauff. indiv. électr.
5 Pièces 130 m², 6e étage	13 530 1 320	2	46, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	S./pl. et tél. : lun., jeu., ven., sam., 15-19 h chff. ind. élec., duplex

PARIS - 16e ARRONDISSEMENT

Studio 28 m², 2e étage	4 200 893	OUI	60/62, av. Henri-Martin GCI 40-16-28-70	Chauff. coll. gaz
3/4 Pièces 90 m², 2e étage	7 500 1 672		4/6, rue Charles-Dickens SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Me Passy
2 Pièces 70 m², 5e étage	4 900 1 100		135, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	Me Exelmans

PARIS - 17e ARRONDISSEMENT

5 Pièces 147 m², 5e étage	14 500 670		7/9, place des Ternes AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Imm. ancien
5/6 Pièces 142 m², 9e étage	14 900 2 862		185/187, bd Malesherbes SAGGEL 47-42-44-44	Pche place Wagram

PARIS - 19e ARRONDISSEMENT

4 Pièces 88 m², 1er étage	4 920 1 030	OUI	10, rés. Belleville AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.-v.
2 Pièces 50 m², 10e étage	2 900 706	OUI	15, allée des Eiders SGI/CNP 42-41-52-48	Chff. coll. Me Crimée. Vis./r.-v., 8-12 h, et 14-20 h. Balcon

PARIS - 20e ARRONDISSEMENT

2 Pièces 67 m², r.-de-c.	3 500 998	OUI	14, rue Lisfranc SGI/CNP 47-97-95-43	Ch. coll. Me Gambetta, Vis./r.-v.
3 Pièces 79 m², 4e étage	4 908 887	OUI	19, rue des Balkans SGI/CNP 43-67-05-36	Chauff. indiv. Me Pte-Bagnolet. Vis./r.-v.

78 - YVELINES

5 Pièces 111 m², 3e étage	11 600 1 640	OUI	Saint-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-70	Vue directe sur parc

78 - YVELINES

5 Pièces 119 m², 1er étage	6 660 1 370	OUI	Versailles Grand Siècle 20/22, promen. Mona-Lisa AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.-v.
2 Pièces 51 m², 4e étage	2 650 720	OUI	Versailles Grand Siècle 20/22, prom. Mona-Lisa AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif. Vis./r.-v.
4 Pièces 102 m², 2e étage	5 440 1 300	OUI	Versailles Grand Siècle 20/22, prom. Mona-Lisa AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif. Vis./r.-v.

91 - ESSONNE

4 Pièces 76 m², 3e étage	3 350 899	OUI	Gif-sur-Yvette Rés. les Grandes-Coudraies GCI 40-16-28-70	Dans parc. Chauff. collectif
3/4 Pièces 97 m², 5e étage	2 900 1 100		Ris-Orangis, Le Theuillerie GFII 69-06-21-37	Chauff. collectif Parc, prox. centre commercial

92 - HAUTS-DE-SEINE

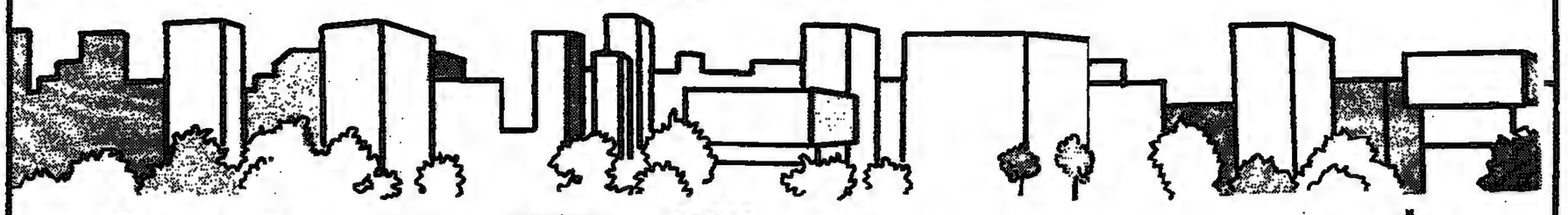
3 Pièces 66 m², 6e étage	4 000 1 202		Boulogne 95, av. Pierre-Grenier SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Me Pte-de-Saint-Cloud
4 Pièces 102 m², 4e étage	5 250 1 460	OUI	Bois-Colombes 11/17, rue Gal-Leclerc AGF 42-44-00-44	Dble séjour, 2 chbres chauff. ind., balcon Pche gare. Vis./r.-v.
2 Pièces 58 m², 4e étage	3 500 766		Boulogne 3, av. J.-B.-Clément SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif. Bois Boulogne
2 Pièces 50 m², 4e étage	2 900 950	OUI	Clichy 9, impasse Barbier SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Imm. récent
4/5 Pièces 116 m², 6e étage	5 800 1 900	OUI	Clichy, 7, rue Foucault SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Imm. récent
Studio 41 m², 1er étage	3 000 230	OUI	Courbevoie, 2, av. du Parc, place Charras AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Imm. récent. Vis./r.-v.
3 Pièces 69 m², 12e étage	4 800 400	OUI	Courbevoie, 2, av. du Parc, place Charras AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Imm. récent. Vis./r.-v.
4 Pièces 85 m², 4e étage	5 650 742	OUI	Courbevoie, 3, place Charras AXA 40-75-59-26	Chauff. individuel
5 Pièces 103 m², 4e étage	6 650 857	OUI	Courbevoie, 3, pl. Charras AXA 40-75-59-26	Chauff. individuel, Libre au 31-03-89
2 Pièces 60 m², 7e étage	3 250 790	OUI	Levallois 148/150, r.du Pt-Wilson AXA 40-75-59-26	Chauff. collectif
2 Pièces 51 m², 2e étage	3 700 600	OUI	Levallois, 60, rue Rivay AXA 40-75-59-26	Libre au 31-03-89
6 Pièces 224 m², 3e étage	28 000 4 260	OUI	Neuilly, 74, rue de Chizy GCI 40-16-28-70	Chauff. collectif
2/3 Pièces 86 m², 7e étage	7 740 1 382		Neuilly 39, boulevard du Château SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif, Vue dégagée, soleil
3 Pièces 78 m², 14e étage	5 050 1 045	OUI	Puteaux 12, square L.-Blum AGF 42-44-00-44	Vis./r.-v.
4 Pièces 82 m², 2e étage	4 850 740	OUI	Puteaux, 1, rue Volta AGF 42-44-00-44	Imm. récent, chauff. indiv. Vis./r.-v.
3 Pièces 72 m², 3e étage	5 550 470	OUI	Saint-Cloud 2/8, square Ste-Clotilde AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv., imm. réc., pche gare et mairie. Vis./r.-v.

PROVINCE

44 - LOIRE-ATLANTIQUE

4 Pièces 96 m², 4e étage	5 100 450	OUI	Nantes 68, bd Meunier-de-Querion, LES NOUV. CONSTRUCT. 40-76-03-91	1re occupation, imm. grand stand., tennis, prestations de luxe, terrasse
6 Pièces 96 m²	5 400	OUI	Nantes/Orvault Les Domaines d'Orvault LES NOUV. CONSTRUC. 40-94-98-28	1re occupation, maison de haut standing, dans parc centenaire, tennis, terrasse

INSTITUTIONNELS
pour paraître
dans cette rubrique,
composer 45-55-91-82,
poste 4324.



AGF · AXA · gan assurances · GENERALI · Gfii · LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS · saggel vendôme · SGI-CNP

REPRODUCTION INTERDITE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Achats

PARIS 8e – 16e – 17e, de 80 m² à 300 m².

J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

Ventes

SÉLECTION RICHARD ELLIS
45-63-08-08

VENTE PTE CLIGNANCOURT
5 500 m², imm. + park.

LEVALLOIS/ CHAMPERRET
1 400 m² + parking disponible 3e trim. 89.

RECHERCHONS POUR AMBASSADES, Hôtels particuliers à l'achat, 500 à 1 500 m².

J. DE MONCAN SA
45-6317-63.

Locations

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex.
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-68-50 +

SIÈGE SOCIAL
Bux équipés, ts services Démarches R.C. et R.M. SODEC SERVICES Chps-Elysées 47-23-55-47 Nation 43-41-81-81

MONTPARNASSE
Bux, salle de conférence, domiciliation, telex, fax. Tél. : 43-06-14-43.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM Constitution de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.
43-55-17-50.

SANS REPRISE

NEUILLY
135 m², 27 000 F/mois.

BOURSE
70 m², 15 000 F/mois.

GEORGE-V
80 m², 15 000 F/mois.

EUROPE
45 m², boutiques, bureaux relais neuf, 10 500 F/mois.

NATION
60 m², 6 300 F/mois.

GRISS : 42-81-22-30.

SAGGEL VENDOME
45-22-38-00

PARIS 19e
rue des Ardennes
Bureaux : 420 m² et 140 m², parking – RIE.

PARIS 8e
avenue des Champs-Elysées 500 m²
rue de La Boétie Bureaux : 702 m² et 249 m², parfait état. Rue Tronchet 200 m² cession.

PARIS 1er
Rue de Rivoli 1 600 m² divisibles.

BOULOGNE
Tête Pont-de-Sèvres 420 m² 7 parkings – RIE

SURESNES
Bureaux activités à partir de 370 m².

NANTERRE
Avenue Joliot-Curie 510 m² + 104 m² de réserves. 30 parkings – RIE.

AXE ÉTOILE
150 m RER Nanterre Préfecture 9 400 m² – plateaux de 800 m². Parkings – RIE.

LES ULIS
Bureaux et entrepôts 4 500 m².

8e – COLISÉE
DOMICILIATIONS CONSTITUTIONS STÉS BUREAUX et TOUS SERVICES
A.F.C. 43-59-20-20

AV. IÉNA, 250 m²
Disponibles mai, fonctionnels, parking.
Jean Turon
43 59 06 06

CIDES
DES ADRESSES DE PRESTIGE POUR VOTRE SIÈGE, OU VOTRE ANTENNE A PARIS
VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ETOILE
DANS NOS CENTRES D'AFFAIRES
★ AV. CHAMPS-ELYSÉES
★ AV. VICTOR-HUGO
★ R. DE PONTHIEU, 8e
★ ETOILE IÉNA, 16e
★ PASSY TROCADERO
Bux équ. 1/2 J., secrét., téléph. Serv., Télex, Fax, Eurosignal. DOMIC. : 190 à 390 F/M. CONST. DE SOCIÉTÉS
CIDES 47-23-82-10

SÉLECTION RICHARD ELLIS
45-63-08-08

QUARTIERS D'AFFAIRES

PARIS-8e

MIROMESNIL
Marché de l'Europe 2 X 117 m², rénovés imm. p. de taille.

GEORGE-V
416 m², plateau moderne, 5 park., dispon. immédiat.

LISBONNE
230 m², 8 bux rénovés, standing.

CHAMPS-ÉLYSÉES
500 m² divis., disp. immédiat.

RUE DE PRESBOURG
1 885 m² + park., rénov. except. Disp. immédiat.

SÉLECTION RICHARD ELLIS
45-63-08-08

MADELEINE
746 m², sup. imm. sur jardin, plateaux divis. décloisonnés.

MONCEAU
1 115 m², imm. récent, park., dispon. immédiat.

RD-POINT CHPS-ÉLYSÉES
1 236 m² sur 1 niv., lux et emplac. prestige.

R. DE LA V.-L'ÉVÊQUE
1 470 m² sur 2 nvx divis. cloisonn., parks.

SÉLECTION RICHARD ELLIS
45-63-08-08

PARIS-9e AUBER
300 m², au pied du RER, imm. pierre de taille.

CHAUSSÉE-D'ANTIN
386 m², rénovés, r.d.c. + 1er étage, entr. privat.

RUE DE MAUBEUGE
1 381 m², entièr. rénov., plgs, dispon. mars 89.

MARLY (78)
Imm. neuf indépend. 2 200 m² bure gd stand. divisibles à partir de 250 m², loyer attractif, disponibilité immédiate.

JEAN THOUARD et ASSOCIÉS
45-04-08-50.

SÉLECTION RICHARD ELLIS
45-63-08-08

RIVE GAUCHE

PARIS-15e JAVEL
600 m², hôtel particulier récov., à vdre ou louer.

MONTPARNASSE
3 240 m², divis. par 400 m², plcings, disp. immédiat.

QUAI ANDRÉ-CITROËN
1.952 m² + plgs, im. neuf, divis. en plateaux de 500 m², dispon. immédiat.

PORTE DE VERSAILLES
1.800 m² + plgs, divis. en plateaux 500 m², dispon. immédiat.

PORTE DE VANVES
3.500 m², divis. + plgs, dispon. immédiat.

PARIS-13e TOLBIAC
875 m² + parkings, imm. récent, disp. immédiat.

RICHARD ELLIS S.-S.-OUEST
45-63-08-08

ANTONY (200 m RER)
face parc de Sceaux. 3 100 m², divis/520 m², imm. nf, plgs, rest. entr., mai 89. 1 185 m², loc. ou vente, r.d.c. + 1er ét., plgs, rest. entr., dispon. mai 89.

VÉLIZY
429 m² + plgs, imm. récent, plateau clois.

LEVALLOIS
1 000 m² rénovés, divis./500 m² plgs. 1 400 m², imm. neuf, indép. + plgs. A louer ou à vendre. Dispon. déc. 89.

LEVALLOIS (PROX. PARIS)
450 à 4 000 m².

ISSY-LES-MOULINEAUX
5 500 m², imm. neuf, disponible 4e trim. 89.

RICHARD ELLIS OUEST
45-63-08-08

ASNIÈRES
600 m², bx, 375 m² activ., imm. nf, indép., plgs.

BOULOGNE
2 000 m² divis., imm. neuf + parkings.

1 000 m², divis. par 300 m², imm. neuf + plgs. Disponible immédiat.
1 800 m², imm. neuf, indép., parkings, dispon. juillet 89.

EXCEPTIONNEL : 920 m² sur un plateau, imm. neuf + plgs et rasseur. entrepr. Gd stand.

OPÉRA
Bureaux prestige équipés, salle de réunion, domiciliation, téléphone, télécopie, télex. Tél. : (1) 42-60-01-60.

BOULOGNE : 1 500 m² + plgs et 250 m² – divisibles.

ASNIÈRES : METRO – Plgs 185 m² – 410 m² – 600 m²

PARIS 8e : 900 m² à 3 000 m²

Av. HOCHE : 100 m² profession.

16e – PROX. LONGCHAMP 200 m² + parkings

Mo PASSY : 60 m²

MIROMESNIL : 180 m²

PANTIN : 370 m²

LA BOÉTIE : 130 m²

BOULOGNE : 160 m²
Mo Marcel-Sembat, précaire

SAINT-AUGUSTIN : 40 m²

AUBER : 330 m²

PROX. OPERA-BASTILLE 530 m² ens. divis. libre rapidement

CLICHY RER : 400 m² + 600 m²

ÉTOILE : 1 900 m² H.P. + 45 plgs

16e : 700 m² H.P.

COURBEVOIE : 550 m² divis.

PROX. PARC VILLETTE : 1 230 m²

J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
MESSAGERIE, TELEX, FAX permanence téléphonique création de société
1 F??? : 48-05-70-06.

DOMICILIATION 8e
Bureaux, télex, télécopie
AGECO. 42-94-95-28

LES OLYMPIADES
RIVE DROITE, PRÈS DE GARE 4 500 m² BUREAUX DIVISIBLES
FEAU HAMPTON
40-08-10-50

fonds de commerce

Ventes

CŒUR DE PARIS LUXE HOTEL ★★★. Murs et fonds., 83 chbres, px just. Idéal invest. 47-57-50-32.

Vends ensemble ou séparément 2 MAG. DE SURGELÉS TOUT ÉQUIPÉS
Aubervilliers 200 m² 38 m vitrine, Px : 560 000 F
Stains, centre-ville 100 m² 540 000 F. 43-52-68-20. B. Bur.

CENTRE BRUXELLES, BRASSERIE-RESTAURANT

Etablissement existant depuis 1955, 140 pl. assises + 40 pl. terrasse (oblig. brass. + petite restauration).

Prix 28 Mio Fb.
Renseignements : EAPI 1008, Chaussée de Wavre – 1160.
Bruxelles F. : (32-2) 733-38-19 T. (32-2) 734-03-22.

locaux commerciaux

Achats

RECHERCHE POUR EXTENSION
Boutique 60 m² à 140 m² belles façades désirées. Quartier : 16e AUTEUIL, 16e ÉTOILE, 8e ÉTOILE, 17e ÉTOILE. Très urgt MURS SOUHAITÉS Etudions vos propositions
45-24-25-25

Ventes

PROX. VAUGIRARD : 295 m²

J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

Locations

PARIS NORD II
1 500 m² act. stockage 500 m² de bureaux
SOCOMIE COMMERCIALISATION ET RENSEIGNEMENTS : 15, rue des Saules 92000 NANTERRE Tél. : 47.78.17.46

NANTERRE-A 86
PARC D'ACTIVITÉS 280 m² d'activités 290 m² bureaux Disponibilité immédiate.
SOCOMIE COMMERCIALISATION ET RENSEIGNEMENTS : 15, rue des Saules 92000 NANTERRE Tél. : 47.78.17.46

PARC EVOLIC COURTABEUF LES ULIS
600 m² d'entrepôts + 200 m² de bureaux 100 à 700 m² de bureaux
SOCOMIE COMMERCIALISATION ET RENSEIGNEMENTS : 15, rue des Saules 92000 NANTERRE Tél. : 47.78.17.46

PARC EVOLIC RUNGIS SILIC
Bureaux disponibles à partir de 200 m².
SOCOMIE COMMERCIALISATION ET RENSEIGNEMENTS : 15, rue des Saules 92000 NANTERRE Tél. : 47.78.17.46

LA DÉFENSE B
Idéal SAV informatique 369 m² de high-tech et de bureaux.
SOCOMIE COMMERCIALISATION ET RENSEIGNEMENTS : 15, rue des Saules 92000 NANTERRE Tél. : 47.78.17.46

TOLBIAC MASSENA
CENTRE D'AFFAIRES ET D'ACTIVITÉS
40 600 m² d'activités et de bureaux divisibles Quai de la Gare, Paris 13e.
SOCOMIE COMMERCIALISATION ET RENSEIGNEMENTS : 15, rue des Saules 92000 NANTERRE Tél. : 47.78.17.46

Entrepots

Achats

SAGGEL VENDOME
45-22-38-00

GARGES-LES-GONESSE
3 300 m²

NANTERRE
Rue Noé-Pons, 6 386 m², RER Nanterre Université.

PARC EVOLIC EVRY VILLE NOUVELLE
– Entrepôts grande hauteur 7,50 m :
● 2 880 m² d'entrepôts disponibles en 2 lots
● 250 m² d'entrepôts + 200 m² de bureaux
● 1 000 m² d'entrepôts + 400 m² de bureaux
● 2 200 m² d'entrepôts – 100 m² de bureaux disponibles immédiatement
SOCOMIE COMMERCIALISATION ET RENSEIGNEMENTS : 15, rue des Saules 92000 NANTERRE Tél. : 47.78.17.46

boutiques

Ventes

ILE ST-LOUIS
Vend murs bar américain en SCI. Prix : 950.000 F. BABIER – 42-60-70-80

BEAUBOURG : 230 m², possibilité de location.

J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

Locations

SAGEL VENDOME
45-22-38-00

PARIS 15e
Rue Edmond-Roger, 43 m²

PARIS 14e
Rue de l'Ouest : 88 m²
Rue du Texel : 38 m²

PARIS 8e
Galerie du Claridge. Niveau inférieur 75 m² + réserves.

GARCHES
« LA VERBOISE »
RDC 160 m² – SS 76 m²
2 parkings

SAINT-DENIS
375 m² + 52 m² mezzanine

COURBEVOIE LA DÉFENSE
Les Damiers 146 m²

CHATOU
CHAMPS-ROGER
5 locaux de 30 à 350 m²

8e – Galerie d'Art 170 m², sans pas de porte.

J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

Mo JAVEL : 124 m² – Plgs

J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

EXCEPTIONNEL

A LOUER EN PLEIN CENTRE DE GENÈVE

Carrefour international des affaires

1 000 m² de LOCAUX COMMERCIAUX

Situés au rez-de-chaussée, 1er et 2e étage d'un immeuble de haut standing climatisé. Entièrement agencés et équipés (téléphone, télex, téléfax...), ces locaux bénéficient en plus d'un système de sécurité (normes bancaires) ainsi que de coffres-forts.

Libres à partir de janvier 1990.
Veuillez envoyer vos offres à :
MRK Consulting
Air-Center Vernier
Case postale 464
CH-1215 GENÈVE-15 – AEROPORT.

Pour paraître dans cette rubrique

« BELLES PROPRIÉTÉS »

Contacter : 45-55-91-82 poste 43.24.

Les Belles Propriétés du Monde

URGENT–DOUBLE EMPLOI

Loire-Atlantique, proche Vendée, Challans St-Jean-de-Monts, plaine nature, maison facile à vivre, à entretenir, 150 m² sur terrain 1 ha 3000. Entrée, cuisine, grd séjour, cheminée, 3 chbres, 1 s.-de-bns, 1 salle d'eau, 2 w.-c., chauf. central fuel. Garage 2 voitures, dépendance 350 m², limite propriété, usage élevage ou autre avec eau, électricité, w.-c.

Prix : 700 000 F.
Tél. (16) 40-78-55-60.

Plain pied, entrée, séjour 50 m² en L, cuisine américaine, 4 chbres, s.-de-bns, w.-c., s/sol total, garage, terrain clos, 4 136 m².

Prix : 1 470 000 F TTC.

SA groupe GBS.

16-44-53-26-96.

QUERCY

Causse de Limagne

Maison centenaire partiellement restaurée 136 m², 6 pces, 2 souillardes, cave. Grange 145 m², four à pain. Electricité, téléphone, eau par citernes. 32 ha, Près et bois. Alt. 260 m, vue étendue. Isolement et tranquillité 680 000 F.

Téléphone : 65-35-75-41.
Réf. 638.

Maison en L.

Entrée, séjour double en L, cuisine aménagée, 5 chambres, salle de bains, w.-c., grenier 60 m², sous-sol total, garage, jardin 978 m².

Prix : 1 360 000 F.

16-44-53-28-96.

Région de JOIGNY 89

140 km Paris, site valonné, orée village. Parc aménagé 3 600 km². Belle propriété 150 m² env. plain-pied, restauration de qualité, ptes tuiles, gd séj. cheminée, poutres, 3 chbres, s.d.-bns, w.-c., cuisine, esc., fenêtres en chêne, dble vitrage, parfaite isolation, chauff., écuries. 810 000 F, crédit vendeur possible. (1) 46-51-96-34.

CHAUMIÈRE

Entrée, séjour, salon avec cheminée, cuisine aménagée, 3 chambres, salle de bains, w.c., sous-sol total, lingerie, garage, terrain 1 100 m².

Prix : 1 575 000 F.
Ag. nº 1-16-44-53-28-96.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1er arrdt

PROCHE R. ROYALE (1er)
Part. vd 4-5 p., joli imm. 18e siècle, 1er ét.
Prix : 2 900 000 F
Tél. : 42-60-16-78.

ETIENNE MARCEL
PLEIN CTRE DES HALLES
2 P., 50m² s/cour, 1 100000F
TRANS OPERA 48-22-80-43.

RUE DU JOUR
VUE ST-EUSTACHE
Très gd 2 P impec., env. 80 m², bel intér. chemne, 1 900 000 F.
40-28-42-47 ou 40-28-42-74.

MADELEINE
4 P., 100 m² env. 3500000 F
TRANS OPERA 48-22-80-43.

2e arrdt

2e Mo BONNE-NOUVELLE
GRAND 2 P., cuis., bains
SOLEIL CALME
RUE ET COUR
750 000 F - 43-27-81-10.

2e Mo BONNE-NOUVELLE
FACE REX, pierre de t. ravalé - BEAU STUDIO, ref. cuis., bains, WC, asc.
340.000 F. Crédit possible.
48.04.84.48.

BOURSE VIVIENNE
Imm. classé pierre de taille
Beau 2-3 p., cuis. équipée, tt cft, poutres, ascens.
1 290 000 F. 48-04-85-85.

3e arrdt

3e MARAIS PROCHE MAIRIE
superbe studio s/rue, cuis., s.-de-bns, wc, poutres
CARACTÈRE. 440 000 F
créd. poss. 48-04-84-48.

MARAIS 3e, pr. Pl. des Vosges
RARE
dans anc. hôtel particulier app. 80 m², 4e ét., ds. expo. travaux d'aménag. à prévoir
Prix 2 200000 F CABINET DOLEAC, 42-33-61-15.

RUE SAINT-MARTIN 3e
DUPLEIX 66 m²
3e ét., CHARME Px 1210000
DOLEAC - 42-33-61-15.

4e arrdt

ILE ST LOUIS
Triplex de charme 120 m²
JOHN ARTHUR ET
TIFFEN 45-62-04-66.

MARAIS
DBLE LIVING + CHBRE
Rue et jard. 1 800 000 F.
PLURIMMO 48-48-25-01.

CŒUR DE PARIS
Pierre de t. 90 m², balcon, cheminée. 42-78-88-58.

BASTILLE Pierre de T., 180 m² + service, 3e ét., asc., parf. état, beaux volumes. 43-26-73-14.

5e arrdt

CENSIER-DAUBENTON
BEAU 2 P. 920 000
Bel appt bien distribué. Entrée, séjour, chbre, cave. Bon immeub. 48-04-35-35.

CONTRESCARPE, MAIS. 17e
4 chbres, gd séj., 4 bains, park.,
220 m² + TERRASSE
Matin : 47-03-32-44.

PR. PANTHÉON
Très rare, récent. récept., 4 chbres., 3 bns, park.
3 450 000 F. 43-36-82-00.

JARDIN DES PLANTES 50 m²
Beau volume, parfait état
1 200 000 F. 43-26-73-14.

PORT-ROYAL, récent. beau 4 pces, tt cft, 92 m², 2 bns, park., dble
3 200 000 F.

PORT-ROYAL, pierre de t., liv. dble + chbre, cuis., bains, 50 m², état neuf.
Prix 1 320 000 F.

PORT-ROYAL, récent, stand., s/jard., studio, tt cft 30 m² cuis. séparée.
730 000 F
43-35-18-38

6e arrdt

RUE VAVIN 185 m²
stand. idéal prof. libérale
François Faure 45-49-22-70.

SÈVRES-BABYLONE
Imm. récent, bon standing, séj., 1 chbre, entrée, cuis., bns, 52 m² s/jdin (asc. E). 92, rue du Cherche-Midi, mercredi, jeudi 14 h-17 h

SÈVRES BABYLONE
2 pces 40 m², 920 000 F.
immeuble pierre de taille
PLURIMMO - 45-48-25-01

BD SAINT-MICHEL
Appt 73 m², bon état.
PRIX : 2 200 000 F.
TRANS OPERA 48-22-80-43.

RUE VAVIN 185 m²
stand., idéal prof. libérale
FRANÇOIS FAURE
45-49-22-70.

SÈVRES-BABYLONE
studio refait neuf, cuisinette, bains, 490 000 F. FRANÇOIS FAURE
45-49-22-70.

THÉATRE DE L'ODÉON
R. RACINE, 3 p. 70 m², charme, excellent état
FRANÇOIS FAURE
45-49-22-70.

RUE ST-SULPICE
imm. XVIIe, asc., dernier ét.
DUPLEX 110 m²
FRANÇOIS FAURE
45-49-22-70.

7e arrdt

VANEAU Imm. ancien
salon, s. à manger +
1 chbre 57 m², excel. état
FRANÇOIS FAURE
45-49-22-70.

PLACE BRETEUIL
Limite 7e
4 pièces 90 m²
Chambre de service 10 m²
DANS BEL IMMEUBLE P. DE T.
1er étage
Très clair et calme.
Tél. : 42-03-19-16.

URGENT
R. MONTTESSUY
Dble liv. 2 chbres tt cft
1er ét. rue. 46-34-13-18.

BRETEUIL 4/5 P.
IMMEUB. PIERRE DE T.
Salon s. à mang. 3 chbres.
PLURIMMO 45-48-25-01.

AVENUE DE SEGUR
Dans imm. récent, gd 2 p. 70 m², 4e ét., soleil, balc.
2 500 000 F MDC 47-00-02-22.

CHERCHE-MIDI
3/4 P., 110 m², imm. 18e
CHARME, CALME, SOLEIL
LARTIGUE 47-05-61-61.

RUE LACÉPÈDE Imm. ancien, 4e ét., asc., dble liv. + chbre, excellent état, lumière, calme 1 575 000 F.
FRANÇOIS FAURE.
45-49-22-70.

8e arrdt

VILLIERS, 4 PCES
Imm., p. de taille, asc., bains, cheminée, prof. libérale possible.
2 600 000 F.
GRISS 48-78-28-44.

BUTTE MONTMARTRE
Maison part., 380 m² env., jard., poss. professionnel
TRANS OPÉRA
46-22-80-43.

HOTELS PARTICULIERS ET APPARTEMENTS très gd stg à partir de 200 m², 7e, 8e, 16e, 17e.

J.M.I.
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63.

9e arrdt

N.-D. LORETTE
3 P., Appt de charme
PRIX : 1 610 000 F
PLURIMMO 45-48-25-01.

TRINITÉ 5 Pièces
BEL APPT SPACIEUX
pierre de taille, 5 250 000
PLURIMMO, 45-48-25-01.

9e, Mo CADET
RUE SAULNIER, BEAU 2 PCES
cuis., bains, imm. ravalé,
CLAIR, CALME.
580 000 F. 43-27-81-10.

9e Mo N.-D. LORETTE
Sacrifié vu urgence, beau 2 p./rue, cuis., s.-de-b., wc
Prix : 450 000 F
Créd. poss. 48-04-84-48.

10e arrdt

Mo CHATEAU-D'EAU
A SAISIR. 475 000 F
VRAI 3 PCES, TT CFT
3e ét. sur cour, bon imm., cave. 48-04-35-35.

PLACE DES VICTOIRES
Imm. ravalé, 2 p., env. 32 m², triple expo., poutres ét. élevé. Prix : 800 000 F
40-28-42-47 ou
40-28-42-74.

A SAISIR
idéal étudiante, bon plact, studette tt cft, 200 000 F.
40.28.42.47 ou 40.28.42.74.

11e arrdt

NATION R.E.R.
BEAU 2 PCES, cuis., tt cft, gardien, tables charges. 1er ét., clair, 347 000 F.
crédit - 43-70-04-84.

Mo LEDRU-ROLLIN
Imm. récent, except. beau 2 p. s/rue, cuis., tt cft., balc., asc., park. 860 000 crédit poss. 48-04-84-48.

BASTILLE poss OPÉRA
except., p. de t.
Beau 2 pces, cuis., tt cft, calme. 770.000 F crédit
48-04-84-48

RUE DU FG ST-ANTOINE
séj. + 3 ch. + bur. 120 m² env., poutres, cheminée.
FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70.

11e MÉTRO VOLTAIRE
Beau 2 p., refait neuf, cuis., tt cft, ascenseur.
Prix : 590 000 F
Créd. poss. 48-04-84-48.

12e arrdt

BASTILLE PR. GARE DE LYON, dans imm. pierre de t. 5 P. 130 m² env. + serv. gd stand. Px 3 150 000 F.
TRANS OPERA
48-22-80-43.

DAUMESNIL PRÈS MÉTRO
BEAU SÉJOUR +
cuis. tt cft refait mf.
chf pant. clair. 398 000
CRÉDIT 43-70-04-84.

PRÈS Mo CHARENTON
Studio, cuis., tt cft, cave, tables charges. 2e ét., s/jardin exp. sud. 268 000 F.
crédit - 43-70-04-84.

NATION, 6 PCES, 105 m². Réc., caine, séj. dble, 3 chbres, 2 bns, cuis. amén., cave, park., balc. 2 300 000 F.
43-70-01-52 (8 h-20 h).

12e AV. DAUMESNIL
PROCHE BOIS, beau 3 p., cuis. tt cft. VUE DÉGAGÉE.
760 000 F
Créd. poss. 48-04-85-85.

NATION/BEL-AIR
Bel ancien rav., quart. comm., 3 p., entrée, cuis., bains, w.-c., ch. ind., tables ch., interphone, 1060000 F à débattre - 40-37-76-32.

25 m² TERR., DAUMESNIL
belle résidence, 8e et dernier étage, ascenseur, 3 p., cuis. tt conft, park., 1785000 F.
MAS IMMOBILIER 43-45-65-53.

PTE DORÉE, belle résidence récente 3/4 p., cuis., tt cft, balcon, park., 1750000 F.
MAS IMMOBILIER 43-45-65-53.

MICHEL BIZOT PRÈS Mo, résidence récente, 3 p., cuis. tt cft, blacon, 3e étage, asc., parking. Prix 1625000 F.
MAS IMMOBILIER, 43-45-65-53.

DAUMESNIL dans imm. récent très beau studio 30 m² env. ét. élevé, vue dég., état exc., 620000F.
TRANS OPERA 48-22-80-43.

LEDRU-ROLLIN
Studio tt cft, 25 m² env., clair, prix : 390 000 F
TRANS OPÉRA : 48-22-80-43.

GARE DE LYON (PRÈS)
bon imm. 3 p., cuis., bains
URGENT. 46-34-22-78.

14e arrdt

MÉTRO ALÉSIA
GÉNÉRAL LECLERC, 2 P., ref. nf. Bains, cuis., soleil.
810 000 F. 43-27-81-10.

14e PRÈS ALÉSIA
RAVISSANT PIED A TERRE
2 P. cuis. américaine, bns, mezzan., cheminée
670 000. 43-27-81-10.

ALÉSIA 4 P., 100 m² + terrasse 28 m², Imm. récent vue panoramique s/Paris.
Prix : 3 150 000 F.
TRANS OPERA 48-22-80-43.

ÉTUDE DUVERNET
EXPERTISE GRATUITEMENT
VOTRE APPARTEMENT
45-41-11-00.

PRÈS DENFERT, gd stand., liv., 3 chbres, 112 m², cuis. équipée, 2 bns, vue dégagée, terrasse 100 m², parking
PRIX 4 100 000 F

PRÈS PARC MONTSOURIS
Récent stand. 4 P. tt cft, 2 bns, 103 m², parking.
PRIX 2 300 000 F
43-35-18-36.

15e arrdt

Mo SÈVRES LECOURBE
A SAISIR 50 m²
non conventionnel, cuis., douche, clair, calme.
820 000 F. 43-27-81-10.

Prox. Sq. G.-BRASSENS
85 m² + balc. + park. bon plan
2 100000 F - 43-25-73-14.

BIR HAKEIM imm. ancien, 2 p. en duplex, lumière, charme, refait neuf.
890000 F. FRANÇOIS FAURE
45-49-22-70.

OLIVIER DE SERRES 2 p. 49 m², 3e ét., asc., s/cour, tt cft.
Px 830000F. 42-60-65-65.

CONVENTION
Imm. récent, stding grd studio + balc., park. possible
FRANÇOIS FAURE
45.49.22.70.

16e arrdt

PLURIMMO
BEAU STUDIO, 6e asc. SOLEIL. Refait 795 000 F

VICTOR-HUGO, 2 PCES
IMM. STANDING, 4e asc.
Vue s/jardin, 1 160 000 F

ATELIER ARTISTE, 3 pces 4e, asc., soleil 2 300 000 F

PRÈS TROCADÉRO, 4 pces
Vue dégagée, 2 900 000 F

THÉOPH.-GAUTHIER, 5 p.
Dble liv., 3 ch., 3 500 000 F
45-48-25-01.

M.-ANGE, 595 000 F
EXCEPTIONNEL
BD MURAT, 2e ét., bon imm., 2 PCES, sal. d'eau, w.-c. à insr., cave, gardien, digicode. 48-04-35-35.

16e, BD MURAT
VUE SUR SEINE
BEAU 2 PIÈCES
cuis., bains, pierre de t.
980 000 F. 43-27-81-10.

Mo ETOILE, EXCEPT.
Imm. ravalé 1er ét., s/rue, studio se composant de 1 pce, cuis. équipée, bains, w.-c. 639 000 créd.
48-04-08-60.

MARCHÉ DES NOTAIRES
90, AV. HENRI-MARTIN
Façade pierre de taille, 7 P., 294 m² env., 2e étage + 3 P. en étage, garage, libre.
Mise à prix 6 800 000 F.
Visite le 15 mars 14 h à 17 h.
Mo J.-L. REGNER, (1) 42-60-31-27.

PRÈS MAISON DE LA RADIO
3 pces, tt cft, r.-de-ch., bel imm. : ancien, idéale profess. libérale, s./place le jeu. 16, de 11 h 30 à 15 h, 2, r. du Colonel-Bonnet, 16e.

TROCADÉRO Imm. récent, STAND. triple liv. + petit salon, balc. 2 chbres, cuis., office, 2 bns. PROF. LIBER. autorisée. 45-04-23-15.

AV. DE VERSAILLES
Appt 90 m², standing.
Prix : 2 415 000 F.
TRANS OPÉRA 48-22-80-43.

R. BASSANO
Imm. anc., bât. principal
2e ét. asc., interph., gardien
3 PIÈCES, 65 m²
1 840 000 F
Entrée, séjour, 2 chambres, salle de bains, cuis., w.-c., penderie placards, cave, possib. séjour-double.
45-75-81-67.

OCTAVE-FEUILLET
4 P., 90 m², récept. 45 m², 2 ch., 2e asc., Imm. pte bon stand.
FRANCE CONSEIL 48-28-00-75.

TROCADÉRO
6 PIÈCES, 200 m²
IMM. PIERRE DE T. GD STAND.
Appt d'angle LUXUEUX.
PRESTATIONS EXCEPTION.

Hall, gd salon, s. à manger, 4 ch., 3 bns, cuis., très bt de garde, gd balc., 2 serv., 2 caves

Prix justifié : vis. s./R.V.

FRANCE CONSEIL
48-28-00-75.

GROUPE JPM
STUDIO VUE SEINE
récent 600000 F négoc.

IDÉAL PIED A TERRE
PERGOLÈSE, 40 m²
refait au calme 1050000F

BOISSIÈRE, 35 m²
récent s/jard., 2e asc.

Locaux imm. 1987

PASSY KENNEDY
Studio 34 m² + balc.
2 p., 68 m², balc. park.

MIRABEAU 2/3 P.
récent 85 m², 2e asc.

MAISON RADIO, 20 m²
bon état, 2 ch., poss. park.

TROCADÉRO, 3 P.
2e asc., 2 chbres au calme

TROCADÉRO, 4 PCES
102 m², 4e asc., à saisir

EXCEPTIONNEL
LA FONTAINE, 4 P.
135 m², 2 ch. s/rue et jard., 2 serv., 2e bac., excellent état, 4 200000 F, px justifié.
45-24-25-25.

RUE PICOT dans imm. pierre de tail., appt 103 m², ét. élevé, asc., 3 465 000.
TRANS OPERA 48-22-80-43.

FACE CHAMP COURSE AUTEUIL
Studio - 23 m²

J.M.I.
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63

17e arrdt

PÉREIRE, 4/5 PCES
Imm., p. de taille, asc., stand., belle récept., 3 chbres, bonne expos., services. 5 400 000 F.
GRISS 48-78-28-44.

GUY-MOQUET
BEAU 2 P. 680 000
A débattre R. ROSERVAL
4e ét. bon imm. bien entretenu
APPT refait entrée, séjour, 1 chbre s.d.b., cuis., dressing. Double expo. 48-04-35-35.

Mo ROME, EXCEPT.
Imm. raval, 2 pces, entrée, cuis., bns, w-c, cave, réf. nf + balcon. 729 000 F.
crédit. 48-04-08-60.

ÉTOILE MAILLOT (17e)
Part. vd 2 P., gd living, + chbre, cuis., s. de bns, refait neuf, 1 200 000 F
T. : 45-74-22-34, 10 h 30 à 15 h.

ARGENTINE, 5/6 PCES
Bel imm., p. de t., stand., gde récept., 3 chbres, bns, esc., ch. de service.
4 800 000 F.
GRISS 48-78-28-44.

GROUPE JPM
Près Etoile, 30 m² studio ensoleillé, 6e asc.

PTE MAILLOT, 2 P.
35 m², 900 000 F

WAGRAM, 2 Pces
Bel anc. 50 m², 1 155000 F

TOCQUEVILLE, 2/3 P.
Bel anc. 60 m², 2e asc.

TRISTAN BERNARD 4 P.
120 m², 3e asc., bien situé
45-24-25-25.

TOCQUEVILLE 3P., 60m² env. Imm. P. de T., tout confort, faible charg., 1 785 000 F.
TRANS OPÉRA 48-22-80-43.

PORTE MAILLOT
Beau 2 p., env. 45 m², belle rénovation de caractère, 4e ét.,charme calme
1 090 000.
40.28.42.47 ou
40.26.42.74.

PÉREIRE, 2/3 PCES
Bel imm., p. de taille, standing, bains, cuis. éq., asc., dble séj. 2 300 000 F.
GRISS 48-78-28-44.

18e arrdt

ABBESSES VUE TOUT PARIS
Pierre de t., 5e asc., séj. + chbre, style atelier, refait nf, luxe. Px intéressant.
Tél. : 43-38-82-00.

ORDENER. Près Mo, imm. récent, stand. STUDIO, cuis., w.-c., bns, digicode, gard., 5e ét., s/rue, asc., balc.
318 000 F. 43-70-04-84.

2 PCES, 45 m², 429000 F
BD DE LA CHAPELLE
Bon imm., 2e ét., asc., entr., séj., 1 chbre, cuis., bains, w.-c. séparé. 42-71-93-00.

LES AMIRAUX
BEAU 3 p. 850 000 F
Superbe imm. p. de t., asc., entr., séj., 2 chbres, bns, cuis. équipée, balc., cave, gardien. Chauffage collectif.
Tél. : 48-04-35-35.

BD CLICHY
SUD RAVISSANT 2 PIÈCES
cuis., bains, sur rue.
470 000 F - 43-27-81-10.

18e PRÈS Mo, EXCEPT.
2 pces entr., cuis., bns, w-c, cave, ch. central ind. 518 000 F, crédit.
48-04-08-60.

MAIRIE 18e (PRÈS)
2 p., cuis., wc, 2e ét. sur rue à rénover.
Tél. 46-34-13-18.

Mo ABBESSES
Studio, coin cuis., douche, wc. 218 000 F.
INMO MARCADET
(1) 42-52-01-82.

19e arrdt

FACE BUTTE-CHAUMONT
6 pièces - 2 250 000 F
RUE MANIN. Superbe appt 180 m² environ, cuis., s.-de-bns + cab. de toil., bel imm. ch/f cent. collectif, gardien. Idéal profession libérale.
48-04-35-35.

19e BUTTES CHAUMONT
STUDETTE coin cuis. douche. A SAISIR
199 000 F
43-27-81-10.

RUE DE JOINVILLE
2 p., 420 000 F, clair
40-28-42-47.

20e arrdt

PRÈS SQUARE EDITH-PIAF
IMM. PIERRE DE TAILLE
BEAU 2 P. 575 000
entr., séj., 1 ch., cuis., s.d.b., w-c séparé. Dble expo. cave, gardien.
42-71-93-00.

VILLAGE DE CHARONNE
RUE SAINT-BLAISE
2 P., TT CFT, 410 000 F
3e ét., imm. rénové, zone piétonne, 2 pièces, cuisine, sal. d'eau, w.-c., gardien, digicode. 42-71-93-00.

20e Mo ALEX.-DUMAS
A SAISIR STUDETTE
dche. Bon état, clair, calme. 210 000 F
Tél. 43-27-81-10.

BD DAVOUT
Imm. stand., 63 m², park. 1 450 000 F. 78 m² + bns. 1 333 000 F. Pte Bagnolet. 88 m², tt cft, park. 1 102 000 F.
Immo Marcadet (1) 42-52-0 1 - 8 2 .

TÉLÉGRAPHE 1300000 F
Imm. gd stand. récent. 3 P., séj., 2 chbres 86 m², loggias, park. parfait état.
ESETTIM 45-52-52-22.

MAISON
LA CAMPAGNE A PARIS
R. PAUL STRAUSS
100 m Mo ÉCOLES CCES
3 100 000 F
1930 meulière 4 niveaux Liv. en L, 4 chbres, gde cuis. 2 w.-c., bains, 3 balc. patio
G. TERRASSE SUD
cave, garage, charme.
VISITES SUR RENDEZ-VOUS
FRANCE CONSEIL
48-28-00-75

NOTRE-DAME-DE-LORETTE
pierre de t., 4e ét., asc., liv. dble + 3 chbres, cuis., bns, w.-c., 130 m² env., plein soleil, parfait état + service 11 m².
3 200 000 F, 43-35-18-36.

78-Yvelines

ROCQUENCOURT
Particulier vd Duplex 5 P., 132 m², gd living 42 m², 3 ch., 3 s. de bns, cuis. amén., 2 parkings, cave.
2 290 000 F.
Tél. dom. : 39-54-35-38.
Tél. bureau : 42-91-37-89.
Agence s'abstenir.

92 Hauts-de-Seine

MEUDON (92) PRÈS RER
part. vd libre 3 P. 2e ét. cuis., s. de bains, w.-c., cave, tt cft, 57 m².
PRIX : 684 000 F.
Tél. : 38-89-41-38.

NEUILLY ST-JAMES
5 P., 150 m² + service, 5e asc., bel imm. anc., pierre de t., dble liv., plein sud avec balc. VUE DÉGAGÉE, 3 chbres, 2 bns, état except. FRANCE CONSEIL 48-28-00-75.

VANVES, AU PIED DU Mo
Très beau 5 pces (115 m²), 1er ét., poss. prof. libér., park., s/sol, 2 180 000 F.
48-38-17-19.

NEUILLY ST-JAMES
Récent, stand., gd et locaux, 2 p., 220 m² jardin, sud, park. Pptaire, 43-38-82-00.

CLICHY
PROCHE PARIS
MÉTRO PORTE-CLICHY
BEAU 2 P. 395000
Séjour, 1 chbre, cuis., s.-d'eau, wc, bon imm. ravalé. CLAIR, CALME. Crédit total possible. 42-71-93-00.

BOULOGNE
JEAN-JAURÈS
BEAU 2 P, 830 00
RUE CHATEAU
entr., séj., 1 chbre, cuis., s.-de-b., wc, dressing, cave, gardien, bon imm.
42-71-93-00.

BOULOGNE BOIS
BEAU 2 P 795 000
entrée, beau liv. 1 chbre, cuis., s.-de-bns. PARFAIT ÉTAT. 42-71-93-00.

LEVALLOIS 525 000
MÉTRO LOURSE-MICHEL
2e ét. bon imm. ravalé.
2 PIÈCES, cuis., cabinet toilette. 48-04-35-35.

BOULOGNE
PRÈS HOTEL DE VILLE
2 pces, cuis., bains, refait neuf. A SAISIR
470 000 F. 43-27-81-10.

ASNIÈRES près gare except., 50 m², 2 p., entr. cuis., sal.-d'eau, w-c, 2e étage s/rue et cour.
Prix : 449 000 F
crédit total. 48-04-08-60.

MONTROUGE. 5e Pte d'Orléans, 2 pces,cft, 6e ét., 48 m², sur parc Sud, park. s/sol direct., imm. ravalé, état impecc., cuis. éq., cave.
600 000 F. 42-53-76-06.

SURESNES
VUE S/SEINE URGT
2 p., refait neuf, cuis., tt cft. 360 000 F crédit total poss.
48-04-84-48.

BOULOGNE 4 p., 95 m² + terrasse 10 m², vue panoramique s Seine 1 944 000
TRANS OPÉRA
46-22-80-43.

NEUILLY
2 P., 53 m² env., 1 100 000 F.
TRANS OPÉRA
46-22-80-43.

BOULOGNE RHIN-DANUBE
Dble liv. s./jard., chems, bal., park.
1.100.000 - 42-60-65-65.

NEUILLY
5 P., 110 m² env. + balc. 20 m², stand. : 3 850 000 F
TRANS OPÉRA
46-22-80-43.

93 Seine-Saint-Denis

ST-DENIS, Mo PTE PARIS except. appt 80 m² se composant de 3/4 P. entr., cuis., bains, w-c. Poss. récupérer grenier. 639 000 F.
Créd. 48-04-08-60.

94 Val-de-Marne

FACE BOIS
Vincennes, 3 p., 62 m², clair, 5e ét., 3 fenêtres s/bois, plein sud, bel immeuble, 1 280 000 F
40-28-42-47 ou
40-28-42-74.

VINCENNES
Imm. NEUF pierre de t., 3 p., 77 m², séjour, dble + 2 chbres, 2 bns, balc. et cave.
Vis. s/pl. de 14 h à 18 h ce jour 38-41, r. Charles-Silvestri, tél. : 43-98-17-18.

VILLEJUIF
Imm. récent, 3 p., 72 m², cuis., s.-de-b., wc, 2 balc., trav. à prév., park. Exceptt.
450 000 F.
INNO MARCADET
T. : (1) 42-52-01-82.

Province

TROIS VALLÉES
ST-MARTIN-de-BELLEVILLE
DANS LE VILLAGE
Face église, au pied des pistes sur le plus gd domaine skiable du monde, QUELQUES APPTS ds CHALETS NEUFS. Beau séjour + 1 ou 2 chbres.
Prestations de qualité.
PRIX 15 000 F le m²
Livraison 1989.
EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris.
Tél. : (1) 45-62-62-14
et s/pl. « AUX AIRELLES »
Tél. : 79-00-65-31.

Face mer, appt 2 pces, 40 m² + mezz. + gar.
16 (1) 45-77-24-02
ou Ag. Port Cap-Breton.
58-72-07-82.

Etranger

HAUTEUR D'ALGER
Quartier présidence, ds résid. privée, 6e ét., asc., à voir en ttre ppté.
BEL APPT de QUALITÉ, 2 chbres, tr. gd salon, gde s. de bns + cab. douche, cuis. aménag., rare place.
TERRASSE + BALC. LOGGIA.
Cave, possib. park., VUE IMPRENABLE S/LA BAIE.
Faire offre sérieuse nº 407, MURATET, 15, r. Taitbout, 75009 PARIS qui transmettra.

appartements achats

M.G.N. (33e ANNÉE)
38, bd Batignolles
75017 Paris 43-87-71-66
dans le cadre du réseau ORPI recherche pour notre clientèle locale et étrangère, APPTS, HOTELS PARTICULIERS PARIS-PROCHE BANLIEUE.

J. FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet (15e), rech. pour bons clients IMM. et GDS APPTS 6e, 7e, 15e, 16e arrdt. 45-66-00-75.

Recherche 1 à 3 P. Paris préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e, 12e, avec ou sans trav. Pas opt chez notaire
(1) 48-73-48-07 même soir

TRÈS URGENT, cherche très bel appt envir. 200/250 m² avec terrasse et bons, 7e, 8e, 16e, 17e. Très gd stand.
48-22-03-80, 43-59-68-04 pce 22.

URGENT ACH. COMPTANT appt ou pavil. même à rénover, PARIS, PROCHE BANLIEUE, Me MORIEUX, 42-70-18-00.

J'ACHÈTE COMPTANT DES
APPT A PARIS
URGENT
Tél. 46-22-54-07 le soir

PARTICULIER achète STUDIO ou 2 PCES PARIS. PAIEMENT COMPTANT. Téléphonez 47-55-96-97 le sour.

J'ACHÈTE COMPTANT à particulier appt 2/3 p. Paris ou proche banlieue. ETAT INDIFFÉRENT
M. GABISON, 48-04-35-35.

INMO MARCADET
Rech. imm., locaux comm. Appts av. ou ss cons. 88, rue Marcadet, 75018 Paris.
Tél. : (1) 42-52-01-82.

AGENCE
FRANÇOIS FAURE
45-49-22-70
5, RUE LITTRÉ
PARIS 6e
recherche appts ttes surfaces préférence rive gauche pour nombreux clients
PAIEMENT COMPTANT

SOCIÉTÉ PAIE COMPTANT
Appts, villas et viagers
PARIS 12e et
VAL-DE-MARNE.
43.45.88.53.

immobilier information

Cabinet immobilier, propose ses services dans le montage de dossiers de promotion immobilière, de commercialisation, de recherche de financement et de partenaires. Tél. : 77-33-33-81.

PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER.
L'annuaire des propriétaires des immeubles recense 28 000 propriétaires de 38 000 immeubles.
SEESAM : 46-22-89-33.

immeubles

MARCHÉ DES NOTAIRES
LA COURNEUVE
5/7, RUE EMILE-ZOLA
2 nivx sur 988 m² environ, compr. 23 burx. Surf. utile 550 m² envir. Libre. Mise à prix : 2.400.000 F. Vis. le 15 mars 14 h 30, 15 h 30.
Me DEMORTREUX (1) 46-34-21-07

RECHERCHONS POUR
INVESTISSEURS
DE 1er ORDRE
immeubles de bureaux, immeubles d'habitations (même occupées loi 1948), terrains, hôtels partic. Locaux commerciaux.
France Conseil 48-28-00-75.

hôtels particuliers

NOGENT PROX. BOIS DE VINCENNES, hôtel particulier 10 p., 1 100 m² de terrain
7 150 000 F
43-07-14-00, p. 18.

PRONY : Bel H. P.
250 m² + s.-sol. Parkings.

J.M.I.
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63

RECHERCHONS pour AMBASSADES
Hôtels particuliers à l'achat
500 à 1 500 m²

J.M.I.
J. DE MONCAN SA
45-63-17-63

AGENDA IMMOBILIER

LES CITADINES***

Louez votre studio et 2 pièces neufs prêts à vivre pour un jour/pour une semaine et + KITCHENETTE, VAISSELLE, CANAL +, SERVICES.

PARIS TROCADÉRO ..... (1) 47-04-88-02
PARIS JARDIN DES PLANTES ..... (1) 45-84-13-09
PARIS MONTPARNASSE ..... (1) 43-27-14-24

8, rue Blaise-Pascal, 92200 NEUILLY-SUR-MARNE,
TÉLEX 610872 - TÉLÉCOPIE (1) 46-24-80-57.

RARE **COTE D'AZUR**
LES DERNIÈRES TERRES A BATIR
VUE MER – DOMAINE PRIVÉ
et gardienné toute l'année
CAP BENAT - Face aux Iles d'Hyères

2 375 m²	COS 0,10	1.230.000 TTC
3 000 m²	COS 010	1.570.000 TTC

Visisite sur rendez-vous / Documentation sur demande
POSIDONIA Im. : Département vente
Domaine privé du Cap Benat / 83230 BORMES-LES-MIMOSAS.
Tél. : (33) 94-71-27-28, téléfax : (33) 94-64-85-05.

Bretagne sud

219.000F* Avec piscine privée
Avec 8.760 F à la réservation (4%)
Proche de Carnac, votre maison tout équipée à Erdeven, à proximité des plages et des commerces.
* à partir de... Prix de 1988
Existe également en maisons 2 et 3 pièces.
Financement personnalisé
Gestion locative assurée
(1) 42.25.25.25

Bon documentation sur ERDEVEN
Nom
Adresse
Tél. Dom.
Tél. Bur.
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS
FERINEL Vacances

Le Monde REPRODUCTION INTERDITE

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

locations non meublées offres

Paris

M° BASTILLE-SOLLY-MORLAND
BOULEVARD BOURDON
2ble liv. + chbre, cave 5 720 F c.c. CIGIMO 48-24-50-00.

M° JASMIN
VILLA PATRICE-BOUDARD
3 p., 80 m², r.-de-c. + cour privative, 6 860 F ch. compr. CIGIMO 48-24-50-00.

M° EXELMANS
Rue de Civry, 2 p., 50 m² + balc., cuis., bains, cave. 5 000 F, c.c. CIGIMO 48-24-50-00.

BEAU STUDIO 45 m²
Dans imm. XVII, tr. clair, expo. sud, belles prestations. Px intéressant. EXCLUSIVITÉ AGNUS 45-08-12-70.

16e PRÈS ORTF
R. DU RANELAGH, 5e, sans asc. refait nf., 2 p., cuis., bains, possib. 3 p., 3 740 + charges. 43-54-02-01.

R. BOISSIÈRE
entre av. Kléber et pl. Iéna, imm. réc., 6e asc., dble expo.
4 P. 100 m²
Entrée, séj., 3 chbres, cuis., s. bns, s. d'eau, poss. mixte
45-75-81-67.

Région parisienne

92 NEUILLY PORTE MAILLOT RUE DE CHARTRES.
Bel imm. ancien 3e sans asc., 3 pces, c., bs, 5 300 + ch. 43-54-02-01.

CONFLANS ET ENV. (78)
Studios à part. de 1 800 F + ch.
2 pces à part. de 2 100 F + ch.
3 pces à part. de 2 500 F + ch.
Cab. Vermeille. 39-19-21-27.

Province

A LOUER VILLA NEUVE
Village pr. de Béziers, tranquillité assurée, 3 chambres, 2 s.d.bains, séj. + cheminée. Solarium. id. pour cple retr. Loyer mens. 4 500 F Tél. (16) 67-90-62-36 H.B.

locations non meublées demandes

Paris

DEMANDE LOCATIONS MEUBLÉES
Collaborateurs « le Monde », rech. chbre, dche, kitchenette, w.c., Paris, 1 800 F maximum. Urgent. Tél. (16) 44-26-61-51, apr. 20 h.

Rech. studio 5e, limite nord 13e. Tél. avant 9 h 30 au 43-36-88-90.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine 75008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE
Belles réceptions avec minimum 3 chambres.
(1) 45-62-78-99

RÉSIDENCE CITY
rech. pour Multinationales et Ambassades APPT HAUT de GAMME VIDES ou MEUBLÉS, HÔTELS PARTICULIERS et BELLES VILLAS OUEST ACHAT POSSIBLE.
TÉL. : 45-27-12-19.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN. et DIPLOMATES GDS APPTS de stand. 5, 6, 7 P. Tél. : 42-80-20-42.

UNION FONCIERE EUROPEENNE
5, RUE BERRYER 75008 PARIS
LOCATION, VENTE GESTION
RECHERCHE APPARTEMENTS VIDES OU MEUBLÉS POUR SA CLIENTÈLE
LOYERS GARANTIS
Par compagnie d'assurances
UFE 42-89-12-52

locations meublées demandes

Paris

Collaborateur « le Monde » cherche pr un de ses enfants studette, douche, kitchen., wc, 1 900 F. Urgent. Tél. (16) 44-26-61-51.

manoirs

95 km de Paris, direct autoroute Sud Nemours, A SAISIR cachet rare, sur ter. 3 HA 6, proche terrain golf.
PETIT CASTEL
dominant vallée de la Cléry. Réception, superbe séj. av. cheminée, et balcon intér., cuis., 5 chbres, bur., office, cave, salle jeux, garage, tt confort, aff. unique. Prix 1 900 000 F. Tél. (16) 38-86-86-96 même dimanche.

terrains

SUPERTIGNES. Vds terrain viabilisé, 600 m², vue, ensoleill. max. 43-55-53-37, matin, av. 10 h ou apr. 20 h.

HERBLAY
6e gare, 600 m² verger en côteau viabilisé, 495 000 F hors taxes 43-87-71-56.

forêts

Part. vend forêt épicéas 30 a. 6,4 ha. Alsace. S'adr. à M. J.-M. Sylvestre.
TéL : 89-45-84-25.

MAYENNE
A 20 km autoroute, forêt 140 ha. 5 500 m³ chêne. Excellents chasse. Houdiard 8709, 53031 LAVAL. Tél. : (16) 43-56-61-60.

viagers

BROUOT RARE
Beau 181 m² dans bel imm. pierre de t. occupé Frns 78 a. 1 800 000 F + 13 000. Lapous 45-54-28-66.

16e Charles-Michel. 3 pces, tt cft., 70 m² + terrasse, 1er ét., s./jar. privatif. 1 450 000 F, sans rente, appt occupé 72/75 ans. Valeur libre 2 250 000 F. visites. F. Cruz. 42-56-19-00.

villas

PARIS 1 h. ROISSY 3/4 h. A4
VILLA INDÉPENDANTE
Paysage vallée Marne, 5000 m², bois, grotte. Tél. (1) 60-23-68-01.

fermettes

A LOUER
En résidence secondaire Près MONTARGIS FERMETTE aménagée 3 p., cuis., conf., plus 2 p., cuis., conf., dépendances, jardin. COMPAGNIE 38-55-41-76.

maisons individuelles

JOINVILLE (94) RER 3 mn.
10 mn Paris centre.
Maison de ville, triplex de caractère, 110 m².
Prix : 1 100 000 F
48-86-61-67, ap. 18 h.

ANDRESY GARE (78)
(5'). Belle mais. 6 pces, très bel état. 1 020 000 F.
Cab. Vermeille. 39-19-21-27.

ANDRESY GARE (78)
(10'). Mais. 5 pces sur 500 m², combles aménag./dépend. sud. 860 000 F
Cab. Vermeille. 39-19-21-27

ANDRESY (ENV.) 78
Tr. belle mais. 180 m² habit. s. 600 m². T 820 000 F.
Cab. Vermeille. 39-19-21-27

CHANTELOUP-LES-V. (78)
Maison ancienne, 11 pces, sur 300 m². 1 330 000 F.
Cab. Vermeille. 39-19-21-27.

CHANTELOUP-LES-V. (78)
Maison 1986, 5 pces, sur 850 m², belle vue, frais réduits. 970 000 F.
Cab. Vermeille. 39-19-21-27.

CONFLANS-Ste-HONORINE 78
Mais. ancienne rez., 4 pces, belle décorat., sur beau terrain, 470 m², 750 000 F.
Cab. Vermeille. 39-19-21-27.

CONFLANS-Ste-HONORINE 78
Mais. 4 P., état impecc. s/s total, 790 000 F.
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

CONFLANS PR. RER (78)
Mais. 5 P. s/250 m². s/sol, total 950 000 F.
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

CONFLANS PR. GARE (78)
(25' St-Laz.), ble meulière 5 P., +s/sol : 920 000 F.
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

CONFLANS PR. GARE (78)
Belle maison, 5 pces, combles aménageables, sur 400 m². 1 450 000 F.
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

CONFLANS (78)
Maison ancienne, 7 P., beau terrain, 1 720 000 F
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

CONFLANS CENTRE (78)
Belle mais. réavoie 1930, 7 P. Beau terr., 1 330 000 F.
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

ORGEVAL (78)
Belle mais., 7 P. s/1 000 m², s/sol, total : 1 800 000 F.
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

TRIEL-S/SEINE (78)
Belle vue, maison 7 pces, sur 660 m². 1 160 000 F.
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

TRIEL-S/SEINE (78)
Maison neuve 6 P. s/1 520 m², frais notaire réd. 1 950 000 F.
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

TRIEL-S/-SEINE (78)
Maison rurale 5 P. en pierre, cour, 700 000 F.
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

HERBLAY PR. GARE (95)
Sup. Mansart 6 P. 1 800 000 F.
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

HERBLAY (95)
Maison tradition., 6 P. s/960 m², s/sol aménagé. 1 400 000 F
Cab. Vermeille : 39-19-21-27.

PROVENCE, PRÈS NYONS
. très belle mais. 3 ch., liv., cuis., s.d.b., terrasses, gar., sur 5 300 m². 750 000 F. T. : LUX (19352) 43-32-03.

Pr. Chantilly (60). Dom. du Lys, ppté s. 6.000 m², ss-sol tot., 2 niv., 280 m² hab. dt 6 ch. 2.700.000 F, de 9 h 30 à 18 h. 42-33-41-18, soir 44-58-09-22.

pavillons

BONDY-GARE. SPLENDIDE PAVILL. 5 P. cuis., bains, chf cent., wc, s/sol, garage, jard. 685 000 F. Tél. : 43-70-04-64.

15e GARE ST-LAZARE
à Cormeilles-en-Parisis, prox. gare, écoles, commerces, 160 m² habitables, séj. + cheminée, cuis. équipée, 4 chbres, s. d'eau, s. de bns, nbrx rangements. S/sol tot. av. garage 3 voitures, alarme périmétrique, jardin clos 500 m², terrasse carrelée plein sud, très calme. 1 750 000 F (frais notaire réduits). 42-61-74-93. à part. de 10 h.

maisons de campagne

A vdre dans station ski SURO (prox. Métabief), mais. comp. 3 appts, équip., capacité de 21 lits, excellent ét., 84-79-18-99, h. bur.

BASSE VALLÉE OGNON
VERS PESMES (70) de vil. rech. mais. bourg 8 p., 6 ch., S.E., grange avec verger 30 a. + parc, 40 a. 39-74-24-31, ap. 20 h.

HTE-VIENNE, SDE MAISON de campagne sur 2,5 ha cuis., s. d'eau, séjour, cham., 4 chbres, bourg 5 km Prix : 480 000 F Tél. : (1) 42-23-76-60

propriétés

ENTRE CHANTILLY ET LAMORLAYE. Superbe villa de 240 m² habitable comprenant : hall d'entrée avec mezzanine, cuisine, séjour de 50 m² sur marbre av. cheminée centrale, 4 chbres, 2 s.d.b. dont 1 à finir, wc, s.-sol total, garage 3 voitures, terrain 2 600m², prévoir finitions intérieures. FRAIS REDUITS. 1 700 000 F TTC.
AGENCES N° 1
SA GROUPE BGS
77, rue du Connétable
60500 CHANTILLY
Tél. (16) 44-57-15-10

SENLIS CENTRE VILLE. Propriété en pierre de taille, intérieur de très bon goût, terrain clos et paysagé de 800 m² : séjour 40 m², cuis., 4 chbres dont 1 de 40 m², S. eau av. douche, 2 s.d.b., wc, cour, s.-sol, cellier buanderie, cour. PX : 2 135 000 F
AGENCES N° 1
SA GROUPE BGS
4, avenue Foch
60300 SENLIS
Tél. (16) 44-53-28-96

SENLIS. Un vrai petit bijou au cœur même de la vieille ville demeure du 17e siècle en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, poutres apparentes et mezzanine sur 2 niveaux, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chbres dt 1 de 45 m², tt cft. PX : 1 282 00 F.
AGENCE N° 1
SA GROUPE BGS
4, avenue Foch
60300 Senlis
Tél. (16) 44-53-28-96

35 km PARIS-NORD, 20 mn ROISSY, dans site boisé exceptionnel, ville de construction récente sur 4 000 m² de terrain clos et paysagé comprenant : entrée, cuisine à l'américaine, séjour de 50 m² av. cheminée, 4 ch., s.d.b. douche 20 m², wc, s.-sol complet, garage 4 voit., cave.
BELLE AFFAIRE
à 1 470 000 F TTC
AGENCES N° 1
SA GROUPE BGS
77, rue du Connétable
60500 CHANTILLY
Tél. (16) 44-57-15-10

BIMO 106
33, R. DE LA MADELEINE
EPERNON (28230)
(16-37) 83-72-72
rech. pr sa clientèle
PARIS ET BANLIEUE PPTÉS, TERRAINS, ÉTANGS, FORÊTS, ETC...
PASSEZ CONFIANT chez votre notaire.

GOLF DE ST-NOM
SUPERBE PROPRIÉTÉ
parc 4 000 m², service gar.
Vue splendide sur golf
LARTIGUE 48-81-68-87.

A 1 h des plages. A 1 h de Toulouse. A vd ppé rurale 30 ha. Maison tradi. rénovée. R-d-c 115 m² + Sani. neufs. Et 3 chbres mans. neuves 65 m² + débarras, dépend. attenantes 200 m². Vue panor. sur Pyrénées. Proxim. lac
PRIX : 900 000 F
Gabitacha Sn-Frajou 31230 L'ISLE-EN-DODON
61-84-13-32.

ACHETER VENDRE LOUER

Si vous manquez d'adresses entrainez-vous sur 36.15 code FNAIM ou téléphonez au 42.27.44.44

FNAIM
La meilleure vue sur l'immobilier.

FNAIM

E 4130

Paris

Des bateaux-bus en service sur la Seine à partir du 1er mai

Bateaux-bus sur la Seine : le coup d'envoi sera donné le week-end du 1er mai. Jusqu'au 30 septembre, un service régulier de transport de passagers fonctionnera chaque jour de 10 heures à 20 heures. La fréquence des passages sera de 45 minutes. Le trajet comprendra cinq escales entre la tour Eiffel et l'Hôtel de Ville.

C'est donc une vieille idée qui renaît. Aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, les « coches d'eau » illustrés par le premier chapitre de *l'Education sentimentale* de Gustave Flaubert connaissent le succès. En 1934, ce moyen de transport est abandonné. Peu après son arrivée au secrétariat d'Etat aux transports routiers et fluviaux en juillet 1988, M. Georges Sarre, ancien député de Paris, annonce son intention de reprendre la formule. Il confie à l'architecte Michel Cantal-Dupart une « mission fleuves » et demande une étude technique au Port autonome de Paris. Comme le préfet de région, le Port autonome conclut à la « faisabilité » du projet. Les quatres principales sociétés de bateaux touristiques sur la Seine à Paris sont sollicitées pour un examen de rentabilité. L'une d'elles, la Compagnie des bateaux parisiens, filiale de la Sodexo, accepte de jouer le jeu.

Entre-temps, l'idée a fait son chemin. En janvier dernier, les onze futures escales sont présentées par M. Georges Sarre (*le Monde* du 13 janvier) et, le 5 mars, M. Jacques Chirac lui-même déclare dans *le Journal du Dimanche*, qu'« *il y a douze ans qu'il souhaite réaliser ce projet* ».

La première phase du projet, encore expérimentale, se limitera à cinq escales que le Port autonome aménagera d'ici au 1er mai en construisant abris et quais d'embarquement. Il assurera le financement des travaux pour un coût approximatif de 2 millions de francs. Quatre escales seront implantées sur la rive gauche : port La Bourdonnais-tour Eiffel ; port de Solférino-Musée d'Orsay ; quai Malaquais (au pied de l'Institut, en face du Louvre) ; quai Montebello-Notre-Dame, et, à la même hauteur, rive droite quai de l'Hôtel-de-Ville.

Sécurité et rapidité

La nouveauté par rapport aux circuits touristiques tient au remplacement de la boucle (le point de départ est aussi le point de retour) par un trajet linéaire avec possibilité, pour les passagers, de monter ou de descendre à chaque escale. Les cars de touristes pourront ainsi se dispenser de traverser Paris. Ils déposeront et prendront leurs clients à l'une des deux escales terminus.

Le service restera, pendant un premier temps au moins, à vocation touristique. Mais il sera ouvert à tout passager. Les Parisiens pourront donc l'emprunter pour se rendre par exemple du pont d'Iéna à l'Hôtel de Ville.

A terme, la fréquence des passages devrait être augmentée, le nombre des escales passera de cinq à onze et le service sera de plus en plus adapté aux utilisateurs quotidiens.

Il faut pour cela que deux problèmes soient mieux résolus : celui des embarcadères et celui des bateaux. La sécurité et la rapidité en dépendent.

La sécurité sera assurée dès la mise en service, même si les cinq premiers embarcadères seront de conception légère, sans ponton, pour ne pas trop défigurer le paysage.

Accroître la rapidité impose d'augmenter la vitesse mais surtout de réduire les temps d'accostage et d'embarquement, donc de concevoir des bateaux nettement plus maniables. Cette année, les bateaux seront des vedettes de cent cinquante places et de 24 mètres de long. De nouveaux bateaux plus courts, d'une capacité de cent passagers, sont à l'étude. Le groupe Elf-Aquitaine a demandé à un architecte le dessin d'un prototype destiné à être propulsé au GPL, carburant sans soufre ni plomb. Un modèle a été présenté il y a quelques mois aux mareyeurs de Marennes-Oléron. De leur côté, les services de M. Sarre sont très intéressés par les « Surfer » construits à Marseille par la société Surf pour transporter passagers et matériels jusqu'aux plates-formes off shore. Ces navires utilisent le principe de l'hydrojet, sorte de turbo qui brasse l'eau, et permettent des accostages rapides et précis. Un modèle de 13 mètres de long existe ; il « déjauge » à grande vitesse, c'est-à-dire qu'il sort de l'eau et provoque moins de remous. Il peut filer jusqu'à vingt-huit nœuds (45 km/h) et s'arrêter sur sa longueur en cas de nécessité. Dans le centre historique de Paris, la vitesse est et restera limitée à 18 km à l'heure. Mais cet atout pèsera d'un poids précieux si le service de bateaux-bus est étendu au-delà des limites de la capitale proprement dite.

M. Sarre ne désespère pas d'établir un jour la liaison Suresnes-Alfortville ; il attend la fin de la campagne électorale pour l'étudier avec la dizaine de maires des communes qui seront desservies.

CHARLES VIAL.

Sports

BOXE

Le décès de David Thio

Le boxeur ivoirien David Thio est décédé mardi 14 mars à Lyon. Il était dans le coma depuis le 4 mars, date de son combat avec l'Américain Terrence Alli.

Il venait de Côte-d'Ivoire. C'est là-bas que, jeune carrossier, il avait découvert l'art de se battre avec les poings. Pour pratiquer ce que l'on nomme encore le noble art, il fréquentait un club pugilistique d'Abidjan. Jean-Marc Perono, alors entraîneur, l'y avait repéré puis « pris avec lui », c'est-à-dire convaincu de poursuivre sa carrière en France.

Après des débuts brillants dans les rangs amateurs puis quelques KO pour ses débuts professionnels, il rejoint M. Perono à Lyon en février 1987, sûr de ses qualités et de sa force.

Le jeune Ivoirien au punch dévastateur séduit le public du Rhône. Les victoires succèdent aux victoires, au cours des 15 combats professionnels qu'il dispute après son arrivée en France. David, un peu poussé par ses managers, se sent invincible. Sa surprenante condition physique le rend plus fier. Il rêve même au titre mondial dans la catégorie des légers. Sa nationalité ivoirienne l'empêche de concourir à des titres nationaux. David Thio n'a qu'une solution : affronter un boxeur au palmarès prestigieux.

Le combat avec l'Américain Terrence Alli, classé au 23e rang mondial, a lieu le samedi 4 mars, au Palais des sports de Lyon devant 5 000 personnes. A la 8e reprise, l'Ivoirien, qui avait fait jusqu'alors à peu près jeu égal avec l'Américain, encaisse plusieurs coups à la face. Une minute après le début de la reprise suivante, David Thio est cueilli par un spectaculaire uppercut. Il s'effondre et reste sans connaissance.

Un coma dont il ne devait pas sortir. David Thio, est le cinquième boxeur ayant succombé après un combat en France depuis quarante ans. L'enfant de Katiola, une bourgade du nord de la Côte-d'Ivoire, est officieusement la 392e victime d'un sport aux règles codifiées en 1896. Un sport pas forcément plus dangereux que les autres puisque, selon les statistiques du Centre de documentation et d'information de l'assurance, les sports les plus meurtriers sont le deltaplane, l'alpinisme, le cyclisme, le canoë ou encore le rugby à treize. Mais un sport où l'objectif du pratiquant demeure toujours de détruire physiquement son adversaire.

S. B.

● **FOOTBALL : championnat de France.** — Le club de Paris-SG a remporté, mardi 14 mars, au Parc des Princes, son premier match de l'année 1989, en battant Montpellier (3-2). Cette victoire, en match avancé de la trentième journée du championnat de France de première division, permet aux Parisiens de prendre la tête du classement devant l'OM de Marseille.

Le Carnet du Monde

Décès

— Mme Paul Aurousseau,
son épouse,
Mme Françoise Aurousseau,
sa fille,
M. Stéphane Belugou,
son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul AUROUSSEAU,
inspecteur général honoraire des hôpitaux de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
dans l'ordre national du Mérite,

survenu à Ciboure, le 12 mars 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La bénédiction religieuse a eu lieu le mardi 14 mars, au cimetière de Sainte-Croix de Ciboure.

135, rue de Tolbiac,
75013 Paris.

— Le bureau
Et le conseil d'administration de l'ADBS (Association des documentalistes et bibliothécaires spécialisés)
ont le regret de faire part du décès de

Mme Raïssa FLEISER,
ancien chef de service de documentation du journal *le Monde*.

Membre actif de l'association, où elle eut pendant longtemps des responsabilités, elle a su donner une impulsion à la profession de documentaliste.

(*Le Monde* du 15 mars.)

— Colette et Robert Lignières,
Françoise et Jacques Michelin,
leurs enfants et leur petite-fille,
Chantal et Philippe Dupuis
et leurs enfants,
Philippe et Françoise Germain
et leurs enfants,
Et toute sa famille,
ont le chagrin de faire part du décès de

Mme Geneviève GERMAIN,
née Maudray,

survenu à son domicile, 19, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris-5e, le 10 mars 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le service religieux a eu lieu le mardi 14 mars, en l'église Saint-Médard, à Paris, dans l'intimité familiale, suivi de l'inhumation le même jour au cimetière de Toul (Meurthe-et-Moselle).

— Sylvie Nat et Michel Leymarie,
Juan et Marie,
les enfants et petits-enfants,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Serge Jean NAT,
journaliste,
ancien résistant,

survenu le 9 mars 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Saint-Geniès-de-Comolas (Gard).

51, rue de Vernouil,
75007 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Le président
Le conseil d'administration,
Les enseignants
Et les personnels de l'UER des arts,
ont la tristesse de faire part du décès de

André MUSSAT,
professeur émérite de l'université Rennes-II-Haute-Bretagne,

survenu le jeudi 9 mars 1989, dans sa soixante-seizième année.

(*Le Monde* du 15 mars.)

— **Sophie RENARD**

a rejoint dans l'Eternité sa sœur

Juliette,

le 14 mars 1989, dans sa vingt-septième année.

L'office religieux sera célébré le jeudi 16 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Meudon, rue de la République, où l'on se réunira.

De la part de
Anne et Bruno Renard-de la Motte Coiax,
ses parents,
Antoine, Florence, Hugues Renard,
ses frères et belle-sœur,
Et de toute la famille.

96, avenue Schneider,
92190 Meudon.

Remerciements

— Renée Juresco
Et Mathilde Pascalis,
très touchées par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Marcel JACNO,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

— Trois ans après la mort de sa fille

Eve MALLERET,

disparaissait, le 15 mars 1987,

Ségolène MALLERET,

que nous aimions.

Leurs famille
Et amis.

Tous les jours du lundi 13 mars au vendredi 17 mars inclus.
SOLDES
9 h à 12 h / 14 h à 18 h.
HERMÈS
PARIS
24, FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS 8e
PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, GANTS, CHAUSSURES, TISSUS, ÉPONGE.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SOMMAIRE

■ Le budget britannique est marqué par une pause dans la baisse des impôts et par des dispositions anti-inflationnistes *(lire page 43)*.

■ Dans une conjoncture favorable, tous les groupes industriels nationalisés affichent d'excellents résultats *(lire ci-contre)*.

■ Une circulaire adressée aux préfets précise la procédure de préparation du contrat d'insertion pour le RMI et présente un programme d'action sociale *(lire page 44)*.

■ L'URSS et six pays producteurs indépendants aident l'OPEP à la défense des cours du pétrole *(lire page 43)*.

Sur fond de conjoncture favorable

Les groupes industriels nationalisés affichent d'excellents résultats

« Les nationalisations ont économiquement et financièrement réussi. » Les chiffres de résultats pour 1988 des groupes industriels nationalisés donnent raison au jugement porté par M. Mitterrand dans sa *Lettre à tous les Français*. Les déficits de 1982 à 1986 sont loin. Même la chimie lourde d'Orkem a triplé son bénéfice, et Renault a atteint 6,5 milliards de francs de profits, une remontée inimaginable il y a trois ans.

Les causes de ces bons résultats sont multiples. Le redressement des entreprises est réel. Les effectifs ont été réduits, les activités déficitaires abandonnées : on peut dire aujourd'hui que la restructuration est achevée. Ce qui ne signifie pas que les effectifs ne seront pas encore réduits chaque année, mais à un rythme redevenu régulier par substitution « normale » de machines aux hommes.

Cela étant, la conjoncture a été dans tous les domaines excellente. Les entreprises privées alignent elles aussi des chiffres mirifiques. Or, pour les firmes assainies, les résultats réagissent souvent comme des multiples de la conjoncture : une fois les coûts fixes amortis, toute demande supplémentaire adressée à des firmes de forte taille comme c'est le cas ici génère presque directement des profits.

Les faibles impôts payés du fait des reports déficitaires ont également favorisé les groupes. Il en est de même des dividendes versés à l'actionnaire public, qui sont restés maigres. L'Etat propriétaire est peu exigeant. A cet égard, il est bien loin de se comporter comme un actionnaire normal, contrairement à ce que veulent faire croire certains défenseurs de l'économie mixte.

L'Etat réclame peu, mais il verse assez peu en dotation en capital... une fois l'assainissement fait. Super-redresseur d'entreprises, l'Etat est-il capable d'assurer leur développement ? Les chiffres du tableau permettent d'en douter.

Avant le renouvellement des PDG en juin prochain, cette question, celle de la privatisation partielle, par mariage mixte de capitaux publics et privés, est plus que jamais à l'ordre du jour.

E. L. B.

Les profits en millions de francs

	1982		1983		1984		1985		1986			1987			1988		
	Dotation capital	Résultats	Dotation capital	Résultats	Dotation capital	Résultats	Dotation capital	Résultats	Dotation capital	Résultats	Dividende (2)	Dotation capital	Résultats	Dividende	Dotation capital (3)	Résultats	Dividende
EF	0	+ 3 500	0	+ 3 700	0	+ 6 500	0	+ 5 300	0	+ 4 300	870	0	+ 4 100	720	0	+ 7 000	800
Bull	0	– 1 350	470	– 625	1 170	– 489	900	+ 110	1 030	+ 271	0	1 020	+ 225	0	1 000	+ 303	0
EMC	430	– 950	70	– 159	170	0	230	+ 100	0	– 2	0	300	– 56	0	0	+ 200	0
ORKEM (ex-CDF-Chimie)	570	– 800	820	– 2 200	1 050	– 900	450	– 1 000	430	– 2 600	0	2 970	+ 1 000	0	1 100	+ 3 000	0
Pechiney	500	– 2 993	3 520	– 463	2 150	+ 546	0	+ 732	220	– 451	180	0	+ 729	10	0	+ 1 500	190
Renault	1 020	– 1 380	1 000	– 1 600	1 900	– 12 500	3 000	– 10 900	5 000	– 5 500	0	0	+ 3 700	0	12 000	+ 6 500	0
Rhône-Poulenc	100	– 844	400	+ 98	300	+ 1 989	0	+ 2 312	0	+ 2 808	390	0	+ 2 360	350	0	+ 3 500	420
Thomson	200	– 180	550	– 2 200	1 180	– 21	1 400	+ 126	680	+ 882	0	500	+ 1 063	0	500	+ 1 330	160
Usinor-Sacilor (1)	4 500	– 8 341	7 100	– 11 066	7 900	– 15 539	8 800	– 9 233	10 000	– 12 512	0	3 700	– 5 600	0	9 000	+ 4 500	0
Total	7 320	– 13 258	13 430	– 14 515	15 820	– 20 414	14 780	– 12 453	17 360	– 13 604	1440	11 490	+ 7 521	1 080	23 600	+ 27 833	1 570

(1) Les chiffres pour la sidérurgie, en particulier pour 1986, sont incertains car une confusion a été créée entre le coût pour l'Etat et l'effet comptable pour l'entreprise.
(2) Les dividendes sont versés une année sur les bénéfices de l'année précédente.
(3) Les dotations en capital de 1988 notées ici sont des engagements de l'Etat à terme. Le coût budgétaire n'a été que de 1 milliard pour Renault et de 1,3 milliard pour Usinor-Sacilor. D'autre part, l'annulation par l'Etat de 12 milliards de dettes de la régie Renault a fait l'objet d'un versement de 3 milliards de francs en 1987 à une société créée pour l'occasion : la Sodeva.

Accord entre la BNP et Yves Rocher pour le redressement de Petit-Bateau

Un mois et demi après le début du conflit entre M. Yves Rocher et la BNP sur Petit-Bateau, les deux protagonistes se sont réconciliés autour d'un plan de redressement de l'entreprise. Ils mettent un terme à leur spectaculaire différend qui avait éclaté le 25 janvier au sujet du rôle joué par la Banexi, la banque d'affaires de la BNP, lors de la cession de Petit-Bateau à Yves Rocher en février 1988. Le président de la firme de cosmétiques reprochait à son banquier de lui avoir caché la situation réelle de l'entreprise de vêtements pour enfants et de ne pas lui donner les moyens de son redressement. Un bel imbroglio s'ensuivait alors, rythmé par des manifestation de salariés et sept plaintes en justice.

Négocié sous l'égide de M. Jean-François Dehecq, président de Sanofi, filiale d'Elf Aquitaine et actionnaire majoritaire d'Yves Rocher, l'accord présenté le 14 mars envisage un plan de redressement financier de Petit-Bateau qui est en perte depuis 1985 et supporte un endettement de 280 millions de francs. Il prévoit un renforcement des fonds propres de la firme à hauteur de 80 millions de francs par Yves Rocher et la Sanofi, pendant que la BNP, chef de file du pool bancaire, procédera à un aménagement de l'endettement actuel : 200 millions de francs seront accordés en prêt participatif sur dix ans sans intérêt les deux premières années.

Par ailleurs, Petit-Bateau ne paiera que la moitié du taux de base en vigueur et versera un intéressement aux créanciers, calculé en fonction de son résultat brut. Un moratoire sur cinq ans est aménagé pour les 80 millions de francs restants.

Toutefois, Yves Rocher reste encore très discret sur son plan industriel. L'apport d'argent frais permettra d'abord des investissements industriels sur le site de Troyes, où Petit-Bateau réalise les trois quarts de sa production. Le groupe entend développer les synergies avec les autres marques textiles, comme Sym ou Françoise Saget. Il pourrait également développer son réseau de vente par correspondance et de magasins franchisés au profit de Petit-Bateau. Parallèlement, des négociations entre la société Caddy-Dubus, spécialisée dans la layette, se poursuivent dans la perspective d'une éventuelle collaboration.

Reste le problème des suppressions d'emploi, certains affirmant que les 233 réductions de poste annoncées la semaine dernière (105 préretraites et 128 licenciements) ne seraient pas suffisants. Dans cette optique, M. Yves Rocher envisage d'implanter sur la zone industrielle de Troyes une unité chargée de gérer son réseau de vente par correspondance et d'y employer par priorité les salariés de Petit-Bateau qui se verraient licenciés.

Le britannique Thorn-Emi prend 10 % de SGS-Thomson Microelectronics

Le fabricant britannique de composants électroniques, Inmos, rejoint, comme prévu, le giron du tandem franco-italien SGS-Thomson Microelectronics, apportant avec lui un produit phare, le « transputer ». En échange, la maison-mère d'Inmos, Thorn-Emi, entre dans le capital de SGS-Thomson Microelectronics, à hauteur de 10 %.

Désormais, le capital de l'entreprise sera donc détenu à 10 % par le britannique et à 90 % par une holding, elle-même possédée moitié-moitié par Thomson-CSF et par l'IRI, l'institut pour la reconstruction italienne (actionnaire de SGS). L'intérêt de ce montage est de couper court aux critiques que l'on pourrait faire à Thomson d'abaisser sa participation dans SGS-Thomson Microelectronics en dessous du seuil fatidique des 50 %. La petite cascade de holdings mise en place évite aussi de modifier les structures opérationnelles de SGS-Thomson Micro-electronics : son équipe dirigeante ne changera pas et Inmos ne siègera pas à son conseil d'administration. Autre subtilité du schéma : il évite toute dépense aux deux actionnaires d'origine.

Industriellement, il présente plusieurs avantages : en premier lieu, il permet à SGS-Thomson Microelectronics, né il y a dix-huit mois de la fusion des filiales des deux groupes spécialisées dans les composants électroniques, de faire un pas de plus vers la taille jugée critique dans l'industrie des semi-conducteurs et de se hisser de la quatorzième à la douzième place dans le classement mondial, avec 1,22 milliard de dollars (7,68 milliards de francs) de chiffre d'affaires en 1988. En Europe, le groupe conforte sa deuxième position derrière le néerlandais Philips. Or, la taille est capitale dans ce métier où il faut réaliser un chiffre d'affaires important pour financer la recherche.

Toujours vu sous l'angle industriel, l'arrivée d'Inmos chez SGS-Thomson permet à ce dernier d'élargir son catalogue de produits à des microprocesseurs plus puissants que ceux dont il disposait déjà. C'est Inmos qui a sorti de ses laboratoires un produit très réputé dans le monde de la micro-électronique, baptisé « transputer » utilisé pour les applications image et en temps réel, à la fois dans l'informatique, la défense ou les télécommunications. Inmos est également présent dans les mémoires statiques (SRAM).

Néanmoins, SGS-Thomson Micro-electronics devra conclure une nouvelle alliance s'il veut revenir sur le segment de marché économiquement et technologiquement porteur : les mémoires dynamiques (DRAM). Une seule société européenne est encore présente sur ce marché : l'allemand Siemens.

F. V.

Coup de frein à l'expansion européenne de Sara Lee

AMSTERDAM
de notre correspondant

L'intégration de Van Nelle, le numéro deux du marché néerlandais du café, du thé et du tabac, par le leader Douwe Egberts, multinationale de l'agro-alimentaire appartenant au groupe américain Sara Lee, ne pourra pas avoir lieu d'ici au 1er juillet, comme il était prévu. Telle est la conséquence pratique d'une enquête que vient d'ouvrir la Commission européenne. Les autorités de Bruxelles craignent, en effet, que l'opération ne mette le nouveau groupe en position dominante sur le marché européen.

Concurrentes jusqu'à l'annonce, en décembre dernier, du rachat de Van Nelle par Douwe Egberts (DE) pour 390 millions de florins (1,2 milliard de francs), les deux sociétés contrôleraient ensemble 76 % du marché du café aux Pays-Bas, 56 % du marché en Belgique et 17 % du marché dans la CEE. En France, Sara Lee-DE est présente grâce à sa marque Maison du café ; les produits Benedicta, Benenuts, Catch ou Vapona font aussi partie de sa gamme, de même que le thé Pickwick et le tabac à rouler Drum.

Pour ces deux derniers produits, Van Nelle est concurrent de Douwe Egberts, mais la fusion des deux sociétés mettrait entre leurs mains 73 % du marché du thé aux Pays-Bas, et plus de 60 % du marché du tabac à rouler.

L'enquête de la Commission européenne ne porte toutefois que sur l'éventuelle constitution d'un monopole dans le secteur du café au Benelux. Elle a commencé la semaine dernière, et devrait se poursuivre jusqu'à l'été. Dans l'attente des résultats, la direction de Douwe Egberts a fait savoir, mardi 14 mars, que les opérations d'intégration des activités de Van Nelle étaient mises en sommeil.

CHRISTIAN CHARTIER.

● **United Parcel Service achète dix Boeing-757.** — La société de messagerie United Parcel Service (UPS) a commandé dix Boeing-757 dans leur version cargo pour environ 500 millions de dollars, soit 3,1 milliards de francs. Ces avions lui seront livrés en 1991 et 1992. UPS avait déjà acheté vingt Boeing-757 dont quinze sont en service.

La CFDT accuse M. Pellerin de « piller » Olipar

La Fédération générale agro-alimentaire (FGA) CFDT a estimé le 14 mars que M. Christian Pellerin, PDG de la société immobilière Sari Seeri et d'Olipar (ex Olida-Caby), se livrait sur cette dernière à *« un pillage systématique d'une entreprise pourtant leader dans son secteur d'activité »*.

La FGA CFDT explique que le produit de la cession en mai dernier de trois filiales Olipar (Gorcy, Paul Chacun et Comalin) au groupe Saint-Louis, pour 788 millions de francs, n'a pas servi *« au redéploiement du groupe dans la perspective du marché européen de 1993 ». 325 millions de francs ont été investis dans une OPE (offre publique d'échange) d'Olipar sur la société immobilière Lucia ; environ 200 millions de francs ont été engloutis dans l'affaire de la Société générale et seulement 210 millions de francs ont été injectés dans la branche agroalimentaire. »*

ECHANGES

Les résultats du commerce extérieur inquiètent M. Rocard

En application du plan de soutien aux exportations présenté le 11 janvier en conseil des ministres (*le Monde* du 12 janvier), M. Michel Rocard a signé le 14 mars une charte nationale de l'exportation. Ce document a pour objectif de valoriser les moyens existant tant sur le territoire français qu'à l'étranger, en matière de promotion des exportations.

Il s'agit, en cinq ans, *« d'adapter le dispositif français à l'environnement international »*. Cette valorisation doit passer par une meilleure organisation des différents organes de conseil à l'exportation : concrètement, elle doit se traduire par un renforcement du rôle du Centre français du commerce extérieur (CFCE) alors que, à l'étranger, les postes d'expansion économique se concentreront sur l'analyse de la conjoncture et sur des études d'ordre général.

Les signataires de la charte, outre M. Michel Rocard, sont : MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, Roger Fauroux, ministre de l'industrie, et Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, les présidents de la Confédération nationale du patronat français, de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI), de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, de l'Union des chambres de commerce et d'industrie française à l'étranger, et du Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France. Ils s'engagent à la faire appliquer au préalable dans trois pays tests : Espagne, Grande-Bretagne et RFA.

Ainsi que l'a fait remarquer M. Rocard, le déséquilibre du commerce extérieur français en 1988 (le déficit a atteint 33 milliards de francs) n'a pas de raisons de s'améliorer cette année, à cause de la baisse des ventes d'armes, de la hausse des prix de l'énergie, et du plafonnement de l'excédent agro-alimentaire. La charte permet donc d'organiser l'effort d'exportation, en particulier celui des PME-PMI, et de sensibiliser l'opinion à ce qui constitue, selon le premier ministre, *« la faiblesse essentielle de notre économie »*.

LE PAYS
D'OÙ L'ON REVIENT
TOUT NEUF

Il y aura le soleil 24 h sur 24. Juste devant vous, l'un des 180 000 lacs de Finlande, ourlé de sable. Et, à perte de vue, tout autour, ce sera la forêt.

Vous serez attentif aux bruits silencieux de l'air, de l'eau, et aux mille murmures des arbres. Vous ne vivrez plus hors de la nature, mais en elle, vous y ressourçant chaque jour davantage.

Au grand Nord, en Laponie, vous aurez le sentiment de posséder le monde à vous tout seul, tellement l'espace y est grand et vierge.

Partout vous serez accueilli comme on sait accueillir en Finlande, avec gentillesse et simplicité. Ce sera une autre vie.

Venez, vous nous arriverez tout usé, vous repartirez tout neuf : allez en Finlande, c'est renaître.

Barry Maybury s.a.r.l.

Envoyez-moi vite votre documentation :
Office du Tourisme de Finlande,
13, rue Auber, 75009 Paris.
Tél. : 42.66.40.13
Minitel 36 16 Finlande.
Nom.....
Adresse .....
.....
.....

Finlande
naturellement vôtre

M2

Désormais, le supercarburant vendu par Mobil dans ses stations ne comportera plus que 0,25 g de plomb par litre, avec des performances inchangées. C'est là une première étape dans le sens d'une protection accrue de l'environnement.

Mobil est heureux d'apporter sa contribution à l'amélioration des conditions de vie de tous, et pas seulement aux performances des automobilistes.

Mobil®
Avancez avec nous.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Économie

ÉTRANGER

Le budget britannique pour 1989-1990

Pas de surprise dans la mallette rouge de M. Lawson

LONDRES
de notre correspondant

La mallette rouge et usée de M. Nigel Lawson, que les chanceliers de l'Echiquier britanniques se passent depuis près d'un siècle et demi, ne contenait cette année aucune surprise de taille. Le budget britannique pour 1989-1990 est un appel à la sagesse.

La politique d'austérité adoptée au début de l'été dernier pour enrayer le dérapage de l'inflation à travers plusieurs hausses successives des taux d'intérêt sera poursuivie *« aussi longtemps que cela sera nécessaire »*, a affirmé d'emblée le chancelier.

Sur le plan fiscal, M. Lawson a fait de timides concessions (2 milliards de livres), malgré l'excellente santé des finances publiques. Par rapport à l'an dernier où les allégements fiscaux avaient été spectaculaires, le budget 1989-1990 — qui entrera en vigueur le 1er avril — est apparu très terne. M. Lawson aura au moins réussi à rassurer la City, où les cours ont gagné 22 points et où la livre s'est raffermie.

Une marge étroite

D'entrée de jeu, le chancelier de l'Echiquier a dévoilé son plan en révélant que le taux de base de l'impôt sur le revenu ne serait pas modifié (25 %) et que le relèvement de l'abattement à la base suivrait le taux d'inflation de 1988 (6,8 %). Cette prudence de M. Lawson a constitué la seule surprise de la séance à la Chambre des communes. Avant ce grand événement médiatique que constitue en Grande-Bretagne la présentation du budget (même si les caméras de télévision ne peuvent encore entrer à Westminster), les spécialistes pariaient sur une réduction à 24 % du taux de base de l'impôt sur le revenu, soit 3 à 4 milliards de livres de réductions fiscales.

La marge de manœuvre de M. Lawson était, il est vrai, assez étroite : le taux d'inflation atteint actuellement 7,5 % et la balance des paiements courants continue d'enregistrer de lourds déficits. Selon M. Lawson, l'inflation devrait encore monter pour atteindre 8 % au cours des prochains mois, puis revenir à 5,5 % au quatrième trimestre de 1989. Le déficit de la balance des paiements courants restera, a-t-il dit, au même niveau en 1990 qu'en 1989, soit 14,5 milliards de livres, malgré un ralentissement de l'activité.

Après les années de forte croissance économique en 1987 et 1988 (4,5 %), le chancelier de l'Echiquier prévoit en effet une progression de 2,5 % en 1989. En 1989-1990, le Trésor britannique, en raison des restrictions des dépenses publiques et des recettes des privatisations, continuera de disposer d'un important excédent budgétaire d'environ 14 milliards de livres. Les seules concessions fiscales (2 milliards de livres) favorisent les petites entreprises, les petits actionnaires, les personnes âgées et les salariés à faible revenu.

L'impôt sur les sociétés reste de 25 % pour les petites entreprises et de 35 % pour les plus grandes, mais les tranches d'imposition ont été relevées de moitié (le taux minimal de 25 % sera appliqué jusqu'à un bénéfice de 150 000 livres au lieu de 100 000 livres, le taux de 35 % au-dessus de 750 000 livres au lieu de 500 000 livres).

Favoriser les petits actionnaires

Les avantages déjà accordés aux petits actionnaires sont améliorés pour développer le « capitalisme populaire », cher à Mme Thatcher : les Britanniques pourront acheter jusqu'à 4 800 livres par an d'actions (au lieu de 3 000) sans payer d'impôts sur les dividendes. Parallèlement, les plans d'intéressement des salariés au capital de leur entreprise seront encouragés. Les salariés à faibles revenus, quant à eux, bénéficieront d'une réduction des contributions sociales, et des mesures sont introduites pour les personnes âgées.

En matière d'impôts indirects, les taxes sur le tabac et les cigarettes, déjà élevées, restent inchangées, ainsi que la vignette automobile. Les taxes sur les carburants sont modifiées pour favoriser l'utilisation d'essence sans plomb.

Si la City a été largement rassurée par le budget de M. Lawson, l'opposition et les syndicats ont réagi avec colère. Dès la fin du discours du chancelier de l'Echiquier, M. Neil Kinnock, leader de l'opposition travailliste, s'est exclamé : *« Le chancelier n'a rien fait pour réparer les dégâts de son budget de boom de l'an dernier. M. Lawson est en train de devenir Monsieur Inflation et il n'a aucune excuse. »*

Dans les rangs travaillistes on ajoute que M. Lawson n'a rien fait pour corriger le budget *« pour les riches »* de l'année précédente. *« Il s'agit d'un budget des petites mesures »*, estime pour sa part M. Paddy Ashdown, leader des démocrates.

Les représentants syndicaux ont critiqué le manque d'engagements en matière sociale de la part de M. Lawson, notamment en faveur des plus défavorisés.

Seuls les producteurs de whisky ont été *« très agréablement surpris »* par le budget qui, contre toute attente, n'a pas augmenté les taxes sur les alcools. — *(Intérim.)*

Insolites royalties

La présentation du nouveau budget britannique a fait apparaître que les versements de l'Etat à la famille royale progressent moins vite que l'inflation. La reine Elizabeth et les dix membres de sa famille proche recevront en effet 6,2 milliards de livres (68 millions de francs environ), soit seulement 4,5 % de plus que l'an dernier, alors que la hausse des prix en Grande-Bretagne atteint 7 % environ à l'heure actuelle. Les versements de l'Etat à la famille royale (dont 4,6 millions de livres à la seule reine) sont principalement consacrées aux dépenses de personnel liées aux activités officielles de la famille royale.

ÉNERGIE

L'URSS et six pays producteurs indépendants aident l'OPEP

Sept pays producteurs indépendants ont donné à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) l'assurance qu'ils réduiraient leurs exportations au cours du second trimestre, afin de participer à la défense des cours du brut, affirme l'OPECNA, agence officielle de ce groupe. Au total, les coupes prévues représenteraient près de 300 000 barils/jour, soit 5 % des ventes de ces pays et 2 % environ de celles des treize membres de l'OPEP.

L'effort le plus important, en volume, sera celui consenti par l'Union soviétique (100 000 barils/jour), suivie par le Mexique (68 600 barils/jour), la Chine (31 800), le Sultanat d'Oman (27 750), l'Egypte (24 000), l'Angola (21 860) et la Malaisie (17 245). En outre, l'OPEP attend que la province canadienne de l'Alberta et la République du Nord-Yemen annoncent officiellement une réduction de 33 000 et 7 500 barils/jour de leurs exportations, respectivement. Enfin, assure l'OPECNA, la Colombie et le Yémen-du-Nord devraient annoncer un gel de leurs ventes pendant la même période.

L'initiative de ceux qu'on surnomme les NOPEP n'a pas encore eu d'impact sur le marché, sauf un effet d'annonce psychologique. Mais la plupart des observateurs pensent que cet appui, bien que marginal, aidera le cartel à passer la période traditionnellement délicate du second trimestre en maintenant les cours du brut autour de leur niveau actuel (15,5 à 18,5 dollars par baril selon les qualités).

Le chat interdit de crème

LES éditorialistes britanniques peuvent, pour une fois, se féliciter de ne pas avoir été pris par surprise par le chancelier de l'Echiquier, Nigel Lawson. Annoncé comme le plus *« assommant »* des dernières années, le budget l'a, effectivement été. Après avoir joué les apprentis sorciers en accordant, l'an dernier, des allégements fiscaux qui ont encore accentué le boom de la consommation et les pressions inflationnistes, M. Lawson avait toutes les raisons de jouer la plus extrême prudence. Par leurs premières réactions, les milieux financiers lui en sont visiblement reconnaissants, et la livre a salué par une pointe à la hausse l'assurance d'une politique de sévère surveillance du crédit.

L'exercice avait, sans aucun doute, un aspect des plus frustrants pour le chancelier de l'Echiquier. Lorsqu'on accumule trois ans d'excédents budgétaires, et qu'on est en mesure d'annoncer un surplus de 14 milliards de livres (154 milliards de francs) en 1989 comme en 1988, ne pas pouvoir l'utiliser pour tenir les promesses électorales de réduction d'impôts fait penser *« au chat interdit de bol de crème »*, ironisait récemment un analyste britannique.

Au-delà de réactions ponctuelles, il est pourtant un sujet de préoccupation croissante auquel M. Lawson n'a que très partiellement répondu : la nécessité d'encourager l'épargne. Dix ans de « thatchérisme » et de déréglementation délibérée du crédit ont abouti à une boulimie d'achats des Britanniques. Vers la fin de l'année dernière, l'épargne des ménages était tombée à un taux, historiquement bas, de 1,3 % des revenus. Dépenser tout de suite, payer plus tard, ce nouveau sport national a abouti à une hausse rapide de l'endettement. Certes, les dépôts bancaires sont passés, entre 1983 et 1988, de 40,8 à 68,4 milliards de livres, mais l'endettement des ménages augmentait dans le même temps de 26,6 à 79,6 milliards de livres.

La marge de manœuvre de M. Lawson étant inexistante en matière de fiscalité directe s'il voulait confirmer sa volonté d'un *« atterrissage en douceur »* de l'économie, nombreux étaient ceux qui en appelaient à un *« budget pour l'épargne »*. Les concessions accordées pour promouvoir les plans d'épargne-actions, les plans d'épargne-entreprise, d'assurance-vie ou les fonds de pension leur apparaissaient bien minces. La conjoncture des mois à venir constituera le principal juge pour M. Lawson, qui doit à la fois éviter une accélération de la surchauffe et une purge brutale par la récession. Mais en affirmant à nouveau que *« l'inflation est un mal monétaire. Seule une politique monétaire peut la soigner »*, le chancelier de l'Echiquier a, involontairement, fait son autocritique. C'est bien sur ce point que son action des années passées a été la moins crédible.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

● **Forte dévaluation au Vietnam.** — Le dông vietnamien a été dévalué, lundi 13 mars, de 28,57 % par rapport au dollar américain, quatre jours avant une réunion du Fonds monétaire international (FMI) consacré au problème de la dette du Vietnam, a-t-on appris mardi à Hanoï de source bancaire vietnamienne. La nouvelle parité s'établit à 4 500 dôngs pour 1 dollar et à 695 dôngs pour 1 FF. Il s'agit de la sixième dévaluation du dông depuis octobre 1988. Ces réajustements successifs entrent dans le cadre de la politique monétaire vietnamienne visant à supprimer la différence entre le taux officiel du dông de celui du marché parallèle où la monnaie vietnamienne s'échangeait mardi à 5 300 dôngs pour un dollar. La réunion du FMI, le 16 mars à Washington, doit être consacrée au problème du règlement de la dette vietnamienne d'un peu plus de 100 millions de dollars contractée auprès de cet organisme financier international. — *(AFP.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Communiqué de l'Ami Financier

PREVOYANCE Ecureuil

SICAV PER

pour la constitution d'une epargne à long terme.
performance 1988 : + 9,95 %.
valeur de l'action au 30.12.1988 : 110,51 F.

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre THIOLON proposera à l'assemblée générale qui aura lieu le 30 mars 1989, de fixer le dividende de l'exercice clos le 30 décembre 1988 à :

EN FRANCS	NET	CRÉDIT D'IMPÔT	BRUT
• Obligations françaises non indexées	6,44	0,25	6,69
• Actions françaises	0,30	0,10	0,40
• Créances négociables	0,45	—	0,45
• Autres revenus	0,26	—	0,26
TOTAL	7,45	0,35	7,80

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 7 avril 1989 et mis en paiement le 10 avril 1989.

SICAV gérée par Ecureuil Gestion
filiale des Caisses d'épargne et de prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations

L'Ami Financier
Caisse d'Epargne Ecureuil

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cet avis ne paraît qu'à titre d'information seulement

PECHINEY CORPORATION

US$1,700,000,000

Multiple Option Facility

Unconditionally and irrevocably guaranteed by

PECHINEY

Arranged by:
Chase Investment Bank — BNP Capital Markets Limited — Citicorp Investment Bank Limited — Credit Lyonnais

Lead Managed by:
Banque Nationale de Paris
Credit Suisse
Groupe Société Générale
Société Générale – SGAB
Chase Investment Bank
Fuji Bank (Luxembourg) S.A.
Banco di Napoli, Paris Branch
Banque Indosuez
Credit National
Deutsche Bank AG
Midland Bank SA
The Sanwa Bank, Ltd.
Credit Lyonnais
National Westminster Bank Group
The Long Term Credit Bank of Japan, Limited, New York Branch
Citibank, N.A.
CIC Group (CIC Paris, Cial, Lyonnaise de Banque, Société Bordelaise de CIC)
Banque Europeenne de Tokyo S.A.
Banque Paribas
The Dai-Ichi Kangyo Bank Limited, Paris Branch
Manufacturers Hanover Trust Co Paris
The Royal Bank of Canada Group

Co-Lead Managed by:
NCNB Texas National Bank
Banco Central, S.A. – New York Branch
Bayerische Landesbank Girozentrale
The Mitsubishi Bank, Limited
Amsterdam-Rotterdam Bank N.V./Paris Branch
Barclays Bank S.A.
Credit Agricole CNCA-CRIF

Managed by:
Banque Francaise du Commerce Exterieur
The First National Bank of Chicago
IBJ Schroder Bank & Trust Company
The Yasuda Trust and Banking Company Limited
Caisse Centrale des Banques Populaires
Hill Samuel Bank Limited
Mitsubishi Trust & Banking Corporation

Co-Managed by:
The Mitsui Bank, Ltd., Paris Branch
Banco di Roma (France) SA
Bank of America NT and SA, Paris Branch
Banque Federative du Credit Mutuel
Banque Vernes et Commerciale de Paris – Groupe San Paolo
Continental Bank N.A.
Credito Italiano
Mellon Bank N.A.
NMB Bank (France)
The Sumitomo Bank, Limited
Westdeutsche Landesbank Girozentrale
Banco Bilbao Vizcaya S.A.
Banca Nazionale del Lavoro Succursale de Paris
Bank Leu Ltd, New York Branch
Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet
Caisse d'Epargne de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg – Banque de l'Etat
Credit du Nord
Landesbank Rheinland – Pfalz International S.A., Luxembourg
The National Bank of Kuwait (France) S.A.
Nomura Bank International plc
Vereins- und Westbank Internationale Societe Anonyme

Documentation:
BNP Capital Markets Limited

Facility Agent:
The Chase Manhattan Bank, N.A.

Book Runner:
Credit Lyonnais

Tender Panel Agent:
Citicorp Investment Bank Limited

February 1989

Économie

SOCIAL

Cent cinquante mille allocations déjà versées

Un nouveau programme d'action sociale pour le revenu minimum d'insertion

Trois cent dix mille demandes de revenu minimum d'insertion ont été déposées, 225 000 ont été transmises aux caisses d'allocations familiales et de mutualité sociale agricole pour paiement, 150 000 allocations ont déjà été versées. Dans une longue circulaire aux préfets publiée au *Journal officiel* du samedi 11 mars, le gouvernement a précisé la procédure de préparation du « *contrat d'insertion* » et présenté un véritable programme d'action sociale à l'intention des défavorisés, notamment en matière de logement.

Pour être efficace, le « *contrat d'insertion* » doit correspondre aux possibilités du bénéficiaire. Il doit donc d'abord partir d'un « *bilan personnel* » mettant en évidence ses acquis et ses « *atouts* ». La circulaire invite les techniciens des « *cellules d'appui* » des commissions locales d'insertion à faire appel à tous les avis (conseillers professionnels, médecins, etc.) et à tous ceux qui connaissent déjà la personne concernée (missions locales pour les jeunes, agences pour l'emploi pour les chômeurs de longue durée, éducation surveillée pour les jeunes relevant de la justice, etc.). Mais elle souhaite que l'on développe dans les départements des « *centres de bilan personnel ou professionnel* ».

Autre élément important : la durée du contrat. Elle doit correspondre à celle de versement du RMI (trois à douze mois). Mais elle peut être plus longue, avec des étapes permettant un réexamen. Pour les personnes « *profondément désorientées* » qui ont du mal à « *former des projets* », ou peut retarder la conclusion du contrat afin de permettre de « *mûrir un projet* » ou bien prévoir « *un premier contrat court* » pour une reprise de confiance et de réorientation, en préparant un autre pour éviter toute « *démobilisation* ».

Accompagnement social

« *Engagement mutuel* » entre la collectivité et le bénéficiaire, le contrat concerne aussi la famille, incluse dans le « *diagnostic* » social, sanitaire et professionnel de départ ; il doit être signé aussi par le conjoint et même par les enfants en âge de s'engager. Il doit être complété par un « *accompagnement social* » et suivi par un représentant du service social ou de l'association qui l'a préparé.

Cette insertion repose d'abord sur les possibilités de retour à l'emploi. La circulaire invite à utiliser à la fois les différentes formules de stages, les nouveaux « *contrats de retour à l'emploi* » (où le gouvernement souhaite qu'un certain pourcentage de places soit accordé aux bénéficiaires du RMI), les « *associations intermédiaires* », dont la capacité devrait être portée de quinze mille à vingt-cinq mille personnes, les « *entreprises d'insertion* », qui pourront recevoir une aide de 30 000 F par poste de travail, les « *centres d'adaptation à la vie active* »...

Activités d'intérêt général

Mais les « *activités d'intérêt général* » doivent occuper une place importante dans les programmes départementaux d'insertion : le gouvernement souhaite atteindre quarante mille places nouvelles. Ces activités, organisées par les collectivités locales, les organismes publics et privés, sont destinées à ceux qui ne peuvent suivre un stage ou qui, comme les personnes de plus de cinquante ans, « *auront de très grandes difficultés à reprendre un emploi* », même si elles en sont capables.

Mais derrière l'insertion, c'est une véritable politique d'ensemble pour les plus défavorisés que le gouvernement invite à mettre en œuvre. Le logement y tient une grande place. Les préfets sont invités à établir un « *plan départemental d'action pour le logement des défavorisés* » – qui n'existe actuellement que dans cinq départements – avec les propriétaires privés et les organismes de HLM. Avec ces derniers, « *l'objectif est d'élaborer un règlement départemental ou local d'attribution* » des logements.

Pour faciliter le logement des ménages démunis, il faut utiliser les différents systèmes de « *tiers payant* » permettant de verser directement les aides aux propriétaires.

Le gouvernement souhaite notamment qu'on généralise les « *fonds d'aide aux impayés de loyer* », et qu'on les utilise davantage pour les ménages très modestes, en y recourant plus vite afin d'éviter que « *des impayés s'accumulent pendant plusieurs mois sans réaction des organismes* ».

En cas de besoin, les ménages doivent être aidés à gérer leur « *budget logement* » par des « *conseillères sociales* » des organismes de HLM ou des associations (dans les cas les plus lourds). Les ménages exclus des aides en raison de l'insalubrité ou du surpeuplement de leur logement doivent, d'autre part, bénéficier en priorité des prêts et des subventions prévues pour la mise « *aux normes* ».

Régies de quartier

Les travaux de réhabilitation ou d'animation des quartiers peuvent aussi fournir du travail aux bénéficiaires du RMI à travers des « *régies de quartier* » constituées sous l'impulsion d'organismes HLM ou dans des entreprises d'insertion, des associations intermédiaires : « *Des besoins non satisfaits existent tant dans le domaine de la gestion du patrimoine que dans les services de vie quotidienne rendus aux habitants.* »

Le texte incite aussi à coordonner toutes les formes d'aide, par exemple en matière de santé (certaines pathologies, l'alcoolisme ou la toxicomanie, sont liées à l'environnement général) ou d'aide à la famille : pour qu'une mère de famille puisse suivre une formation, par exemple, il faut qu'elle puisse mettre ses enfants à la crèche.

La circulaire propose que les collectivités, plutôt que d'offrir des suppléments au RMI, complètent celui-ci dans d'autres domaines : par exemple en prenant en charge un loyer au-dessus du plafond des aides au logement, en accordant un abonnement aux transports en commun, ou une couverture complémentaire maladie, car la nécessité de faire l'avance des frais empêche souvent les plus pauvres de se soigner normalement.

G. H.

Nouveau vote pour la reprise du travail chez Chaffoteaux-et-Maury

Les deux cent cinquante derniers grévistes ont voté, le 15 mars, la reprise du travail alors que la situation demeurait confuse à l'usine Chaffoteaux-et-Maury de Ploufragan (Côtes-du-Nord), où, le 14 mars, la reprise du travail, après une grève entamée le 15 février, n'était que partielle. Sept cents salariés – sur mille quatre cent cinquante – se sont présentés le 14 mars à l'usine de Ploufragan, alors que, selon la direction, environ deux cent cinquante grévistes étaient regroupés dans le local du comité d'entreprise. La grève avait été déclenchée par la publication d'une liste nominative de cinquante-six licenciés, première phase d'un plan de redressement prévoyant six cents suppressions d'emplois sur trois ans.

Le jeudi 9 mars, la direction avait organisé un vote à bulletin secret, et une large majorité des votants s'étaient prononcés pour la reprise du travail. Les grévistes assurent que leur mouvement a été reconduit le 14 mars en assemblée générale. Cinq des dix chaînes de montage fonctionnent normalement et devraient garantir la moitié de la production. En temps normal, l'usine de Ploufragan produit 850 chauffe-eau et 740 chaudières par jour.

La hausse des prix alimentaires s'accélère en France

	VARIATIONS (en %) AU COURS...			
	des 12 derniers mois (janv. 89/ janv. 88)	des 6 derniers mois (janv. 89/ juil. 88)	des 3 derniers mois (janv. 89/ oct. 88)	du dernier mois (janv. 89/ déc. 88)
● ENSEMBLE	+ 3,3	+ 1,5	+ 0,7	+ 0,4
● ALIMENTATION (y c. boissons)	+ 2,7	+ 1,9	+ 1,1	+ 0,5
Prod. à base de céréales	+ 3,1	+ 1,9	+ 0,7	+ 0,3
Viandes de boucherie	+ 6,5	+ 3,8	+ 2,2	+ 1,1
Porc et charcuterie	+ 2,6	+ 1,6	+ 0,9	+ 0,5
Vol., lap., gib., prod. base viande	+ 1,9	+ 3,1	+ 1,2	+ 0,1
Produits de la pêche	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2
Laits, fromages	+ 3,5	+ 2,3	+ 1,3	+ 0,6
Œufs	+ 2,7	+ 6,0	+ 1,5	+ 0,4
Corps gras et beurres	+ 5,6	+ 5,1	+ 2,2	+ 1,0
Légumes et fruits	+ 2,7	+ 2,3	+ 1,2	+ 0,3
Autres produits alimentaires	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,2
Boissons alcoolisées	+ 1,9	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,3
Boissons non alcoolisées	– 5,5	– 3,7	– 0,4	0,0
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 2,7	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,3
1) Habillement et textiles	+ 2,8	+ 1,3	+ 0,4	+ 0,1
Vêtements de dessus	+ 2,6	+ 1,6	+ 0,5	+ 0,1
Autres vêtements et access.	+ 3,4	+ 1,8	+ 0,9	+ 0,2
Articles chaussants	+ 2,2	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,1
Autres articles textiles	+ 2,6	– 1,0	– 1,6	+ 0,1
2) Autres produits manufacturés	+ 2,7	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,4
Meubles et tapis	+ 3,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3
Appareils ménagers élec. et gaz	– 0,4	– 0,2	– 0,2	– 0,3
Autres art. équipement du ménage	+ 3,4	+ 1,7	+ 0,7	+ 0,4
Savon mén., produits entretien	+ 1,8	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,3
Articles toilette et soins	+ 1,8	0,0	– 0,5	– 0,1
Véhicules	+ 3,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 0,2
Papeterie-librairie-journaux	+ 2,9	+ 1,2	0,7	+ 0,4
Photo, optique, électroacoustique	– 3,3	– 1,8	– 1,1	– 0,4
Autres articles de loisirs	+ 2,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,3
Combustibles, énergie	+ 2,9	+ 1,1	+ 1,4	+ 1,0
Tabacs, prod. manuf. divers	+ 6,6	+ 0,3	+ 0,1	0,0
3) Produits manuf. secteur privé (1)	+ 2,2	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,1
● SERVICES	+ 4,4	+ 1,8	+ 0,7	+ 0,5
Services relatifs au logement	+ 5,5	+ 2,8	+ 1,1	+ 1,0
Dont : loyers	+ 5,8	+ 2,9	+ 1,2	+ 1,2
Soins personnels, n. habillement (2)	+ 6,0	+ 2,6	+ 1,3	+ 0,7
Services de santé	+ 3,1	0,0	0,0	0,0
Transports publics	+ 3,0	+ 0,9	– 0,6	– 0,6
Serv. d'utilisation véh. privé (3)	+ 5,2	+ 2,0	+ 1,2	+ 0,8
Hôtels, cafés, rest., cantines	+ 4,9	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,3
Autres services (4)	+ 2,5	+ 1,3	+ 0,6	+ 0,5

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en janvier à 174,7 contre 174 en décembre.

En rythme annuel sur les trois derniers mois, la hausse des prix est de 3,6 %.

(1) Hors énergie.

(2) Le poste «soins personnels, soins d'habillement» comprend notamment les dépenses de ressemelage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(3) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(4) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électroacoustiques, tirage de films, redevance TV, etc.

REPÈRES

Inflation

Hausse de 0,7 % des prix dans la CEE en janvier

La hausse des prix à la consommation dans la Communauté a atteint, en janvier, son plus haut niveau depuis un an, avec 0,7 % en moyenne sur douze mois. Ce mauvais résultat est en partie imputable à la très forte hausse de prix enregistrée en Allemagne fédérale (+ 1,1 %), en raison principalement de l'augmentation des taxes indirectes. C'est au Portugal que le taux d'inflation a été le plus élevé en janvier (1,3 %), contre 0,8 % pour l'Italie, 0,4 % pour la France et 0,6 % pour le Royaume-Uni. Les Pays-Bas et la Grèce ont, de leur côté, enregistré une baisse des prix à la consommation, de 0,9 % et 0,3 % respectivement. Selon Eurostat, l'office statistique de la CEE, ces baisses sont liées à l'effet des soldes d'hiver dans l'habillement.

Commerce

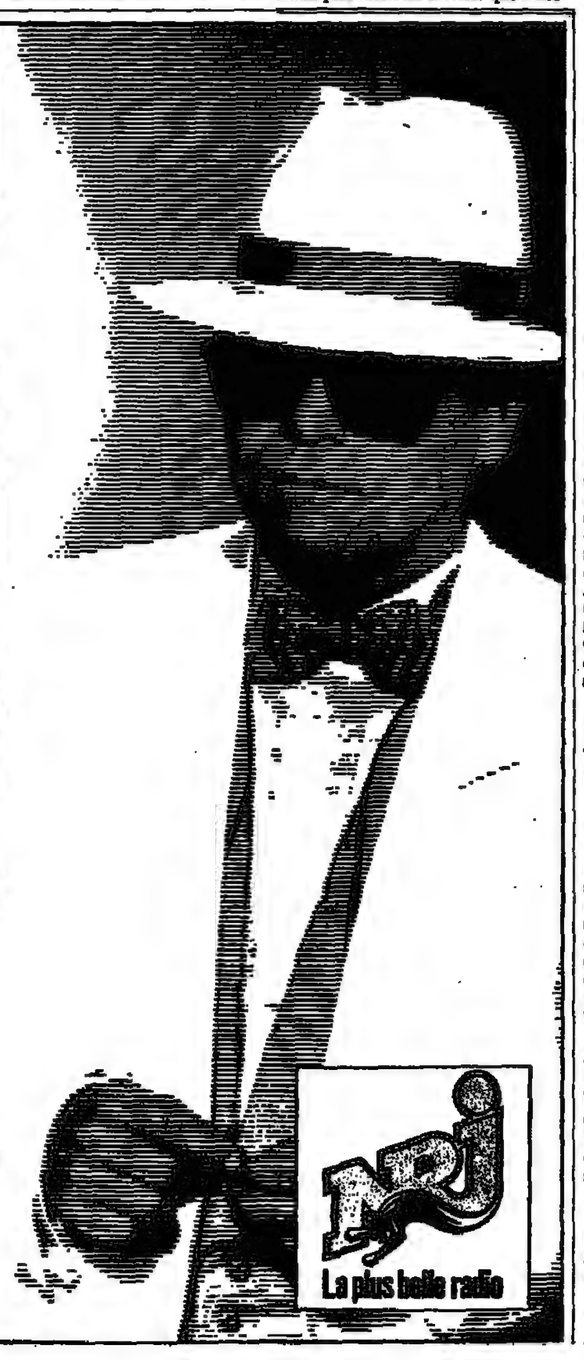
Forte augmentation de l'excédent japonais

Selon les résultats bruts communiqués par le ministère des finances, sur la base de statistiques douanières, l'excédent commercial japonais a subi une nouvelle et forte augmentation en février. Il s'est établi à 7,2 milliards de dollars, contre 5,2 milliards en février 1988, soit une progression de 38 %.

Au cours de cette période, les exportations ont augmenté de 10,4 %, à 22,3 milliards, alors que les importations sont restées pratiquement inchangées (+ 0,9 %), à 15,2 milliards. L'excédent commercial bilatéral avec les Etats-Unis s'est creusé de 23,3 %, atteignant 4,2 milliards.

Ces résultats sont jugés d'autant plus préoccupants que, pour la première fois depuis 1985, la parité yen-dollar est stable, calculée à 128 yens en février 1989 comme à la même période de 1988.

LA COLLECTION S'AGRANDIT
1986 1987 et 1988
Pour revivre les principaux événements en France et à l'étranger
Le Monde Edito Actuel
EN VENTE EN LIBRAIRIE

ELTON JOHN
EN CONCERT
AVEC NRJ
COMPLET
24, 26 ET 27 MARS
CONCERTS SUPPLÉMENTAIRES
DERNIERS CONCERTS
22 ET 23 MARS
PARIS-BERCY
LOCATION : 3 FNAC-POPB
PAR TEL. : 45.72.11.22 ET SUR MINITEL 36.15 CODE NRJ CLUB
INFOS CONCERT SUR MINITEL 36.15 CODE NRJ.


phonogram cyb

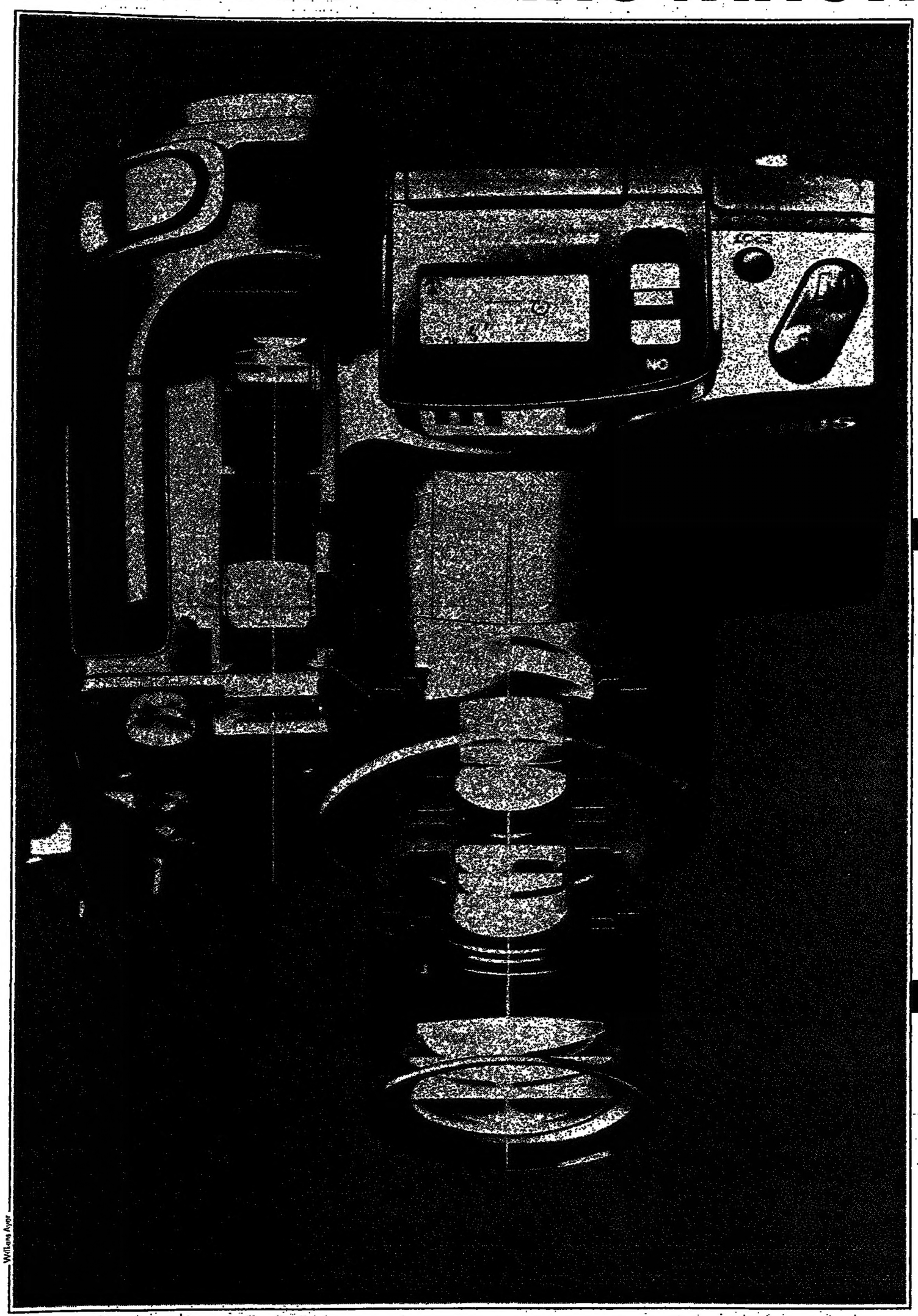
CHALLENGES
VOUS LIREZ DANS LE NUMERO DE MARS
FAX - RADIOTÉLÉPHONE - PORTABLES - PAGING
MANAGER A DISTANCE
LES ATOUTS ET LES PIEGES
ENQUÊTE LES BONNES AFFAIRES DU MONDE
ENTRETIEN SERGE TCHURUK : LA FINANCE, C'EST BIEN ! L'INDUSTRIE, C'EST MIEUX !
MÉCÉNAT LES ENTREPRISES SONT FRILEUSES
BUREAU ÇA CHAUFFE POUR LES FUMEURS

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OLYMPUS C'EST PLUS

POUVOIR D'INNOVATION



L'histoire récente de l'évolution des appareils photo n'est pas concevable sans l'apport des innovations dues à Olympus.

Les éclatants succès d'Olympus résultent de percées sur le plan technique développées en harmonie avec un design d'avant-garde, issu lui-même d'une recherche conceptuelle mondiale.

Une nouvelle preuve de sa position de leader technologique: L'AZ-380 Super Zoom, qui réunit pour la première fois les avantages des appareils reflex et compacts. Raison plus que suffisante pour que la presse spécialisée européenne décide d'élire l'Olympus AZ-300 Super Zoom, appareil compact européen de l'année '88/'89.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Créée il y a 25 ans, en tant que société commerciale consacrée à la distribution sur les marchés européens, elle a évolué vers une structure européenne indépendante, engagée dans la recherche et le développement, la production, la distribution et le service après-vente. Avec le souci d'affirmer une position de leader, dans le secteur photographique, comme dans celui des grandes branches de matériels opto-électroniques.

ESPRIT DE L'ENTREPRISE

Plus que jamais, les entreprises se jugent aujourd'hui à leur engagement social. Olympus en est tout à fait conscient et assume une réponse à cette exigence avec la création, en 1988, de la Fondation « Olympus – la science pour la vie » dont l'objectif est la formation et la promotion de jeunes scientifiques d'avenir.

Olympus c'est plus : appareils photo, endoscopes médicaux et industriels, microscopes, produits biomédicaux et communication de bureau. Si vous voulez en savoir plus sur Olympus, veuillez demander une documentation détaillée: Olympus Optical Co. (Europa) GmbH, Wendenstraße 14–16, D-2000 Hamburg 1, R.F.A.

OLYMPUS

LA SCIENCE POUR LA VIE

Affaires

Filiale française de Philips

TRT enregistre la première perte de son histoire

TRT (Télécommunications radioélectriques et téléphoniques), filiale française de Philips, n'en finit pas de traverser une mauvaise passe. Pour la première fois de son histoire, elle affichera pour 1988 une perte consolidée d'environ 50 millions de francs, à comparer avec un bénéfice en baisse constante depuis 1985 (125,9 millions cette année-là, 119,5 millions en 1986, 61 millions en 1987). Le tout pour un chiffre d'affaires consolidé qui progresse à toute petite vitesse (+ 3,5 %, à 4,16 milliards de francs en 1988).

TRT, qui réalisait en 1980 80 % de son chiffre d'affaires dans l'Hexagone, est lancé dans une politique d'internationalisation, qui, si elle porte ses fruits (46 % des ventes ont été réalisées à l'exportation en 1988), lui impose d'améliorer sa compétitivité : 305 postes seront ainsi supprimés dans la société, et 135 personnes seront mutées de la région parisienne vers la province (sur un total de 4 500). Sa filiale informatique, également dans le rouge dans des proportions non précisées par le groupe, va supprimer, elle, 105 postes. Le coût de ces restructurations sera intégralement pris sur les résultats de 1988.

La société indique, en outre, que, *« dans le cadre de cette nouvelle orientation* [NDLR : l'internationalisation], *elle a décidé d'augmenter de manière significative les provisions correspondant à certaines affaires à l'étranger »*. Là encore, aucune précision n'était donnée dans le groupe, où l'on évoquait néanmoins les risques encourus sur certaines créances à l'étranger, aussi bien dans les activités « télécom » que « défense ».

Turboméca et Labinal créent le premier équipementier aéronautique français

Labinal et Turboméca ont décidé de fusionner leurs activités dans les moteurs d'hélicoptères, les systèmes de propulsion pour engins autopilotés, les connecteurs et les câblages aéronautiques. Cette fusion commencera par un croisement de capitaux des deux sociétés puisque, au terme des procédures envisagées, Labinal détiendra 98 % du capital de Turboméca et sera contrôlé à hauteur de 45 % par Sopartech, holding réunissant la famille Szydlowsky du fondateur de Turboméca, la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit agricole, AXA, la Société générale, le Crédit national et l'Aérospatiale.

Cette opération permet d'amorcer un regroupement dans le secteur des équipements aéronautiques, en constituant une société de 6 à 7 milliards de francs de chiffre d'affaires qui sera la plus importante en France. Elle a aussi pour but de s'opposer à l'intrusion de Fiat, qui avait acquis, en 1988, 14 % du capital de Labinal.

Jeumont-Schneider vend une partie de ses activités à ABB

Jeumont-Schneider, présidé par M. Didier Pineau-Valencienne, annonce la cession au géant helvético-suédois Asea Brown Boveri (ABB) d'une partie de ses activités électrotechniques : Jeumont-Schneider a en effet décidé de filialiser ses machines tournantes et ses variateurs de vitesse de moyenne puissance, et d'ouvrir ensuite à ABB le capital de cette société.

Asea Brown Boveri France en serait actionnaire à hauteur de 70 %, 30 % des titres restant à Jeumont-Schneider. La filiale, dans laquelle il n'y aura que les actifs de Jeumont-Schneider, réaliserait un chiffre d'affaires de l'ordre de 200 millions de francs pour un effectif de 350 personnes environ, employées essentiellement à Champagne-sur-Seine (Seine-et-Marne).

Le secteur des machines tournantes et des variateurs de vitesse de moyenne puissance n'est pas particulièrement en croissance, et Jeumont-Schneider y perdait de l'argent. Reste que cette opération permettra à ABB de se renforcer dans l'Hexagone, où il a réalisé un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de francs en 1987.

Bénéfices records pour les banques américaines en 1988

Les bénéfices des banques américaines ont atteint le niveau record de 25,3 milliards de dollars en 1988, en hausse de 17,1 % sur 1987, a annoncé l'agence fédérale chargée de la réglementation bancaire (Federal Deposit Insurance Corp., FDIC) qui chapeaute treize mille deux cents banques commerciales. Ces bonnes performances reflètent la croissance soutenue de l'économie américaine mais aussi la diminution de l'impact de la crise de la dette des pays en voie de développement qui avait contraint les banques américaines à accroître fortement leurs réserves en 1987.

Le rendement des placements a atteint son plus haut niveau depuis 1973 alors qu'il était tombé au plus bas en 1987. Une série de facteurs exceptionnels gonflent de 4 milliards de dollars les résultats, tels que la reprise des intérêts payés par le Brésil sur sa dette après le moratoire décidé au printemps 1987 ou la non-comptabilisation dans les statistiques 1988 de la lourde perte de la First Republic Bank Corp. de Dallas, qui a été fermée par les autorités fédérales avant d'être rouverte avec de nouveaux propriétaires. Les banques ont d'ailleurs battu en 1988 le record des faillites (deux cent vingt et une).

Le responsable de la FDIC, M. William Seidman, a en outre recommandé aux banques d'avoir une attitude plus prudente en leur reprochant d'avoir distribué une trop grande partie (13 milliards de dollars, soit 52 % en moyenne et 24 % de plus qu'en 1987) de leurs bénéfices à leurs actionnaires en 1988. – *(AFP.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE CIMENTS FRANÇAIS

SUCCÈS DE L'OPA CANADIENNE

A la fin du mois de janvier, le Groupe ciments français, par l'intermédiaire de sa filiale canadienne Lake Ontario Cement, avait annoncé son intention de lancer une offre publique d'achat amicale sur les actions composant le capital de la société Miron.

Les investigations menées par le Groupe ayant été concluantes, l'opération a été lancée effectivement le 13 février. Le 16 février, le conseil d'administration de Miron s'est prononcé favorablement et a recommandé aux actionnaires d'accepter cette offre. Enfin, les autorisations administratives ont été obenues sans réserves.

Dans ces conditions, il a pu être mis fin à l'offre d'achat le 12 mars. A cette date, les actions présentées correspondaient à plus de 96 % du total. Ainsi que le permet la réglementation canadienne, le reste des actions sera acquis automatiquement dans les prochains jours.

L'investissement total s'élèvera donc à environ 60 millions de dollars canadiens (300 millions de francs).

UN INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE

Le Groupe ciments français va maintenant pouvoir intégrer la société Miron dans son dispositif nord-américain.

La reconversion de l'outil de broyage et de distribution de Miron, après l'arrêt de la cimenterie de Montréal en 1987, a été opérée en 1988. A la fin de l'exercice, les fonds propres de la société étaient de 72 millions de dollars canadiens, à rapprocher du prix d'offre de 60 millions.

L'activité de Miron, dans sa structure actuelle, repose essentiellement sur :

● une capacité de vente de l'ordre de 600 000 tonnes de ciment dans le Québec, le long de l'estuaire du Saint-Laurent, et dans le Massachusetts aux Etats-Unis ; la capacité du Groupe ciments français en Amérique du Nord sera ainsi portée à près de 5 millions de short tons.

● un ensemble de seize centrales à béton dans les régions d'Ottawa, de Montréal et à l'embouchure du Saint-Laurent : d'une capacité de 750 000 mètres cubes, ces centrales compléteront la production actuelle du groupe, qui dépasse déjà 1 million de mètres cubes au Canada.

Cet ensemble industriel et commercial élargit ainsi la présence du Groupe dans le quart nord-est de l'Amérique du Nord et présente des synergies importantes pour l'avenir avec Lake Ontario Cement et Coplay Cement.

Marchés financiers

NEW-YORK, 14 mars =

Indécision

Grande irrégularité, mardi, à la Bourse de New-York, où pendant toute la séance le Dow Jones a évolué selon une tendance en dents de scie. En clôture, cet indice ne s'était quasiment pas écarté de son niveau de la veille, à 2 305,25 points. Le marché était calme avec quelque 141 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en baisse était supérieur à celui des hausses : 723 contre 669. Le cours de 555 titres était inchangé.

La séance avait bien commencé en raison notamment de la détente des taux d'intérêt observée sur les marchés obligataires après l'annonce surprise d'une baisse de 0,4 % des ventes au détail en février. Les investisseurs, qui ont interprété cette diminution des dépenses des consommateurs comme l'indice d'un ralentissement de l'activité économique, estiment qu'elle devrait se répercuter dans l'indice des prix.

Un accès de faiblesse du dollar avant la publication, mercredi, des chiffres du commerce extérieur américain a toutefois engagé les investisseurs à la prudence, notamment les institutionnels qui, mardi, avaient été les artisans de la nette reprise du marché. D'autres statistiques sont également attendues les jours prochains. En fin de journée, des prises de bénéfice ont effacé les hausses initiales. NCR a perdu 1 1/4 à 56 3/8, IBM 1 1/8 à 117 3/4 et Inco 1 point à 30 1/8. Fermeté de British Petroleum et American Petrofina.

VALEURS	Cours du 13 mars	Cours du 14 mars
Alcoa	60 1/4	61 1/8
A.T.T.	31 1/2	31 3/4
Boeing	66 7/8	66 7/8
Chase Manhattan Bank	35 5/8	33 3/4
Du Pont de Nemours	99 3/8	99 3/8
Eastman Kodak	46 5/8	46 1/2
Exxon	45	45
Ford	61 1/8	60 3/8
General Electric	45 5/8	45 3/4
General Motors	85 3/8	84 3/4
Goodyear	47 7/8	47 7/8
I.B.M.	118 7/8	117 3/4
I.T.T.	53	53 1/4
Mobil Oil	49 5/8	49 7/8
Pfizer	55 3/8	55 1/2
Schlumberger	38 1/4	37 5/8
Texaco	52 3/4	52 3/8
UAL Corp. ex-Allegis	119 3/4	119 1/2
Union Carbide	31 1/8	30 1/2
U.S.X.	31 3/4	31 7/8
Westinghouse	54 1/4	54
Xerox Corp.	61 1/2	61 3/8

LONDRES, 14 mars ⬆

Plus haut

Poursuite de la hausse des valeurs, mardi, au Stock Exchange, durant laquelle l'indice Footsie a clôturé en progrès de 22,4 points à 2 125,4 (+ 1 %). Le volume d'activité était en sensible hausse avec 544,3 millions de titres échangés contre 494 millions la veille. La présentation d'un budget extrêmement prudent par le chancelier de l'Echiquier Nigel Lawson a rassuré les investisseurs. D'autre part, l'annonce d'un recul de 0,4 % des ventes de détail aux Etats-Unis, pour le mois de février, a encouragé le marché boursier.

La plupart des secteurs ont terminé en hausse, notamment les bancaires (Natwest), les brasseries (Bass), les pétrolières (Enterprise Oil), les industrielles (Unilever), les pharmaceutiques (Boots), les alimentaires (Cadbury) et les titres liés à la construction (Wimpey). Le groupe pharmaceutique Wellcome s'est replié à la suite de rumeurs selon lesquelles le traitement contre le sida produit par Wellcome, l'AZT, entraînerait chez certains patients l'apparition de virus dérivés du sida.

Les fonds d'Etat ont évolué de manières variées tandis que les mines d'or se sont appréciées à l'image d'Am Gold.

VALEURS	Cours du 14 mars	Cours du 15 mars
Akai	704	702
Bridgestone	1 350	1 400
Canon	1 490	1 560
Fuji Bank	3 560	3 630
Honda Motors	1 960	1 950
Matsushita Electric	2 400	2 460
Mitsubishi Heavy	1 090	1 110
Sony Corp.	6 840	6 910
Toyota Motors	2 530	2 560

PARIS, 15 mars ⬆

Hausse

Suspendue depuis quelques jours à la publication des statistiques économiques américaines, la Bourse de Paris était mercredi, en début d'après-midi, très hésitante. Elle attendait la publication des chiffres du commerce extérieur des Etats-Unis pour janvier. En espérant qu'ils réserveront une aussi bonne surprise que ceux concernant les ventes au détail pour février. En effet, les ventes américaines ont baissé de 0,4 %, contre une hausse de 0,7 % le mois précédent. Vers 14 heures, l'indicateur instantané était en hausse de 0,2 % après un repli de 0,2 % à l'ouverture.

Les opérateurs n'ont toutefois pas voulu s'engager sérieusement sur le marché tant que les chiffres ne seraient pas tombés. Même si l'on constatait, ici et là, des velléités de hausse.

Les experts se montrent, par ailleurs, confiants sur l'avenir du marché. Surtout après la réunion mardi de la SAFE. Cet organisme, qui est composé d'éminents analystes de la place, estime que les bénéfices des sociétés devraient progresser en 1989 de 13 %, après les 20 % de l'an dernier. D'autre part, il table sur un repli des prix du pétrole et des taux d'intérêt, ce qui provoquerait une nouvelle étape de hausse à la Bourse. Le niveau des 500 points pour l'indice CAC (240) est à présent évoqué pour la fin de l'année. Mardi, cet indice était à 437,28.

Le MATIF était en nette reprise, l'échéance mars gagnant 50 centimes.

Le marché était donc encore très calme. Mardi, le chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel est tombé à 800 millions de francs. Une misère par rapport aux 2 milliards traités lors d'une séance « normale », et aux 4 milliards et plus en pleine euphorie boursière.

Les Chargeurs, au plus haut, ont continué à être recherchés ainsi que la CGE.

TOKYO, 15 mars ⬆

Vif redressement

Le ciel s'est nettement dégagé, mercredi, à la Bourse de Tokyo. Après plusieurs jours de baisse, la cote s'est vivement redressée dans un marché très actif. L'indice Nikkei, qui avait gagné mardi 171,39 points, a repassé allègrement la barre des 32 000 points, après une hausse de 1,19 %. Cet indice a, en effet, gagné 376,13 yens à 32 100,48 yens.

La perspective d'une stabilisation des taux d'intérêt et d'une accalmie sur les marchés des changes est à l'origine de ce vif redressement. Les analystes sont persuadés que le marché entre à présent dans une nouvelle phase de hausse. La plupart des secteurs de la cote ont bénéficié des achats importants réalisés par les investisseurs institutionnels. Les valeurs de la construction, de la sidérurgie, des pâtes à papier et des chemins de fer étaient notamment recherchées. Repli des automobiles et des mécaniques.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Création prochaine d'un marché d'instruments financiers à Dublin.** – La Bourse de Dublin ouvrira, à la mi-avril, un marché d'instruments financiers où seront traités trois contrats, l'un basé sur des obligations à vingt ans de l'Etat irlandais, un deuxième sur le taux interbancaire à trois mois et le dernier sur la livre par rapport au dollar. Les négociations seront automatisées. L'Irish Futures and Options Exchange (IROE) dispose de 23 sièges qui seront proposés chacun au prix de 86 000 dollars (550 000 F).

● **Groupe Lambert : forte progression du chiffre d'affaires.** – Présentant, le 14 mars, les résultats du groupe Lambert frères et compagnie, M. Alain Clarou, président, a déclaré : « Le redressement de Lambert (fabrication et distribution de matériaux) est totalement achevé. Dans tous ses métiers, le groupe dispose désormais d'un fort potentiel de croissance. Il s'efforcera de saisir les opportunités de développement interne et externe qui lui permettront d'accéder à une dimension nouvelle. » Le résultat net consolidé s'est élevé à 112 millions de francs en 1988 contre 74,5 millions l'année précédente. Le résultat courant a atteint 150 millions en 1988 (114 millions en 1987). Enfin, le chiffre d'affaires 1988 a été de 3,394 milliards de francs contre 2,590 milliards l'année précédente.

● **IMS (Usinor-Sacilor) : bénéfice en hausse de 120 % en 1988.** – International Metal Service (IMS), filiale d'Usinor-Sacilor spécialisée dans le commerce international de métaux spéciaux, a réalisé en 1988 un résultat net consolidé (provisoire) de 86 millions de francs, en hausse de 120,5 % sur celui de 1987 (39 millions de francs). Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 2,24 milliards de francs, contre 1,75 milliard de francs l'année précédente. Fédérations de PME européennes contrôlées à 100 %, IMS réalise 37 % de ses ventes en France, 21 % en RFA, 17 % au Royaume-Uni, 10 % en Suisse, 6 % en Italie, 5 % au Benelux, 2 % en Autriche et 2 % en Espagne. Par filières, IMS réalise 35 % de son chiffre d'affaires dans la mécanique, 45 % dans la lutte anti-corrosion et 12 % dans l'abrasion.

● **Essilor lance un emprunt convertible de 800 millions de francs.** – Essilor (lunettes) va lancer un emprunt obligataire convertible de 800 millions de francs d'une durée d'un peu moins de dix ans à des taux de 6 % et 6,5 % selon les échéances. Le prix d'émission a été fixé à 3 800 F, les actionnaires pouvant souscrire à cet emprunt prioritairement à hauteur d'une obligation pour 9 actions entre le 13 et le 24 mars, date à laquelle la souscription sera ouverte au public.

● **France Distribution System numéro un de la logistique.** – La filiale du groupe Bolloré, France Distribution System (FDS), est devenue la première entreprise française de stockage et de distribution par l'entrée dans le capital de Robin Chatelain, Lucas, Furet, CEDIP, TTD, Transfret et FDSA. On s'attend que FDS réalise, en 1989, un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs et un résultat net, après impôt, de 3 %. FDS compte 1 250 salariés et utilise 330 000 mètres carrés et 600 camions.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	484	Le pd livre du mois	....	321
Asystel	295	....	Loca Investissement	....	267
B.A.C.	338	338	Locamic	....	154
B. Demachy & Assoc.	510	510	Metallurg. Minière	....	175
B.I.C.M.	....	512	Météorologie Internat.	....	605
B.I.P.	....	800	Métrosevices	....	187 30
Boiron	500	502	M.M.B.M.	....	700
Bolloré Technologies	889	....	Motec	220	222
Cibiès de Lyon	....	1651	Navale-Dalaise	....	935
Colleraon	....	810	Olivetti-Logabax	....	231 50
Cardif	....	860	Ora. Gest.Fin.	....	310
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	340	Pinault	433	432
C.A.T.C.	131	131	P.F.A. S.A.	....	447
C.D.M.E.	1284	1283	Pneubourg (C.I. & Fin.)	....	92
C. Equip. Elect.	....	345	Préfrance Assurance	400	400
C.F.G.I.D.	838	839	Publicat. Filipacchi	....	595
C.G.E.E.P.	....	232	Razel	....	851
C.E.P.-Communication	1790	1790	Rémy & Associés	....	326
C.G.I. Informatique	1229	1225 c	St-Gobain Emballage	....	2214
Chemins d'Origny	....	587	St-Honoré Matignon	....	230
C.N.I.M.	....	505	S.C.G.P.M.	....	369
Concept	340	....	Sagb	400	....
Conformia	....	808	Sélection Inv. (Lyon)	100 60	100 60
Creaks	....	349 10	S.E.P.	....	820
Defas	....	146 10	S.E.P.R.	....	1672
Dauphin	....	1381	Serbo	448	448
Devenley	1085	....	S.M.T.Goupil	....	335
Deville	....	580	Sodinforg	720	725
Editions Belfond	....	98	Sopra	....	221
Equipes Investissem.	21 80	....	TF1	430	....
Financr	....	245	Uniteg	....	198
Geovoir	....	385	Union Financ. de Fr.	460	460
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	238	238	Viel et Cie	218	218
Guinaull	....	584			
I.C.C.	....	223			
IDIA	....	250			
I.G.F.	92	93			
IN2	258	....			
Int. Mural Service	....	800			
La Commande Electro.	....	252			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 14 mars 1989

Nombre de contrats : 10 911.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Accor	600	13	37	12	25,50
CGE	400	5,01	22,50	16,50	38,50
Elf-Aquitaine	400	45	55	1	–
Lafarge-Coppée	1 550	8	65	85	–
Michelin	218	1,35	7,50	27,90	29
Midi	1 645	10	–	75	–
Paribas	480	4	22	20	35
Peugeot	1 550	143	200	4	37
Saint-Gobain	600	4	29	29	38
Société générale	480	5,50	20,50	–	–
Thomson-CSF	200	33	39,50	0,30	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 14 mars 1989
Nombre de contrats : 62 825.

COURS	ÉCHÉANCES Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	104,96	104,16	104,44
Précédent	104,50	103,64	103,90

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 89	Sept. 89	OPTIONS DE VENTE Juin 89	Sept. 89
104	1,23	1,71	1,05	1,56

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,319 F ⬇

Le dollar a très légèrement baissé, mardi 14 mars, à l'annonce d'une chute des ventes au détail aux Etats-Unis, en février (– 0,4 %). Cependant, le marché était très calme dans la matinée du 15, dans l'attente de la publication des résultats commerciaux américains de janvier. Le billet vert s'échangeait à 6,319 F contre 6,3235 F la veille au fixing.

FRANCFORT	14 mars	15 mars
Dollar (en DM) ..	1,8588	1,8590
TOKYO	**14 mars**	**15 mars**
Dollar (en yens) ..	129,92	129,88

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (15 mars)	81/16 3/16 %
New-York (14 mars)	9 13/16-9 1/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)

	13 mars	14 mars
Valeurs françaises ..	104,1	104,8
Valeurs étrangères .	108,2	109,2
(Sbf, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC .	437,3	440,8
(Sbf, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40 ..	1 604,25	1 619
(OMF, base 100 : 31-12-81)		
Indice OMF 50 ..	452,60	459,59

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industrielles	2 306,25	2 306,25

LONDRES (Indice « Financial Times »)

Industrielles	1 739,4	1 761,1
Mines d'or	192,1	192,2
Fonds d'Etat	88,59	88,65

TOKYO

	14 mars	15 mars
Nikkei Dow Jones	31 724,35	32 100,48
Indice général ...	2 407,52	2 432,77

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,3130	6,3160	– 95	– 80	– 175	– 145	– 475	– 395
$ can.	5,2755	5,2815	– 160	– 130	– 300	– 255	– 865	– 745
Yen (100)	4,8615	4,8670	+ 160	+ 180	+ 315	+ 360	+ 1055	+ 1160
DM	3,3878	3,3907	+ 65	+ 82	+ 127	+ 155	+ 390	+ 455
Florin	3,0030	3,0055	+ 45	+ 55	+ 95	+ 115	+ 300	+ 360
FB (100)	16,1800	16,1940	+ 40	+ 120	+ 110	+ 260	+ 560	+ 945
FS	3,9680	3,9740	+ 98	+ 115	+ 195	+ 220	+ 615	+ 695
L (1 000)	4,6175	4,6225	– 155	– 120	– 275	– 230	– 800	– 700
£	10,8165	10,8265	– 420	– 375	– 760	– 680	– 1995	– 1885

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	9 5/8	9 7/8	9 15/16	10 1/16	10	10 1/8	10 7/16	10 9/16
DM	5 5/8	5 7/8	6	6 1/8	6 3/16	6 5/16	6 7/8	7
Florin	6	6 1/2	6 11/16	6 13/16	6 3/4	6 7/8	7	7 1/8
F.B. (100)	7 3/4	8 1/4	7 15/16	8 1/4	8	8 5/16	8 5/16	8 5/8
F.S.	4 3/4	5	5 1/2	5 5/8	5 11/16	5 13/16	5 7/8	6
L (1 000)	11	12	11 7/8	12 3/8	12	12 1/2	12 1/2	12 3/4
£	12 3/4	13	12 13/16	13 1/16	12 7/8	13	13 13/16	13 1/16
F. franç.	8	8 1/4	8 9/16	8 11/16	8 11/16	8 13/16	9 3/16	9 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 15 MARS

Cours relevés à 14 h 31

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-
3750	C.N.E. 2% ★	3815	3825	3835	+ 0 52
1070	B.N.P. T.P.	1050	1062	1062	+ 0 19
1200	C.C.F. T.P.	1185	1200	1200	+ 0 42
1125	Créd. Lyon. T.P.	1125	1126	1126	....
1700	Renault T.P.	1685	1668	1689	+ 0 24
1785	Rhône-Poul. TP	1800	1800	1800	....
1301	St-Gobain T.P.	1295	1291	1291	- 0 31
1320	Thomson T.P.	1328	1326	1326	- 0 15
595	Accor	603	601	603	....
570	Air Liquide	579	575	585	+ 1 04
2690	Alcatel ★	2880	2805	2860	+ 0 35
1990	Als. Supera.	1980	1980	1980	....
325	A.L.S.P.I. ★	320	319	320 80	+ 0 25
480	Alsthom ★	528	529	528	....
2570	Arjom. Prioux ★	2576	2572	2560	- 0 62
610	Aumodet-Rey ★	612	....	....	....
885	Aux. Entrep. ★	884	885	884	....
740	Av. Dassault ★	676	680	678	+ 0 30
395	BAFP ★	413	410 10	417	+ 0 97
305	Bail-Equipem. ★	306	311	311	+ 0 97
825	Bail Investiss. ★	830	829	830	....
325	B.N.P. C.I. ★	324	320 10	318	- 1 85
555	Cie Bancaire ★	513	515	520	+ 1 36
520	Bazar H.-V. ★	508	508	505	- 0 79
625	Belghim-Say ★	640	631	638	- 0 31
860	Berger (Ns)	810	819	819	+ 1 11
760	Bic ★	760	757	750	- 1 32
395	B.I.S. ★	385 10	390	390	+ 1 27
2670	Bongrain S.A. ★	3100	3148	3100	....
550	Bouygues ★	588	581	585	- 0 17
90	B.P. France ★	91	91 20	91 50	+ 0 55
855	B.S.N. ★	865	867	868	+ 0 60
640	Canal Plus ★	659	660	651	- 1 21
2680	Cap Gem. S. ★	2685	2680	2662	- 0 89
580	Carnaud ★	621	622	624	+ 0 48
3240	Carrefour ★	3347	3369	3380	+ 0 39
200	Casino ★	208 90	208	207 80	- 1
139	Casino A.D.P. ★	143 50	144	143 30	- 0 14
1010	Castor. Dub. L.	1000	....	....	....
1050	C.C.M.C.	1035	1060	1050	+ 1 45
690	Cetelem ★	705	703	700	- 0 71
420	Ceras ★	411 10	413	415	+ 0 96
2000	C.F.A.O. ★	1802	1786	1805	+ 0 17
395	C.G.E.	393	395	404 50	+ 2 93
1280	C.G.I.P. ★	1417	1417	1428	+ 0 78
1220	Chargeurs S.A. ★	1411	1440	1450	+ 2 76
1230	Ciments franç. ★	1356	1362	1342	- 1 03
540	Club Méditer. ★	515	515	529	+ 2 72
187	Cockerill ★	188 90	185 10	185 10	- 2 01
335	Colinet ★	339 90	339 90	339	- 0 26
705	Colas ★	735	737	728	- 0 82
230	Cpt. Entrepr. ★	220	220	226 50	+ 2 95
880	Compt. Mod. ★	863	860	868	+ 0 58
925	Créd. Foncier ★	861	860	876	+ 1 63
490	C. F. Interest. ★	472 10	472	470	- 0 44
210	C.C.F. ★	211 40	212 20	212 90	+ 0 71
490	Cr. Lyon. (Cl) ★	483	488	490	- 0 61
1050	Crédit Nat. ★	1030	1021	1070	+ 3 88
605	C.S.E.E. ★	575	579	578	+ 0 52
470	Creusot ★	441 50	435	440	- 0 34
3100	Damart S.A. ★	3020	3036	3040	+ 0 33
1550	De Dietrich ★	1470	1448	1462	- 0 54
215	Dév. P.d.C. ILE	217	....	....	....
335	Dév. R. Sud-Est	320	330	326	+ 1 88
480	D.M.C.	479	476	475	- 0 84
360	Dmout Auxerr.	345	342	333	- 3 48
3010	Docks France ★	3398	3398	3365	- 0 97
930	Dumez ★	850	844	857	+ 0 82
....	Dumézil Labbé	1030	1036	1035	+ 0 49
1650	Eaux (Gle.) ★	1602	1602	1612	+ 0 62
1750	Ecia ★	1770	1765	1775	+ 0 28
940	Electrofinance. ★	904	900	906	+ 0 22
485	El. S. Dassault ★	455	453	460	+ 1 10
420	Elf-Aquitaine	445	442	444	- 0 22
350	- bon (Gle.) ★	359	360	360	+ 0 28
1220	Epeda B.-F.	1190	1170	1190	....
3500	Essilor ★	3380	3351	3350	- 1 18
1780	Essl. Int.(DP) ★	1626	1627	1628	+ 0 12
325	Esso S.A.F. ★	325 60	335	338	+ 3 81
1670	Eurafrance ★	1600	1595	1591	- 0 56
2700	Eurocom ★	1291	1286	1298	+ 0 54
2385	Euromarché ★	2385	2440	2420	+ 1 47
700	Europe n° 1 ★	700	705	708	+ 1 14
91	Eurotunnel ★	91	91 45	91 50	+ 0 66
1290	Exor ★	1290	1285	1295	+ 0 39
1200	Facom ★	1200	1198	1200	....
1010	Fichet-Bauche ★	1010	1005	1005	- 0 50
209	Flandrin ★	209	209	209	....
257	Fives-Lille ★	257	256 90	258	- 0 39
1635	Fromager. Bail ★	1635	1631	1635	....
1110	Gel. Lalleyrand ★	1110	1111	1100	- 0 90
555	Gascogne ★	555	559	559	+ 0 72
1605	Gaz et Eaux ★	1605	1605	1610	+ 0 31
560	Géophysique ★	560	545	555	- 0 89
620	Garland ★	620	616	620	....
3150	Groupe Cléd ★	3150	3150	3150	....
1150	GTM-Entrep. ★	1150	1149	1170	+ 1 74
814	Guyenne-Gas. ★	814	814	812	- 0 25
329	Hachette ★	329	326 30	334	+ 1 52
760	Havas ★	760	755	753	+ 0 40
543	Hénin (Ladd) ★	543	545	547	+ 0 74
1281	Hutchinson ★	1281	1298	1299	+ 1 41
360	Imétal ★	360 80	360	358	- 0 53
391	Im. Plaine-M. ★	391	390 80	391	....
265	Ingénico ★	265 60	288	288	+ 1 32
6310	Inst. Mérieux ★	6310	6300	6340	+ 0 48
520	Interbail ★	520	525	518	- 0 38
1420	Interchimique ★	1420	1449	1400	- 1 41
1116	Interfood ★	1116	1121	1120	+ 0 36
580	Labinal ★	580	570	570	- 1 02
1630	Lab. Bellon ★	1630	1630	1660	+ 1 84
1476	Lafarge-Coppée	1476	1482	1496	+ 0 68
1375	Lebon ★	1375	1350	1375	....
3480	Legrand ★	3508	3500	3490	- 0 46
2530	Legrand (DP) ★	2356	2375	2385	+ 1 23
1330	Leroy-Somer ★	1229	1220	1230	+ 0 08
....	Locabail Im. ★	700	699	700	....
455	Locafrance ★	455	455	451	- 0 88
830	Locindus ★	810	815	815	+ 0 62
335	Lucbaire ★	384	380 50	376 50	- 2 21
3960	L.V.M.H. ★	3948	3885	3925	- 0 58
1550	Lyons. Eaux ★	1590	1600	1571	- 1 19
85	Mais. Phénix ★	89 70	89	88 60	- 1 23
192	Majorette (Ly) ★	200	195 30	195 20	- 2 40
410	Mar. Wendel ★	410	408	407 50	- 0 61
2660	Matra ★	251 80	251 90	252 30	+ 0 20
3750	Merlin-Gerin ★	3905	3925	3906	+ 0 03
150	Métaleurop ★	176 30	176 90	174 70	- 0 91
205	Michelin	191 10	191 50	190	- 0 58
1630	Midi (Cie)	1575	1570	1581	- 0 89
210	Midi. Bt SA ★	199 50	198	198	+ 0 76
410	Min Salaig (Ste)	430	429	429	- 0 23
129	Moulinex ★	129	128	129	....
1400	Navig. Mixte ★	1039	1040	1049	+ 0 96
470	Nord-Est ★	148 90	145	147	+ 0 07
400	Norbert Dent.	405	400	400	- 1 23
595	Nouvelles Gal. ★	558	559	557	- 0 18
840	Occid. (Cén.) ★	843	845	830	- 1 54
1400	Oms.F.Paris ★	1330	1302	1340	+ 0 75
470	Olida-Caby ★	482	485	477 50	- 0 93
4210	Orkel (L') ★	4135	4130	4140	+ 0 12
470	Paribas	463	458	463 90	+ 0 19
410	Paris-Réesc. ★	417	419	410 10	- 1 86
1120	Pechelbronn ★	1085	1075	1075	- 1 01
390	Pechiney CIP ★	407 80	407	411 50	+ 0 81
410	Penhoet ★	400	403 50	402	+ 0 50
1280	Penaud-Ricard ★	1245	1245	1270	+ 2 01
1580	Peugeot S.A.	1694	1695	1715	+ 1 24
620	Pollet ★	637	640	632	- 0 78
1050	Prénatal Sic. ★	1036	1048	1035	- 0 10
630	Primagaz ★	700	679	680	- 2 86
630	Printemps ★	565	565	567	+ 0 35
2800	Promodès ★	2800	2770	2780	- 0 71
695	Radiotechn. ★	670	685	688	+ 2 69
106	Raff. D. Total ★	101	101	103	+ 1 98
3280	Redoute (La) ★	3180	3156	3160	- 0 63
670	R.-Poulenc CIP ★	568	568	559	- 1 58
306	Robur finanz.	303	304	304	+ 0 33
1600	Roussel-Uclaf ★	1503	1508	1507	+ 0 27
885	R.-Uclaf-CIN ★	920	895	895	- 3 80
3380	R. Inspir. (Ly)	3420	3420	3420	....
1400	Sade	173 50	173 50	173 50	....
1580	Sagem ★	1500	1500	1500	....
580	Saint-Gobain	573	573	572	- 0 17
1660	St-Louis ★	1200	1200	1200	....
1496	Salomon	2200	2199	2199	- 0 05
1415	Salvepar	670	665	665	- 0 75
1230	Sanofi ★	778	780	780	+ 0 26
2435	S.A.T. ★	695	691	690	- 0 72
1330	Saut-Chât (Ets) ★	280	278	280	....
700	Seapiquet (Ns)	861	860	860	- 0 12
685	Schneider ★	734	722	725	- 1 23
63	S.C.O.A. ★	73 80	73	71	- 3 78
670	S.C.R.E.G. ★	720	725	723	+ 0 42
980	Sib ★	955	941	950	- 0 52
440	Sidmag ★	425	418	420	- 1 18
1630	S.F.I.M. ★	1670	1645	1650	- 1 20
200	S.G.E. ★	200 80	197 50	199	- 0 90
710	Silic ★	707	707	714	+ 0 99
505	Simco	477	479	478	+ 0 21
1010	St. Rossignol ★	1025	1025	1027	+ 0 20
890	Sligos ★	850	850	840	- 1 18
485	Société Génér.	478	488	474	- 0 84
144	Sodeco	148 10	148 90	148 90	+ 0 54
174	Sodexo (Ns)	171 90	172	172	+ 0 06
3350	Sodexho ★	3300	3295	3294	- 0 18
118	Sogenal (Ny)	116	115 50	115 50	- 0 43
340	Sogerap ★	376	380	378	+ 0 80
2550	Sonan-Alib. ★	2438	2420	2460	+ 0 99
1650	Source Perrier ★	1642	1631	1641	- 0 06
735	Sovac ★	732	730	735	+ 0 41
920	Spie-Batignol ★	497	486 50	494 40	- 0 52
....	Strafor ★	950	951	953	+ 0 32
310	Suez	301	303	303 80	+ 0 93
540	Symbiotika ★	521	517	515	- 1 15
1150	Talca Lazarac ★	1145	1120	1110	- 3 06
4850	Tél. Elect. ★	4561	....	....	....
230	Thomson-C.S.F.	232 10	232 70	233	+ 0 39
415	Total (CFP) ★	416 60	415 10	418	+ 0 34
91	→ (certific.) ★	88	88 50	89 40	+ 1 69
1220	T.R.T. ★	1190	1148	1180	....
440	U.F.B.-Locab. ★	430	430	434	+ 0 93
845	U.I.C. ★	815	824	811	- 0 61
530	U.I.F. ★	528	527	531	+ 0 57
835	U.I.S. ★	831	832	833	+ 0 24
190	U.C.B. ★	214 90	214 90	214 50	- 0 19
715	Unibail ★	723	724	724	+ 0 14
665	Valéo ★	678	682	684	+ 0 88
315	Vallourec ★	317	318 10	321	+ 1 26
365	Via Banque ★	353	348	348	- 1 42
770	Elf-Gabon ★	825	840	839	+ 1 70
183	Amex Int.	153 50	155	155	+ 0 98
194	Amer. Express	189 90	191	191	+ 0 58
196	Amer. Teleph.	198 50	198	199	+ 0 25
111	Anglo Amer. C.	127 40	128	128 30	+ 1 49
410	Amgold	465	467 50	467 50	+ 0 54
980	BASF (Akt)	983	972	979	- 0 41
1020	Bayer	1005	1005	1014	+ 0 90
90	Buffelsfont.	97 10	96 80	96 60	- 0 51
205	Chase Manh.	210	214 50	216	+ 2 63
55	Echo Bay Mines	101 90	102 90	102 90	+ 0 98
80	De Beers	88 50	90 10	90 10	+ 1 81
1750	Deutsche Bank	1739	1740	1728	- 0 63
1060	Dresdner Bank	1040	1045	1046	+ 0 58
54	Driefontein Csl	63 80	65 10	65 20	+ 2 03
615	Du Pont-Nem.	622	625	625	- 0 48
300	Eastman Kodak	297 50	295	295	- 0 84
25	East Rand	29 65	29 80	29 80	- 2 54
300	Electrolux	313	312	312	- 0 32
385	Ericsson	415	418	419	+ 0 96
280	Exxon Corp.	287	286 90	286 90	- 0 03
340	Ford Motors	328	316	316	- 3 07
46	Fraegold	53 80	54 30	54 30	+ 0 93
112	Gencor	126	127 80	127 80	+ 1 43
290	Gén. Electr.	289	289	289	....
760	Gén. Belgique	761	763	763	+ 0 26
860	Gen. Mocors	545	540	540	- 0 92
157	Goldfields	154 80	154 80	154 60	- 0 13
58	Gold Metropolitain	61 50	61 10	61 10	- 0 65
34	Harmony	40 50	40 45	40 45	- 0 12
....	Hitachi	77	77	77	....
1020	Hoechst Akt.	1000	1008	1008	+ 0 80
131	Imp. Chemical	134	130	130	- 2 99
780	IBM	752	747	747	- 0 66
345	ITT	337	338 50	338 50	+ 0 45
205	Ito-Yokado	178	177 50	177 50	- 0 28
325	Mac Donald's	323	322	322	- 0 31
115	Matsushita	116	120 80	120 80	+ 3 97
405	Merck	416	418	419	+ 0 72
425	Minnesota Mi.	425	427	427	+ 0 47
300	Mobil Corp.	312	313	313	+ 0 32
230	Morgan J.P.	225	222	222	- 0 45
29160	Nestlé	29300	29350	29360	+ 0 18
1030	Nixdorf	1045	1028	1028	- 1 63
145	Norsk Hydro	147 80	147 60	147 60	- 0 14
114	Olivi	128	131 50	131 50	+ 2 73
2170	Petrofina	2125	2097	2097	- 1 32
690	Philip Morris	753	751	751	- 0 27
109	Philips	117 50	118 10	118 10	+ 0 51
85	Placer Dome	87 50	88 20	88	+ 0 57
410	Quilmès	437	433	435	- 0 46
350	Randfontein	380	375	375	- 1 32
370	Royal Dutch	388 10	390	389 80	+ 0 44
56	Rio Tinto Zinc	58 30	58	58	- 0 51
45	Saez. & Sasachi	44 95	44	44	- 2 11
46	St Helens Co	51 60	51 60	51 60	....
225	Schlumberger	243 50	238	238	- 2 26
42	Shell transp.	43 20	42 50	42 50	- 1 62
1770	Siemens A.G.	1796	1800	1810	+ 0 78
345	Sony	335	340 50	340 50	+ 1 64
51	Telefonica	50 40	50 30	50 30	- 0 20
160	T.D.K.	198	200	200	+ 1 01
57	Toshiba Corp.	57 50	59 50	58 50	+ 3 48
388	Unilever	395 50	394	394	- 0 38
280	Unit. Techn.	283 50	282	282	- 0 53
480	Veal Reefs	537	541	541	+ 0 74
445	Volvo	466	467	467	+ 0 21
179	West Deep	218 40	220	220	+ 0 73
400	Xerox Corp.	382	390 10	390 10	- 0 48
181	Yamanouchi	175 80	174 40	174 40	- 0 80
2 49	Zambia Corp.	2 62	2 73	2 77	+ 5 73

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Esp. 8,80 % 77	123 80	7 136
9,80 % 78/83	100 65	6 605
10,80 % 79/94	103 13	5 681
13,25 % 80/90	104 77	10 348
16,20 % 82/90	106 54	2 707
16 % juin 82	107 83	12 230
14,80 % fév. 83	108 40	0 889
13,40 % déc. 83	115 75	3 084
12,20 % oct. 84	108 81	5 261
11 % fév. 85	111 25	0 653
10,25 % mars 86	105 68	0 084
ORT 12,75 % 83	2008 40	..
OAT 10 % 2000	105 45	8
OAT 9,90 % 1997	106 55	2 498
OAT 9,80 % 1998	103 85	1 181
Ct. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	101 70	1 793
CNB Paribas	102 75	1 793
CNB Suez	102 75	1 793
CNI janv. 82	101 75	1 793
PTT 11,20 % 85	108 10	3 038
CFF 10,30 % 86	103 60	1 371
CNE 11,50 % 85	106 45	8 082
CNT 9 % 85	98 50	7 590
CRH 10,90 % déc. 85	106 40	2 018
C.N.C.A. T.P.	....	107
Dmout Ass. Obl. conv.	....	..
Mécanogia t. 6% 8/7	....	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Agache (Sté. Fin.)	....	1485
A.G.F. (St Cent.)	....	667
Applic. Hydraul.	....	241
Arbel	780	780
Astorg	....	206
Avenir Publicité	....	1150
Bain C. Moreau	315	315
Banque Hypoth. Eur.	....	....
Belghim-Say (C.I.)	....	....
Blazy-Ouest	....	....
B.N.P. Intercontin.	....	280
Bénédictine	5910	5720
Bon-Marché	....	730
B.T.P. (Compagnie)	....	111
Calif	706	703
Cambodge	....	....
C.A.M.E.	....	157 80
Carbone-Lorraine	802	802
Ciss-Pochin	....	....
C.E.G.Fig.	....	437
Centax. Blazy	....	1535
Centrest (Ny)	218	220
Cerabati	....	182 10
Chaneper (Ny)	150	148

SICAV (sélection) 14/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	989 86	946 20
Action	230 83	224 46
Actions France	516 79	498 11
Actions sélectionnées	823 12	800 80
Acdlicandi	618 80	594 60
A.G.F. Actions (ex-CIF)	1122 70	1095 32
A.G.F. 5000	605 72	590 85
A.G.F. ECU	1093 76	1082 93
A.G.F. Foncier	110 17	107 48
A.G.F. Interbonds	444 28	433 44
A.G.F. Invest	122 07	119 09
A.G.F. OBLIG.	1113 86	1108 31
A.G.F. Sécurité	10867 65	10867 65
Agilmo	647 38	631 59
Altafi	219 68	211 74
A.L.T.O.	190 46	183 68
Amer-Gan	5980 38	5890 10
Amerie-Valor	706 51	688 28
Amplitude	601 53	584 01
Arbitrages court terme	5340 62	5335 18
Associc	1108 41	1108 41
Atout Futur	328 65	317 84
Auxerie	1465 15	1412 77
Avenir C.I.C.	106 49	103 39
Axa Europe	122 48	116 93
Axa Investissements	124 09	118 46
Axa Valeurs	117 33	112 01
Bail Associations	2474 93	2467 53
Capital Plus	1749 37	1749 37
Caution-Place	39 05	28 76
CIP (voir AGF Actions)	.....	.....
Comptevalor	5248 08	5240 22
Comptemonde	114 14	110 82
Convertimmo	371 97	357 66
Cooperer	521 96	508 76
Drouot-France	788 97	753 19
Drouot-Investiss.	1083 01	1033 90
Drouot-Sécurité	261 05	248 21
Drouot-Sélection	145 80	139 19
Ecucic	1100 79	1084 52
Ecureuil Mondivisa	31751 54	31751 54
Ecureuil Privatisations	385 86	374 64
Ecureuil Trimestriel	2022 01	2001 98
Elcash	2066838	2066838
Energie	251 09	239 70
Epargic	2890 42	2890 42
Epargne Associations	4343 11	4332 28
Epargne-Capital	25941	25802 30
Epargne Court-Terme	8217 34	8135 98
Epargne Croissance	1689 88	1627 96
Epargne-Industr.	82 33	78 60
Epargne Inter	630 18	613 31
Epargne J	52380 10	52380 10
Epargne Long-Terme	184 10	179 17
Epargne Monde	1288 94	1234 98
Epargne Premium	12135 70	12045 36
Epargne-Obtig.	202 78	197 35
Epargne-Ouatre	1104 04	1074 49c
Epargne-Unis	1293 77	1247 01
Epargne-Valeur	450 91	438 84
Epsilon	1155 04	1143 80
Eurocic Leaders	1033 89	1003 82
Eurodyn	1155 88	1117 87
Euro-Gan	5833 72	5599 18
Euro-Mell	28 57	25 18
Finord Placement	81678 47	81678 47
Finord Valorisation	14082 75	13787 01
Fonsicav (div. par 10)	11417 88	11417 88
Francival	247 66	239 66 ◆
France-Gan	7945 96	7585 63
France-Garantie	282 48	281 92
France-Index Sicav	100 67	97 93
France-Investiss.	430 12	410 62
France-Obligations	460 71	456 15
Francic	437 22	434 49
Francic Place	98 52	95 65
Francic Régions	1148 78	1113 38
Fructi-Associations	28 67	28 67
Fructi-Epargne	28 74	28 04
Fructicapi	33 08	32 59
Fructicourt	113783 47	113783 47
Fructidor	239 98	238 43
Fructifrance	861 09	840 09
Fructimmo	27 57	26 90
Fructivar	4413 45	4402 44
Fructi ECU	580 10	571 53
Fructi-Premium	11383 59	11215 35
Futuroblig	1148 16	1110 41
Gestion	60508 31	60355 42
Gestion Associations	158 99	155 20
H.L.M. Mondiale	10355 09	10355 09
Horizon	1157 11	1123 41
Inexpar	102284 70	99286 12
Interbtlg.	12439 19	11980 76
Intercilect France	472 82	459 05
Japacic	198 95	193 16
Jeune épargne	245 33	241 70
Lafitte-Amérique	238 33	225 61
Lafitte Europe	265 64	253 99
Lafitte-Expansion	288 84	275 74
Lafitte-France	339 47	324 08
Lafitte-Immobilière	248 33	237 07
Lafitte-Japon	408 43	398 91
Lafitte-Oblig.	143 31	136 61
Lafitte-Rend.	208 85	198 38
Lafitte-Tokyo	367 21	350 56
Latitude	5282 70	5284 77
Lion-Associations	11126 97	11126 97
Lion-Institutionnels	22525 08	22488 91
Liorphe	772 51	764 86
Lion Trésor	2131 39	2110 29
Lioret Bourse Investis.	501 47	486 86
Lioret portefeuille	708 44	697 81
Méditerranée	182 68	174 31
Mondiale Investissem.	441 67	421 64
Mosaic	5773 60	5773 60
Moracion	54042 88	54042 88 ◆
Morgan J.	54542 42	54542 42
Morgan court terme	14883 95	14883 95
Mutualité Dépôts	10251 77	10231 31
Mutuelle Unie Sél.	149 47	142 89
Natio-Epargne	14395 98	14253 45
Natio-Epargne Trésor	5483 02	5480 06
Natio-Court terme	210705	210705
Natio-Inter.	1244 20	1210 90
Natio-Obligations	535 96	521 62
Natio-Patrimoine	1415 28	1377 40
Natio-Placements	63339 68	63339 68
Natio-Revenu	1040 77	1030 47
Natio-Sécurité	11386 90	11386 90
Natio-Valeurs	772 63	751 95
Nippon-Gan	6312 15	6025 92
Nord-Sud Développ.	1228 81	1226 46
Normadif	12824 29	12378 75
Obli Association	127 60	126 54
Oblicic Mondial	9017 73	8884 46
Oblicic Régions	1094 71	1088 68
Obligations Convert.	415 92	405 78
Oblifrance	1062 53	1052 01
Obligations	10286 32	10286 32
Optimulor	229 60	224
Oracion	1243 67	1232 78
Orvalor	5888 10	5772 63
Paribas Croissance	627 53	601 95
Paribas Epargne	18578 05	18544 95
Paribas Obligations	952 68	938 60
Paribas Opportunités	121 35	117 92
Paribas Pentacles	551 85	529 35
Paribas Revenu	92 72	91 89
Parvaleur-Valor	.....	.....
Patrimoine Retraite	178 02	174 53
Perselor	625 64	608 39
Placements Placesonte	282 89	281 58
Pierre Investiss.	723 67	690 86
Placement A	1065 61	1065 51
Placement ent-terme	74055 68	74055 59
Placement J	57606 46	57606 46
Placement Premier	55588 54	55588 54
Pléiade	116 81	113 88
Premières Obligations	11083 52	11072 45
Prévoyance Ecureuil	113 91	110 88
Pvir Association	22123 87	22123 87
Quartz	122 05	119 04
Quatre-sports Retraite	1 88	1 06 ◆
Rentacic	183 86	181 44
Revenus Trimestriels	5428 30	5375 54
Revenu Vert	1173 37	1158 08
St-Honoré Ho-etment.	861 11	822 08
St-Honoré Global	268 99	256 79
St-Honoré Marigan Pl.	208 47	197 11
St-Honoré Pacifique	589 57	562 84
St-Honoré P.M.E.	487 08	484 97
St-Honoré Real	12107 92	12059 68
St-Honoré Services	485 30	476 25
St-Honoré Technol.	801 88	765 52
St-Honoré Valor	12545 57	12545 57
Sécuricic	5895 23	5579 55
Sécuri Taux	10573 39	10573 39
Sélection Croissance	565 48	549 02
Sicavtes (Cavtes BP)	713 31

Le Monde

ÉTRANGER

3 L'URSS de Mikhaïl Gorbatchev, en V.
4 La mort de l'ancienne impératrice Zita.
6 Haïti : rétablissement partiel de la Constitution de 1987.
10 Inde : la rébellion méconnue des Bodos.

POLITIQUE

11 à 16 La préparation du second tour des élections municipales.
— Les soutiers de la marée verte.
— Les accrocs à gauche.
— Les situations à Arles, Metz, Dreux et Aix.
— M. Rocard chahuté à Paris.

SOCIÉTÉ

18 Médecine : la première greffe *in utero*.
19 Affaire Jobic : bonne police et saine gendarmerie.
40 Paris : des bateaux-bus en service sur la Seine à partir du 1er mai.
— Sports : le décès du boxeur David Thio.

ARTS ET SPECTACLES

21-22 Cinéma : *Rain Man*, de Barry Levinson ; le 11e Festival de Ouagadougou.
23 Exposition : Malevitch au Stedelijk Museum d'Amsterdam.

ÉCONOMIE

41 Les groupes nationalisés affichent d'excellents résultats.
43 Le budget britannique pour 1989-1990.
44 Un nouveau programme d'action sociale pour le RMI.
46-47 Marchés financiers.

SERVICES

Abonnements 2
Annonces classées . 35 à 40
Carnet 40
Météorologie 34
Mots croisés 34
Radio-télévision 34
Expositions 24
Spectacles ..... 25 à 28

TÉLÉMATIQUE

● *Réservez vos séjours à la montagne* ..... SEJOUR
● *Municipales : les résultats complets du 1er tour* ..... ELEC
● *Chaque matin le mini-journal de la rédaction* ..... JOUR
● *L'actualité 24 heures sur 24* ..... AFP

3615 tapez LM
et 3615 tapez LE MONDE

Il y a cinquante ans

Le démembrement de la Tchécoslovaquie

Il y a cinquante ans, le 15 mars 1939, les armées nazies déferlaient sur Prague et achevaient le démembrement de la Tchécoslovaquie, commencé six mois plutôt lors des accords de Munich. La disparition de la jeune République, créée en 1918 après l'effondrement de l'empire autrichien, devait précéder de six mois seulement l'attaque allemande contre la Pologne et le début de la deuxième guerre mondiale.

Le prétexte initial de ce démembrement avait été la présence dans le nord du pays, dans la région des Sudètes, d'une population en grande majorité germanophone. En acceptant à Munich l'annexion de la région au Reich, Londres et Paris avaient feint de croire que les appétits du Führer s'arrêteraient là. Mais personne ne se faisait d'illusions à Prague, où le lâchage des démocraties occidentales fut durement ressenti. Aujourd'hui encore, il est utilisé par le régime communiste pour défendre l'alliance avec Moscou.

Si une partie de la population autrichienne avait réservé un accueil triomphal à l'arrivée des troupes nazies à Vienne, Prague, en ce 15 mars 1939, avait pris le deuil. Le temps était épouvantable, il y avait de la pluie et de la neige fondue, et les bombardiers de la Luftwaffe tournoyaient au-dessus de la capitale. Les Allemands partagèrent ce qui restait de la Tchécoslovaquie entre un *« protectorat de Bohême-Moravie »* et la Slovaquie, qui reçut son indépendance sous la direction d'un régime collaborateur.

DOMICILIATIONS COMMERCIALES

Les moins chers de Paris
En prenant le pack :
Siège social + permanence téléphonique + réexpédition du courrier
Si vous trouviez moins cher dans le mois à Paris nous nous engagerions à vous rembourser la différence.
58 bis, rue du Louvre
75002 Paris
42-96-41-12

Dans la perspective du marché unique

Les pays de l'AELE cherchent à redéfinir leurs relations avec les Douze

OSLO
de notre envoyé spécial

Dans la perspective du grand marché unique de 1993, fascinante mais inquiétante pour eux, les six pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange), à savoir la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Islande, l'Autriche et la Suisse sont déterminés à intensifier leur coopération avec la Communauté. Ils sont disposés, pour permettre un dialogue multilatéral efficace, à renforcer leurs institutions communes, aujourd'hui des plus légères, certainement pas comparables au puissant appareil politique et administratif communautaire. Tel est le sens de la déclaration que leurs chefs de gouvernement réunis mardi 14 et mercredi 15 mars dans le bel hôtel d'Holmenkollen, sur l'illustre colline du saut à ski olympique qui domine le fjord d'Oslo, s'apprêtaient à approuver mercredi. Leurs ministres des affaires étrangères et ceux des Douze tiendront une réunion sur ce même thème le 20 mars à Bruxelles.

« Le document final sera suffisamment ambitieux et précis », commentait lundi M. Ingvar Carlsson, le premier ministre suédois, dont on expliquait à la veille de la conférence qu'il piaffait d'impatience devant les états d'âme et la pusillanimité des Suisses. Ce texte cependant ne sera pas dépourvu d'ambiguïté. Derrière une façade unanime, des divergences de vue très réelles séparent, en effet, les six gouvernements de l'AELE. M. Jean-Pascal Delamuraz, l'habile président de la Confédération helvétique, a apparemment su convaincre ses partenaires nordiques que la précipitation n'était pas de mise. Ne pas s'exclure, sans pour autant trop s'engager!

Association ou adhésion

M. Jacques Delors les a surpris mais aussi bousculés lorsque, présentant en janvier à Strasbourg le programme de la nouvelle Commission européenne, il a suggéré aux pays de l'AELE de mieux se structurer afin d'établir un dialogue de bloc à bloc plus fructueux. Ils entendent ne pas rater le coche et donner une réponse clairement positive, mais ils sont également arrivés à la conclusion qu'il n'était pas forcément inutile de gagner du temps, d'amener la Communauté elle aussi à se dévoiler, à faire connaître ses intentions avant d'ébaucher avec les Douze la négociation d'un nouveau contrat d'association.

Des réformes de structures

L'aspect contre-feu à l'élargissement que dissimule à peine la démarche bruxelloise n'a apparemment pas choqué. Elle n'a pas eu non plus, il est vrai, beaucoup d'effet puisque les autrichiens, qui assurent ici bénéficier de l'encouragement de Paris, confirment leur volonté de rendre publique leur candidature début juillet, dès les premiers jours de la présidence française. Quoi qu'il en soit, les Six examinent les idées que leur a suggérées le président de la Commission européenne... Comment négocier avec la CEE, quelles garanties lui donner, comment participer de manière suffisamment crédible pour les Douze à la gestion, forcément complexe, du marché unique ?

Le mot d'ordre prioritaire est de renforcer les structures institutionnelles. Mais jusqu'où et comment des pays soucieux de préserver leur souveraineté peuvent-ils aller ? M. Delamuraz a vite indiqué quelles étaient les limites de l'exercice, selon la Suisse. *« Nos pays ne souhaitent pas une AELE supranationale. Les spécificités de chacun, qui les ont empêchés d'envisager l'adhésion à la Communauté, doivent être respectées. Elles interdisent aussi de participer à une organisation supranationale, commune à la CEE et à l'AELE. On ne peut avoir deux logiques. Mais ce danger-là est conjuré »*, a-t-il déclaré, sûr de lui, mardi, convenant cependant qu'il fallait parvenir à des réformes de structures *« dans les meilleurs délais »* et notamment au renforcement du secrétariat de l'AELE.

Quant au fond, c'est-à-dire le contenu de la coopération à mettre en place avec la CEE les Suisses se montrent fidèles à *« l'approche pragmatique »* au cas par cas qui caractérise depuis 1984 les relations entre la CEE et l'AELE et dénoncent l'actuelle *« frénésie de nouveauté »*. Ils plaident pour la conclusion d'un *« accord-cadre à géométrie variable »*, qui permettrait de négocier et de coopérer de façon collective, mais aussi, pour ceux qui le voudraient, de rester en retrait chaque fois que nécessaire. Le président helvétique devra persuader que ce n'est pas là dans son esprit un moyen d'obtenir l'accès au marché sans trop en supporter les contraintes. M. Carlsson n'aime guère évoquer la perspective d'une éventuelle union douanière avec la CEE. Pour lui union douanière signifie tarifs douaniers communs, politique commerciale commune et donc supranationalité, une équation qui le révulse. Il demande que l'AELE n'oublie pas ses partenaires hors d'Europe occidentale vers lesquels partent 38 % des exportations de la Suisse.

L'Autriche qu'on devine davantage fixée sur sa candidature à la communauté écoute d'une oreille favorable l'invitation à la prudence venue de Berne. Elle est peu soucieuse, même si c'était là le dessein secret de M. Delors, de voir l'opération en cours aboutir à une nouvelle coopération ambitieuse, organisée, qui lui serait ensuite présentée comme un substitut tout à fait honorable à l'*adhésion*. Les relations particulières qu'entretient la Finlande avec l'URSS la conduisent à considérer avec réserve une union douanière qui supposerait l'instauration de barrières face à ce client de l'Est. Il reste à savoir jusqu'où la Suède et la Norvège, dont les groupes industriels et financiers militent pour une coopération, voire une intégration aussi large que possible, accepteront de se laisser entraîner.

PHILIPPE LEMAITRE.

● **Polémique à propos du séisme en Allemagne de l'Est.** — Les deux Allemagnes se rejettent la responsabilité du séisme de magnitude 5,7 qui a été déclenché le 13 mars dans une mine de potasse d'Allemagne de l'Est par le brusque relâchement des tensions internes des roches. L'Allemagne de l'Est attribue ce séisme, qui n'a fait que des dégâts légers et quelques blessés dont un seul est encore hospitalisé, aux injections d'eau faites dans les mines de potasse situées de l'autre côté de la frontière, ce que l'Allemagne de l'Ouest juge une hypothèse stupide. Des séismes de ce genre s'étaient déjà produits le 23 juin 1975 (magnitude 5,4), le 8 juillet 1958 et le 22 février 1953.

Sur le vif

Trop tard !

Vous avez vu ce qui s'est passé cette nuit à Aix ? Non ? Attendez que je vous explique. C'est un peu compliqué, ces histoires de famille, un vrai sac de nœuds, mais, bon, je vais essayer.

Le soir du premier tour, c'était la castagne dans la cour de la mairie. Le maire sortant, Perretti, un UDF, la ramène, il plastronne, il cocoricote, il se vante d'avoir arrêté les panzerdivisions du Dr Bouvet, son rival RPR. Il l'a battu de dix-sept voix. Les copains à Bouvet, ça leur plaît pas. Ils donnent de la voix et battent comme plâtre les copains à Perretti Jean-Pierre, dit Bernadette, vu que la Vierge Marie, il est à genoux devant. Même qu'il aurait des apparitions auréolées de lumière tricolore assortie à son écharpe.

Après quoi, on s'époussette et on voit à se rabibocher. S'agit de faire liste commune contre la gauche au deuxième tour. Ce qui n'empêche pas Perretti de tapiner en secret, de racoler dans un chuchotis le mec du FN : Tu viens, chéri ? Il a parlé trop fort. A Paris, la brigade UDF des mœurs fronce le sourcil : Touche pas à ça, c'est sale, c'est caca. Retourne jouer à qui perd gagne avec ton petit camarade Bouvet.

Et grouille, vous avez jusqu'à mardi minuit. !

Je vous passe les détails des tractations, des magouilles, des marchandages : sept carambars contre une image de Crac-Crac Chirac. — Non : treize ! Ça bloque, ça coince, ça traîne. Et puis, bon, s'agit plus de rigoler, autour de 22, 23 heures chacun court inscrire en douce sa liste unique à la sous-préfecture. Et revient mine de rien à la table des négociations : Vous m'excuserez, un petit besoin urgent ; où ça en est, la discussion ? Elle a fini par aboutir : Alors, on est bien d'accord ? Eh ben, tant mieux. Bon, c'est pas tout ça, quelle heure il est ? Ah merde, 00 h 02, comme le temps passe ! Quand ils sont arrivés devant le guichet, ils se sont cassé le nez sur un écriteau : fermé.

Du coup le socialo, seul en piste contre la droite divisée en trois, RPR, UDF et FN, pourrait bien rafler la mise. D'autant que c'est un radiologue, un toubib, un pote au Dr Bouvet. Ils se refilent leurs clients. Rien que pour embêter ce matamore de Perretti, je serais pas étonnée que l'autre envoie dimanche ses électeurs à la consultation du confrère. A charge de revanche.

CLAUDE SARRAUTE.

AFGHANISTAN

35 000 civils auraient évacué la région de Jalalabad

La situation était toujours aussi confuse, mardi 14 mars, à Jalalabad, où une vingtaine d'hélicoptères en provenance de Kaboul se sont posés en dépit d'une intensification des tirs de roquettes et d'obus de mortier de la résistance. Les hélicoptères, il est vrai, se sont posés sous la protection de raids aériens effectués par des Mig-24 et des Mig-25 contre les positions de la résistance. Selon cette dernière, un bombardier et un hélicoptère auraient été abattus.

Des diplomates occidentaux en poste à Islamabad ont affirmé mardi que la résistance occupait une partie de l'aéroport, le rendant inutilisable.

Selon l'ONU, 35 000 civils auraient fui des combats qui auraient fait des centaines de morts. — *(AFP, AP, Reuter.)*

EN BREF

● **Résolution du Parlement européen.** — Le Parlement européen sera saisi, jeudi 16 mars, d'une résolution, préparée par sa sous-commission des droits de l'homme, demandant la suspension du mandat de négociations portant sur la coopération entre la Communauté européenne et la Roumanie. Le texte préconise, d'autre part, la limitation des importations de produits alimentaires roumains, pour permettre *« une meilleure alimentation du peuple roumain »*, et l'octroi d'une aide alimentaire, par le biais des organisations non gouvernementales (ONG) et de l'Eglise catholique. — *(AFP.)*

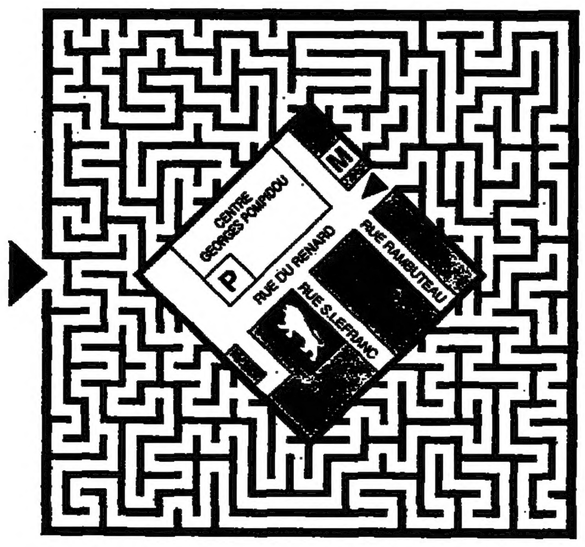
● **Création d'un Comité SOS-Racisme au Parlement européen.** — Un Comité SOS-Racisme, composé d'une centaine de parlementaires européens de tous les groupes politiques, à l'exception de l'extrême droite, a été créé, mardi 14 mars, à Strasbourg, a annoncé M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme. Présidé par le député travailliste britannique Glyn Ford, le Comité a pour objectif de *« faire avancer au sein des instances européennes les idéaux d'une Europe tolérante où Européens et étrangers bénéficient des mêmes garanties et des mêmes droits »*, a indiqué le président de SOS-Racisme.

● **M. Klibi candidat pour un troisième mandat au secrétariat général de la Ligue arabe.** — Le gouvernement tunisien a officiellement proposé, lundi 13 mars, la candidature de M. Chedli Klibi pour un troisième mandat au secrétariat général de la Ligue arabe. La demande tunisienne sera soumise au conseil de l'organisation arabe, qui tiendra sa 91e session les 27, 28 et 29 mars à Tunis. Aucune candidature ne s'est manifestée jusqu'ici et, selon les milieux diplomatiques arabes, M. Klibi a toutes chances de demeurer sans concurrent.

Agé de soixante-quatre ans, M. Klibi a été élu secrétaire général de la Ligue arabe pour la première fois en juin 1979, peu après le transfert du Caire à Tunis du siège de l'organisation, à la suite de la signature, par l'Egypte des accords de Camp David. Il avait été réélu en mars 1984. — *(Corresp.)*

Le numéro du « Monde »
daté 15 mars 1989
a été tiré à 563 711 exemplaires

Pour choisir Macintosh, où trouver le plus vaste espace d'exposition de Paris ?



INTERNATIONAL COMPUTER, LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

International Computer, c'est un grand choix de matériels et de périphériques en démonstration sur près de 500 m².

INTERNATIONAL COMPUTER
26 rue du Renard Paris 4e
42 72 26 26

Le printemps au rendez-vous de l'élégance masculine
costumes, vestes, chemises,
les meilleures griffes parisiennes choisies à :
LA VOGUE
38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

GLOBE
DE MARS
DIALOGUE
CLAUDE, MINISTRE DE LA SANTE
FRANCK, MALADE DU SIDA

A B C D E F G H

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

هكذا من الأصل